

ATLAS SUR L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES AU SAHEL



Save the Children

FEG

THE FOOD ECONOMY GROUP

Mis à jour et étoffé en Septembre 2017



ATLAS SUR L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES AU SAHEL

Mis à jour et étoffé en Septembre 2017

Cet atlas offre une vue d'ensemble de la géographie économique des zones rurales à grande échelle, illustrant les modes d'existence à travers la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, de la Mauritanie au Tchad. Ces informations uniques proviennent de 85 enquêtes de référence menées à l'aide de la méthodologie d'Analyse de l'Économie des Ménages dans de nombreuses « zones » des moyens d'existence définies pour chaque pays.

Les cartes et les commentaires qui les accompagnent traitent de la production de cultures, de l'élevage de bétail, de la consommation alimentaire des ménages, ainsi que des revenus et des dépenses monétaires de ces derniers. Ils fournissent également des indications sur les risques de production pour les cultures et l'élevage et sur la façon dont les populations y font face.

Ce document met en avant la façon dont les populations parviennent à accéder aux éléments essentiels à la vie et à la subsistance, ainsi que les différences entre les ménages les plus pauvres et les plus aisés. Il offre des interprétations et des conclusions pertinentes pour les décideurs politiques et pour le plaidoyer.

Hea-sahel.org

Financé par



ATLAS SUR L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES AU SAHEL

Mis à jour et étoffé en Septembre 2017

Chaque enfant a droit à un avenir. Save the Children intervient partout dans le monde pour offrir aux enfants un bon départ dans la vie et leur donner la chance d'apprendre et d'être en sécurité. Nous mettons tout en œuvre pour apporter aux enfants tout ce dont ils ont besoin, au quotidien comme en temps de crise.

Remerciements

Cet atlas a été élaboré par Julius Holt et Mark Lawrence du Food Economy Group (FEG Consulting), en collaboration avec l'équipe AEM du bureau régional d'Afrique centrale et de l'Ouest de Save the Children : Emilie Pasquet, Afi Vossah, Abdou Malam Dodo, Demba Toure et Matthieu Moraly.

La publication de ce rapport a été rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu relève de la responsabilité de Save the Children et ne reflète pas nécessairement la vision d'USAID ou du gouvernement américain.

Save the Children et ses partenaires (Oxfam, Action contre la Faim et le Programme alimentaire mondial) remercient USAID d'avoir financé la collecte d'une grande partie des informations présentées dans cet atlas.

Photo de couverture : Un couple plante des semences avant la saison imprévisible des pluies à Maradi, au Niger.
(Photo : Jonathan Hyams/Save the Children)

Publié par
Save the Children, bureau régional d'Afrique centrale et de l'Ouest
Lot No. 02 – Zone 15, Almadies Extension
Route de Ngor
Dakar
Sénégal

Première parution en 2019

© The Save the Children Fund 2019

Cette publication est protégée par des droits d'auteur, mais peut être reproduite par n'importe quelle méthode sans frais ou autorisation préalable à des fins d'enseignement, mais non à des fins de revente. Pour toute reproduction dans d'autres circonstances, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur, et des frais peuvent être exigés.

Conception, éditorial et composition : GrasshopperDesign.net
Imprimé par Page Bros Ltd

Contents

1 Introduction	1
1.1 L'Analyse de l'Économie des Ménages et l'atlas	1
1.2 Cartographie des zones de moyens d'existence	2
Carte 1 : Zones climatiques	3
Carte 2 : Bandes de moyens d'existence par mode de production	4
Carte 3 : Zones de moyens d'existence régionales (générales)	5
Carte 4 : Couverture des études de référence AEM au Sahel à partir de mi-2017	6
1.3 Couverture et représentativité géographique des études AEM	6
2 Dans quelle mesure les agriculteurs sahéliens dépendent-ils de leurs propres récoltes pour leur nourriture et l'argent liquide ?	8
Carte 5 : Dépendance vis-à-vis du marché pour l'alimentation	10
Carte 6 : Achats + paiements en nature en pourcentage du total de calories consommées	13
Carte 7 : Consommation de propres cultures en pourcentage de calories consommées	15
Carte 8 : Revenus monétaires provenant des ventes de cultures	17
Carte 9 : Ventes de cultures de rente en pourcentage du montant total des revenus monétaires	20
Carte 10 : Ventes des cultures vivrières en pourcentage du montant total des revenus monétaires	21
Carte 11 : Toutes ventes de cultures confondues en pourcentage du montant total des revenus monétaires	22
Carte 12 : Revenu total provenant des cultures	25
3 La contribution de l'élevage dans l'économie des ménages	28
Carte 13 : Propriété en termes de bovins (y compris les bœufs)	29
Carte 14 : Propriété en termes d'ovins et caprins	31
Carte 15 : Propriété totale en termes de bétail	32
Carte 16 : Ventes de bétail en pourcentage du montant total des revenus monétaires	34
Carte 17 : Revenu total provenant du bétail (nourriture + argent liquide)	37
4 La contribution du travail rémunéré et des autres revenus dans l'économie des ménages	39
Carte 18 : Revenus monétaires provenant de la main-d'œuvre locale	40
Carte 19 : Pourcentage du revenu total provenant de la main-d'œuvre du travail migrant	42

Carte 20 : Durée de migration de la main-d'œuvre	45
Carte 21 : Revenu total provenant de la main-d'œuvre (nourriture + argent liquide)	46
Carte 22 : Transferts de fonds	48
Carte 23 : Revenus monétaires provenant des activités indépendants	50
Carte 24 : Revenus monétaires provenant du commerce	53
Carte 25 : Revenu total provenant de toutes les sources (nourriture + argent liquide)	55
5 Comment les ménages dépensent leur argent	57
Carte 26 : Dépenses relatives aux aliments de base	58
Carte 27 : Dépenses relatives aux autres aliments	60
Carte 28 : Dépenses totales relatives à la nourriture	62
Carte 29 : Dépenses relatives aux intrants	64
Carte 30 : Dépenses relatives à la santé et l'éducation	66
6 Une nouvelle façon de voir le « rendement » qu'apportent les cultures à l'économie des ménages	68
Carte 31 : Rendement des cultures en pourcentage des besoins alimentaires minimums des ménages générés par hectare cultivé (nourriture + argent liquide)	69
Carte 32 : Rendements des cultures – différences entre les groupes socio-économiques	70
Carte 33 : Rendements des cultures – contribution des cultures vivrières et de rente	71
7 Les risques pour la production et la façon dont les populations y font face	74
Carte 34 : Les principaux risques pour l'agriculture et l'élevage	75
Carte 35 : Risques pour l'agriculture	78
Carte 36 : Risques pour l'agriculture	79
Carte 37 : Risques pour le bétail	81
Carte 38 : Principales stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année	82
Carte 39 : Stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année – ventes de bétail	83
Carte 40 : Stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année – travail rémunéré local	84
Carte 41 : Stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année – travail rémunéré migrant	85
Carte 42 : Autres stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année – Très Pauvres	86
Carte 43 : Autres stratégies d'adaptation pendant une mauvaise année – Nantis	87
Carte 44 : Taille moyenne des ménages	90
Note sur les preuves tirées des enquêtes de référence AEM en milieu urbain	92
Annexe 1 : Identification des zones de moyens d'existence	96
Annexe 2 : Répartition des groupes socio-économiques	109
Annexe 3 : Données AEM représentées sous forme graphique	115

1 Introduction

1.1 L'Analyse de l'Économie des Ménages et l'atlas

L'Analyse de l'Économie des Ménages – AEM (HEA en anglais) – est une méthodologie d'évaluation des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire. Elle a été, à ce jour, utilisée dans plus de 40 pays à travers le monde, avec plus de 500 enquêtes de référence achevées en moins de 20 ans. Au Sahel, elle est de plus en plus utilisée depuis que la première enquête de référence a été réalisée au Niger en 2007. L'AEM fournit une base de données quantitative et une analyse centrée sur trois éléments intégrés :

1. où les ménages se procurent-ils habituellement leur nourriture et dans quelles proportions ces sources couvrent-elles leurs besoins énergétiques (mesurés en calories) – que celles-ci proviennent de leur propre récolte, du marché, de dons ou de la cueillette, etc. ?
2. comment obtiennent-ils l'argent pour acheter la nourriture et les autres biens de premières nécessités de la vie et des moyens de subsistance?
3. à quelles dépenses consacrent-ils leur argent, et dans quelles proportions ?

Des informations répondant à ces questions et à d'autres sujets connexes sont recueillies en fonction des groupes socio-économiques de la population : selon les études AEM en milieu rural, la population est généralement divisée en quatre groupes : ménages Très Pauvres, ménages Pauvres, ménages Moyens, ménages Nantis (voir l'Annexe 2 pour la répartition de la population par groupes socio-économiques).

Cet atlas contribue à la compréhension de l'économie rurale d'une grande bande de l'Afrique située au sud du Sahara, le Sahel (le mot « Sahel » vient du mot arabe signifiant « côte » ou « frontière » et désigne donc ici l'extrémité sud du désert du Sahara). L'atlas montre les moyens d'existence à travers la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad et l'extrême nord Est du Nigeria, du nomadisme pastoral au nord à l'excédent céréalier

au sud. Il s'agit de la troisième édition de l'atlas. Un atlas pilote a été publié en 2013 puis mis à jour en 2014 avec de nouvelles références concernant les zones de moyens d'existence. Le présent document est, à son tour, une révision de l'atlas 2014. Il prend en compte un ensemble de zones de moyens d'existence nouvellement étudiées ainsi qu'un grand nombre des zones précédentes réétudiées après plusieurs années. Le nombre total de zones de moyens d'existence rurales recensées est passé de 50 en 2013 à 68 en 2014, puis à 85 en 2017, en plus d'une poignée d'études en milieu urbain.

Dans chaque édition, nous avons examiné les caractéristiques géographiques des informations AEM à travers le Sahel selon un certain nombre de thèmes clés. Une carte permet de faire des comparaisons et d'identifier des continuités qui ne ressortent pas facilement des données graphiques. Les zones étudiées représentent un secteur géographique considérable à travers la région du Sahel ; et bien que ce secteur géographique ne soit pas complet, il est suffisamment continu pour pouvoir combler les lacunes de manière intuitive, afin de montrer des tendances très étendues.

Un coup d'œil au sommaire ci-dessus permet de comprendre que la majorité des thèmes de la carte sont associés d'une manière ou d'une autre aux recettes ou aux dépenses monétaires. En effet, les moyens d'existence des populations rurales du Sahel sont aujourd'hui fortement monétisés, de l'agriculteur ordinaire producteur de céréales à l'éleveur nomade des zones les plus reculées. Autrefois, seul l'agriculteur le plus riche aurait été le plus préoccupé par le monde de l'argent. De nos jours, il est impossible de comprendre la situation des populations les plus pauvres sans s'intéresser à leur budget monétaire. Celles-ci sont aujourd'hui bien incapables de produire suffisamment de cultures ou de bétail pour satisfaire leurs besoins alimentaires et autres, soit par la consommation directe, soit par la vente. Par conséquent, mis à part une certaine cueillette sauvage « gratuite », les agriculteurs

les plus pauvres doivent chercher des revenus hors de leurs exploitations, généralement sous forme d'espèces, excepté lorsque les paiements se font en aliments (« paiement en nature »). De même, les bergers pauvres survivent principalement en travaillant pour des parents et des membres de clans qui possèdent la plus grande partie des troupeaux locaux. On constate ainsi aujourd'hui un paradoxe chez les agriculteurs comme chez les éleveurs : plus on est pauvre, plus il faut dépenser de l'argent. Ceci constitue un thème général de l'atlas.

L'ensemble de l'atlas est divisé en sept chapitres, traitant chacun d'un grand thème faisant écho à la méthodologie AEM. Les cartes s'accompagnent d'un commentaire visant à faire ressortir les points clés, à dégager certains éléments qui peuvent ne pas être évidents à première vue et à expliquer autant que possible les anomalies réelles ou apparentes. Trois cartes sont présentées sur chaque thème : nous citons d'abord les valeurs moyennes des quatre groupes socio-économiques, pondérées en fonction des proportions de ménages ou de la population dans chaque groupe. Les valeurs concernant les Très pauvres et les Nantis sont ensuite présentées sur deux autres cartes, afin d'examiner le contraste entre les groupes socio-économiques. Bien que l'on espère que la présentation offrira de nouvelles perspectives sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans la région, les lecteurs tireront leurs propres conclusions sur les politiques ou d'autres questions qui les intéressent particulièrement. Sans vouloir nous y substituer, nous mentionnons, au début de chaque chapitre, les messages principaux qui, selon nous, résultent des données.

1.2 Cartographie des zones de moyens d'existence

Le modèle utilisé pour représenter les différentes zones étudiées par l'AEM résulte de la combinaison de cartographies nationales des zones de moyens d'existence établies par FEWS NET¹ avec les partenaires locaux. L'objectif premier de cet effort remarquable était d'élaborer des cartes nationales offrant à FEWS NET et à d'autres une partition de chaque pays, basée sur les facteurs écologiques et économiques qui façonnent les moyens d'existence locaux, plutôt que de procéder simplement à des analyses sur la base du découpage administratif (toutefois les divisions administratives apparaissent toujours clairement et sont superposées à celles des zones de moyens d'existence). Les cartes nationales des zones de moyens d'existence ont été élaborées pour la plupart entre 2003 et 2005, bien que la carte du nord du Nigeria ait été réalisée en 2007 et la première carte du Sénégal achevée en 2010. Des révisions ont depuis été faites pour plusieurs pays. (Voir l'annexe 1 pour l'ensemble complet des cartes nationales représentant les zones de moyens d'existence.)

Ces cartes étaient initialement accompagnées de brèves descriptions de chaque zone ou de « profils » plus détaillés, ne faisant pas mention de la quantification figurant dans les données de référence AEM ultérieures. FEWS NET avait pour exigence d'identifier les zones de manière globale et non spécifique, afin d'obtenir un nombre de zones qui se prête raisonnablement au suivi, plutôt que de nombreuses zones locales.

Il en résulte, dans la plupart des pays, de très larges zones. Pour le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, ce principe a été poussé à l'extrême en 2014 lorsque les zones ont été redéfinies pour afficher seulement 13 zones de moyens d'existence pour l'ensemble du pays (le même nombre qu'au Niger) contre les 44 zones initiales identifiées pour le nord. Pour notre objectif particulier, il est plus approprié de conserver les zones de moyens d'existence initiales du nord du Nigeria.

¹ Réseau de Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine créé par l'USAID en 1985.

Dans chaque pays, le zonage a été considéré comme un exercice à part entière à des fins nationales et il n'y a pas eu de tentative formelle visant à faire correspondre les zones transfrontalières si un pays voisin avait déjà été cartographié. Cependant, il est clair que certains types de zones de

moyens d'existence se répètent sur une grande partie du Sahel, au sein des larges bandes agro-écologiques échelonnées allant du *soudanien* au *sahélien*. L'écologie principale et l'influence primordiale de la pluviométrie sont illustrées sur la carte 1.

CARTE 1 : ZONES CLIMATIQUES

LÉGENDE

Isohyète (mm / an)

200 - - - Isohyète moyen 1940-1967

200 - - - Isohyète moyen 1968-2000

Zones climatiques actuelles

■ Saharienne

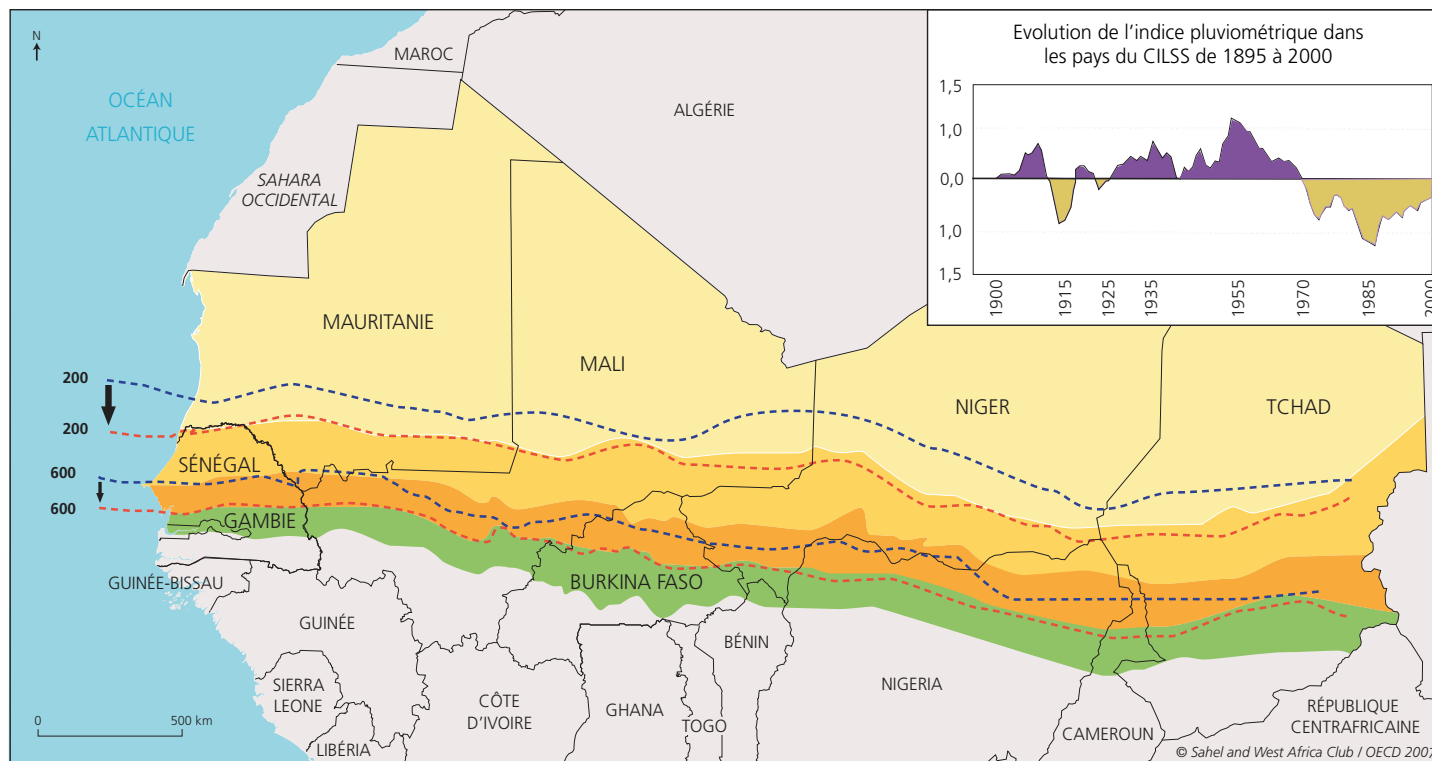
■ Sahélienne

■ Sahélo-soudanienne

■ Soudano-sahélienne

— Frontière

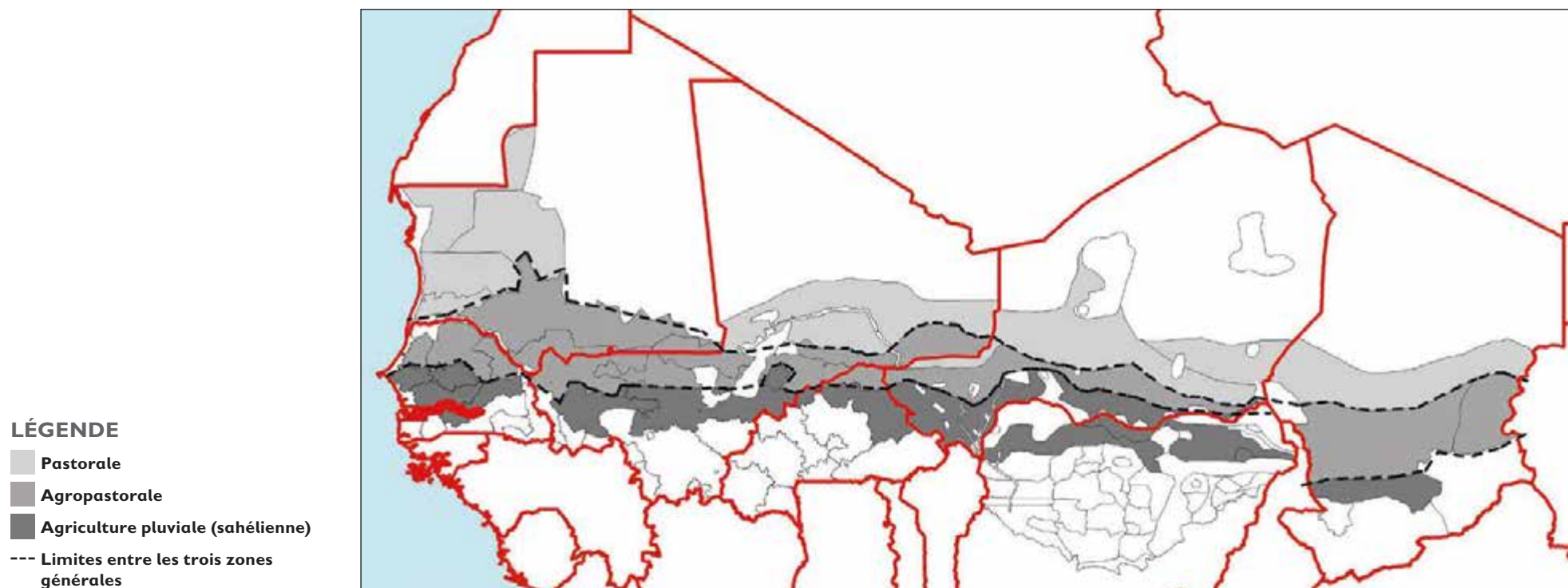
Source : *Vulnérabilité dans la zone sahélienne*. Philipp Heinrigs et Christophe Perret (SWAC / OCDE) Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest, chapitre 15. OCDE



Sur la carte 2, les zones de moyens d'existence avec les trois modes de production de base sont combinées en trois bandes. Le gris le plus foncé représente l'agriculture pluviale typique des petits exploitants dans la bande sahélienne ; le gris moyen représente des zones agropastorales plus sèches où l'élevage occupe une position plus importante et parfois dominante dans l'économie locale, bien que les cultures restent importantes. Le gris clair représente les zones arides et pastorales où les moyens d'existence reposent fortement sur les bovins et/ou les chameaux, les ovins et les caprins : là, les

cultures sont soit impossibles, soit très localisées, mineures et souvent « opportunistes » selon l'ampleur des précipitations au cours d'une saison donnée. Les zones de moyens d'existence qui ne rentrent pas dans ces bandes sont délimitées sans coloris : ce sont des zones de production substantielle de culture irriguée ou, plus au sud, des zones en dehors des limites écologiques sahéliennes à proprement parler, avec des précipitations plus abondantes qui permettent un plus grand développement de la végétation et des cultures (écologie soudanaise).

CARTE 2 : BANDES DE MOYENS D'EXISTENCE PAR MODE DE PRODUCTION



La carte 3 montre toutes les zones de moyens d'existence de la région, intégrant une cartographie plus détaillée des modes de production. Elle montre les trois bandes de la carte 2 en couleur vert olive, marron et jaune foncé, mais aussi les zones plus humides « d'autre agriculture » au sud en vert foncé et les zones irriguées et côtières en bleu. Au nord, les zones arides sont représentées en jaune de différents tons. La grande étendue jaune est semi-désertique ou constituée uniquement de désert ; les éleveurs nomades y cherchent des pâturages saisonniers et seuls des caravanes de chameaux ou

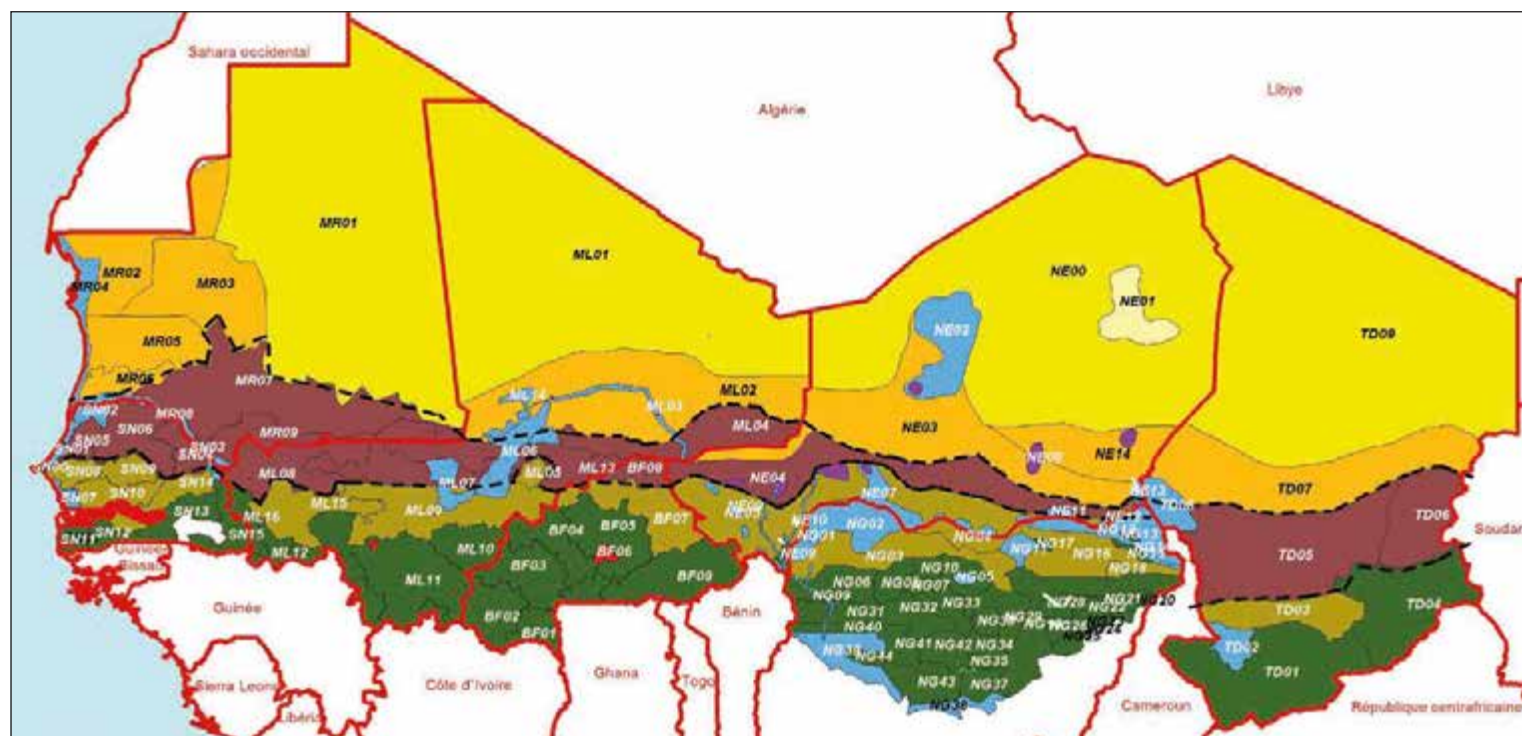
des camions sont visibles sur les routes commerciales vers la Libye et l'Algérie. La bande en jaune plus foncé qui traverse le Tchad, le Niger et le Mali abrite principalement des bergers nomades et transhumants ; ces derniers résident dans des villages fixes, mais certains membres du ménage amènent le bétail vers des pâturages saisonniers lointains. La partie la plus sombre du Niger dénote une concentration particulière d'élevage de chameaux. On note ensuite des variations locales sur le thème du désert : le jaune le plus clair au Niger et en Mauritanie représente l'ensemble des zones d'économie basée

CARTE 3 : ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE AU NIVEAU RÉGIONALES (GÉNÉRALES)

LÉGENDE

- Désert
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Autre agriculture
- Irrigué / Fluviale / Littoral / Lac
- Émigration – Niger
- Urbaine / Périurbaine

Remarque : les codes et noms des zones de moyens d'existence sont donnés en Annexe 1 (page 96).



sur l'oasis, où les dattiers sont la principale source de revenus. Dans l'ouest de la Mauritanie, représenté en orange, se trouvent des zones désertiques où le nomadisme côtoie des échanges commerciaux importants ou des emplois dans le secteur minier. Enfin, au Niger, les zones « d'émigration » en mauve indiquent des populations, qu'elles soient agricultrices, agropastorales ou pastorales, qui dépendent considérablement des membres du ménage qui migrent pour un travail saisonnier, souvent en traversant les frontières nationales.

Comme mentionné ci-dessus, le zonage national des moyens d'existence a été fait de manière indépendante dans chaque pays et, au fil des années, des ajustements ont été réalisés pour faire davantage correspondre des zones similaires à travers les frontières nationales. Cependant, un point discordant reste à résoudre : la large bande de couleur marron représentant l'agropastoralisme d'un bout à l'autre de la carte est entrecoupée dans l'extrême ouest du Niger par une fine bande en jaune, qui dénote la continuité du pastoralisme pur. Nul doute que cette anomalie sera résolue en temps opportun.

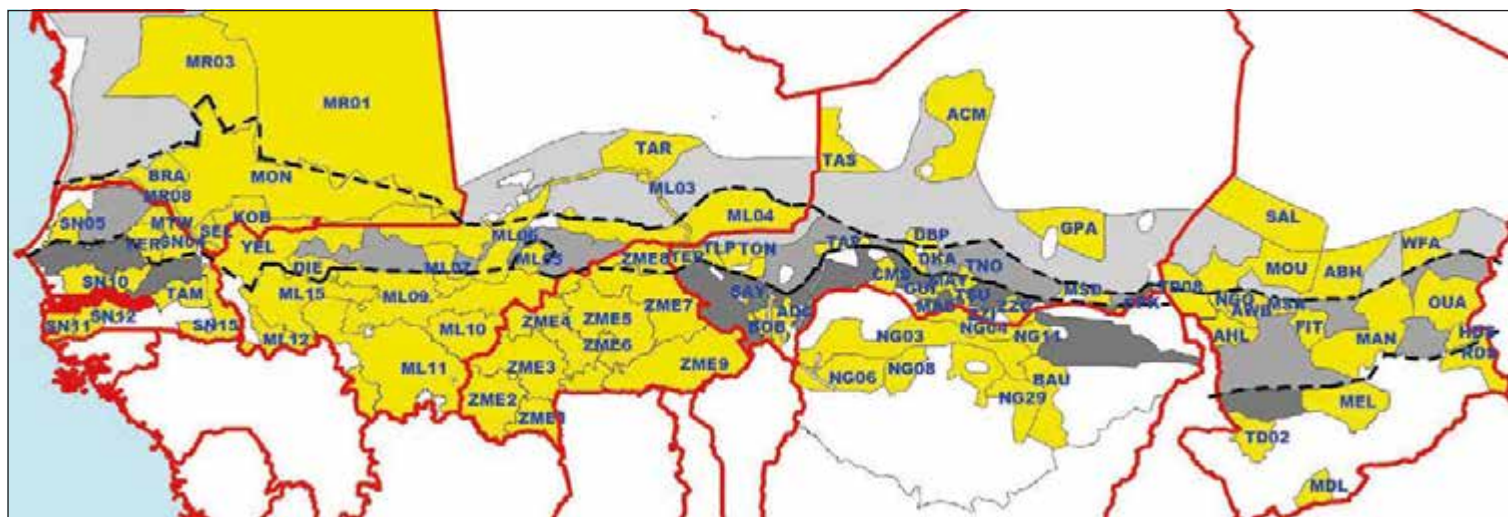
1.3 Couverture et représentativité géographique des études AEM

La carte 4 montre toutes les zones qui ont fait l'objet d'une étude de référence AEM jusqu'à présent. On remarquera que celles-ci ne correspondent pas toujours aux zones régionales des moyens d'existence indiquées sur la carte 3 (et représentées par pays dans l'annexe 1). Ceci s'explique par le fait que chaque pays décide de la représentativité d'une étude donnée vis-à-vis de l'ensemble de la zone de moyens d'existence dans laquelle elle est située. La carte peut donc être trompeuse. Au Niger et au Tchad, par exemple, on a constaté une attitude conservatrice envers la représentativité des études locales effectuées au sein d'une vaste zone nationale de moyens d'existence, de sorte que même si deux études sont menées dans la même zone de moyens d'existence (bandes pastorale, agropastorale ou d'agriculture pluviale), cela ne se traduit pas par une couleur jaune qui couvre l'ensemble de la zone. Cependant, en Mauritanie, une seule étude menée dans le sud de la zone des *Pasteurs nomades* (MR01) est considérée comme représentative de toute la

CARTE 4 : COUVERTURE DES ÉTUDES DE RÉFÉRENCE AEM AU SAHEL À PARTIR DE MI-2017

LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéniennes générales suivantes :
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



zone de pastoralisme nomade du désert qui s'étend au nord. Par conséquent, sur la carte 4, lorsque les profils AEM n'ont pas été considérés comme représentant à eux seuls l'ensemble des zones de moyens d'existence, un code sous forme de lettre leur a été attribué. Là où ils représentent officiellement les zones de moyens d'existence, des codes numériques (ML09, NG03, etc.) leur ont été attribués comme sur les cartes nationales des zones de moyens d'existence. Il existe une exception pour la zone du nord du Niger (*Montagnes de l'Air : maraîchage irrigué (ACM)*), qui représente réellement une zone nationale entière de moyens d'existence (NE02). (Remarque : dans le nord du Nigeria, la zone de moyens d'existence *NO Sorgho, niébé et arachide* est divisée en deux parties : celle de l'est codifiée NG06, qui doit être comprise comme incluant également la partie à l'ouest qui semble trouée au milieu, en fait par la ville de Kano.)

Il y a des raisons historiques à cette situation. Lorsque les deux premières études de référence AEM concernant la région du Sahel ont été entreprises en 2007 dans le centre du Niger, les cibles étaient les zones de projet de l'organisation non gouvernementale (ONG) concernée (à savoir, Save The Children UK). On ne pouvait pas savoir que dix ans plus tard, il y aurait 23 zones étudiées rien qu'au Niger, certaines d'entre elles réétudiées, et 85 zones étudiées dans l'ensemble du Sahel. En 2007, Save the Children UK connaissait la carte nationale des zones de moyens d'existence et a même identifié les localités des enquêtes comme faisant partie des zones globales d'agriculture pluviale et agropastorale. Il n'y avait, cependant, aucune intention formelle de les représenter à l'échelle nationale. Cela est venu plus tard avec l'intérêt porté au zonage des moyens d'existence par le Système d'Alerte Précoce du gouvernement au Niger, et par la suite dans tous les pays du Sahel.

Le déclencheur a été la contribution de l'AEM à des évaluations saisonnières régulières, en développant des scénarios (« Analyse des résultats ») sur les effets des chocs reposant sur les informations des profils de base AEM. Durant les premières années qui ont suivi 2007, on a pu observer une tendance compréhensible à étudier des localités ayant des antécédents de malnutrition particulièrement élevée ou des localités ayant connu une certaine insécurité alimentaire. Celles-ci se situent essentiellement au sein de la bande écologique sahéenne, propice aux déficits de pluie d'année en année. Plus récemment, toutefois, un bon nombre de zones ont été étudiées dans les zones irriguées et

au-delà de la bande sahéenne proprement dite, dans les régions méridionales les plus sûres du point de vue alimentaire. La couverture actuelle offre donc, comme nous l'avons dit, des informations sur presque tous les principaux types d'activités de subsistance identifiés par les cartes nationales des zones de moyens d'existence. Les sept zones étudiées dans le nord du Nigeria font principalement écho aux économies sahéennes de céréales et de légumineuses ou à celles que l'on trouve au sud des pays du Sahel.

Le lecteur doit être mis en garde sur un problème : la taille d'une zone sur la carte ne doit pas automatiquement suggérer une importance plus ou moins grande accordée à cette zone, notamment en termes de population. Cela peut sembler évident en principe, mais par exemple, la grande couverture de la zone pastorale MR01 en Mauritanie mentionnée ci-dessus est très imposante visuellement, mais représente une population totale inférieure à celle de la zone de la Vallée du fleuve Sénégal (MR08), très petite en superficie. Autre exemple : au Mali, trois taches de petite taille ou très étroites représentent des zones entières de subsistance pour la plupart très peuplées : riz irrigué – Office du Niger (ML07), Plateau Dogon (ML05) et riz fluvial et élevage transhumant (ML03). Dans l'ensemble, la grande majorité des Sahéliens ruraux vivent dans les bandes d'agriculture pluviale ; le reste vit essentiellement dans la bande agropastorale et seule une petite minorité vit dans la bande pastorale.



2 Dans quelle mesure les agriculteurs sahéliens dépendent-ils de leurs propres récoltes pour leur nourriture et l'argent liquide ?

Dans chaque calendrier saisonnier créé lors du travail sur le terrain dans les zones agricoles du nord au sud de la région, une « période de soudure » est indiquée. Cette période couvre les semaines, voire les mois précédant la nouvelle récolte, durant lesquels les stocks de la dernière récolte sont épuisés depuis longtemps, l'argent se fait particulièrement rare et les prix des aliments atteignent leur pic annuel, tout du moins pour les populations les plus pauvres. C'est là que les ménages les plus pauvres doivent se « serrer la ceinture », ce qui est aussi le cas des bergers aux revenus moyens durant la dernière partie de la saison sèche, où leurs animaux produisent nettement moins de lait et où ils doivent payer des prix très élevés pour les céréales sur les marchés du nord, loin des paniers de céréales du pays. Cette période de soudure annuelle est à la fois le symptôme et le résultat de la pauvreté. C'est peut-être ce que l'on entend par « insécurité alimentaire chronique » dans le Sahel et, à sa manière, cela pourrait être considéré comme un fléau, au même titre que les sécheresses périodiques et le stress alimentaire aigu pour lesquels la région est plus connue.

En vérité, l'une des constatations frappantes des études AEM effectuées au Sahel (ainsi qu'en Afrique australe et du nord-est) concerne la grande quantité d'aliments de base achetés par les agriculteurs ordinaires non seulement pendant les mauvaises années, mais aussi pendant les années normales de production. Dans les zones étudiées, un peu moins de 80 % des ménages agricoles des catégories Très pauvres et Pauvres obtiennent moins de 50 % des calories alimentaires qu'ils consomment à partir de leurs propres

récoltes ; et 17 % de ces ménages obtiennent moins de 25 % de leurs calories grâce à leurs champs. En réalité, ils produisent souvent un peu plus que cela, mais immédiatement après la récolte, ils doivent en vendre une partie pour payer leurs dettes et d'autres frais urgents. Ainsi, au cours de l'année, les ménages doivent acheter près de la moitié de leur nourriture sur le marché, même en tenant compte de la nourriture qu'ils obtiennent autrement par le biais de paiements en nature, de la cueillette, etc. L'origine de ce problème réside dans leurs terres limitées, le peu d'engrais organique obtenu à partir des fientes de leurs quelques animaux, leur faible capacité à acheter des engrais chimiques et d'autres intrants et, souvent, leur main-d'œuvre familiale restreinte. Il en découle que ce qui doit finalement déterminer la sécurité ou l'insécurité alimentaire des ménages n'est pas leur récolte, mais leur accès à l'argent liquide pour acheter de la nourriture.

Il en découle à son tour que la politique de développement doit trouver un équilibre judicieux entre les investissements visant à augmenter la production alimentaire et les investissements visant à accroître les opportunités de générer des revenus non agricoles. Les premiers peuvent être les plus importants pour les agriculteurs les plus aisés possédant plus de terres, dont les excédents empêchent presque tous les pays du Sahel d'être de grands importateurs de céréales (en dehors du riz, populaire dans les villes et parmi les villageois les plus riches). Il existe cependant une limite à laquelle les exploitations souvent très petites des ménages les plus pauvres peuvent être confrontées quand il s'agit d'augmenter la production alimentaire, même avec

des subventions d'engrais et un peu de chance avec les pluies. Le but devrait être de « les aider à s'aider eux-mêmes », en commençant par comprendre leurs propres décisions sur la façon d'investir leur travail et le petit capital qu'ils possèdent – une compréhension favorisée par les informations et les analyses AEM.

Dans certains cas, l'aide au développement signifie également aider les agriculteurs les plus pauvres à produire des cultures de rente plutôt que des cultures vivrières. Il est très rare de trouver un agriculteur, pauvre ou aisé, qui ne se soucie pas de cultiver au moins une partie de ses terres pour nourrir sa famille. Ceci dit, la production de cultures de rente par opposition aux cultures vivrières par les populations plus pauvres ne les rend pas en soi plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Leur première préoccupation est de savoir comment ils vont continuer à se nourrir pendant l'année, et en cela ils forment leurs propres jugements sur le rapport opportunité/coût concernant l'investissement de leur travail et de leur argent dans les cultures vivrières d'une part et dans les cultures de rente d'autre part. Et comme ils dépendent fortement du marché pour la nourriture, tout ce qui menace leurs revenus monétaires menace leur sécurité alimentaire. Par conséquent, une baisse des prix des produits de base ou le non-respect des prix préétablis d'un produit de la part d'une agence officielle chargée des achats devrait immédiatement susciter des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Les mauvaises récoltes de nourriture ne sont pas seules responsables de la faim.

Néanmoins, il faut naturellement veiller à aider les agriculteurs plus pauvres à conserver la nourriture qu'ils produisent. L'une des priorités serait d'apporter une assistance technique pour réduire les pertes après récolte. En même temps, bien que le bétail soit couramment désigné comme le « compte bancaire » des agriculteurs sahéliens, cela ne devrait pas empêcher d'envisager des services financiers ciblés pour permettre aux ménages les plus pauvres d'entamer un cycle modeste mais bénin d'investissement dans de bonnes semences, engrais ou autres. La tentative consisterait à réduire leur prise de crédit pendant la saison de croissance, que ce soit pour les intrants agricoles ou simplement pour que leurs denrées alimentaires perdurent jusqu'à la fin de la période de soudure, et ainsi leur éviter de vendre une partie de la

nouvelle récolte pour rembourser le crédit. Toutefois, dans la mesure où les agriculteurs pauvres sont forcés de chercher un revenu en dehors de leurs champs (et vraiment loin), on constate sur de nombreuses cartes de l'atlas un niveau d'effort et d'initiative élevé de leur part. Les investissements dans le développement devraient suivre leur exemple et, entre autres, envisager la capitalisation à petite échelle d'activités telles que la transformation des aliments, la production artisanale et la fabrication de briques, tout en offrant des formations pour développer des compétences qui ne sont généralement pas considérées par l'agriculteur ou l'éleveur ; par exemple : la menuiserie, la couture ou la maçonnerie.

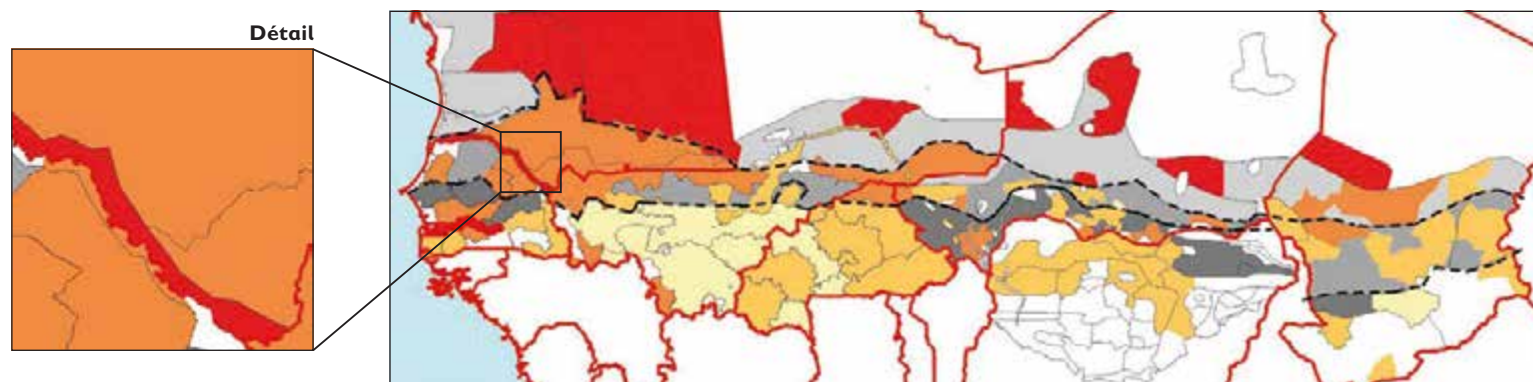
Si cette dernière notion semble plus urbaine que rurale, celle-ci devrait aussi suivre l'exemple des agriculteurs. L'Organisation des Nations Unies (ONU) prévoit que la majorité des populations africaines vivront en zones urbaines d'ici le milieu du XXI^e siècle et au Sahel, des centaines de milliers de personnes prennent chaque année la décision de quitter les zones rurales. Quant à savoir si cela permettra aux agriculteurs qui restent d'avoir de plus grandes exploitations, voire une production de cultures davantage mécanisée, nous ne pouvons pour l'heure qu'émettre des suppositions. Mais en attendant, les villes influencent considérablement les agriculteurs et les éleveurs, non seulement en créant une demande toujours croissante pour leurs récoltes, leur bétail et leurs produits laitiers, ainsi que pour d'autres biens qu'ils produisent, mais en leur offrant également un emploi saisonnier et indirectement des fonds envoyés par des fils et des filles éduquées qui ont réussi à s'implanter dans l'économie urbaine. Il va sans dire qu'une plus grande création de richesses dans les zones rurales et urbaines passe par une éducation universelle, autant que possible au-delà de l'école primaire. Il s'agit assurément d'un investissement impératif pour le développement.

Remarque : dans les commentaires des cartes qui suivent, les zones de moyens d'existence sont désignées par un nom et un code. Les lecteurs sont invités à se référer à la carte 4 pour localiser ces zones.

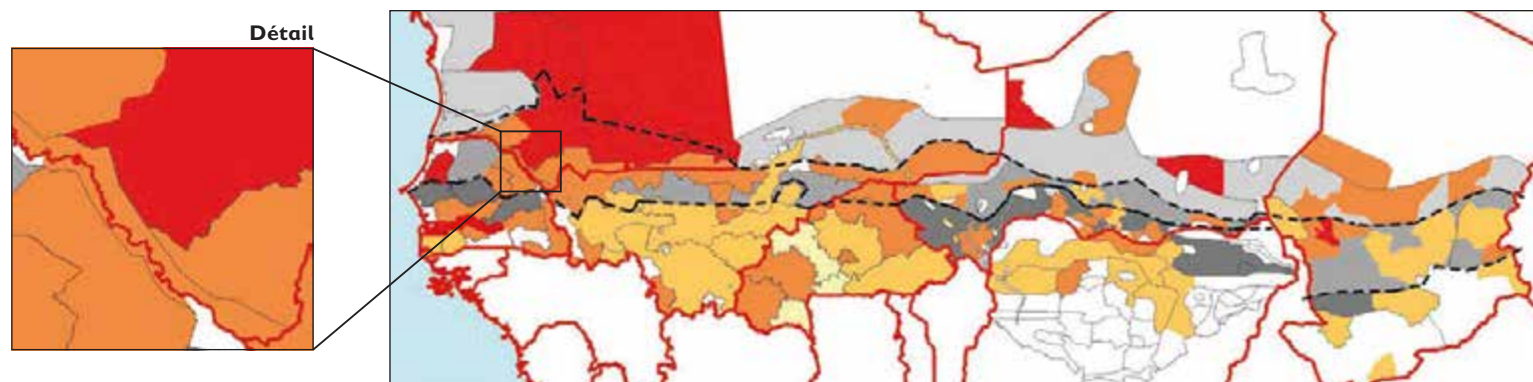
CARTE 5 : DÉPENDANCE VIS-À-VIS DU MARCHÉ POUR L'ALIMENTATION

(Pourcentage de kcal consommées qui sont achetées)

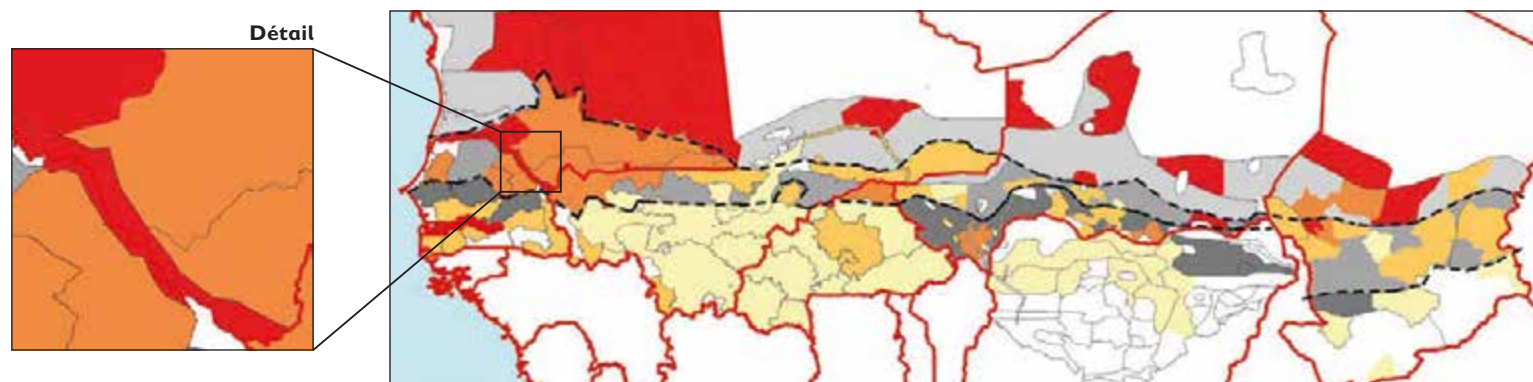
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% de kcal achetées

- 0-25
- 26-50
- 51-75
- 76-100

COMMENTAIRE : CARTE 5 : DÉPENDANCE VIS-À-VIS DU MARCHÉ POUR L'ALIMENTATION

Pour cette carte et les suivantes, les trois parties sont conçues de sorte à répondre à deux grandes questions. La première concerne le schéma général que nous observons et ce que nous pouvons en conclure. Ici, la partie de la moyenne des ménages (qui montre les valeurs moyennes dans les quatre groupes socio-économiques) pourrait être le premier point de référence. La deuxième question est de savoir quelles différences nous constatons entre les ménages les plus pauvres et les plus aisés, représentés ici par les deux extrêmes : Très Pauvres et Nantis. Dans la pratique, la comparaison entre ces deux groupes de ménages fournit souvent les meilleures indications générales et explique la partie de la moyenne des ménages.

La dépendance vis-à-vis du marché pour les denrées de base, principalement les céréales, est presque l'inverse de l'autosuffisance : presque, mais pas tout à fait, car les ménages Pauvres peuvent aussi obtenir de la nourriture sous forme de rémunération pour le travail occasionnel effectué dans les champs (voir la carte 6 et le commentaire qui s'y rapporte), sous forme de repas fourni pendant la journée de travail, à travers la cueillette, ou encore sous forme de don, de prêt ou d'aide alimentaire.

Les pasteurs purs ne produisent aucune récolte et le nord est donc parsemé d'une couleur plus foncée. Si nous cherchons sur les cartes les zones affichant une plus grande autosuffisance alimentaire, nous regardons automatiquement vers l'extrême sud, où les précipitations sont plus abondantes et où la production alimentaire moyenne par habitant est susceptible d'être plus importante. Ceci est confirmé non seulement parmi les Nantis, mais aussi parmi les Ménages Moyens. Néanmoins, la situation des Moyens n'est pas rose : dans l'ensemble de la zone agricole, la majorité des surfaces montrent une dépendance vis-à-vis du marché qui peut aller jusqu'à 50 % des calories, bien que le sud et le centre du Mali se distinguent par leur niveau élevé d'autosuffisance. Les zones voisines du Burkina Faso sont contrastées : d'une part, même les Très Pauvres dans la zone *Sud tubercules et céréales (ZME1)* parviennent à couvrir 60 % de leurs besoins caloriques par leur propre production. En revanche, les Très Pauvres dans la zone *Ouest coton et céréales*

(ZME3) et la zone *Sud-ouest fruits, coton et céréales (ZME2)* achètent entre la moitié et les trois quarts de leurs calories. Les Très Pauvres dans la zone *NO coton, arachide et céréales mixtes du Nigeria (NG08)* attirent l'attention pour la même raison. Mais en réalité, cette forte dépendance vis-à-vis du marché ne signifie pas que ce sont pour autant des îlots d'insécurité alimentaire. L'explication se trouve dans le terme commun de leurs titres : le coton. Les agriculteurs consacrent une bonne partie de leurs terres à cette culture de rente dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent pour couvrir largement l'achat des produits vivriers supplémentaires qu'ils seraient autrement en mesure de produire. Ils sont vulnérables à des problèmes tels que l'incapacité des services publics à fournir des pesticides ou à honorer leur contrat d'achat au prix escompté lorsque les cours mondiaux s'effondrent. En règle générale, ils sont cependant en mesure d'utiliser leurs économies, leurs actifs et leur crédit, ou de trouver un emploi suffisant pour éviter au minimum d'être menacés par la faim d'une année sur l'autre.

Cette situation nous incite à faire une distinction générale entre l'autosuffisance alimentaire et la sécurité alimentaire. La question des cultures de rente par opposition aux cultures vivrières n'est pas le seul point pertinent. Les populations les plus pauvres qui produisent normalement beaucoup moins que les quantités permettant de couvrir leur consommation directe et les besoins du marché ne sont pas nécessairement exposées à une insécurité alimentaire. Si elles peuvent répondre régulièrement à leurs besoins grâce à des activités génératrices de revenus non agricoles, elles peuvent être considérées comme étant en sécurité alimentaire, aussi pauvres qu'elles puissent être. C'est lorsqu'il y a une interruption qui touche leur production ou leurs sources de revenus que les populations tombent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. En règle générale, plus on va vers le nord, plus on trouve des populations menacées par cette irrégularité – le principal ennemi étant la sécheresse.

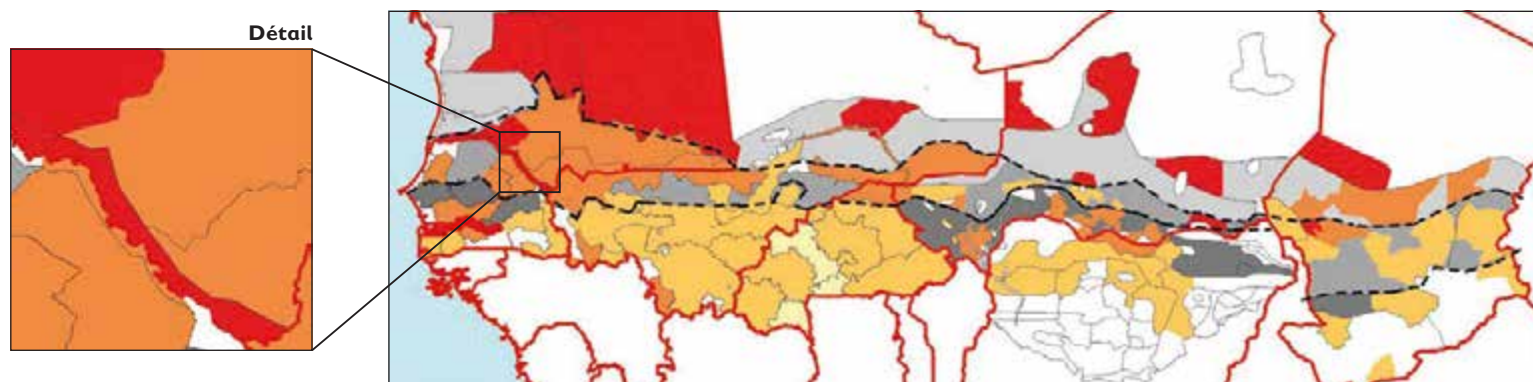
Enfin, il existe des cas qui sont contre-intuitifs, où les Très Pauvres dépendent moins du marché que les Nantis. La réponse à cette énigme soulève des

aspects intéressants de la façon dont certaines populations obtiennent de la nourriture. Au nord du Niger, dans la zone des *Montagnes de l'Air : Maraîchage irrigué (ACM)*, la production des cultures vivrières est très faible, car les terres arables très limitées et la précieuse irrigation provenant des puits sont principalement consacrées aux cultures de rente, particulièrement aux oignons de qualité qui approvisionnent les marchés de Niamey et au-delà. Contrairement aux Nantis, les Très Pauvres, qui affichent une dépendance de 74 %, ne font pas partie de la tranche supérieure dépendante du marché parce qu'ils reçoivent 15 % de la nourriture qu'ils consomment sous forme d'aide alimentaire et en tant que paiement direct pour le travail journalier (paiement en nature). De même, plus au sud du pays, les Très Pauvres parmi les *pasteurs M'Bororo de Dakoro (DBP)* dépendent du marché à 74 %, non seulement à cause de l'aide alimentaire et des dons alimentaires privés, mais aussi à cause des paiements en nature substantiels sous forme de céréales en contrepartie du travail qu'ils effectuent pour leurs voisins agropastoraux. Là encore, dans la zone de la *Vallée du fleuve Sénégal (MR08)* en Mauritanie, la production agricole globale est faible, mais les Très Pauvres obtiennent une grande partie de leur alimentation par le biais de paiements en nature, de la cueillette et de dons. Dans la zone *pastorale de Tarkhint (TAR)* au Mali, les Très Pauvres reçoivent 20 % de la nourriture qu'ils consomment sous forme de paiements en nature (céréales achetées par leurs employeurs), de dons et d'aide alimentaire.

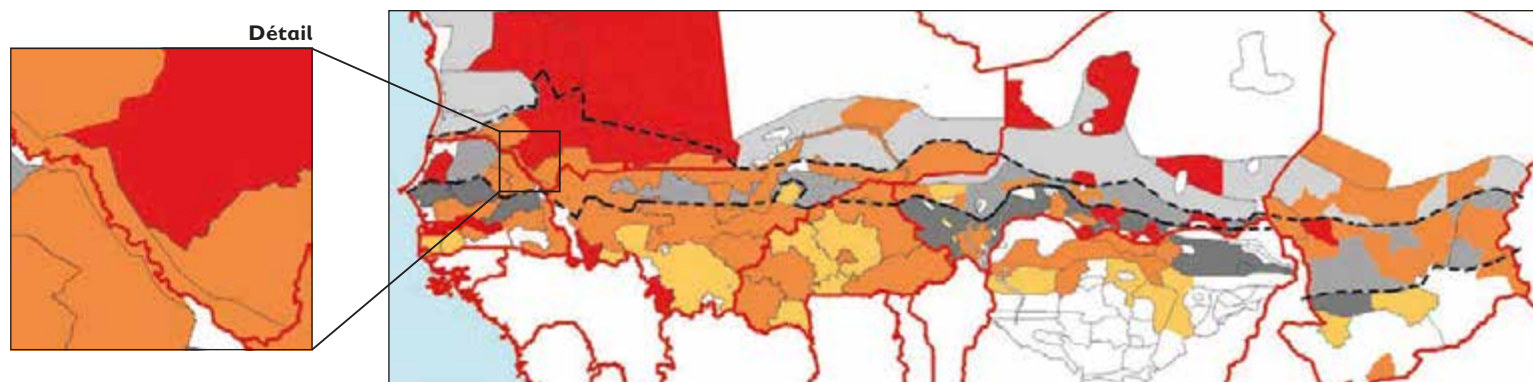
Pour les *éleveurs de chameaux de Salale (SAL)* dans le nord du Tchad, il existe une explication assez différente de la moindre dépendance des plus pauvres vis-à-vis du marché. Situation très inhabituelle pour les pasteurs pauvres du Sahel, les Très Pauvres consomment plus d'un quart de leurs calories sous forme de lait provenant de leurs propres chameaux, soit la taille de leur troupeau. De leur côté, les Nantis consomment près de 40 % des calories sous forme de lait, mais ils achètent aussi suffisamment de céréales pour dépasser largement la barre minimale des 100 % des besoins énergétiques requis. Dans la région de *Monguel (MON)* de la ceinture agropastorale en Mauritanie, les Nantis achètent eux aussi suffisamment de céréales pour consommer bien plus que leurs besoins caloriques minimums, ce qui augmente considérablement leur proportion d'achats sur le marché. Dans ces cas, on soupçonne qu'une partie de cette consommation apparemment élevée pourrait être due à des dons ou des paiements en nature non enregistrés, destinés à des parents plus pauvres ; il existe sans doute une situation similaire dans la zone du Walo de la Vallée du fleuve Sénégal : *zone agropastorale, d'émigration et de transfert de fonds (MTW)* au Sénégal.

CARTE 6 : ACHATS + PAIEMENTS EN NATURE EN POURCENTAGE DU TOTAL DE CALORIES CONSOMMÉES

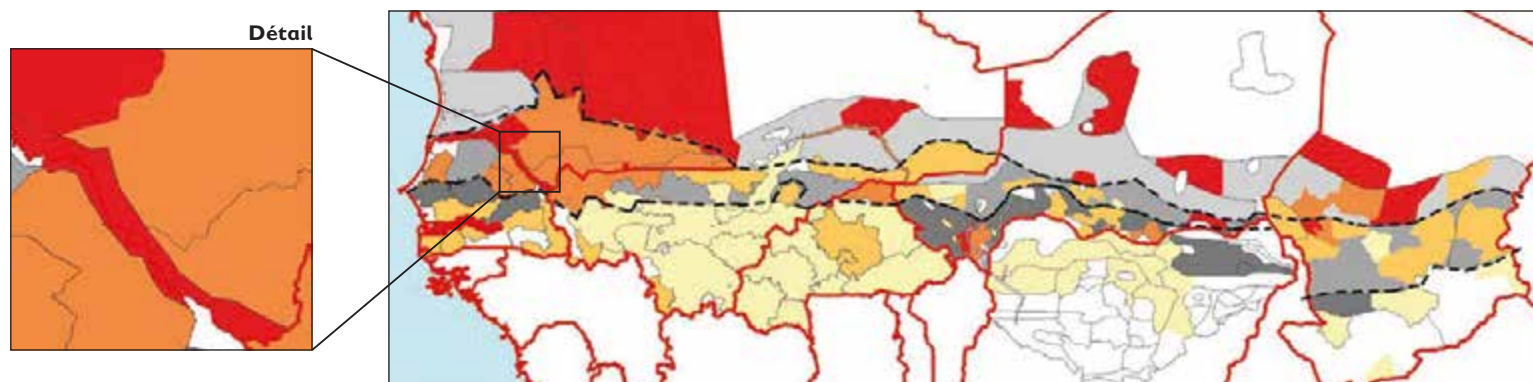
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% du total de kcal consommées

- 0-25
- 26-50
- 51-75
- 76-100

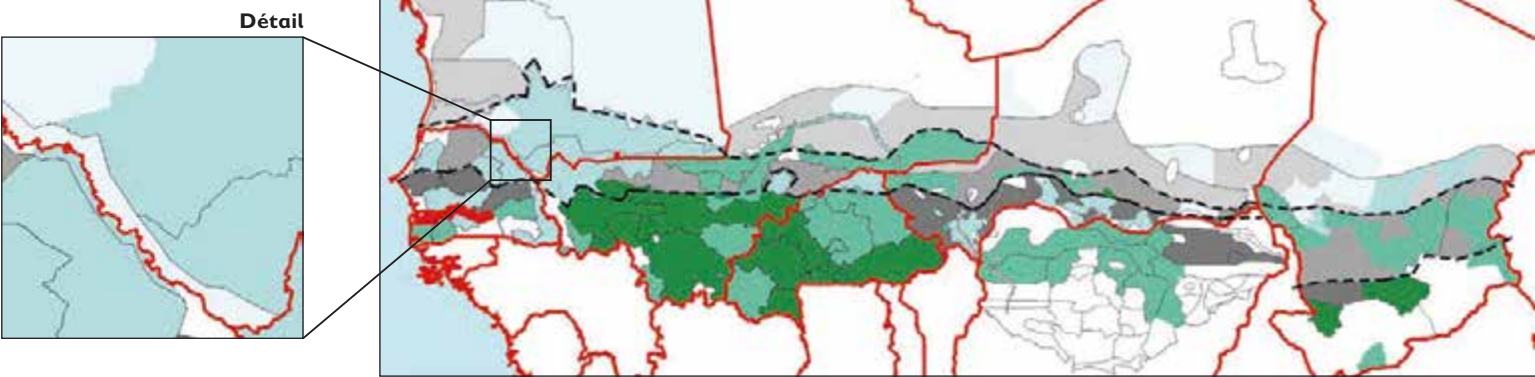
COMMENTAIRE : CARTE 6 : ACHATS + PAIEMENTS EN NATURE EN POURCENTAGE DU TOTAL DE CALORIES CONSOMMÉES

La carte 6 offre un tableau un peu plus complet de l'alimentation obtenue par le biais d'échanges commerciaux, dans le sens où recevoir des céréales en guise de rémunération constitue une alternative à un achat sur les marchés. Cette situation concerne principalement les ménages les plus pauvres, dont est issue la main-d'œuvre. La différence marquée entre les cartes 5 et 6 montre que pour les Très Pauvres, ce sont dans les zones agropastorales et pastorales que la part des paiements en nature tend à être plus grande. Nous proposons l'explication suivante : dans ces zones moins densément peuplées, les marchés sont plus espacés et les distances à parcourir pour s'approvisionner et les coûts de transport associés sont bien plus élevés que dans les zones agricoles plus densément peuplées. Il est donc possible que les populations les plus pauvres trouvent un avantage, en termes de temps et de coûts éventuels, à être payées directement en nourriture plutôt que d'avoir à acheter celle-ci avec leur salaire.

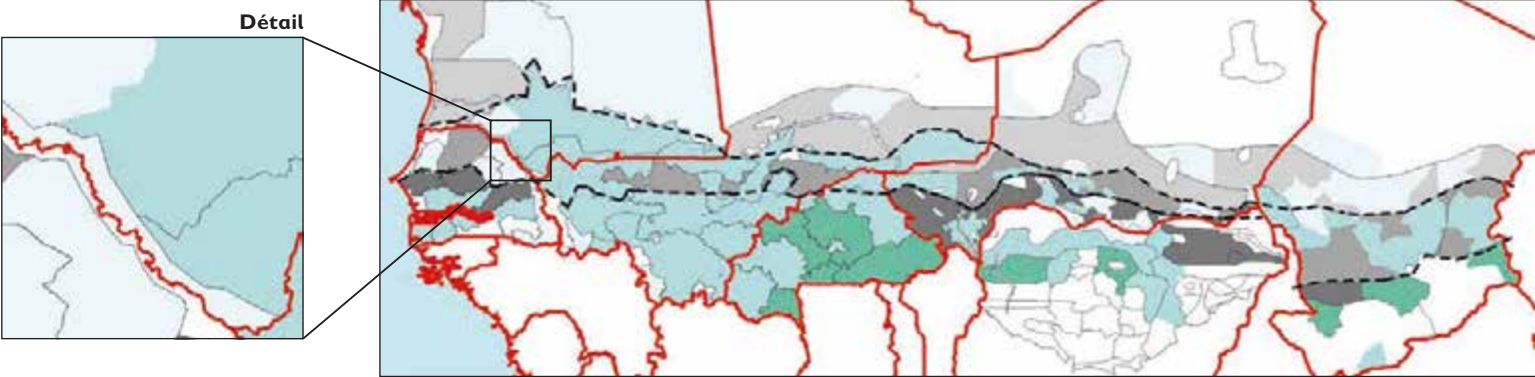
Pour les employeurs agricoles, il peut y avoir une incitation à payer les salaires en nature directement à partir de leurs entrepôts de céréales plutôt que de payer un salaire en espèces. Pour leur part, les employeurs pastoraux doivent payer en nature en utilisant des sacs de céréales qu'ils ont transportés du marché. Le salaire peut refléter ce coût, ou celui-ci peut être réduit en signe de bonne volonté envers un berger qui peut être un parent proche, mais qui dans tous les cas est chargé de prendre soin des biens les plus précieux de son employeur. Néanmoins, la plupart des salaires sont payés en espèces quasiment partout, car les travailleurs ont tous besoin d'argent liquide pour se procurer d'autres choses que des céréales, et l'argent liquide offre une certaine flexibilité dans le calendrier des achats.

CARTE 7 : CONSOMMATION DE PROPRES CULTURES EN POURCENTAGE DE CALORIES CONSOMMÉES

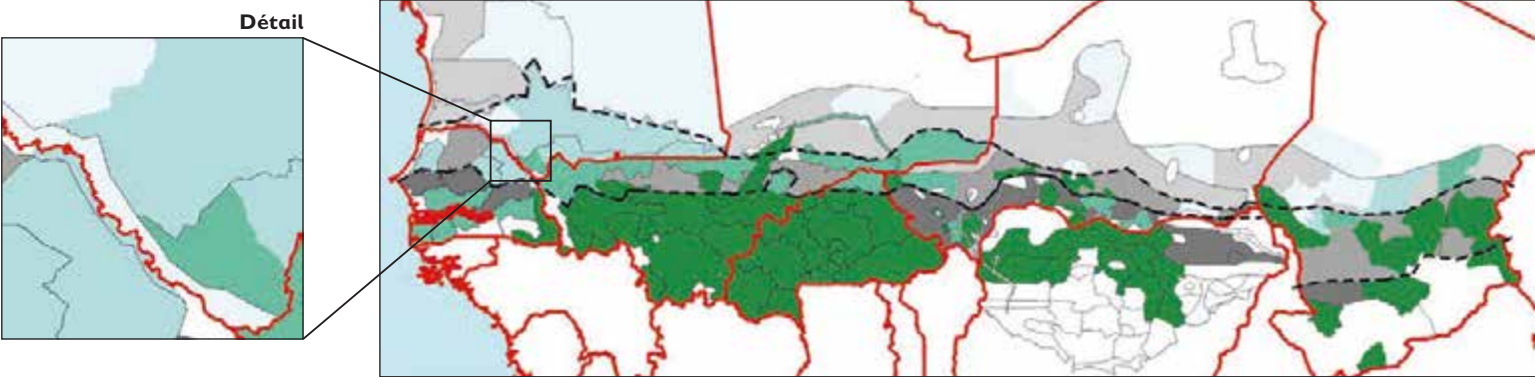
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% de kcal consommées

- 0-25
- 26-50
- 51-75
- 76-100

COMMENTAIRE : CARTE 7 : CONSOMMATION DE PROPRES CULTURES EN POURCENTAGE DE CALORIES CONSOMMÉES

Comme nous l'avons mentionné en ce qui concerne la carte 5, l'autosuffisance est presque l'opposé de la dépendance vis-à-vis du marché. Si nous avons traité cet aspect en premier, c'est parce que le message de la dépendance vis-à-vis du marché est particulièrement important, mais n'est pas toujours apprécié à sa juste valeur par les décideurs et autres personnes. Cela ne signifie en aucun cas que la production vivrière est de moindre importance. C'est au contraire la base de l'économie rurale sahélienne, et même dans la plupart des zones où les cultures de rente sont fructueuses, il serait difficile de trouver un agriculteur qui ne dédie pas une bonne moitié de ses terres aux cultures vivrières (c'est-à-dire, lorsque les cultures de rente ne sont pas elles-mêmes des surplus de céréales). C'est parce que de nombreux ménages sont bien loin d'être capables de se nourrir à partir de leurs terres que l'objectif de l'AEM, reflété dans cet atlas, est de comprendre comment ils se débrouillent pour se procurer suffisamment d'aliments de base et pour répondre à leurs autres besoins alimentaires vitaux et de subsistance : c'est-à-dire, comment ils arrivent à joindre les deux bouts.

Il est clairement confirmé ici que la production agricole par habitant est plus importante dans les zones plus humides du sud, qui se trouvent quelque peu en dehors de l'écologie *sahélienne* à proprement parler. Si cette production semble très biaisée en faveur des Nantis, le fait est que les valeurs sur la carte de la moyenne des ménages sont soutenues par la production parfois substantielle des plus Pauvres.

Dans deux pays, le Tchad et le Mali, la plus grande autosuffisance des Nantis s'étend assez loin au nord dans la bande agropastorale. Au Tchad, l'une de ces zones est la zone *Ouest : agropastorale et pêche (TD08)* au bord du Lac Tchad, où l'on pratique à la fois l'agriculture de décrue et l'agriculture irriguée

sur des sols sédimentaires fertiles. Dans l'ouest du Mali, la zone *Agropastorale du mil, du sorgho et du riz de Yelimane (YEL)* et la zone *Agropastorale du mil, du sorgho et de l'élevage transhumant de Diema (DIE)* sont assez productives pour être représentées en vert foncé sur la carte des ménages Moyens. Diema en particulier est une région de production de mil très importante. Toutes les trois se distinguent également par la forte proportion des revenus des plus aisés provenant des transferts de fonds (voir carte 22), ce qui se traduit par des investissements relativement élevés dans la main-d'œuvre salariée et le bétail.

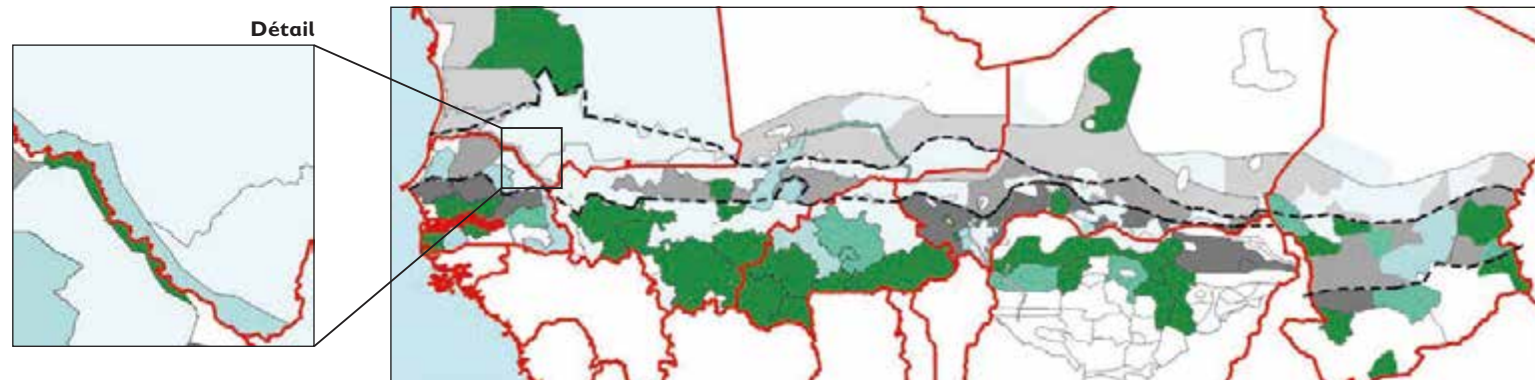
De manière plus générale, dans la bande agropastorale, la limite de la production vivrière dépend des précipitations, que ce soit leur petite quantité ou leur irrégularité, plutôt que de la fertilité du sol ou des efforts des agriculteurs. Une, voire deux fois par décennie, les pluies sont exceptionnelles et ces régions produisent alors des récoltes si abondantes qu'elles dominent le marché plus que la production de la zone dite agricole plus au sud. Le problème est que durant la plupart des années d'une décennie, les pluies sont faibles et par conséquent, l'agriculture est davantage risquée pour les plus gros producteurs ici plus qu'au sud et la dépendance vis-à-vis des revenus du bétail devient primordiale.

En regardant de plus près la carte des ménages Moyens, on remarque encore deux zones contiguës dans le sud-ouest du Burkina Faso qui se distinguent comme étant moins autosuffisantes (*ZME2 et ZME3, Sud-ouest fruits, coton et céréales, et Ouest coton et céréales*). Comme indiqué dans le commentaire sur la carte 5, il apparaît ici que les superficies de terre que les ménages consacrent à la culture de rente du coton réduisent leur production céréalière.

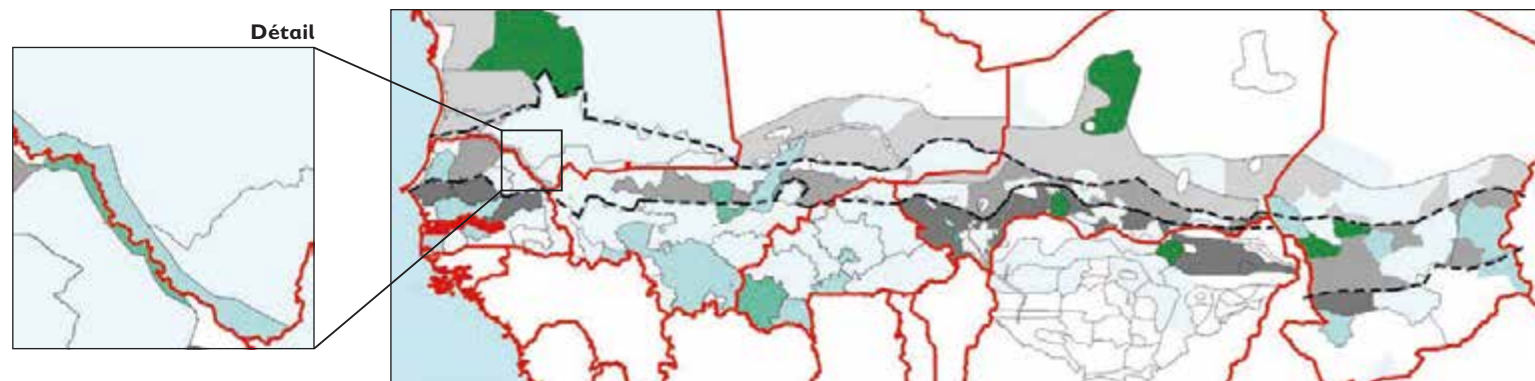
CARTE 8 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DES VENTES DE CULTURES

(En dollars US par personne et par an)

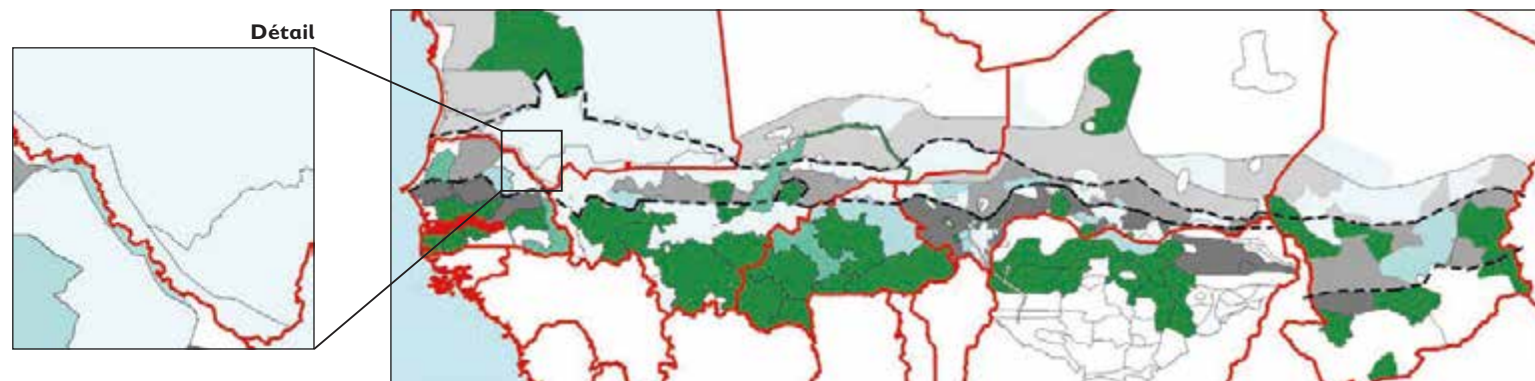
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an

- 0-20
- 21-40
- 41-60
- > 60

COMMENTAIRE : CARTE 8 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DES VENTES DE CULTURES

Les cultures vivrières et les cultures de rente sont ici considérées ensemble. On pourrait dire qu'elles seraient toutes des cultures de rente si elles étaient vendues, mais normalement les « cultures de rente » sont considérées comme cultivées principalement ou exclusivement pour la vente, comme c'est le cas de la canne à sucre, du tabac, des oignons en vrac ou du sésame. À ceci s'ajoutent les produits maraîchers. Pour les cultures vivrières telles que le niébé et l'arachide, il existe deux situations : lorsque la production est modeste, les ménages consomment la totalité ou une grande partie de la récolte. Mais lorsque la récolte est conséquente, l'intention est généralement d'en vendre la plus grande partie. D'un autre côté, de nos jours, les producteurs en surplus de céréales ont tendance à vendre la plus grande partie de leurs excédents plutôt que de les stocker pour assurer leur sécurité en cas de sécheresse. Le niébé, légumineuse universelle, est généralement cultivé en association avec des céréales (ce qui n'est pas le cas des arachides) et une grosse récolte de niébé est donc généralement associée à une grande récolte céréalière. Cependant, pour notre analyse générale, il nous faut définir ce qu'est une culture vivrière ou une culture de rente. La définition à laquelle nous sommes parvenus est que toute culture est une culture de rente si plus de la moitié de la production est vendue dans plus de la moitié de toutes les zones de moyens d'existence étudiées dans la région.²

Il n'est pas surprenant que l'augmentation des revenus monétaires provenant des cultures soit un phénomène nettement marqué au sud, étant donné que les conditions écologiques y sont plus favorables pour l'agriculture. Ici, en dehors des surplus de céréales, une variété de cultures de rente soutient l'économie rurale, du coton à la canne à sucre, en passant par les fruits. Mais plusieurs zones au nord et au milieu de la carte se distinguent également, d'autant plus que même les Très Pauvres sont représentés avec un revenu tout aussi élevé provenant des ventes de cultures. Le secret réside dans les eaux

souterraines provenant de diverses sources et il vaut la peine de s'attarder sur ce phénomène, parce qu'il est à la base d'un nombre inattendu de zones de moyens d'existence dans cette partie semi-aride de l'Afrique. Nous avons déjà mentionné l'économie de la zone des *Montagnes de l'Air : maraîchage irrigué (ACM)* pour la carte 5 : ici, c'est l'eau tirée des puits à l'aide des chameaux et des ânes qui est utilisée pour irriguer, et un agriculteur Nanti ne possédant guère plus de 1,5 hectare peut produire plus de six tonnes d'oignons ainsi que d'autres légumes (tomates, pommes de terre irlandaises) et un ou deux sacs de blé ; il peut également entretenir assez de moringa, arbres pérennes, pour produire une tonne de feuilles très prisées pour leur forte teneur protéinique. Les Très Pauvres gagnent leur vie de la même façon, bien qu'ils ne cultivent habituellement que le tiers d'un hectare. Ils ont peu d'opportunités d'emploi dans les champs de leurs voisins, et il existe peu d'activités dont ils pourraient tirer un quelconque profit en dehors de la vente de bois de chauffage.

On trouve un commerce d'oignons bien plus important, le plus grand du Sahel, à proximité de la frontière centre-sud du Niger et du Nigeria. Ici, dans la zone *Sud des cultures maraîchères de la Vallée de Tarka (CMS)*, la présence d'une vaste nappe phréatique peu profonde permet la production irriguée de 200 000 tonnes d'oignons dans un seul district sur deux cycles par an, ainsi que des tomates et d'autres produits maraîchers, et certaines céréales pluviales. Même les Très Pauvres, avec leur quart d'hectare de terres irriguées, tirent des revenus importants de la vente de plus de 2,5 tonnes d'oignons. Du côté nigérian de la frontière, plus à l'est, dans la zone *d'économie mixte de la vallée de Hadejia (NG11)* dans l'État de Jigawa, on trouve une production rizicole et maraîchère importante issue de l'agriculture irriguée et de décrue « *fadama* » dans une plaine inondable. Dans l'environnement complètement différent du désert de l'ouest de la Mauritanie, dans la zone *pastorale, oasis et oueds (MR03)*, même les Très Pauvres peuvent gagner suffisamment d'argent

² En se basant sur cette définition, les « cultures vivrières » sont les suivantes : mil (*Pennisetum glaucum*), sorgho (y compris la variété *berberi* au Tchad), maïs, fonio (*Digitaria sp.* – une graminée donnant de toutes petites graines), riz, blé, niébé, vouandzou (*Voandzeia* ou *Vigna subterranea* – noix de bambara) et graines de pastèque. Les cultures de rente sont : arachide, oignon, échalote, coton, canne à sucre, tabac, manioc,

patate douce, pomme de terre irlandaise, sésame, soja, piment et poivron, noix de cajou, feuilles et graines de moringa, et tous les légumes ou cultures maraîchères, qui comprennent le chou, la tomate, le gombo, l'aubergine, l'oseille et des fruits : mangues et avocats.

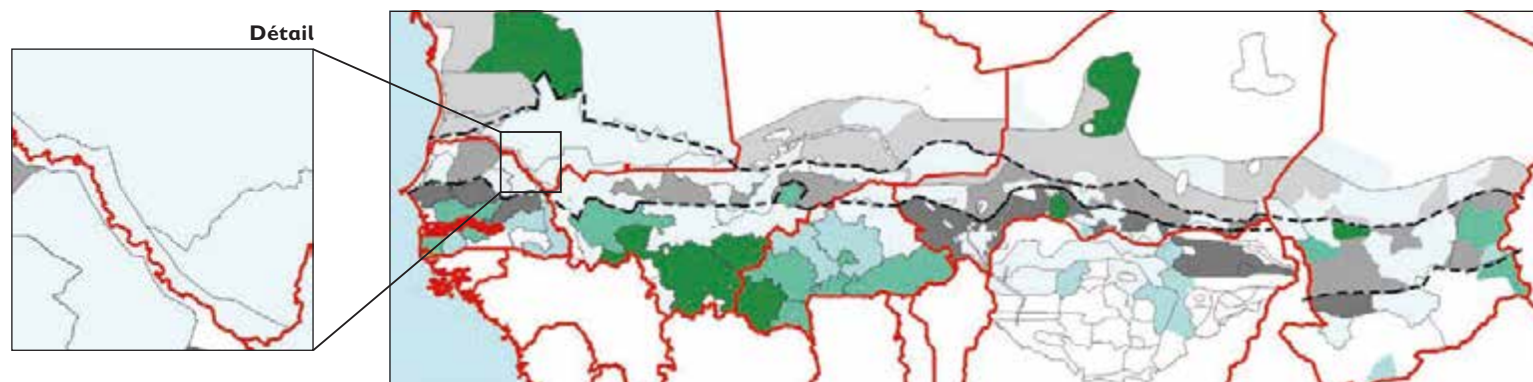
grâce à une douzaine de palmiers dattiers productifs et a un petit potager pour payer un tiers de leurs importants besoins caloriques annuels qui doivent être achetés.

Deux autres zones au nord enregistrant des revenus particulièrement élevés tirés des cultures se trouvent au Mali. On y trouve le riz irrigué près de Niono sur le fleuve Niger (ML07) où, là encore, même les Très Pauvres réalisent d'importantes ventes. Puis le Plateau Dogon (dans le Bandiagara) (ML05) où, au milieu d'un terrain rocailleux, les paysans ont réussi à créer des micro-barrages pour l'irrigation, ici aussi tout particulièrement pour une culture d'oignon, dans ce cas sous la forme d'échalotes. Mais ici les agriculteurs les plus pauvres ne peuvent pas dépendre autant de cette culture et doivent chercher d'autres revenus : travaux agricoles et de construction, vente de bois de chauffage, cueillette, artisanat et transport sous forme de

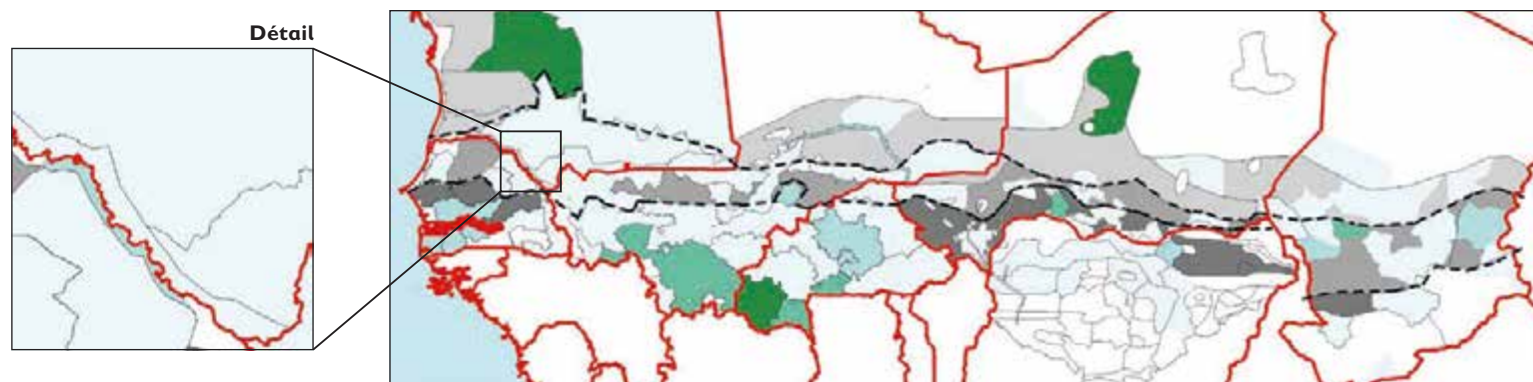
charrettes à bœufs empruntées ou d'ânes. Une quatrième zone concerne la zone fluviale de Matam, au nord-est du Sénégal (MTW), où les cultures irriguées et de décrue, notamment le riz et les patates douces, donnent des rendements élevés. Au Tchad, nous avons déjà mentionné pour la carte 6 la zone irriguée et de décrue (TD08) au bord du lac Tchad à l'ouest. Plus loin au sud, dans la zone Sud-ouest riz (TD02), c'est encore l'irrigation et la décrue du fleuve Logone qui offrent la possibilité de percevoir des revenus élevés provenant du riz et du surplus de sorgho. Dans l'est du Tchad également, la zone agropastorale de Mangalmé (MAN), qui bénéficie de la culture de décrue ainsi que des oueds inondés de façon saisonnière, présente des revenus monétaires élevés provenant des récoltes. On y trouve un équilibre entre les céréales (en particulier le sorgho), les oléagineux et les cultures maraîchères, notamment le gombo qui est séché et transporté vers des marchés éloignés.

CARTE 9 : VENTES DE CULTURES DE RENTE EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

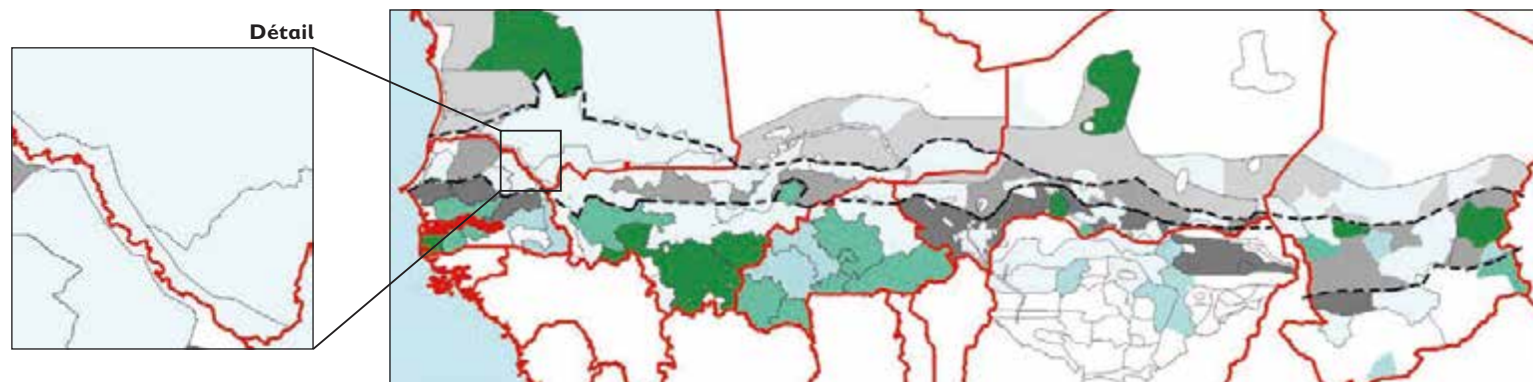
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



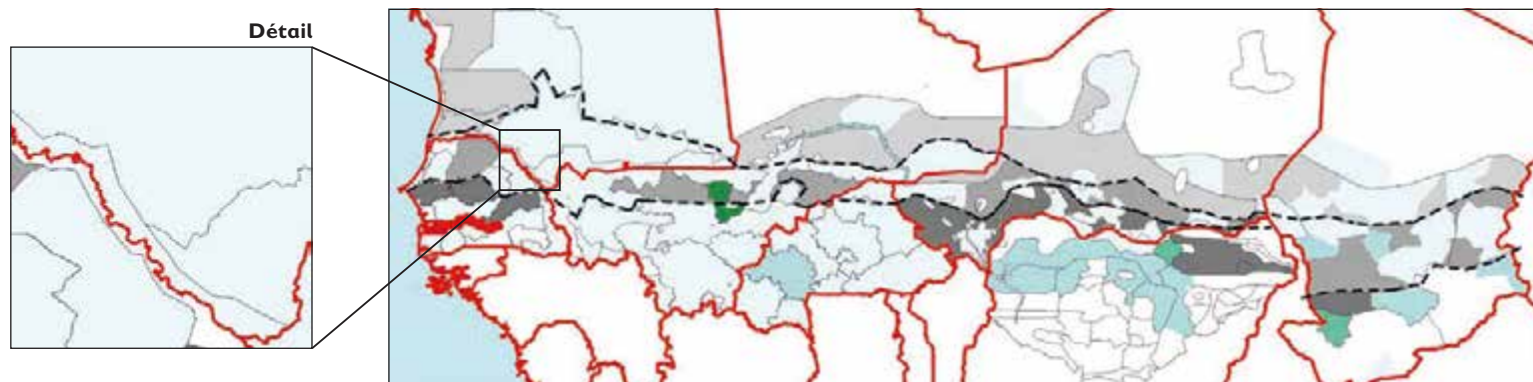
LÉGENDE

% du montant total des revenus monétaires

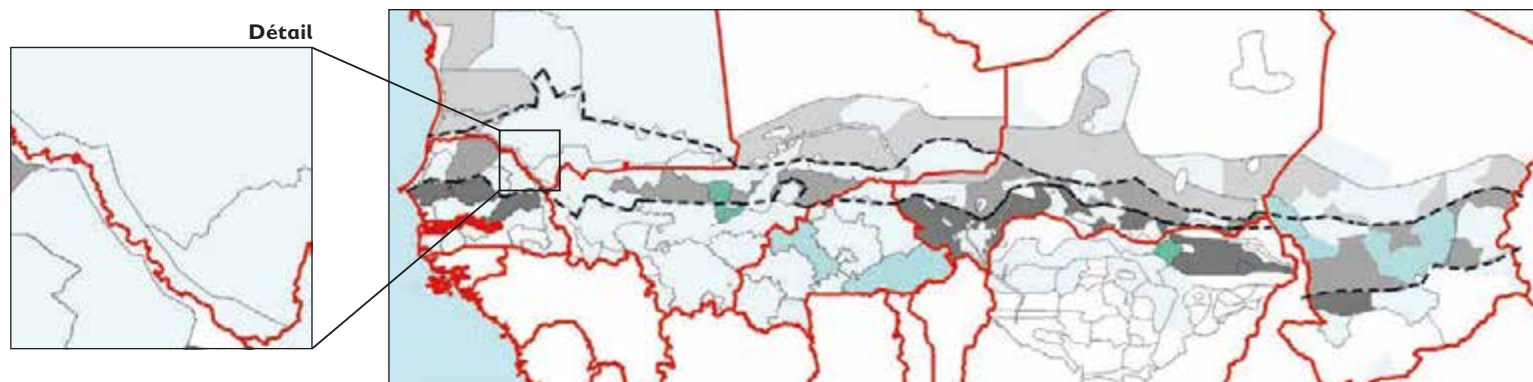
- 0-15
- 16-30
- 31-50
- > 50

CARTE 10 : VENTES DES CULTURES VIVRIÈRES EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

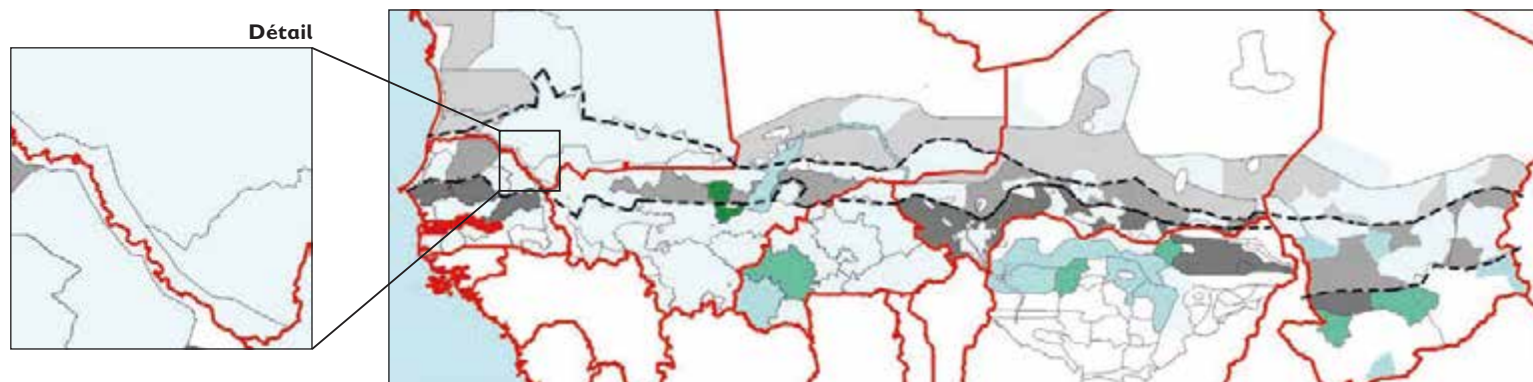
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



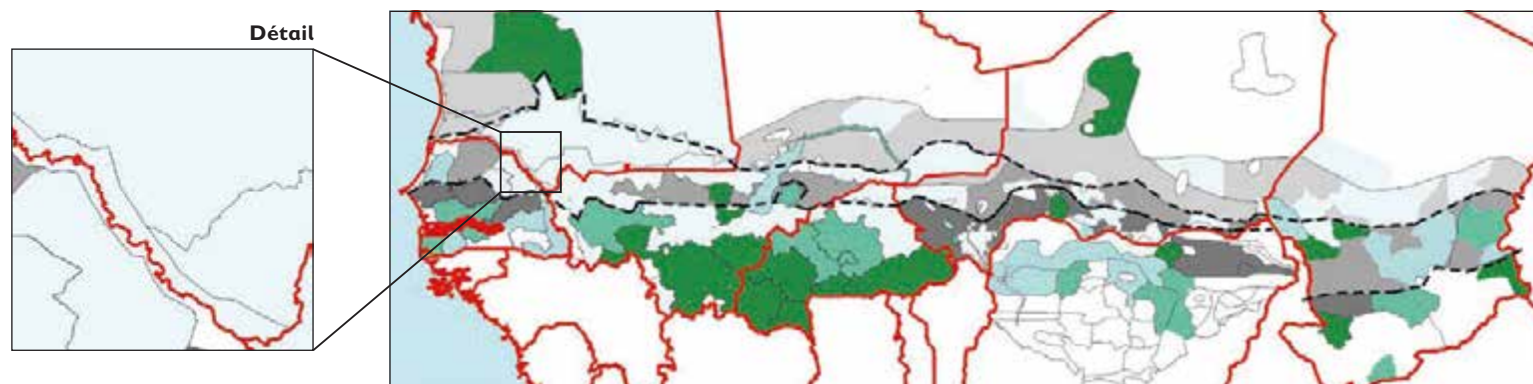
LÉGENDE

% du montant total des revenus monétaires

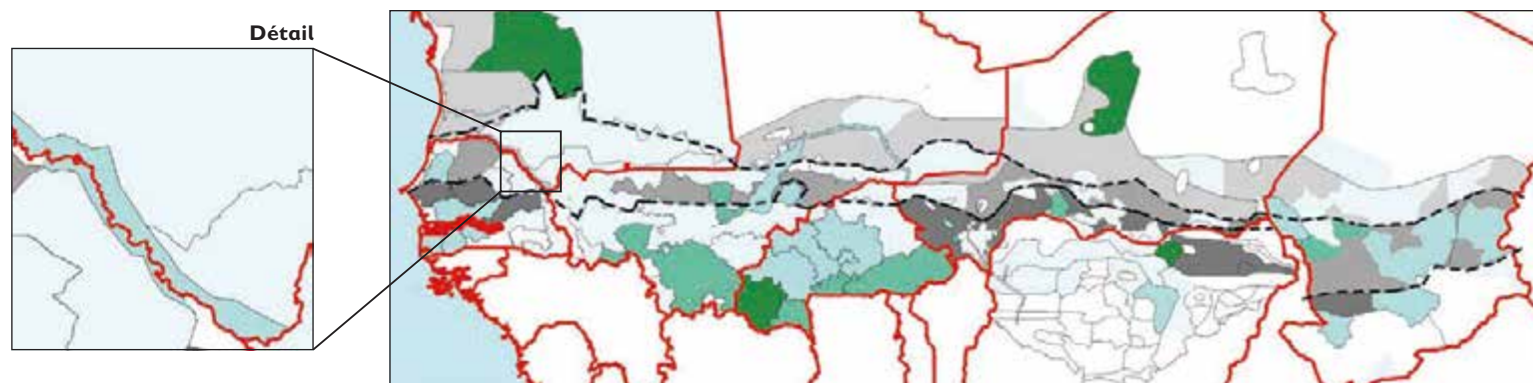
- 0-15
- 16-30
- 31-50
- > 50

CARTE 11 : TOUTES VENTES DE CULTURES CONFONDUES EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

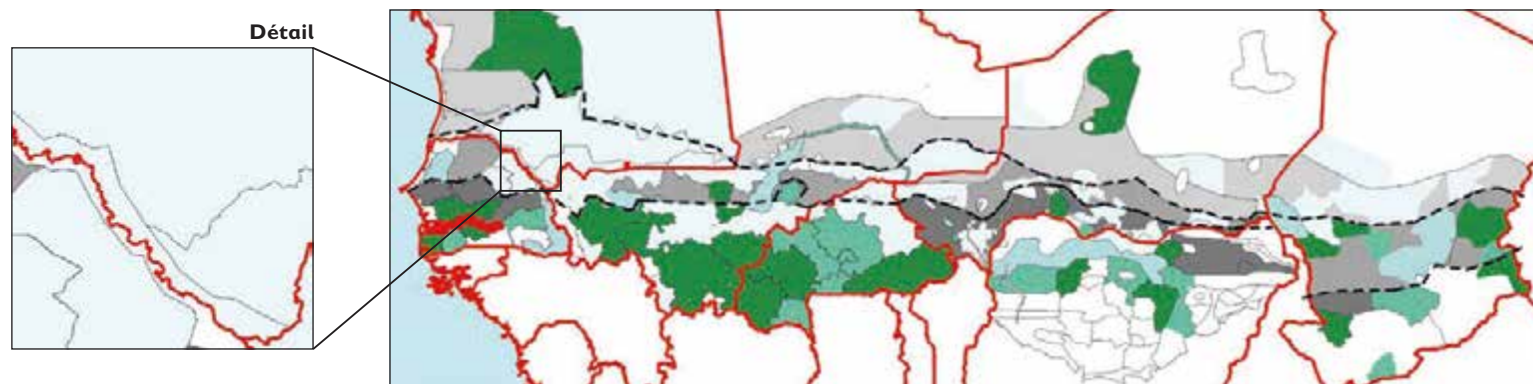
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% du montant total des revenus monétaires

- 0-15
- 16-30
- 31-50
- > 50

COMMENTAIRE : CARTE 9 : VENTES DE CULTURES DE RENTE EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES ; CARTE 10 : VENTES DES CULTURES VIVRIÈRES EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES ; CARTE 11 : TOUTES VENTES DE CULTURES CONFONDUES EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

Ces cartes examinent les revenus tirés des cultures d'une manière différente et désagrégée. Nous pouvons voir où les cultures de rente ont une influence particulière et où les ventes de cultures vivrières sont plus importantes.

Concernant les cultures de rente, nous avons déjà discuté de plusieurs zones pour la carte 8. Sur la carte 9, nous voyons également plus clairement d'autres zones de cultures de rente. Dans le sud du Mali (zone de *sorgho, mil et coton ML10* et zone du *Sud maïs, coton et fruits (ML11)*) ainsi que dans le sud-ouest du Burkina Faso (*Sud-ouest fruits, coton et céréales (ZME2)*), c'est surtout la combinaison du surplus de céréales et le coton qui apporte l'argent, bien que la baisse des prix du coton au fil des ans ait permis aux céréales de prendre l'avantage. En effet, les ménages les plus pauvres sont loin d'être autosuffisants en céréales et le coton leur apporte des revenus monétaires qui leur évitent au moins de vendre leurs céréales lors de la récolte pour rembourser leurs dettes et satisfaire d'autres besoins urgents. Dans la zone du Burkina Faso, même les Très Pauvres tirent plus de revenus monétaires de la vente des cultures de rente que de toutes les autres ventes et activités confondues. Ils ne vendent pas du tout de céréales et l'argent provient principalement du coton, bien que les mangues et les noix de cajou apportent également des revenus substantiels. D'autre part, dans le sud du Tchad, il y a dix ans encore, le coton seul aurait dominé les revenus et la zone aurait été en couleur vert foncé sur les cartes, alors qu'aujourd'hui, le « coton » ne figure même pas dans l'intitulé de la zone *Sud cultures vivrières et de rente (TD01)*, ici représentée par la zone MDL.

Sur la carte 10, si nous cherchons des zones où les excédents de cultures vivrières constituent la majeure partie des revenus monétaires (au moins pour les Nantis), nous avons du mal à en trouver. Ceci est remarquable pour une région aussi vaste, principalement agricole, dans la mesure où elle est

représentée par les zones des profils de référence AEM. Seule exception, la zone *Maliennne de l'Office du Niger (ML07)*, où l'on trouve pratiquement une monoculture de riz sur un vaste système géré par l'irrigation. Le riz irrigué est à la base de quelques autres zones, mentionnées plus haut, où jusqu'à 50 % des revenus des Nantis proviennent des cultures vivrières : la *Vallée de Hadejia (NG11)* dans le nord du Nigeria et la *zone de riz* du sud-ouest du Tchad (*TD02*). Ici, clairement, le riz est une combinaison de culture de rente et de culture vivrière.

Bien sûr, il existe des zones enregistrant une production relativement élevée de céréales autres que le riz, notamment vers le sud. Mais cela ne semble pas se traduire par des gains plus élevés. Le schéma des revenus de récolte élevés sur la carte 11 est plus influencé par les cultures de rente que par les cultures vivrières. Ce sont les cultures de rente qui l'emportent, même si, dans chaque pays, une zone importante est importatrice nette de surplus de céréales provenant de zones fortes productrices.

Nous ne sommes pas vraiment en mesure d'expliquer cette énigme avec les informations à notre disposition, mais nous pouvons sans doute reconnaître la forte rentabilité des cultures de rente. Trois facteurs peuvent cependant être mentionnés : premièrement, la couverture de l'AEM est quelque peu biaisée en faveur des zones en insécurité alimentaire. Aussi, une meilleure couverture pourrait sans doute rééquilibrer l'importance des cultures vivrières dans les revenus monétaires. Deuxièmement, bien que les cours des marchés internationaux connaissent des baisses périodiques, particulièrement pour le coton, il est possible qu'il soit généralement plus avantageux de parier sur les cultures de rente plutôt que sur les céréales (à l'exception du riz) pour espérer des prix de vente élevés. En effet, si les précipitations sont généralement favorables sur l'ensemble du Sahel, il est possible que les marchés soient

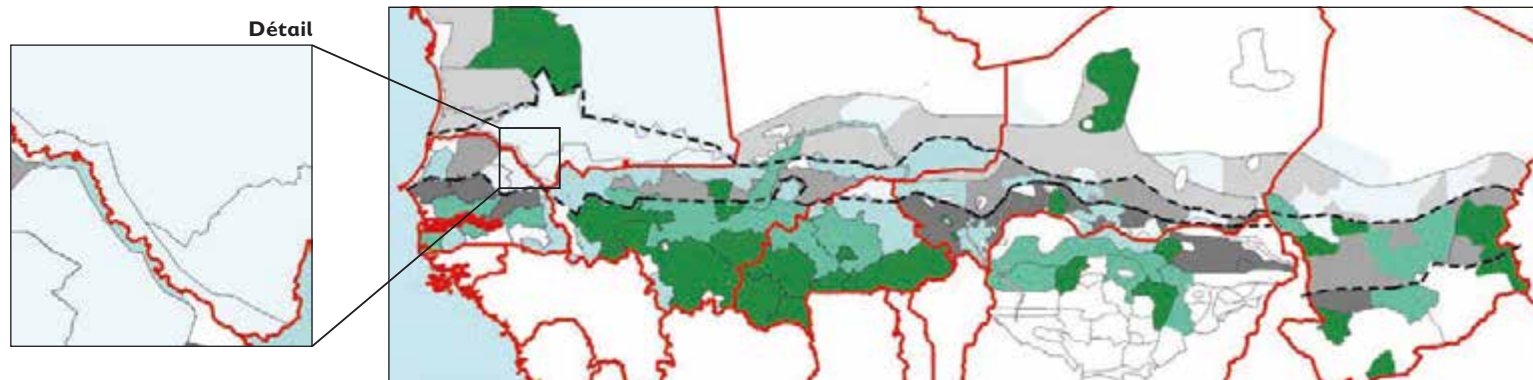
saturés et que les prix restent bas bien après les récoltes. Du fait, toutefois, d'une demande urbaine croissante et d'un meilleur réseau routier régional permettant d'accéder à des zones de demande lointaines, ce phénomène de marché est sans doute moins marqué que durant les décennies précédentes, pendant lesquelles, par exemple, dans le Sud du Mali, un important programme financé par l'aide internationale soutenait les prix des céréales

dans les années de forte production. Troisièmement, comme nous le verrons sur la carte 14, dans certains endroits comme le centre du Niger, les revenus tirés de l'élevage rivalisent, voire excèdent, les revenus tirés des cultures même là où l'activité économique de base est l'agriculture pluviale. Cela témoigne de la très forte valeur actuelle de la viande et non de la faible valeur des céréales.

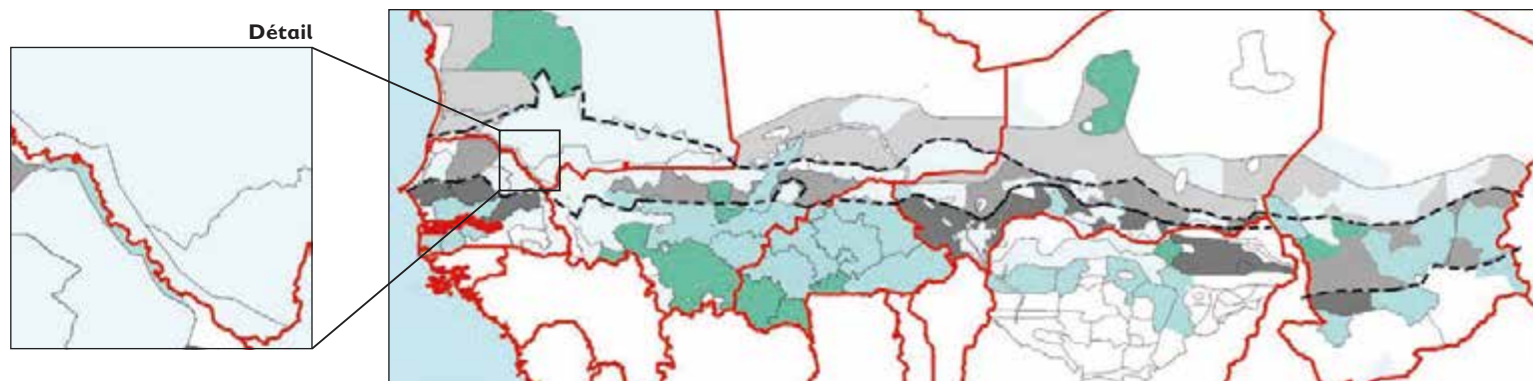
CARTE 12 : REVENU TOTAL PROVENANT DES CULTURES

(Pourcentage de 2 100 kcal par personne et par jour)

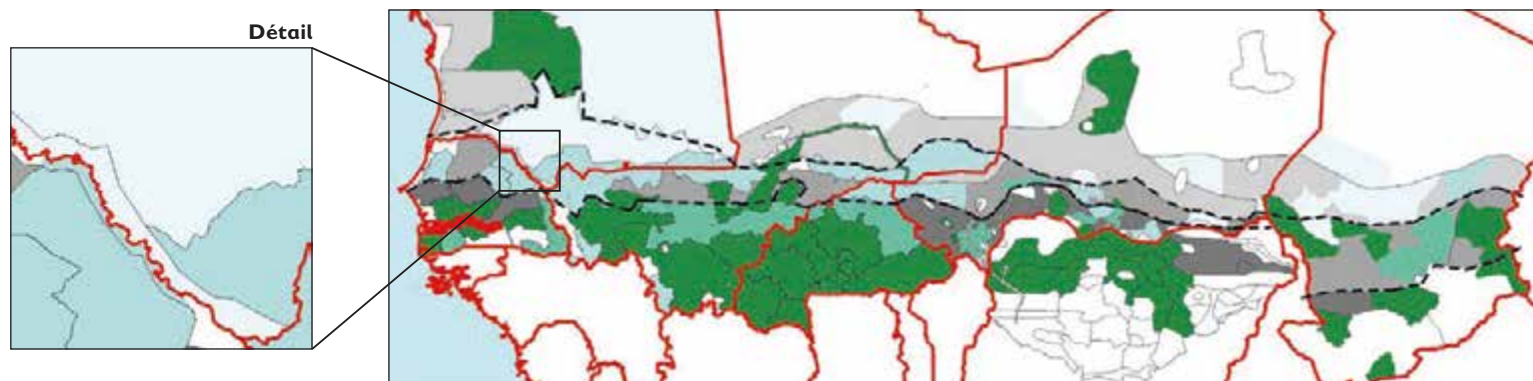
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% de kcal par personne et par jour

- 0-50
- 51-100
- 101-150
- > 150

COMMENTAIRE : CARTE 12 : REVENU TOTAL PROVENANT DES CULTURES

Il faut noter que la mesure ici est exprimée en calories ; ceci requiert une explication. Qu'entendons-nous par « revenu total » ? Il peut être considéré que les ménages ont deux types de « revenus » issus de leurs récoltes : il y a les denrées alimentaires provenant de leurs champs qu'ils consomment directement (« revenus alimentaires ») et les revenus monétaires qu'ils gagnent en vendant leurs récoltes. (Les revenus monétaires provenant de sources non agricoles n'apparaissent pas ici, mais sont pris en compte dans les cartes ultérieures.) La question abordée est la suivante : comment pouvons nous évaluer la valeur globale de la production agricole des ménages ? Pour ce faire, nous avons besoin d'un moyen de combiner les revenus tirés de la vente des cultures, y compris les ventes de cultures vivrières, avec cet autre « revenu » capital issu de la nourriture, la consommation domestique de leurs cultures vivrières. La méthode consiste à tout convertir en une seule valeur de référence unitaire, en l'occurrence des calories. Ainsi, ce qui est calculé, ce sont les calories réellement consommées directement tirées de la propre production plus les calories qui pourraient être achetées si tous les revenus monétaires des cultures vendues étaient convertis en céréales de base les plus courantes aux prix de référence locaux. Le total de toutes ces calories est ensuite exprimé en pourcentage du nombre de calories requis pour satisfaire les 2 100 kcal nécessaires par personne et par jour. C'est par conséquent un moyen de montrer et de comparer la valeur globale obtenue des cultures produites : le « revenu total ».

Nous prenons cette carte avec ses propres conditions, et bien qu'elle confirme essentiellement les indications des cartes sur les revenus monétaires, nous pouvons y ajouter quelques observations supplémentaires. Ces cartes présentent des schémas très marqués et peu de surprises, si on garde à l'esprit que les cultures vivrières et les cultures de rente (et maraîchères) sont incluses. Les pasteurs, qui ne pratiquent pas du tout l'agriculture, n'ont bien sûr pas de revenus tirés des cultures vivrières. En dehors de cela, et

avec les exceptions mentionnées plus tôt, comme nous pouvions nous y attendre, on note très généralement un faible revenu des cultures pour les Très Pauvres : dans la plupart des cas, la définition de leur pauvreté est qu'ils cultivent peu de terres et en retirent relativement peu de revenus, qu'il s'agisse des céréales consommées ou vendues, ou des cultures de rente vendues. Néanmoins, ces « revenus » provenant des cultures vivrières ne proviennent pas exclusivement de la consommation domestique. Comme nous l'avons déjà observé, il est courant que même les personnes Très Pauvres, qui, en saison normale, peuvent ne pas produire l'équivalent de deux mois de denrées de base, vendent une partie des céréales récoltées. La raison principale en est le remboursement des crédits contractés durant la période de soudure avant la récolte si, comme il est fort probable, il ne leur reste pas d'économies provenant de l'emploi occasionnel ou du travail indépendant qui sont leurs principales sources de liquidités. Le crédit contracté sert principalement à acheter de la nourriture, mais aussi des semences pour la culture, et à faire face à d'autres besoins pressants. Mais le crédit de l'année en cours doit être remboursé si l'emprunteur veut un autre crédit lors de la prochaine période difficile, et c'est une incitation suffisante à vendre des céréales plutôt que de les stocker dans le grenier de la maison.

On observe nettement des revenus alimentaires totaux élevés dans les zones plus au sud, soulignant les meilleures conditions de production dans le sud, en partie grâce à des précipitations plus élevées ou des cultures de décrue, comme dans l'est du Tchad. Plus au nord, les exceptions tendent à se situer là où se trouve l'irrigation. Les cultures de *Diema* (*DIE*) dans l'ouest du Mali sont entièrement pluviales alors que les précipitations ne sont pas spécialement généreuses à cette latitude ; et pourtant, la zone produit de grandes quantités de mil (et c'est la zone de culture où les Nantis possèdent la plupart des bœufs – en moyenne dix têtes, sûrement utilisées principalement pour le labour).

Une ou deux zones ressortent avec des revenus totaux situés dans la fourchette élevée-moyenne pour les Très Pauvres. Comme nous l'avons vu, cela s'explique par le fait qu'ils sont dans des zones où ils peuvent cultiver leurs propres cultures de rente :

- à *Niono, au Mali (ML07)*, le riz irrigué, la plus précieuse des céréales (bien que pour les raisons données dans le commentaire de la carte 8, nous classions le riz comme culture vivrière) ;
- dans les *montagnes de l'Air (ACM)* dans le nord du Niger, les oignons si prisés ;
- dans le sud du Burkina Faso et au Mali, où les pluies et les sols propices permettent aux ménages Très Pauvres de cultiver un éventail de cultures de rente : coton, riz, arachide, sésame et niébé (ressource précieuse pour la vente comme pour la consommation domestique) ;
- dans la zone *Oasis et oueds (MR03)* dans l'ouest de la Mauritanie, où les dattiers poussent dans le désert.

Il y a sans doute moins à dire à propos des Nantis, dont la production (avec les ménages Moyens) domine la carte moyenne. Ce sont de gros propriétaires terriens, qui ont les moyens de maximiser leur production en utilisant des engrais chimiques et d'autres intrants et en embauchant de la main-d'œuvre. Ils ont également, d'une manière ou d'une autre, la mainmise sur la plupart des champs irrigués ou des terres maraîchères, dans les zones où ils existent. En résumé, ce sont eux qui produisent le plus de surplus de nourriture et le plus de cultures de rente.

3 La contribution de l'élevage dans l'économie des ménages

La grande valeur du cheptel dans les économies du Sahel a longtemps été renforcée par la demande de marché des régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, une demande fortement accrue ces dernières décennies par l'essor des populations urbaines et leur appétit pour la viande. Le Sahel compte de nombreuses zones agricoles ordinaires où les revenus provenant des ventes de bétail fournissent aux ménages Nantis et Moyens entre un quart et la moitié de leurs revenus annuels totaux, rivalisant ou dépassant pour la plupart les revenus issus de la vente des récoltes.

Ce sont ces ménages qui possèdent la grande majorité du bétail dans les villages : assez souvent 100 % des bovins et plus de 70 % des ovins et des caprins, même dans les communautés pastorales. En dépit de nombreux projets à petite échelle visant à encourager les ménages les plus pauvres à élever plus de chèvres ou de moutons afin d'obtenir plus de revenus, un facteur limitant apparaît difficile à surmonter, comme le suggère le commentaire de la carte suivante. Il semble y avoir un paradoxe : il est difficile pour les

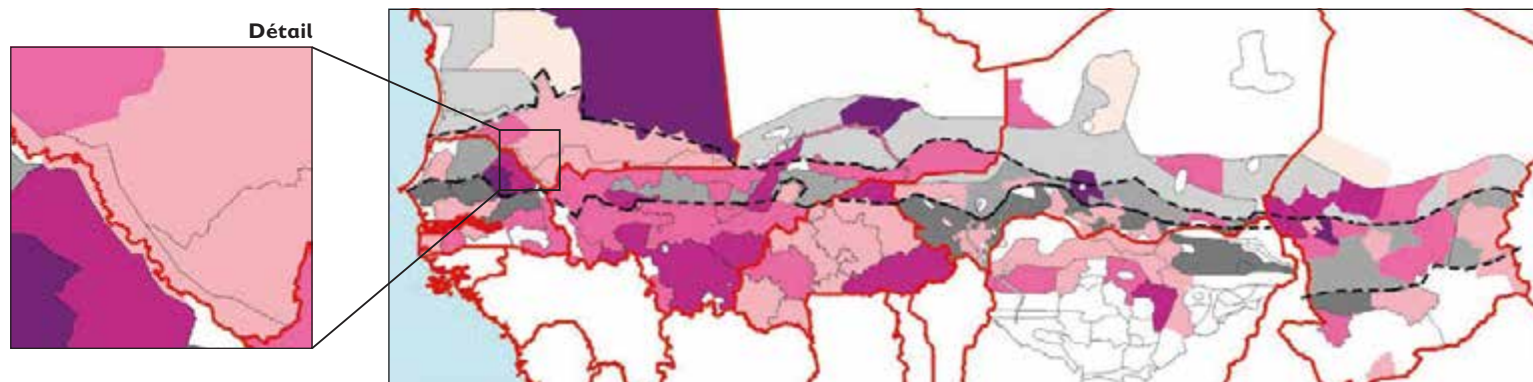
pauvres de maintenir une hausse des stocks générant de la richesse, non pas à cause du fourrage ou du travail, mais parce que leur pauvreté exige de façon incessante la vente d'animaux au-delà d'un très petit nombre.

De même, pour les plus pauvres, la possession de bétail est précieuse, même si le nombre est modeste : c'est la vente d'un(e) ou deux chèvres ou moutons, de quelques poulets, ou même d'œufs, qui aide à payer le dernier sac de céréales avant la récolte, à rembourser une dette pressante ou à répondre aux besoins essentiels du ménage. Il s'ensuit que la perte d'une seule chèvre est un coup dur pour une famille pauvre. Pour cette raison, et pour stimuler l'économie nationale, les investissements des gouvernements et des organismes dans ce secteur clé (dans les services vétérinaires, les ressources en eau, dans le fourrage subventionné et les retraits de bétail subventionnés lors des déficits de pâturage) devraient être considérés comme une priorité plutôt que comme le « petit frère » de l'investissement agricole.

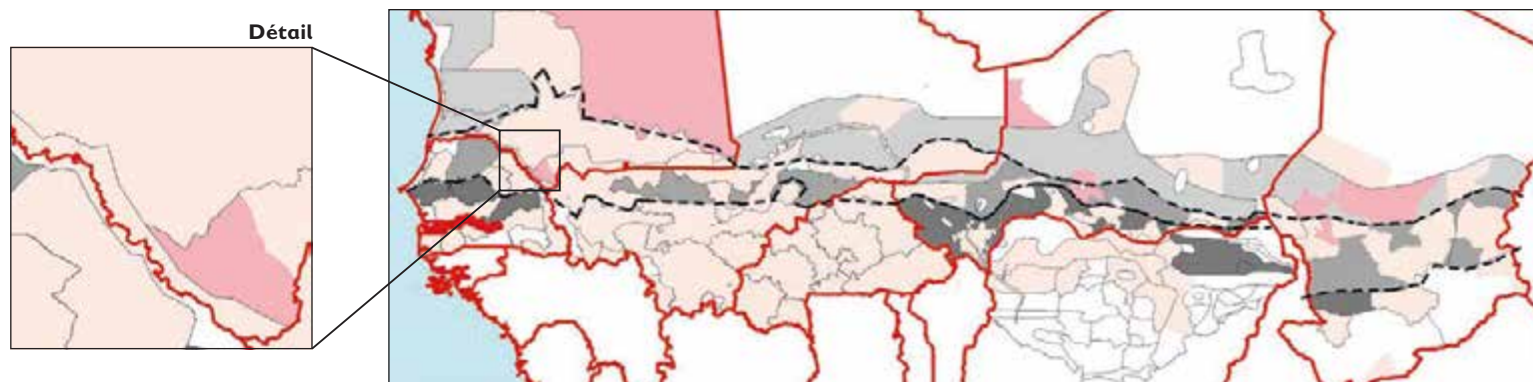
CARTE 13 : PROPRIÉTÉ EN TERMES DE BOVINS (Y COMPRIS LES BŒUFS)

(Bovins-bœufs possédés par ménage)

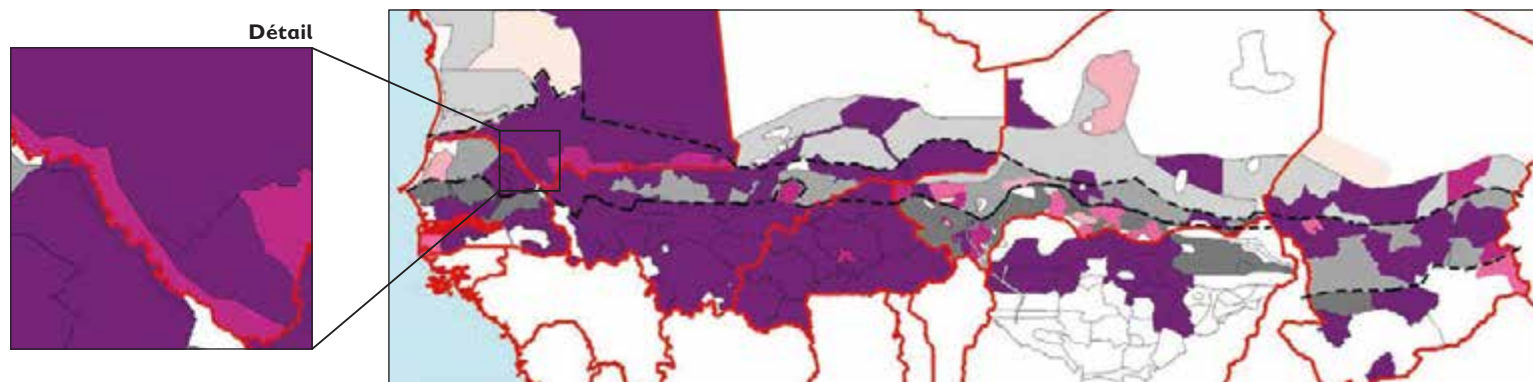
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

Bétail-bœufs possédés par ménage



COMMENTAIRE : CARTE 13 : PROPRIÉTÉ EN TERMES DE BOVINS (Y COMPRIS LES BŒUFS)

Cette carte offre peut-être une surprise, dans la manière dont les bovins sont conservés dans l'extrême nord : les éleveurs qui possèdent des bovins ainsi que des chameaux (comme leur stock au sens large) sont beaucoup plus nombreux que les pasteurs qui ne possèdent que des chameaux. Nous constatons une importante possession de bovins qui s'étend jusqu'à la région *Transhumante et nomade de Tassara (TAS)* au Niger et, environ à la même latitude, jusqu'au nord-ouest du Mali dans la région de *Tarkhint, Vallée de Tilemsi (TAR)*. Dans la zone des *éleveurs nomades (MR01)* étudiée en Mauritanie, on constate un équilibre entre bovins et chameaux, avec environ 40 de chaque pour les Nantis. Dans ce cas, comme nous l'avons indiqué plus haut, les données de cette zone méridionale sont considérées comme représentatives de l'ensemble de la zone des pasteurs nomades s'étendant loin au nord. En réalité, il est certain que plus on regarde vers le nord, plus les chameaux dominent et plus les bovins ne peuvent être conservés que là où l'on trouve des ressources exceptionnelles en pâturage et en abreuvement dans un périmètre assez proche. Bien plus au sud au Sénégal, les bovins dominent totalement le cheptel des pasteurs transhumants peuls de la *zone du ferlo (FER)* : ici, les Nantis sont de loin les plus gros propriétaires de bovins de toutes les zones du Sahel où les profils de référence AEM ont été réalisés, avec des troupeaux comptant généralement environ 125 têtes.

De manière plus générale, deux choses doivent attirer notre attention. La première est que les Nantis dans la plupart des zones de *cultures* (aussi bien agropastorales qu'agricoles) possèdent des troupeaux de plus de 15 têtes de bovins : ceci représente une richesse substantielle et souligne l'importance de l'élevage dans les zones de cultures, un point abordé dans le commentaire de la carte 16 sur les ventes de bétail. Une telle possession de bovins est parfois considérée par les étrangers comme une simple déclaration de richesse, un acte symbolique. Mais les bovins représentent plus que cela. En plus d'être une sorte de dépositaire de l'épargne rurale, capable de produire des intérêts grâce aux naissances (mais aussi capable d'épuisement soudain par suite de maladies ou de pertes dues aux sécheresses), les bovins fournissent du lait, un élément précieux et important du régime alimentaire. Ils représentent également une force de traction pour les labours et le transport. Pour ce dernier, dans beaucoup d'endroits, la possession d'une charrette à bœufs peut

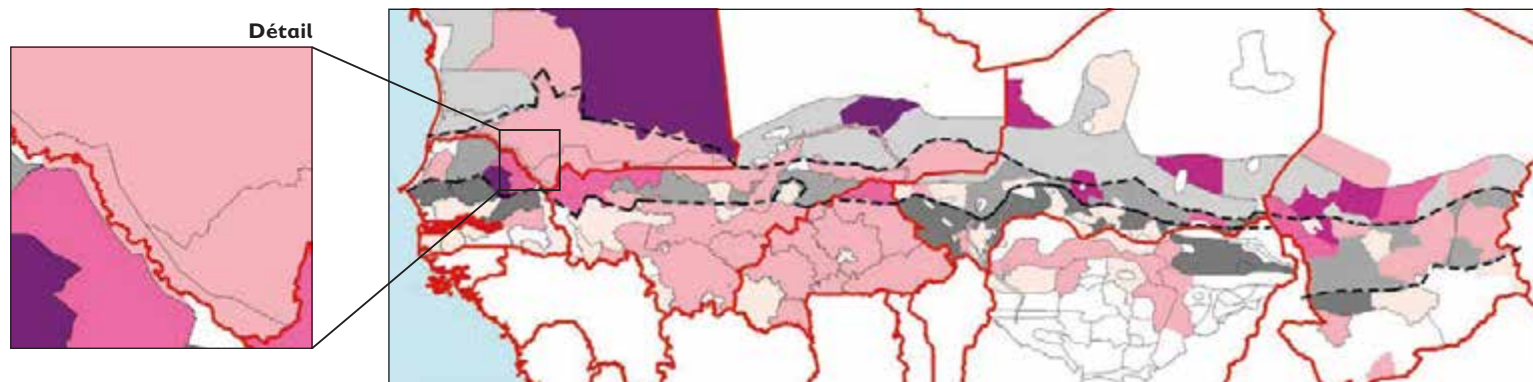
être une activité en soi : les propriétaires les plus fortunés prêtent souvent des charrettes aux hommes les plus pauvres, qui gagnent de l'argent en transportant des personnes et des marchandises au marché et les récoltes des champs, les profits de ces opérations étant partagés avec le propriétaire.

En effet, la deuxième chose qui doit attirer notre attention est que les personnes les plus pauvres ont rarement du bétail : si un ménage possède une seule vache, il ne fait pas partie des ménages Très Pauvres. Il existe d'innombrables villages agricoles où 100 % des bovins appartiennent aux ménages Nantis et Moyens. La distribution de la possession des bovins est bien moins homogène que celle de la possession des terres, mais il existe un lien. La possession de bovins a un coût, particulièrement pour assurer leur alimentation, et notamment dans les zones densément peuplées où les pâturages sont très limités. Plus vous cultivez de terres, plus vous obtenez du fourrage sous forme de résidus de culture. Mais en plus, vous devez être en mesure d'acheter du fourrage à des moments critiques, en général des herbes collectées par les personnes les plus pauvres pour vendre, parfois des résidus commercialisés par les usines de transformation d'huile d'arachide ou de coton. Dans de nombreuses régions, vous devez être en mesure de conclure un contrat avec un éleveur professionnel (très souvent originaire d'un village Peulh voisin) pour emmener à la saison la plus grande partie des bovins en migration vers les pâturages, loin des aires cultivées. Il y a aussi le coût d'acquisition du bétail, ce qui peut contribuer à expliquer le très faible taux de propriété des plus pauvres. Leur façon habituelle d'acheter une vache (ou une génisse ou un bœuf), dans les rares cas où ils le font, consiste à multiplier dans un premier temps leur troupeau de petit bétail, jusqu'à ce qu'ils puissent en vendre suffisamment pour acheter la vache. Cependant, il y a presque toujours des besoins pressants nécessitant une dépense, et donc des pressions pour vendre une chèvre ici, là un mouton, parce qu'il n'y a pas d'autre épargne, de sorte que l'achat du plus gros bétail ne se matérialise jamais. L'autre façon d'acquérir un animal passe par l'un ou l'autre des systèmes de prêt traditionnels communs au Sahel. Vous vous occupez des animaux pour un voisin plus riche et si tout se passe bien et que les naissances réussissent, vous pourriez recevoir l'un des jeunes. Cela est cependant plus souvent le cas pour les petits animaux que pour les bovins.

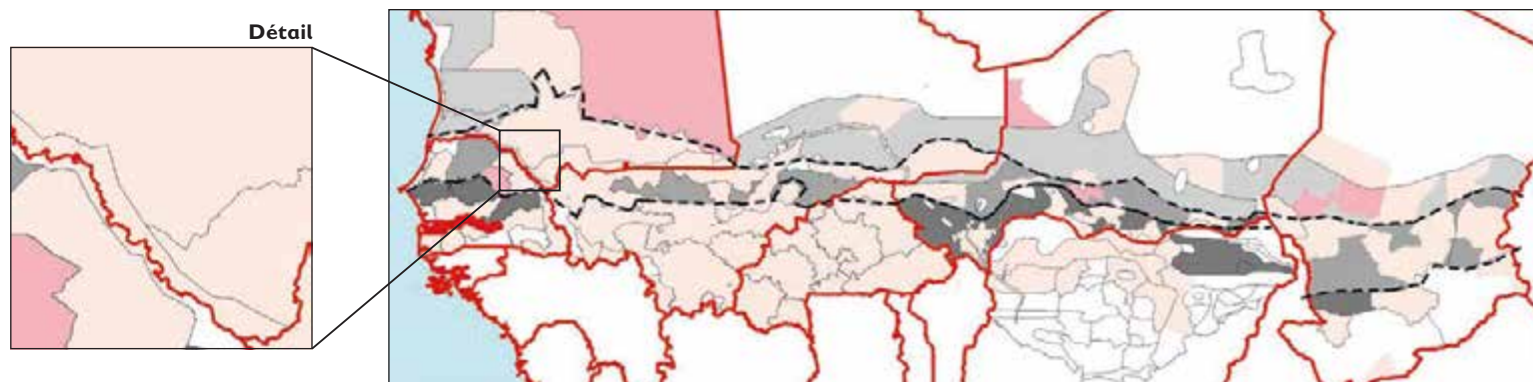
CARTE 14 : PROPRIÉTÉ EN TERMES D'OVINS ET CAPRINS

(Ovins et caprins possédés par ménage)

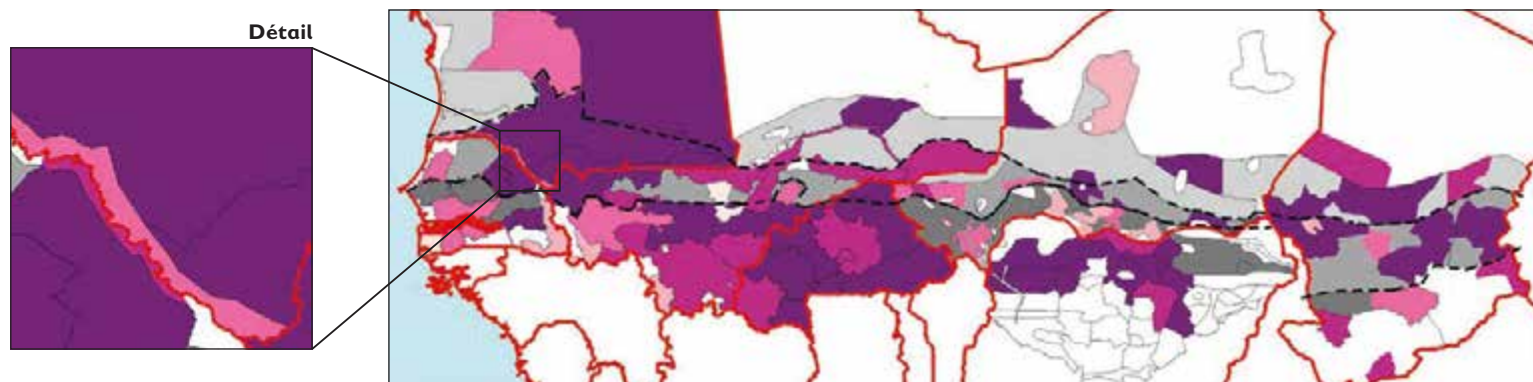
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

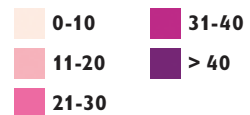


Ménages nantis



LÉGENDE

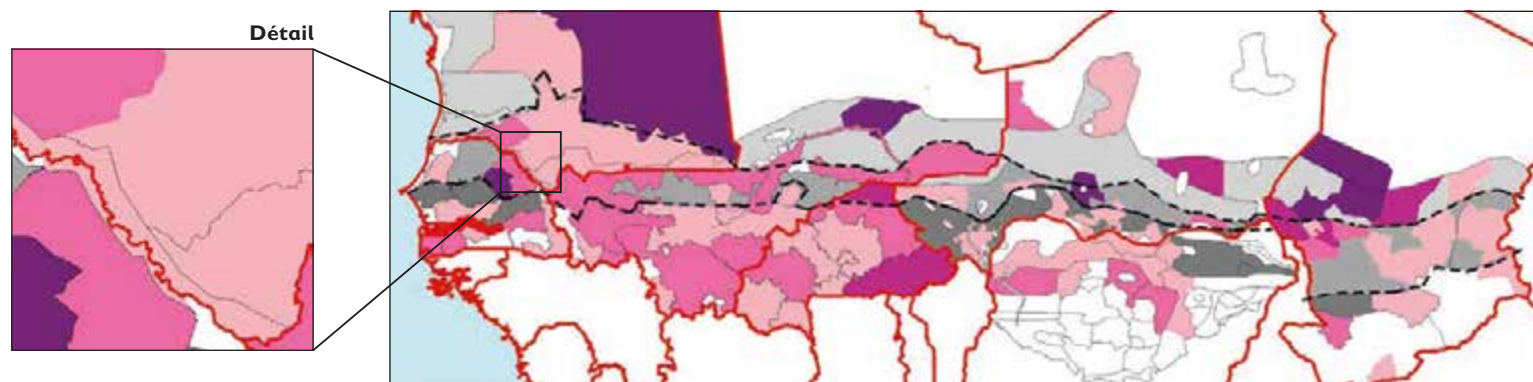
Ovins et caprins possédés par ménage



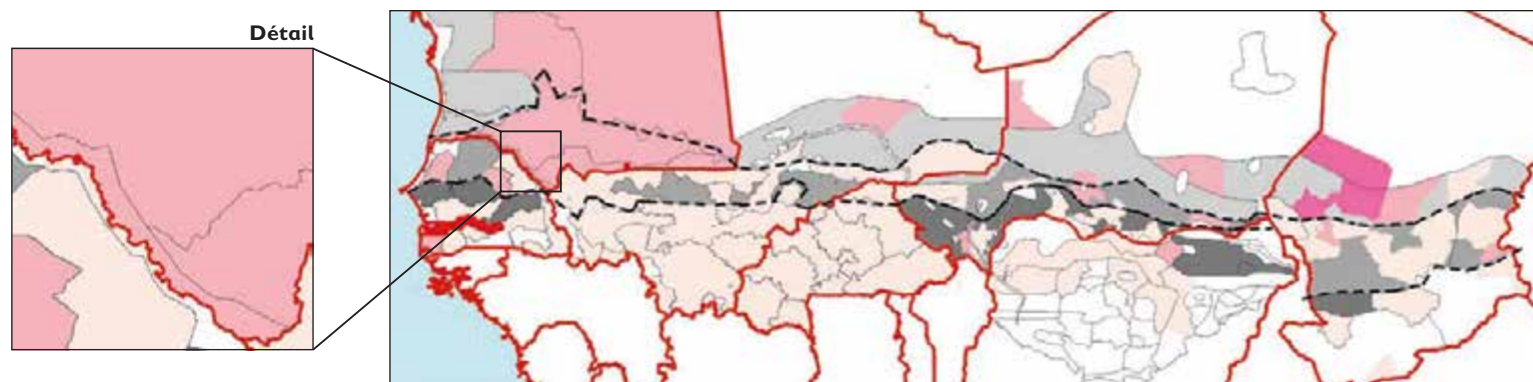
CARTE 15 : PROPRIÉTÉ TOTALE EN TERMES DE BÉTAIL

(Unités de bétail tropical détenues par ménage)

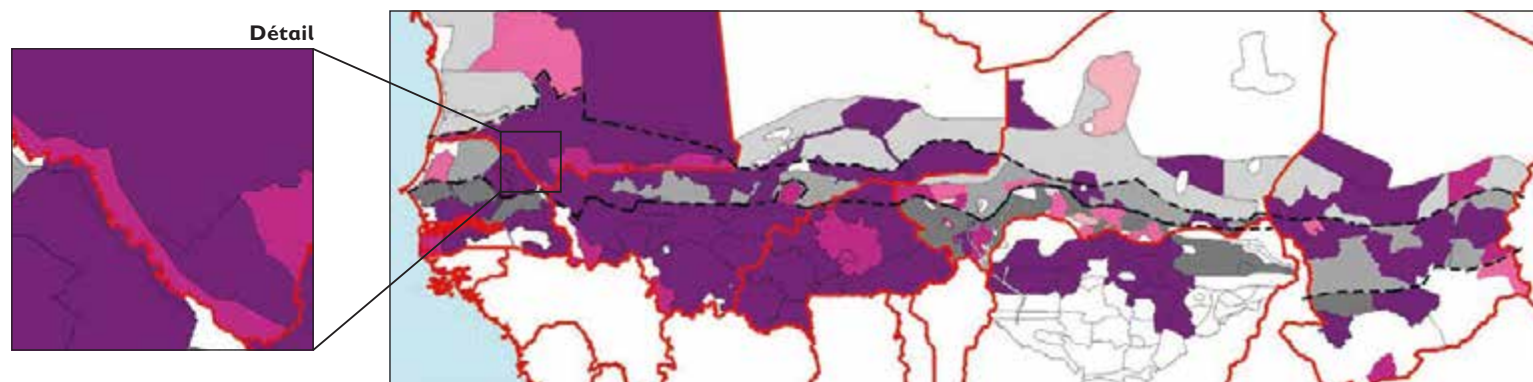
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

Unités de bétail tropical détenues par ménage (1 chameau = 0,7 bovin = 0,1 ovin/caprin)



COMMENTAIRE : CARTE 14 : PROPRIÉTÉ EN TERMES D'OVINS ET CAPRINS ; CARTE 15 : PROPRIÉTÉ TOTALE EN TERMES DE BÉTAIL

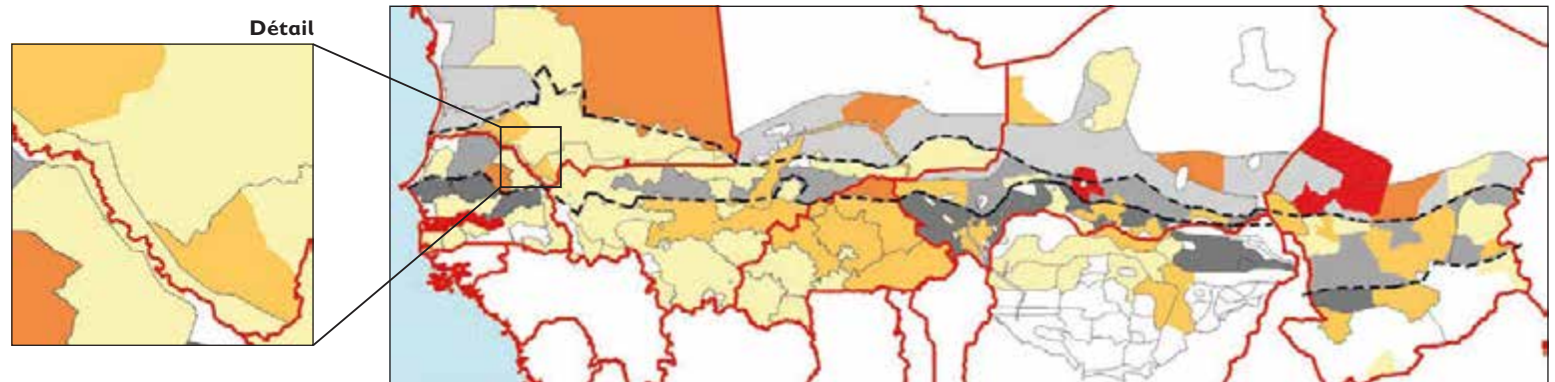
Il y a singulièrement peu de différences entre ces cartes et la carte 13 sur la possession de bovins, sauf dans les cas où les pasteurs en possèdent peu ou pas. La raison en est simple : ceux qui possèdent des bovins possèdent également la plupart des moutons et des chèvres. Là encore, la possession est donc très largement biaisée en faveur des ménages Nantis et Moyens, généralement à hauteur de 70 % du petit bétail d'un village. Il faut cependant beaucoup moins d'efforts ou de liquidités saisonnières pour nourrir le petit bétail que les bovins. Alors pourquoi les personnes les plus pauvres n'ont-elles

que quelques têtes de bétail ? Nous ne pouvons pas répondre à cette question avec certitude, mais nous avons avancé une raison dans le commentaire de la carte 13 en parlant de l'achat des bovins. Les populations tentent de garder un minimum de chèvres, en particulier une ou deux femelles reproductrices, mais elles subissent fréquemment des pressions qui les poussent à vendre pour couvrir les dépenses essentielles urgentes, ou occasionnellement lors d'évènements plus heureux, à abattre un animal pour une fête.

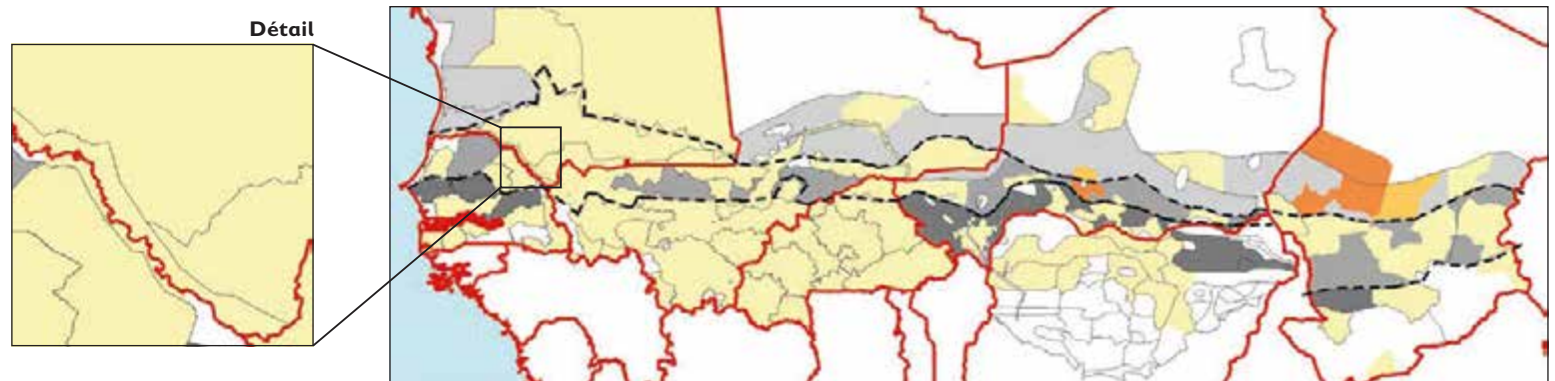


CARTE 16 : VENTES DE BÉTAIL EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

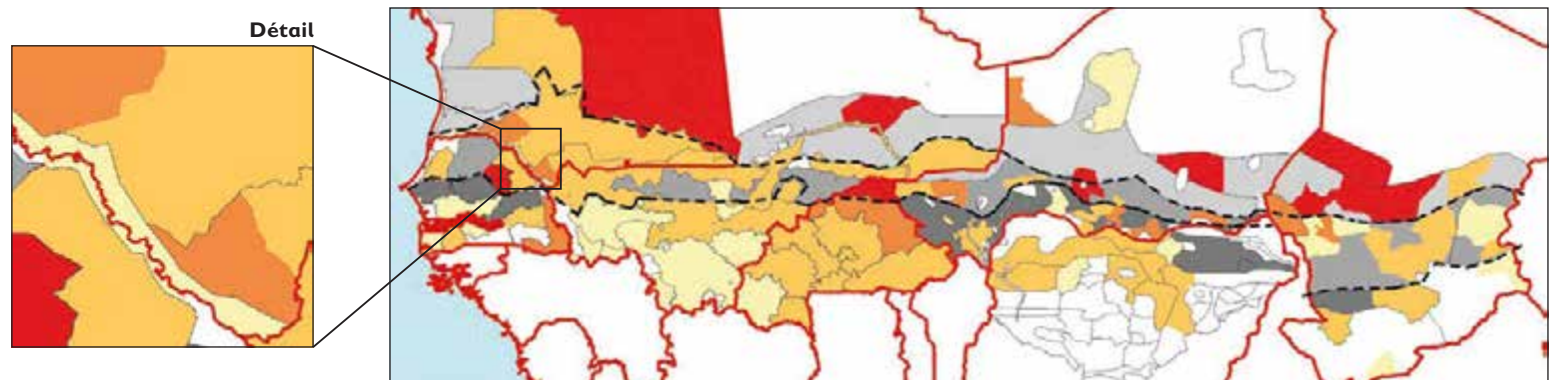
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% du montant total des revenus monétaires

- 0-25
- 26-50
- 51-75
- 76-100

COMMENTAIRE : CARTE 16 : VENTES DE BÉTAIL EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DES REVENUS MONÉTAIRES

On s'attendrait à ce que les pasteurs se distinguent ici, comme c'est le cas sur les cartes de la moyenne des ménages et des Nantis. Ce n'est pas seulement lié au fait que tout ou presque ce qu'ils produisent provient du bétail. C'est parce qu'en ces temps modernes, la plupart d'entre eux ont obtenu la majeure partie de leur subsistance, non pas du lait et de la viande, mais des céréales, pour lesquelles ils doivent vendre du bétail. Cependant, si nous ne regardons que la carte des Très Pauvres, nous n'aurions, à une ou deux exceptions près, aucune impression particulière sur les pasteurs. La raison en est que les éleveurs les plus pauvres ont tendance à posséder très peu de bétail, ce qui est très loin d'être suffisant pour leur permettre de gagner leur vie. Ils travaillent donc principalement comme bergers pour les pasteurs les plus riches, pour des salaires en espèces ou en nature, sous forme de céréales que leurs employeurs ont achetées. Les espèces et les céréales qu'ils reçoivent proviennent directement ou indirectement du bétail vendu par ces employeurs. Les éleveurs de chameaux de Salale (SAL), dans le nord du Tchad, font exception à la règle : même les Très Pauvres possèdent jusqu'à huit chameaux (et les Pauvres, deux fois ce nombre, et quelques chèvres). Ces animaux sont suffisants pour permettre à ces ménages de disposer de la quasi-totalité de leurs revenus en espèces grâce aux ventes de bétail, de sorte que peu d'entre eux travaillent comme éleveurs pour d'autres. Les besoins en céréales des Très Pauvres sont en réalité diminués du fait qu'ils obtiennent environ 25 % des calories qu'ils consomment sous forme de lait, avec un peu de viande. Bon nombre des ménages Très Pauvres des groupes pastoraux ailleurs dans le Sahel consomment moins de 5 % de calories sous forme de lait et de viande.

On pourrait également s'attendre à ce que les agropasteurs se distinguent quelque peu, ce qui est en grande partie le cas. Les champions se trouvent à Dakoro (DKA), dans le centre du Niger, et à Moundjoura (MOU), dans le nord du Tchad, juste au sud de Salale. Pour eux, les activités pastorales dans la zone « agropastorale » sont réellement celles qui leur rapportent le plus d'argent. Cela semble également vrai pour au moins une zone de la bande

agricole pluviale générale, la zone *Nord et Est bétail et céréales* du Burkina Faso (ZME7). Il ne serait en effet pas trop difficile d'affirmer que ce sont en fait des agropasteurs. En revanche, la zone *Pastorale oasis et oueds (MR03)* dans l'ouest de la Mauritanie ne se distingue dans aucune des trois cartes : la base de l'économie est la production de dattes, et non le bétail. Plus surprenant peut-être, les éleveurs de bovins par excellence dans le *ferlo sénégalais (FER)* n'atteignent pas la catégorie la plus élevée sur la carte de la moyenne des ménages. Ce n'est pas parce qu'ils vendent de nombreuses cultures, bien que leur récolte de céréales apporte 20 à 30 % de leurs calories alimentaires ; c'est plutôt parce que l'élevage, en particulier celui des bovins, est fortement orienté vers les 10 % de ménages Nantis, et que les ménages les plus pauvres doivent gagner de l'argent en faisant du gardiennage pour les personnes aisées et, avec les ménages Moyens, en vendant des aliments provenant des abondantes cueillettes et les plantes médicinales de la zone.

Nous voyons également d'autres régions dans l'ensemble de la zone d'agriculture (au sud de la ligne agropastorale) de la carte de la moyenne des ménages, et encore plus dans celle des Nantis (particulièrement au Burkina Faso), où des agriculteurs ordinaires obtiennent entre un quart et la moitié de leurs revenus monétaires annuels grâce au bétail. Deux raisons concordantes expliquent cela. La première est la forte valeur du bétail sur le marché, grandement influencée depuis des dizaines d'années, si ce n'est dominée, par la demande de viande des pays côtiers vers lesquels le bétail (bovins, chèvres, moutons) est acheminé et, ces derniers temps, par centaines de milliers de têtes par an, de plus en plus souvent par camions. L'autre raison, moins positive, expliquant l'importante part des revenus tirés du bétail dans les revenus totaux dans bon nombre des régions de cultures est que les ménages produisent peu de surplus de récoltes pouvant être vendus. De nombreux agriculteurs Nantis et la plupart des agriculteurs Moyens ne possèdent pas de grands troupeaux, mais le produit de la vente d'une ou deux vaches adultes et de quelques têtes de petit bétail peut largement dépasser les revenus

tirés des cultures et entrer en concurrence avec toutes les autres sources de revenus confondues.

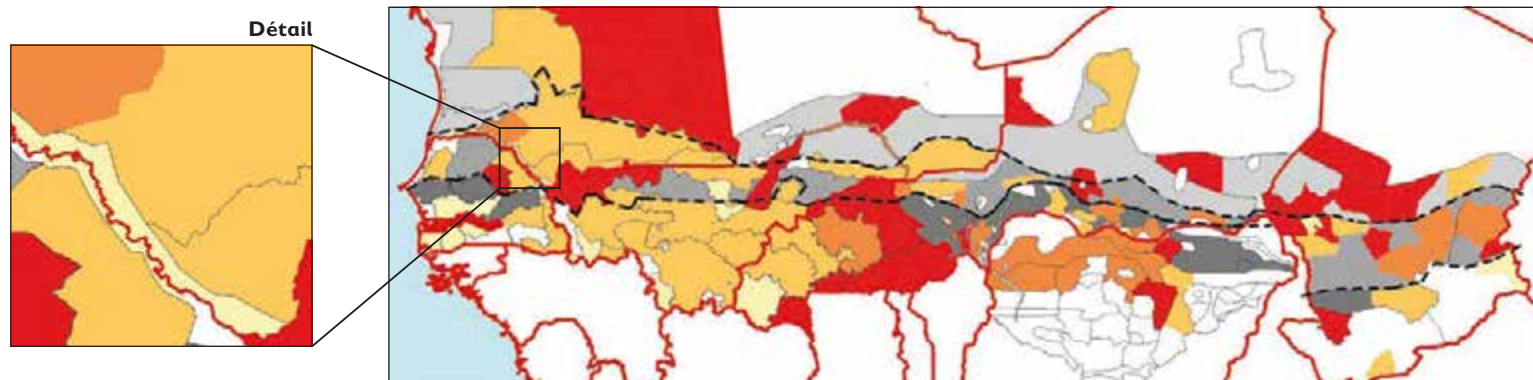
Revenons à la carte des Très Pauvres. Qu'ils soient pasteurs, agropasteurs ou agriculteurs, ils ne semblent pas tirer beaucoup d'argent de leur bétail. Néanmoins, pour un agriculteur pauvre, le fait de posséder seulement quelques chèvres, moutons et volailles est très important. Dans de nombreux cas, la vente de bétail rivalise avec les revenus tirés des cultures. En même

temps, la plus grande partie de leurs revenus ne provient ni de l'un ni de l'autre, mais plutôt du travail rémunéré, de la vente de bois de chauffage ou de briques en terre, etc. C'est encore plus le cas dans les zones agropastorales. En période difficile, à cause d'un malheur dans la famille ou d'une mauvaise saison agricole, et donc d'une réduction des emplois agricoles, la béquille importante sur laquelle ils peuvent s'appuyer est la vente du petit bétail.

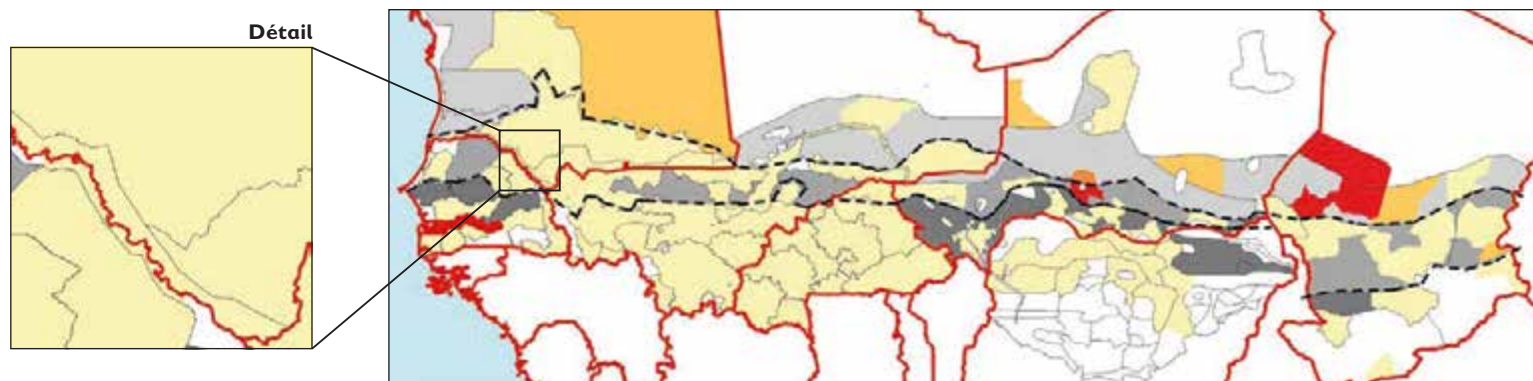
CARTE 17 : REVENU TOTAL PROVENANT DU BÉTAIL (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)

(Pourcentage des 2 100 kcal par personne et par jour)

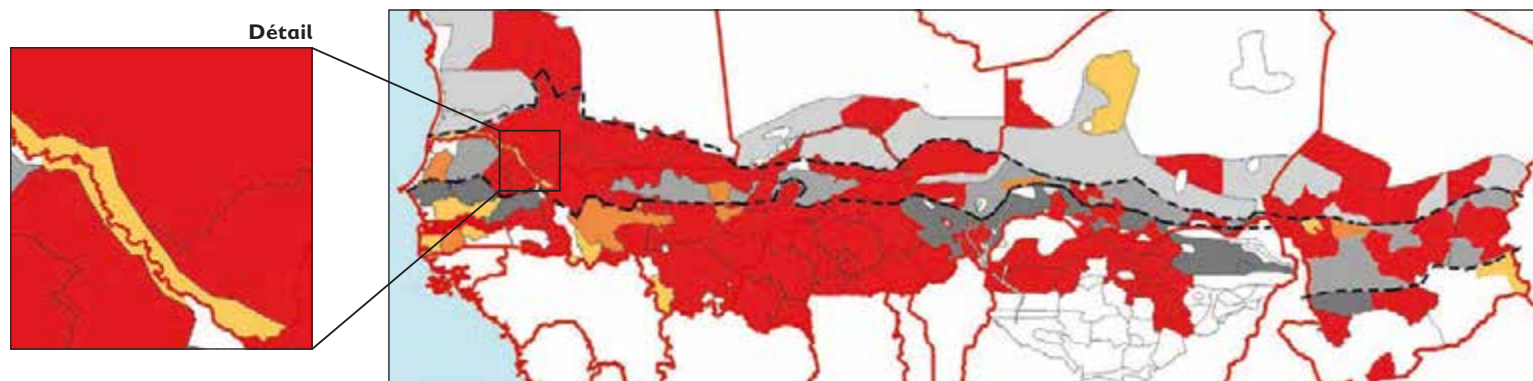
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

- % de kcal
- 0-25
 - 26-50
 - 51-75
 - 76-100

COMMENTAIRE : CARTE 17 : REVENU TOTAL PROVENANT DU BÉTAIL (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)³

« Nourriture plus argent liquide » signifie ici essentiellement lait et argent, car l'abattage des animaux pour la viande n'est pas pris à la légère même par les pasteurs riches, et la viande contribue très peu à leur apport calorique. Par exemple, à *Tarkhint (TAR)*, dans le nord-est du Mali, un ménage Nanti de 18 personnes n'égorgera généralement pas de chameaux et pas plus d'un ou deux bovins par an, à partager avec des invités lors d'une fête ou d'une autre grande occasion. Autrement, une douzaine de moutons et de chèvres pourront être abattus, encore une fois principalement pour les visiteurs.

Le message principal ici ne concerne pas particulièrement les éleveurs, il s'inscrit plutôt de manière générale, comme le montre le contraste entre l'étendue presque inchangée en jaune clair sur la carte des Très Pauvres et l'étendue presque équivalente en rouge foncé sur la carte des Nantis.

Nous avons déjà relevé ce point dans le commentaire de la carte 15, à savoir la division très prononcée entre les plus pauvres et les plus riches des populations rurales en termes de possession de bétail. Les Très Pauvres (la plupart du temps étroitement suivis par les Pauvres) ne possèdent pas assez de bétail pour leur procurer plus de 25 % de leur revenu total (c'est-à-dire le revenu total provenant de toutes les sources – voir la carte 25). En revanche, il est plus surprenant que les Nantis, représentant ici aussi les ménages Moyens, obtiennent une part aussi importante de leurs revenus totaux de l'élevage dans la grande majorité des zones, qui ne sont pas pastorales, mais agricoles ou agropastorales avec des cultures substantielles. Presque tout ce « revenu total » est en espèces, puisque la consommation de lait est généralement assez limitée, même chez les Nantis.

³ Voir le commentaire de la carte 12, qui explique ce qu'est le « revenu total ».

4 La contribution du travail rémunéré et des autres revenus dans l'économie des ménages

Les revenus monétaires de la plupart des agriculteurs et des éleveurs les plus pauvres proviennent en grande partie du travail effectué pour les autres, principalement dans les domaines des voisins plus aisés, mais aussi pour d'autres employeurs pendant la migration saisonnière, qu'il s'agisse de travail rural, de la construction de maisons ou de tout autre travail dans les villes. Sans ces revenus, ils ne pourraient pas survivre.

À plus long terme, la majorité des populations devrait vivre dans les villes et le taux de croissance des populations rurales restantes pourrait bien décliner. Dans ce cas, l'accès accru aux terres, associé à une valeur toujours plus élevée des produits ruraux sur les marchés urbains, pourrait augmenter les revenus des agriculteurs les plus pauvres provenant de leur propre production, dans la mesure où leur dépendance à l'emploi diminuerait, et même considérablement. Cependant, à court et à moyen terme, avec les terres à leur disposition et en l'absence, par exemple, de projets d'irrigation massifs, il est difficile d'imaginer comment leur propre production pourrait se substituer aux revenus gagnés en dehors des champs. En attendant une mécanisation bien plus importante de l'agriculture, il est difficile d'imaginer comment les agriculteurs les plus aisés pourraient maintenir leur réussite sans continuer à embaucher la main-d'œuvre de leurs voisins les plus pauvres. Du point de vue d'une intervention du gouvernement ou de tout autre organisme, l'emploi étant informel et arrangé entre les individus par accord verbal, il serait très difficile d'essayer d'augmenter et de fixer officiellement des taux de rémunération journaliers.

Le « travail indépendant » est globalement une source de revenus monétaires moindre, mais qui reste généralement très importante. Pour les plus pauvres, cela signifie principalement couper et vendre le bois de chauffage qu'offre la nature, mais aussi collecter et vendre les produits de la cueillette et d'autres produits naturels. Il s'agit également de la fabrication de briques, de la vente d'objets d'artisanat tels que les nattes de paille et les paniers, ou encore du

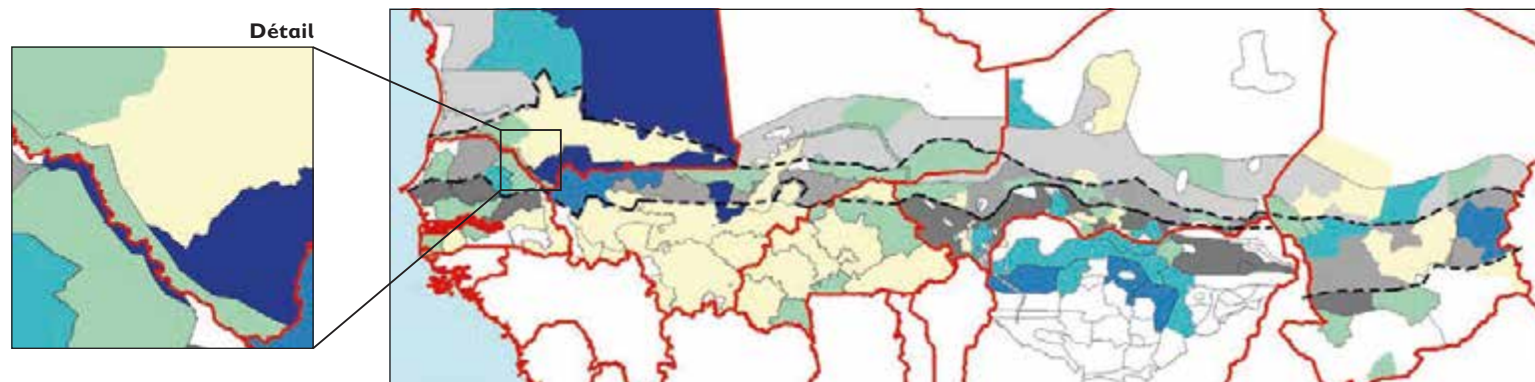
portage sur les marchés. Si nous ajoutons le petit commerce, alors le revenu global des ménages pauvres provenant du travail indépendant dépasse de loin tous les gains de la vente de leurs propres cultures et du bétail, et dépasse parfois même le revenu du travail journalier. Aussi importantes qu'elles soient dans les informations quantifiées par l'AEM, ces formes d'activités rurales sont moins « visibles » que la production directe d'un agriculteur ou le bétail appartenant à un éleveur et sont généralement presque invisibles dans les données économiques nationales. Dans le cas du bois de chauffage et du charbon de bois, les autorités s'inquiètent souvent du fait que la régénération naturelle ne peut pas suivre la coupe du bois et tentent de limiter l'activité, pas toujours avec succès, en interdisant les ventes, notamment de charbon de bois.

Il n'est pas facile de voir immédiatement comment les investissements pour le développement peuvent cibler des activités aussi variées et dispersées. Mais ici, comme pour certaines formes d'emploi direct, il devrait être possible d'ajouter de la valeur au travail des personnes grâce à la formation professionnelle, à la fourniture d'outils et éventuellement à une intervention le long de la chaîne du marché. La formation professionnelle et les outils aideraient également les personnes en migration de travail ; par exemple, dans les travaux de construction, un homme qui possède des compétences en menuiserie ou en maçonnerie peut gagner au moins deux fois plus qu'un homme qui ne peut offrir que sa force de travail. En même temps, il n'est peut-être pas nécessaire d'accepter que les personnes les plus pauvres soient toujours définies par leur manque de biens d'équipement : des services financiers adaptés et des programmes de location-vente pourraient aider à rendre les individus ou les groupes viables économiquement et leur permettre éventuellement de devenir propriétaires d'équipements agricoles, de transformation ou d'artisanat plus gros et de moyens de transport sous forme de charrettes à bœufs.

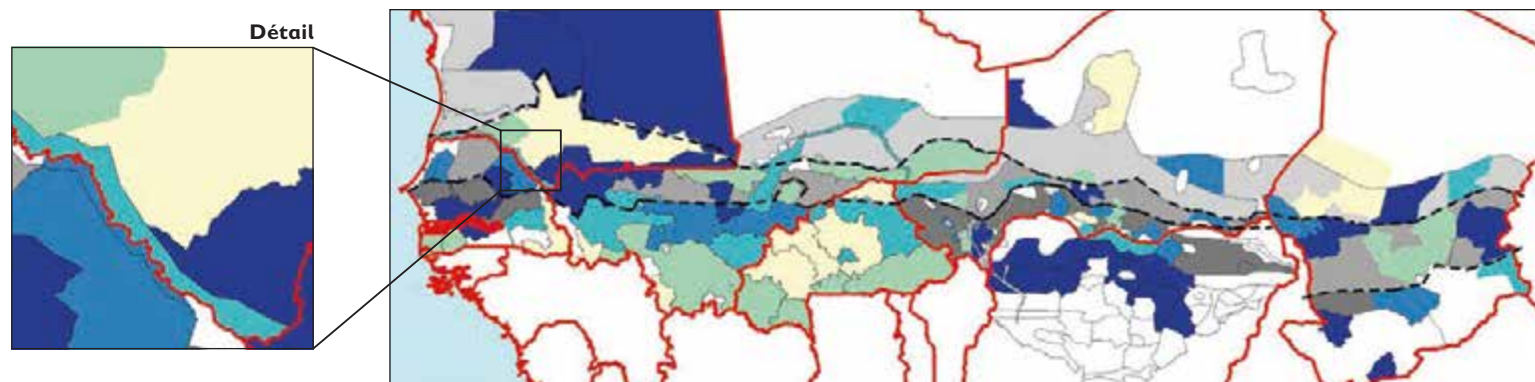
CARTE 18 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE

(En dollars US par personne et par an)

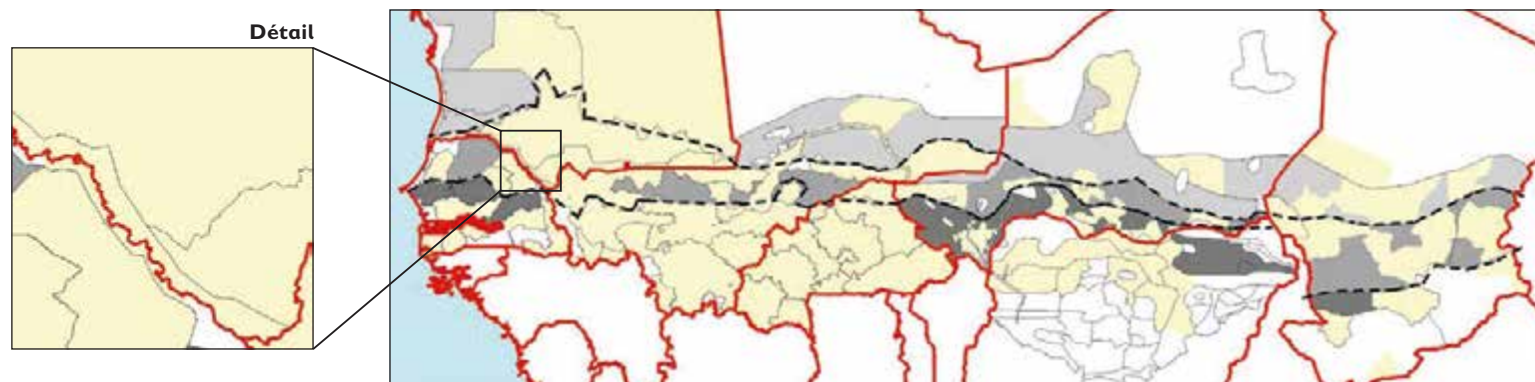
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

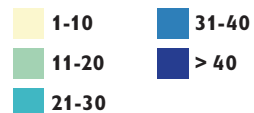


Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an



COMMENTAIRE : CARTE 18 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE

La « main-d'œuvre locale » désigne la plupart du temps des emplois journaliers rémunérés dans les petites exploitations d'agriculteurs locaux plus aisés, ou des emplois de bergers sous contrat pour un groupe pastoral. Ce sont essentiellement les membres des ménages Très pauvres et Pauvres qui s'engagent dans ce type de travail, qui est généralement l'une de leurs sources de revenus les plus importantes. Les cultivateurs ou les éleveurs plus aisés sont leurs principaux employeurs et la carte du bas semble indiquer que l'on ne rencontre jamais aucun membre d'un ménage Nanti travaillant dans un emploi journalier ou comme berger rémunéré. Cette situation est également assez inhabituelle pour les ménages Moyens, qui sont plus souvent des employeurs que des employés.

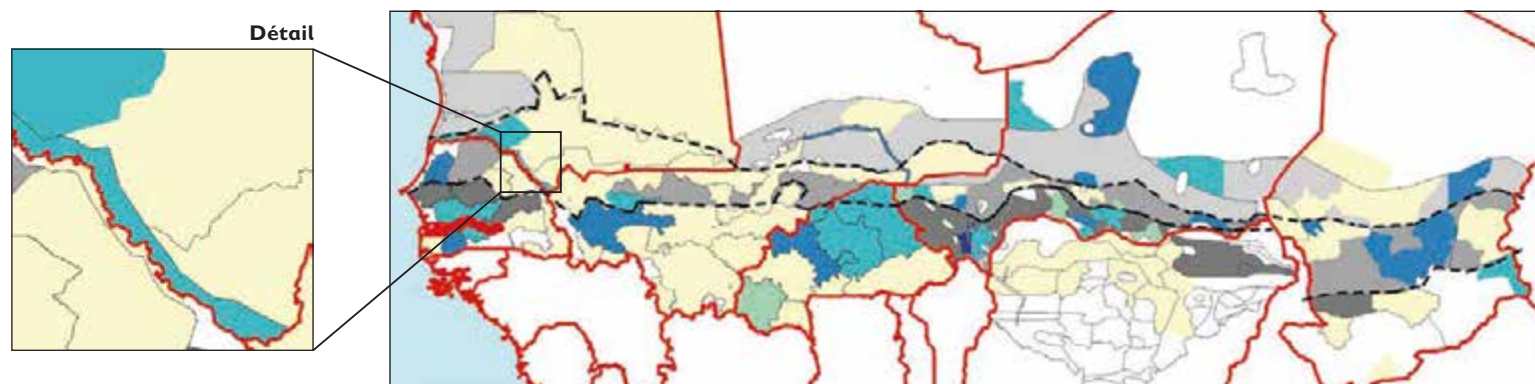
D'un autre côté, il faut s'attendre à ce que les Très Pauvres soient généralement engagés dans le travail rémunéré. En partant de la similarité de la carte de la moyenne des ménages et de la carte des ménages Très Pauvres, on peut en déduire que les Pauvres sont engagés de la même manière que les Très Pauvres. Ces cartes montrent également une structure inégale qui ne suggère pas immédiatement une logique géographique particulière dans la région. Peut-être sera-t-il plus éclairant de regarder les variations dans un seul pays. Nous prendrons les Très Pauvres autour du Mali et nous nous référerons aux données de référence détaillées de l'AEM qui se trouvent derrière les cartes. Les principaux éléments en jeu doivent être non seulement le niveau d'emploi local des ménages, mais aussi les niveaux de salaires locaux. Dans la *Tarkhint pastorale (TAR)*, la dépendance des Très Pauvres (et des Pauvres) vis-à-vis de l'emploi local est très élevée en termes de proportion de ces revenus dans leur revenu global. La raison en est que bien qu'ils vivent dans des communautés pastorales, comme nous l'avons noté précédemment, ils possèdent remarquablement peu de bétail, et dans ces localités isolées, ils dépendent des personnes plus aisées du groupe d'élevage local non seulement pour leur prêter du bétail, mais aussi pour les employer, principalement en tant que bergers. Les contrats sont généralement conclus sur une base mensuelle, et puisque les éleveurs s'occupent tous les jours du bétail, nous pouvons calculer, à partir des données sur les revenus disponibles, qu'ils sont payés en moyenne 11 500 FCFA par mois (en tenant compte des paiements supplémentaires pour la migration saisonnière vers les pâturages lointains) ; cela correspond à environ 400 FCFA par jour (au moment de l'enquête, 1 \$ US valait environ 500 francs CFA). Il s'agit généralement d'un emploi garanti

toute l'année qui comprend également un paiement en nature. Les gains des bergers provenant de cette main-d'œuvre locale peuvent donc être considérés comme substantiels. D'autre part, la dépendance à un seul employeur rend les bergers vulnérables aux déficits de pluies et de pâturages susceptibles de réduire considérablement leur propre petit troupeau, mais également celui de l'employeur. Celui-ci pourrait alors être contraint de mettre fin au contrat et de demander à un membre de sa famille de se charger de ce travail.

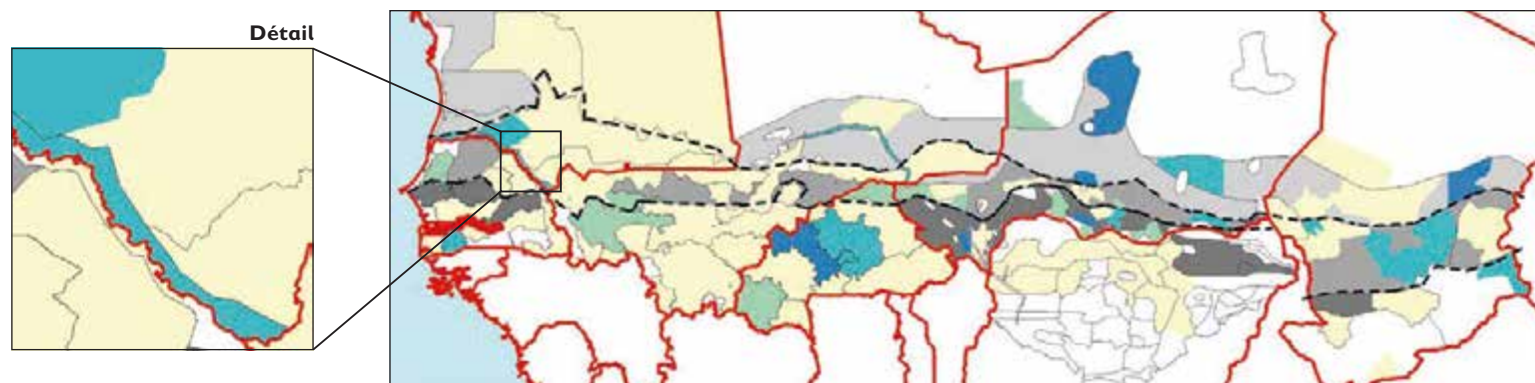
Passons à une région contrastée, dans la *zone rizicole irriguée de l'Office du Niger à Niono (ML07)*, zone de cultures de rente, où le travail est saisonnier, mais les salaires sont beaucoup plus élevés qu'à Tarkhint. Cela traduit le fait que non seulement le système de production requiert une importante main-d'œuvre et donc la forte demande de travailleurs, mais reflète aussi la valeur de la récolte. Les salaires journaliers sont généralement de 2 000 FCFA et peuvent aller jusqu'à 4 000 FCFA au moment de la récolte. Les rémunérations du travail local représentent donc encore une fois une part importante des revenus des Très pauvres. Autre cas : dans la *zone de production, céréales pluviales et coton de Yorosso (ML10)* dans le sud, les salaires journaliers sont tout aussi bas, à 500 FCFA. Ceci est sans doute en partie dû à une plus grande disponibilité de la main-d'œuvre dans cette zone densément peuplée, qui inclut les migrants saisonniers. Ici, les ménages Très Pauvres locaux dépendent beaucoup moins de ce travail : ils produisent leurs propres cultures de rente, exercent des activités indépendantes et vendent les produits issus de la cueillette, etc. Enfin, à Yelimane, dans la *zone agropastorale du mil, sorgho et riz, d'élevage et de transfert de fonds (YEL)*, nous retrouvons des salaires journaliers élevés, autour de 1 500 FCFA. Le fait que la moitié la plus aisée de la population dépende fortement des transferts de fonds tend à faire grimper le coût global de la vie dans la zone, comme on le voit également plus en aval sur le fleuve Sénégal, dans la *zone du Walo de Matam (MTW)* au Sénégal. Les populations rurales qui vivent des transferts de fonds, même si elles ne sont pas très nombreuses, sont enclines à employer d'autres personnes pour accomplir toutes les tâches, du labour à l'élevage, en passant par le travail domestique et la construction. Quels que soient les facteurs qui jouent, il semble que des salaires élevés et des prix élevés soient une caractéristique. Grâce à toutes leurs activités, les Très Pauvres de Yelimane gagnent six fois plus d'argent en un an que les Très Pauvres de Yorosso.

CARTE 19 : POURCENTAGE DU REVENU TOTAL PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU TRAVAIL MIGRANT

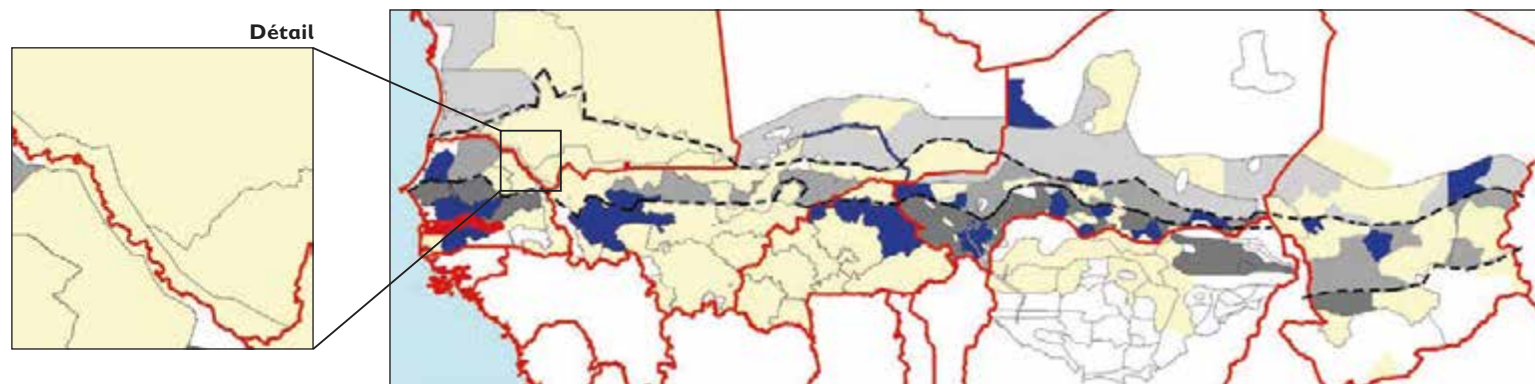
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

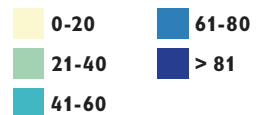


Ménages nantis



LÉGENDE

Travail migrant en % de la main-d'œuvre totale



COMMENTAIRE : CARTE 19 : POURCENTAGE DU REVENU TOTAL PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU TRAVAIL MIGRANT

La migration saisonnière pour trouver du travail permet aux populations de tirer profit de l'économie de l'ensemble du pays ou de la région : le plus souvent, cela concerne les personnes des zones les plus pauvres, des personnes pauvres vivant dans d'autres zones avec des moyens d'existence très limités, ou des populations faisant face à une baisse locale de production. Les mouvements migratoires peuvent se faire pour effectuer des travaux liés aux récoltes dans une zone voisine (plus spécialement pour les cultures de rente) ou un simple travail dans une des grandes villes du pays (porteur sur les marchés, transport de l'eau, travaux de construction, colportage). Ils peuvent même viser ce même genre d'activité à l'intérieur d'un pays voisin, généralement au sud du Sahel, même si les éleveurs et les agropasteurs remontent parfois vers le nord, jusqu'en Algérie et en Libye.

Ce sont généralement les jeunes hommes qui migrent, mais pas exclusivement. Ils peuvent avoir une garantie plus ou moins solide de travail auprès d'un employeur qu'ils retrouvent chaque année ; ou bien, et cela peut être une entreprise beaucoup plus risquée, ils cherchent du travail dans une zone où ils ont simplement un contact par le biais d'un collègue migrant, voire pas de contact du tout. Ils peuvent gagner suffisamment pour envoyer ou rapporter chez eux des économies et un ou deux sacs de céréales achetés sur un marché où les prix sont considérablement moins élevés que chez eux, ou encore obtenir des vêtements d'occasion, voire du petit matériel électronique qu'ils pourront revendre chez eux. En revanche, une minorité d'entre eux peut gagner juste assez pour payer son transport (souvent à crédit), sa nourriture et son logement au cours de la migration. Une plus petite minorité peut ne rien gagner du tout et rentrera seulement avec des dettes. Ce type de migration temporaire n'est pas sans épreuve et sans risque physique (y compris médical) et social (ils peuvent être traités presque comme des membres de caste inférieure et leurs familles restées au pays doivent faire face en leur absence). Mais pour de nombreux ménages Pauvres, la migration temporaire représente une contribution essentielle pour arriver à joindre les deux bouts. Signe témoignant de la très faible marge de sécurité alimentaire

sur laquelle subsistent les Pauvres, dans la méthodologie AEM, l'absence d'un membre du ménage, même pour quelques semaines, doit être soigneusement calculée en termes de réduction des besoins alimentaires annuels du ménage.

Deux régions rapprochées dans l'ouest du Niger (*Tahoua (TLP)* et *Tondiwiki (TON)*) sont connues pour la grande tendance des villageois à migrer pour le travail. Bien qu'ils prétendent que cela fait partie de leur histoire et de leur culture, ce n'est certainement pas une coïncidence si ces zones sont également connues pour leurs mauvaises conditions de production et leur insécurité alimentaire. Bien que la carte suggère qu'ils gagnent moins que les migrants venus d'ailleurs, obtenir 21 à 40 % de leurs revenus grâce à la migration reste néanmoins très important, compte tenu du grand nombre de personnes pauvres que cela concerne. Toujours au Niger, il existe un exemple inhabituel : à la place des hommes, ce sont des femmes qui migrent, gagnant une part très importante des revenus du ménage, quel que soit le groupe socio-économique. Il s'agit des *pasteurs M'Bororo de Dakoro (DPB)* dans le centre du pays, où la principale migration de travail annuelle concerne des groupes de femmes (y compris des épouses et des mères), qui se rendent à Dakar/Thiès au Sénégal, un voyage aller-retour de plus de 3 000 kilomètres. Leur atout particulier est la pratique de la médecine traditionnelle, qui est très demandée. Le Burkina Faso se montre également très actif en matière de migration de main-d'œuvre : la zone de production *Plateau central céréales et maraîchage (ZME5)* est relativement productive et commercialement active, mais aussi densément peuplée, ce qui peut expliquer pourquoi l'accent est mis sur la migration pour le travail. En revanche, dans la *région agropastorale de Monguel (MON)* en Mauritanie, la migration temporaire pour le travail est inhabituelle, quel que soit le groupe socio-économique, tandis que les transferts de fonds sont importants pour tous les groupes, ce qui suggère un nombre important de migrants permanents.

Nous avons jusqu'ici parlé des migrants les plus pauvres. Mais la carte des Nantis semble suggérer que ce sont eux qui ont le plus d'intérêt pour

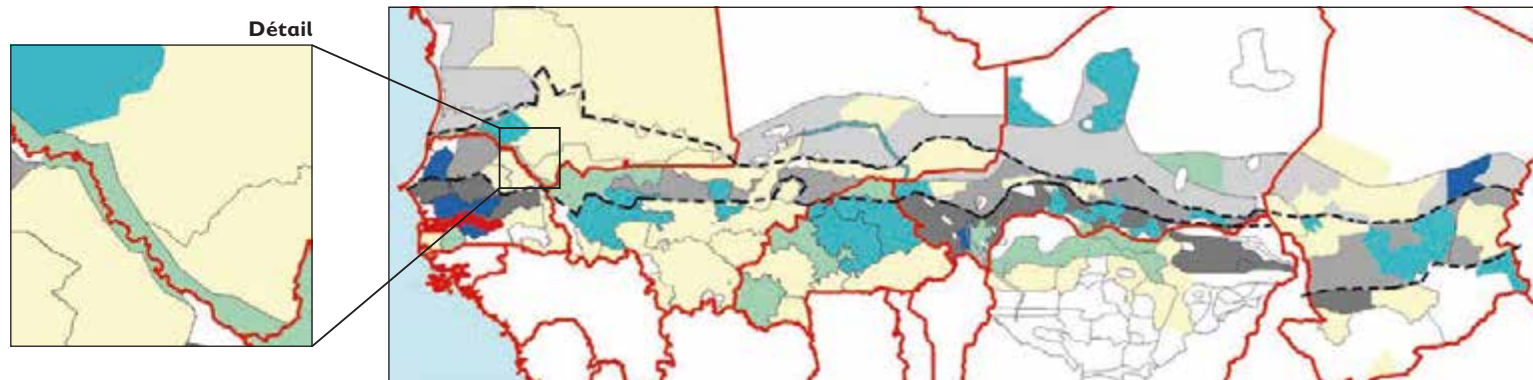
la migration saisonnière. C'est une impression trompeuse. Nous avons noté que les personnes les plus aisées ne semblent jamais s'engager dans un travail occasionnel local : par conséquent, les revenus d'un migrant représentent automatiquement un pourcentage élevé, le plus souvent 100 %, de ses revenus totaux provenant d'un travail rémunéré. En outre, le travail rémunéré est généralement un terme inapproprié pour désigner ce qu'ils font. Généralement, les jeunes hommes issus de ces ménages partent

avec suffisamment de capital pour exercer un petit commerce ou d'autres activités commerciales mineures, parfois avec l'intention d'acheter de grandes quantités de vêtements ou d'autres articles à revendre une fois rentrés chez eux. Certains dans les villages le décrivent même comme une expérience d'apprentissage ou une aventure pour eux, si ce n'est une sorte de rite de passage.

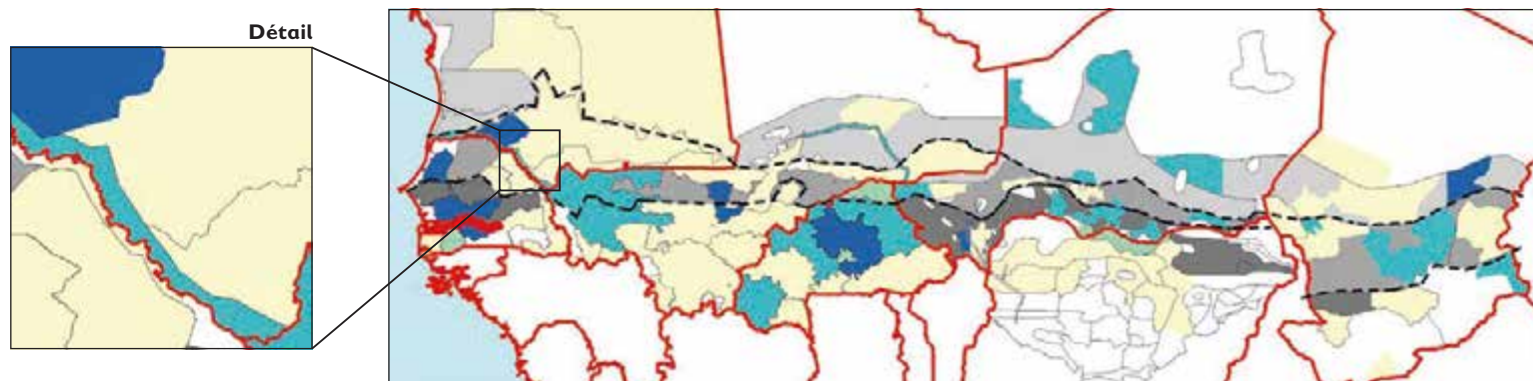
CARTE 20 : DURÉE DE MIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

(Nombre de mois par an)

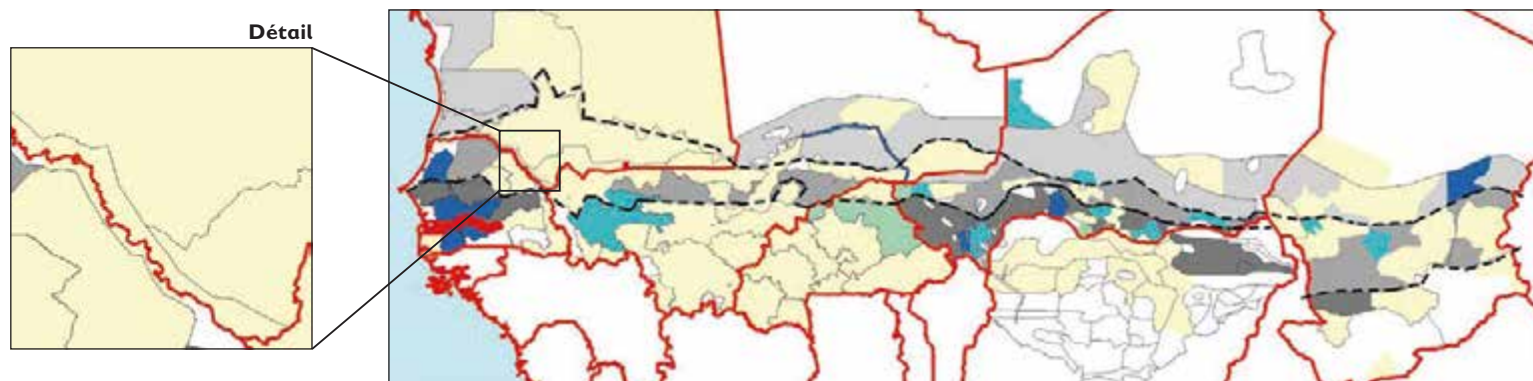
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

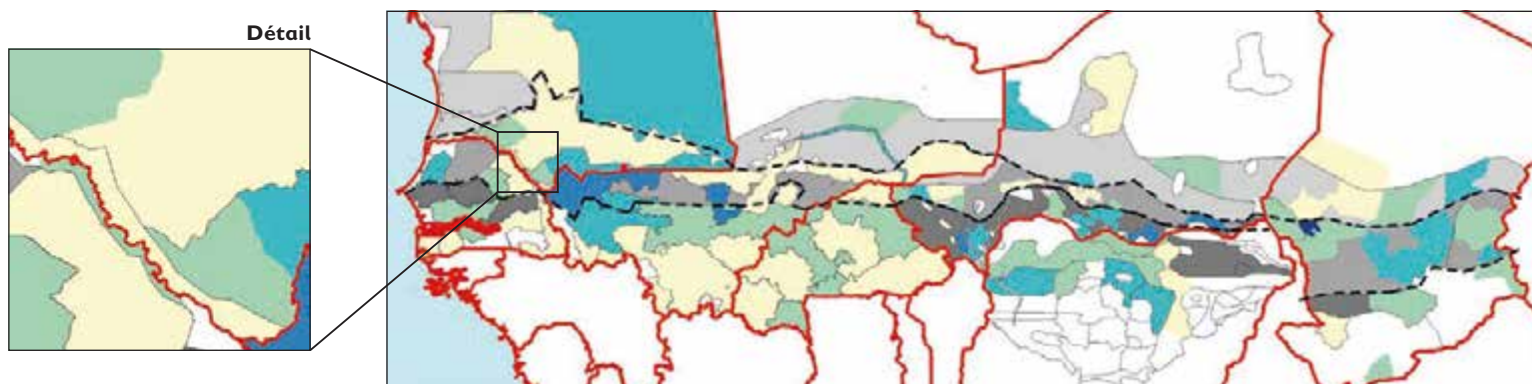
Nombre de mois de travail migrant par an



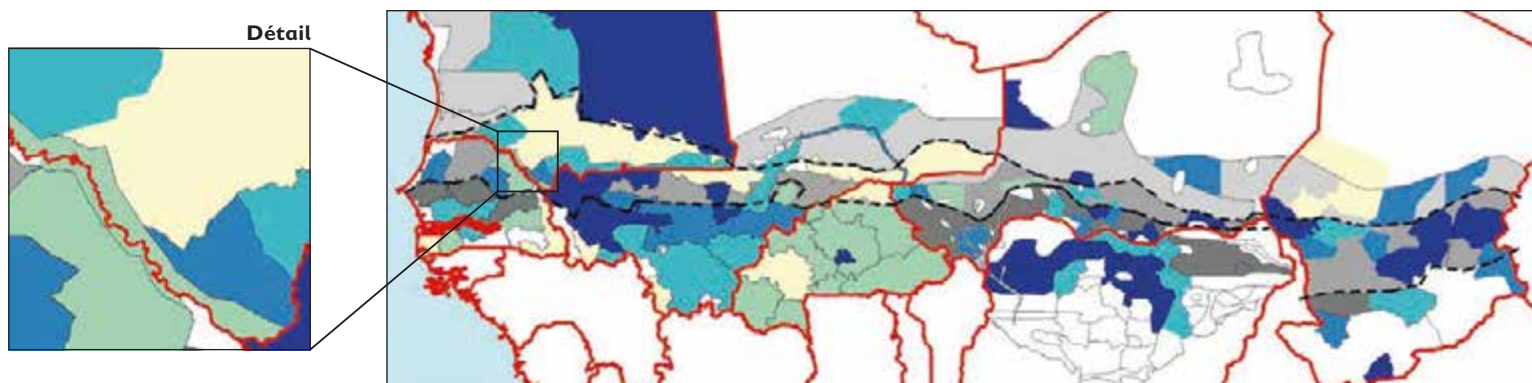
CARTE 21 : REVENU TOTAL PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)

(Pourcentage des 2 100 kcal par personne et par jour)

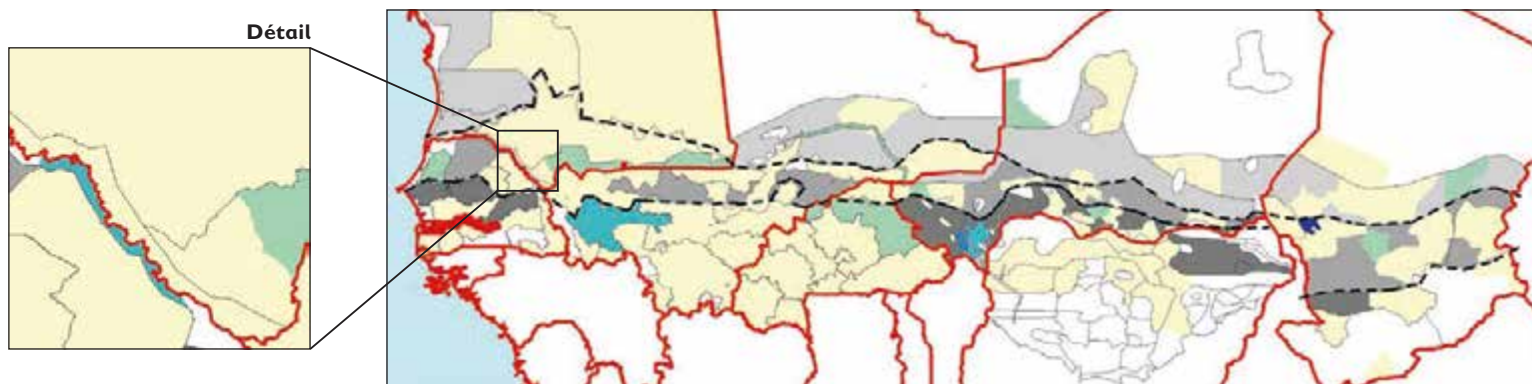
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% de kcal



COMMENTAIRE : CARTE 20 : DURÉE DE MIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La période de migration temporaire peut varier de trois semaines à trois mois, voire plus. Il n'existe aucun schéma géographique marqué autre que peut-être une durée particulièrement longue dans plusieurs zones du Sénégal. On peut difficilement identifier une raison principale expliquant les durées variables. Dans certains cas, cela reflète simplement le besoin relatif de maximiser ces gains ; dans d'autres, cela peut être lié au type de travail effectué (par exemple, la différence entre le travail occasionnel et l'embauche pour une saison agricole). Mais cela ne reflète pas nécessairement ce qui peut sembler être la raison la plus évidente, à savoir la distance parcourue par les migrants. C'est peut-être le cas pour les personnes venant par exemple de la zone des *Montagnes de l'Air (ACM)* dans le nord du Niger ou de la zone de *Tarkhint (TAR)* dans le nord-est du Mali. Ce n'est toutefois pas le cas dans les régions du Niger très proches de la frontière nigériane ; et c'est le nord du Nigeria qui accueille massivement les migrants venus du Niger. De même, les plantations de cacao voisines de Côte d'Ivoire attirent les migrants du sud et du centre du Mali.

COMMENTAIRE : CARTE 21 : REVENU TOTAL PROVENANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)⁴

Sur ces cartes, le paiement en nature est combiné avec les revenus de la main-d'œuvre locale et des migrants (y compris les « épargnes » de nourriture provenant de la migration, comme décrit pour la carte 19). Il ne semble pas y avoir de grande différence par rapport aux cartes du travail local de la carte 18, ce qui montre que les gains locaux sont généralement plus importants que les gains des migrants.

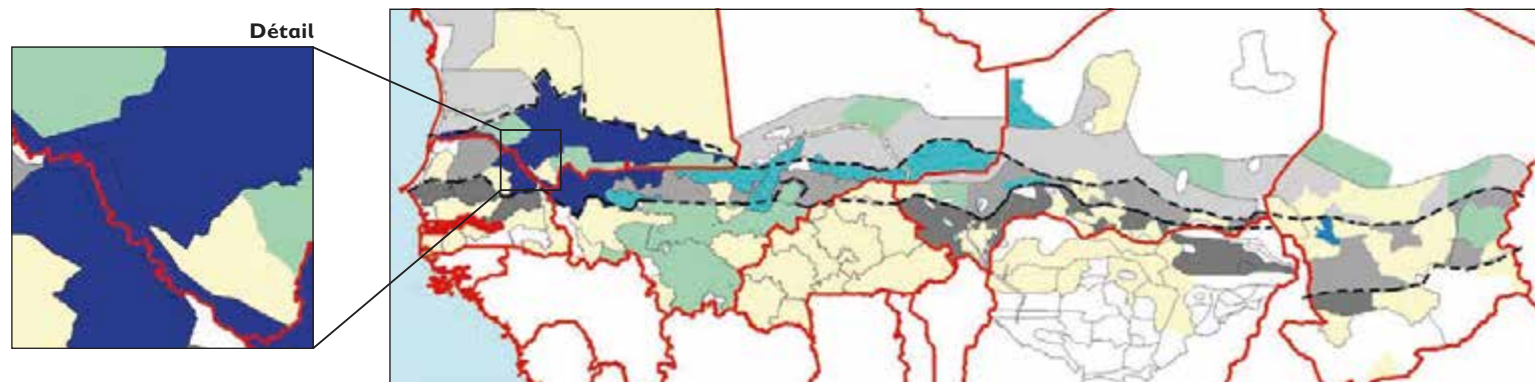


⁴ Voir le commentaire de la carte 12, qui explique ce qu'est le « revenu total ».

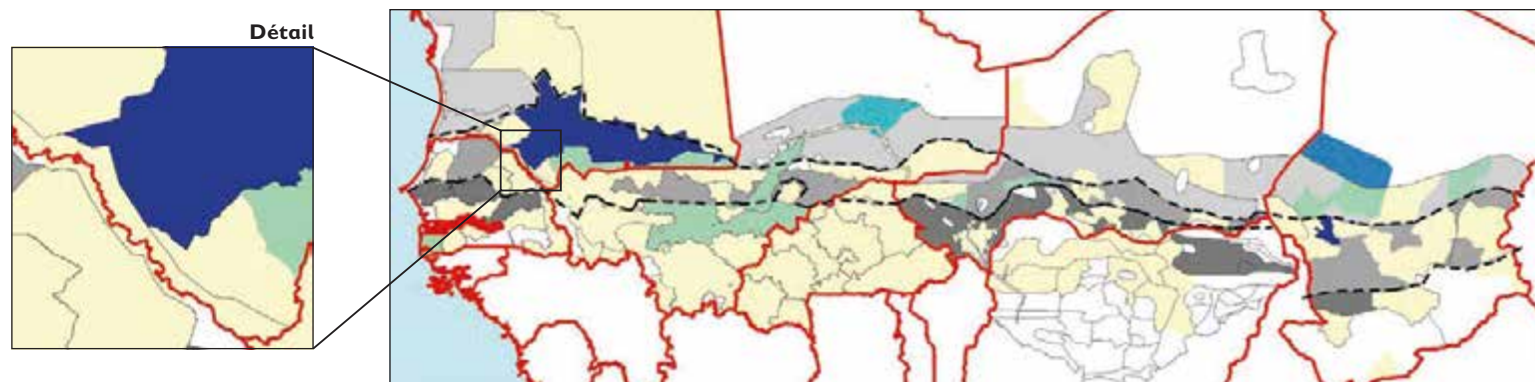
CARTE 22 : TRANSFERTS DE FONDS

(En dollars US par personne et par an)

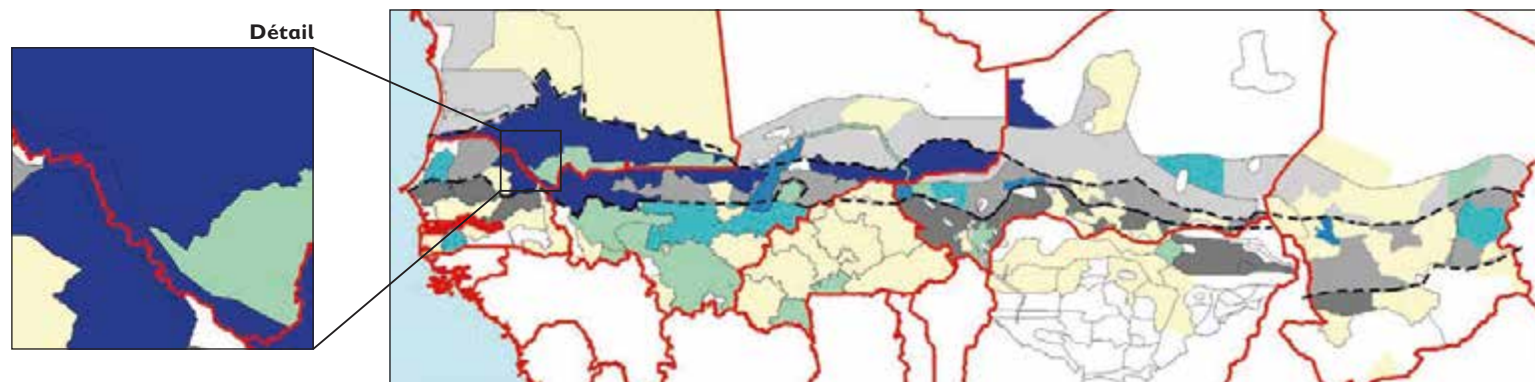
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

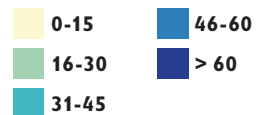


Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an



COMMENTAIRE : CARTE 22 : TRANSFERTS DE FONDS

Nous avons vu sur la carte 19, au sujet du travail lié à la migration, que les Sahéliens ont tendance à opérer dans un espace géographique économique beaucoup plus large que leurs propres zones, ce qui est également vrai, mais de manière différente, pour les pasteurs, qui peuvent couvrir d'énormes distances lors des transhumances saisonnières, traversant régulièrement les frontières des pays voisins. Mais d'un autre côté, les transferts de fonds pourraient être considérés comme un exemple, quoique limité, de l'utilisation d'une géographie plus large. Les transferts de fonds sont des transferts monétaires adressés, plus ou moins régulièrement, aux ménages des villages par des membres de la famille résidant et travaillant ailleurs à long terme. « Ailleurs » peut être la capitale du pays, un pays côtier d'Afrique de l'Ouest, ou une ville en Libye ou en Algérie. Mais l'exemple le plus frappant est celui des ménages les plus aisés dans les zones proches du fleuve Sénégal au Mali, au Sénégal et en Mauritanie, où il existe une vieille tradition d'émigration vers l'Europe, en particulier vers la France. Les hommes y restent et y travaillent pendant des années, voire des décennies, avant de retourner dans leur pays d'origine, souvent à la retraite dans une maison construite, et une famille longtemps entretenue, par leurs transferts de fonds. Les autres régions où les transferts sont suffisamment importants pour colorer la carte sont le

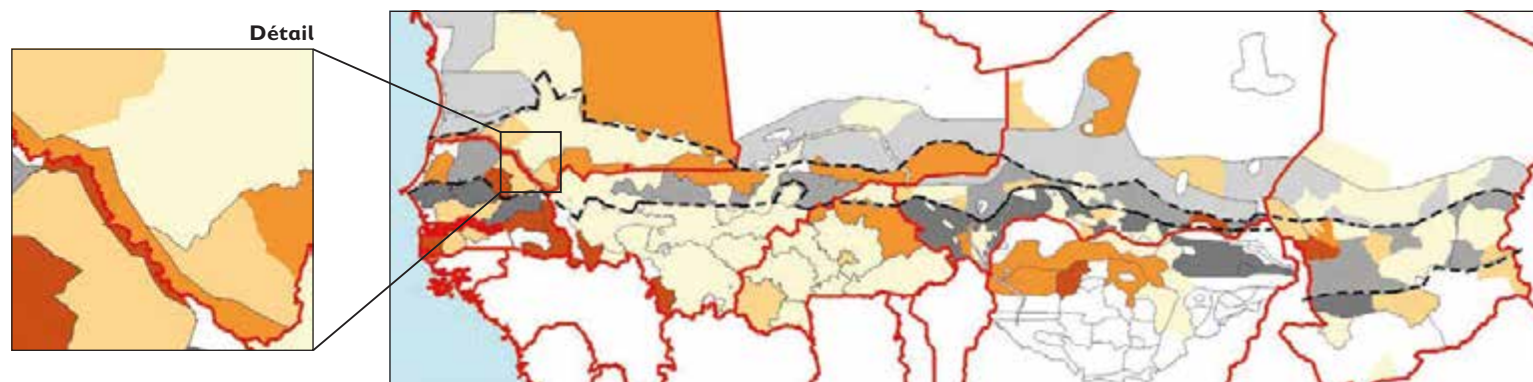
Plateau Dogon de Bandiagara au Mali (ML05), les deux localités agropastorales de l'ouest du Niger (TLP, TON), également mentionnées ci-dessus concernant la migration pour le travail saisonnier, ainsi que la région de Brakna (BRA) de la zone agropastorale (MR08) en Mauritanie.

Il y a deux observations générales à faire. Premièrement, les transferts de fonds sont un phénomène mineur dans l'ensemble du Sahel. C'est peut-être surprenant, étant donné les millions de Sahéliens qui se sont installés dans les villes côtières de l'Afrique de l'Ouest. Cela suggère que la grande majorité de ces migrants ne gagnent pas assez pour faire plus qu'entretenir leur propre foyer là où ils vivent. Deuxièmement, les transferts de fonds sont très clairement associés aux ménages Nantis. Il y a peut-être ici un dilemme semblable à celui de l'œuf et de la poule : les membres des ménages Nantis sont souvent ceux qui tirent le plus grand profit de l'émigration à long terme. Est-ce parce qu'ils ont les moyens et les contacts, ou parce qu'ils peuvent s'offrir une éducation secondaire ou plus poussée qui leur confère un grand avantage (même s'ils se retrouvent à faire des petits boulots à Paris) ? Ou bien ces ménages sont-ils relativement aisés précisément parce qu'ils bénéficient de transferts de fonds ?

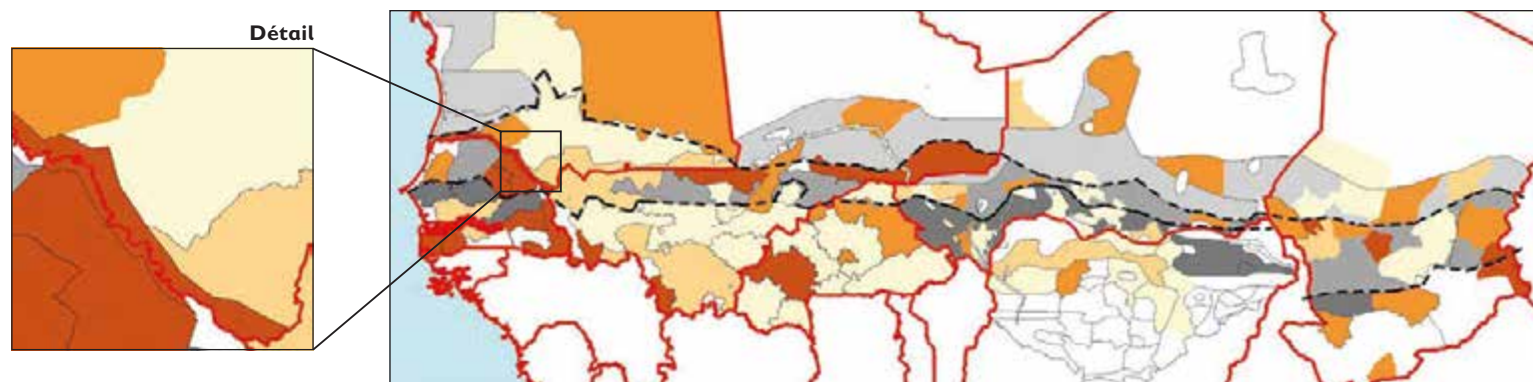
CARTE 23 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DES ACTIVITÉS INDÉPENDANTES

(En dollars US par personne et par an)

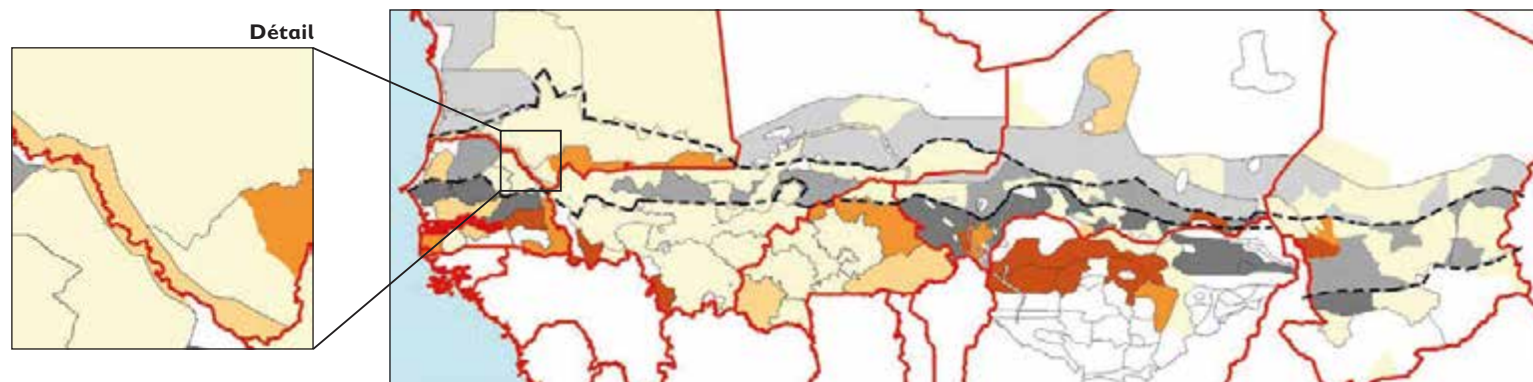
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an

- 0-15
- 16-30
- 31-45
- > 45

COMMENTAIRE : CARTE 23 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DES ACTIVITÉS INDÉPENDANTES

Si un emploi local dans l'agriculture ou un autre type de travail journalier constitue souvent la plus grande source de revenus monétaires pour les plus pauvres, il est souvent complété par des activités indépendantes. Les personnes les plus pauvres ont besoin d'exploiter toutes les possibilités qui s'offrent à elles pour tirer le plus grand profit de leur force de travail. Elles cherchent des opportunités au-delà des champs et les exemples rapportés ci-dessous montrent la diversité de leurs activités et leur esprit d'initiative.

L'activité de loin la plus pratiquée est la coupe et la vente de bois de chauffage, ou sa transformation en charbon de bois pour la vente. La demande pour ces produits est aussi bien rurale qu'urbaine, mais c'est le marché urbain en plein essor qui semble le plus stimulant pour les affaires. Des piles de bois de chauffage et des sacs de charbon sont vendus sur les marchés ruraux, mais des quantités plus importantes sont sans doute vendues au bord des routes à des chauffeurs de camions qui peuvent les revendre à des prix plus élevés en ville ou à des acheteurs circulant en voiture, qui les utiliseront chez eux. Cela permet aux populations rurales de commercer indirectement avec les principales villes qui sont parfois éloignées. Le problème est de parvenir à acheminer votre produit au bord de la route si vous coupez du bois loin des quelques routes principales, et cela doit en effet limiter le secteur géographique local de la coupe du bois. Un bon nombre de vendeurs ruraux de bois acheminent leurs produits directement dans les villes à l'aide d'une charrette tirée par des ânes ou des bœufs ; au Burkina Faso, par exemple, les gens peuvent voyager pendant un jour et une nuit pour amener leur chargement jusqu'à Ouagadougou. On peut s'inquiéter du fait que la croissance incessante de la demande des marchés entraîne des coupes de bois de plus en plus importantes qui surpasseront progressivement la capacité naturelle du milieu à se régénérer, et ce en dépit de législations restreignant les coupes (souvent ignorées) et de quelques projets de reforestation.

Le bois est une ressource « gratuite » offerte par la nature (bien qu'obtenue au prix d'un travail). Selon le milieu écologique, les autres éléments coupés

ou ramassés sont les herbes fourragères, les roseaux et les bambous pour la vannerie. Parmi les aliments et les produits de la cueillette, on trouve les feuilles et les fruits de baobab (dans la mesure où ils sont vendus et consommés à la maison), d'autres feuilles comestibles, le karité, le caroube (*nééré*), le jujube, le tamarin, les mangues, le fonio sauvage (dans le nord) et la gomme arabique. On trouve ensuite dans certaines localités désertiques du sel de natron à déterrer et à vendre. Il y a la pêche en rivière et en lac, ainsi que le poisson séché et fumé. Au niveau secondaire de la transformation, il y a la fabrication de briques en terre par les hommes et l'artisanat par les femmes et les hommes (nattes et paniers en roseaux, fabrication de cordes). Les femmes décortiquent les céréales et transforment les arachides en huile et en tourteaux. Viennent ensuite des occupations spécifiques aux minorités : poterie, tannage, teinture, tissage et filature du coton, tressage des cheveux, broderie, menuiserie pour les lits et les chaises, etc. et même le forage des puits pour les plus qualifiés, et la fabrication de pain dans certains villages. Sur les marchés hebdomadaires, nous observons encore plus d'activités génératrices de revenus : le transport (du ramassage et transport ordinaires aux charrettes), les femmes qui font frire et vendent des beignets (*galettes*), les hommes qui négocient les ventes de bétail (généralement classées dans la catégorie « commerce »).

Certaines des activités les moins onéreuses, ou celles qui requièrent un certain capital, sont parfois réalisées par les membres des ménages Moyens et Nantis. Dans certains cas particuliers, au Burkina Faso, les populations de la zone du *Plateau central (ZME5)* et de la zone voisine *Nord et Est bétail et céréales (ZME7)* sont notamment impliqués dans l'orpillage artisanal qui implique même les Nantis, que ce soit en tant qu'employeurs ou propriétaires qui louent du matériel. Dans la zone des *Pasteurs transhumants et céréales du ferlo (FER)* au Sénégal, les produits de la cueillette constituent une ressource majeure pour les ménages les plus pauvres et pour de nombreux ménages Moyens également. À côté, dans la zone riveraine, la cueillette et la vente

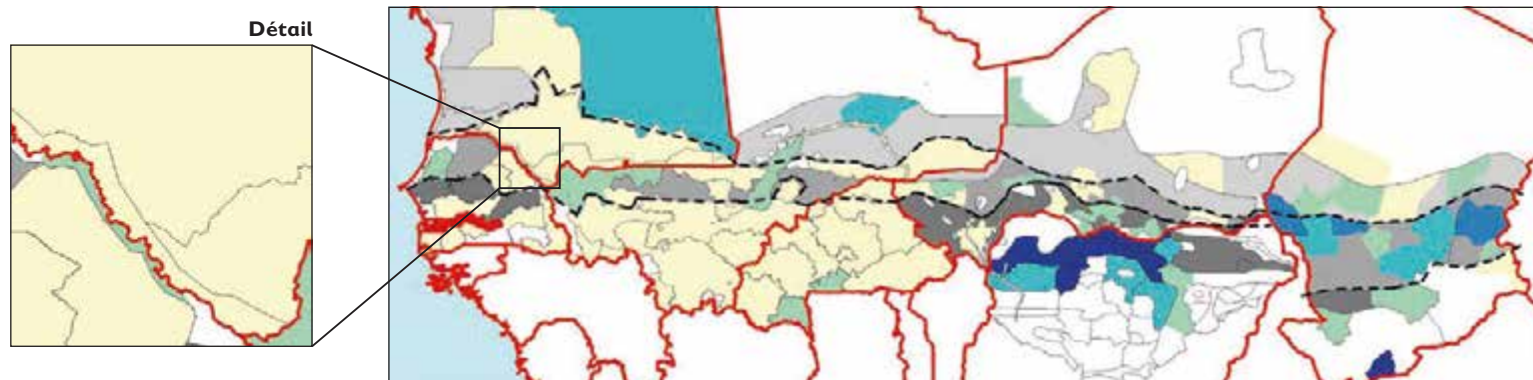
d'herbes fourragères sont importantes pour les ménages les plus pauvres, sans doute parce qu'il y a beaucoup de clients qui continuent à traire les vaches dans les zones urbaines et périurbaines le long de la rivière. Mais on trouve ici aussi plusieurs des autres activités énumérées ci-dessus, et dans la zone de *Céréales, arachide et forêts de Tambacounda (TAM)*, il y a pléthore d'activités

plutôt qu'une spécialisation, qui fait que le travail indépendant pèse un peu plus dans les revenus des ménages que la main-d'œuvre agricole. En revanche, à l'autre extrémité du Sahel, dans les trois régions d'étude contiguës de l'est du Tchad (*MAN, RDS, HDS*), c'est précisément le bois de chauffage et le fourrage qui constituent les revenus tirés du travail indépendant.

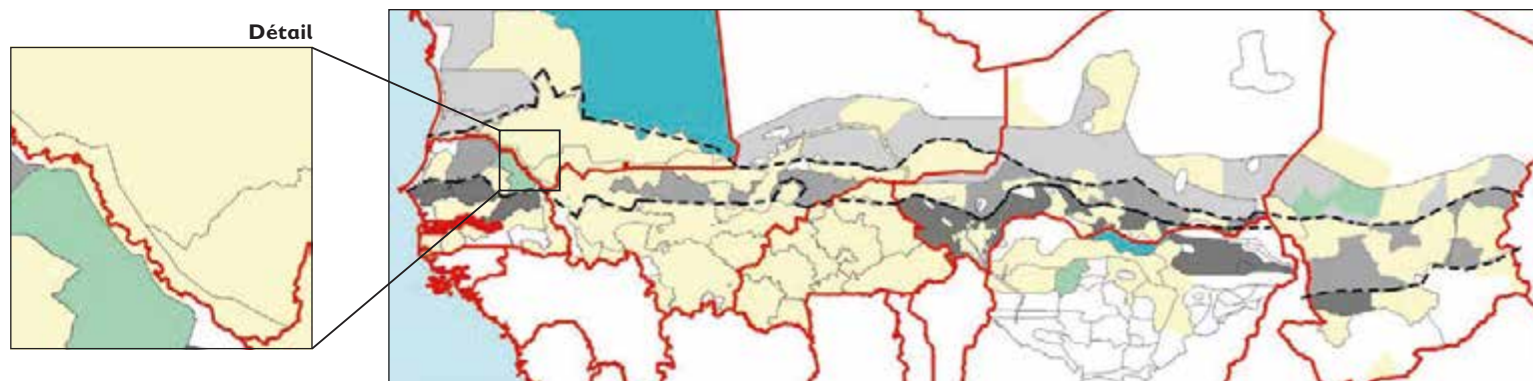
CARTE 24 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DU COMMERCE

(En dollars US par personne et par an)

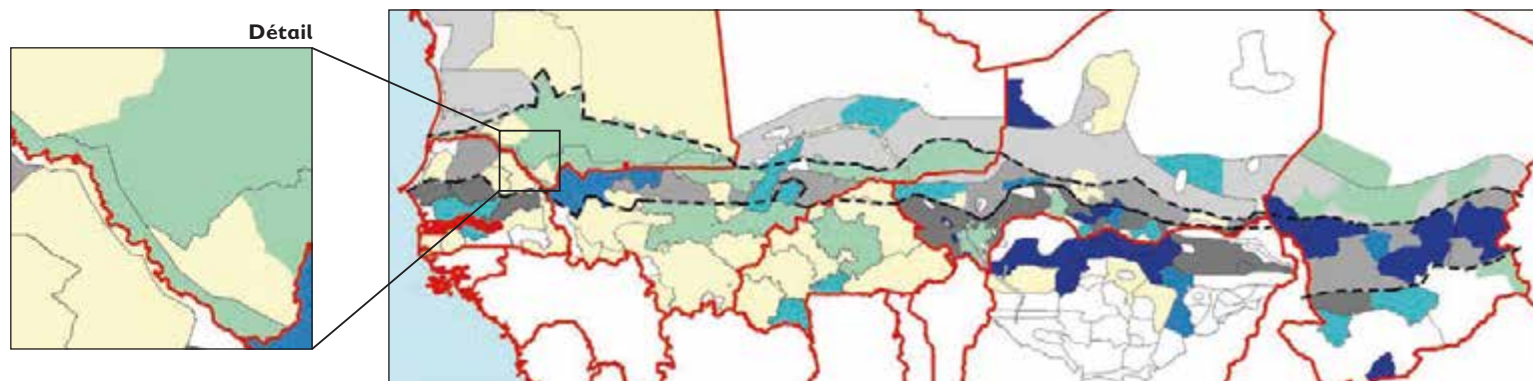
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

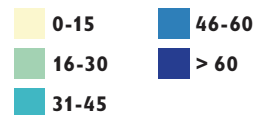


Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an



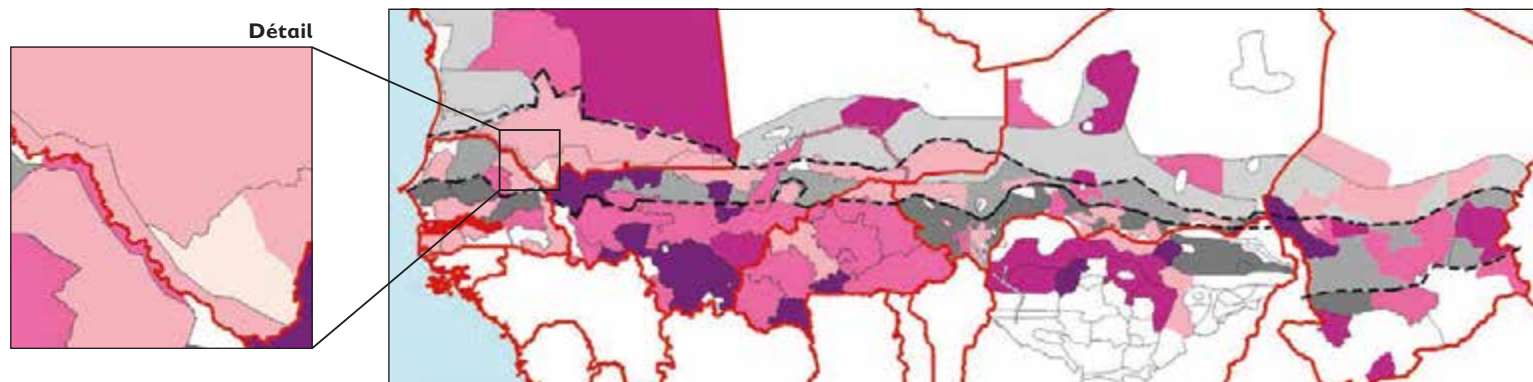
COMMENTAIRE : CARTE 24 : REVENUS MONÉTAIRES PROVENANT DU COMMERCE

Par commerce, on entend ici la vente de marchandises qui ne sont pas produites par le vendeur. Il peut se faire à très petite échelle, comme dans le cas du transfert d'une marchandise d'un marché à un autre pour tirer profit d'une différence de prix minime entre les deux. Mais pour quelqu'un d'autre dans le même village, le commerce pourrait être beaucoup plus important : par exemple, un agriculteur Nanti qui achète des céréales à bas prix auprès de voisins plus pauvres juste après la récolte, quand ces derniers ont besoin de vendre pour payer leurs factures en instance. Ils revendent ces céréales plus tard dans l'année sur les marchés locaux au moment où les prix augmentent, ou encore organisent le transport de ces céréales vers un marché plus lointain où les prix sont encore plus élevés. Le message principal à tirer des cartes est que les plus pauvres tirent très peu d'argent du commerce, tandis que les Nantis en tirent davantage, parce qu'ils ont plus de capital, de temps, une bonne disposition et parfois une éducation qui leur confère des avantages certains. Ils ont peut-être aussi moins peur de prendre des risques que les plus pauvres. Un(e) petit(e) commerçant(e) pauvre peut avoir à décider si son entreprise, avec les risques de perte et les efforts nécessaires pour générer un petit profit, vaut vraiment la peine d'être poursuivie si elle est comparée à la disponibilité d'un emploi journalier rémunéré dans les champs : un profit garanti, même en contrepartie d'un travail difficile, et peut-être un repas en prime.

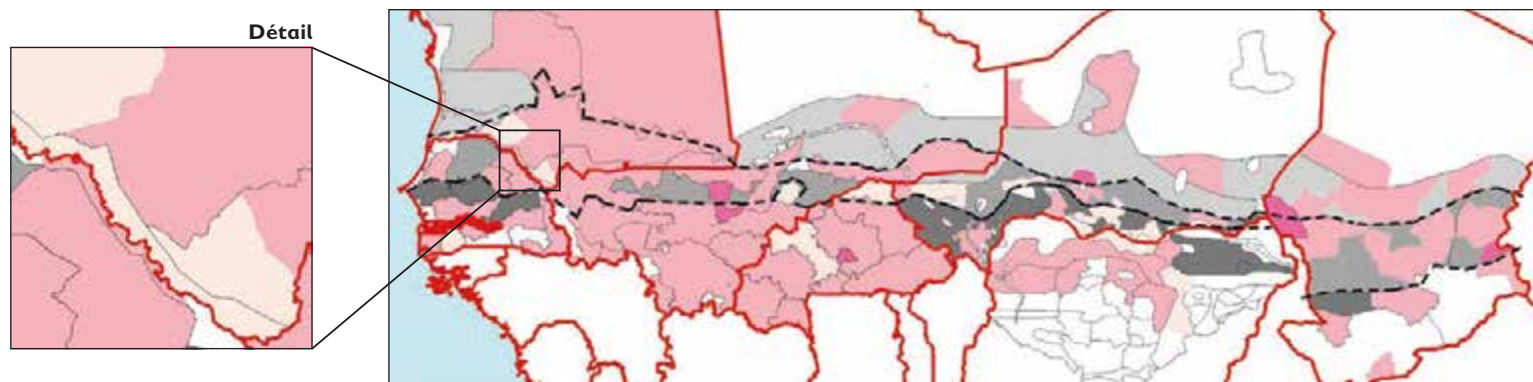
En dehors de la différence flagrante entre les Nantis et les Très Pauvres en termes de revenus tirés du commerce, aucun schéma ne se dégage clairement sur les cartes, même s'il existe de nombreuses zones où les revenus du commerce sont globalement minimales. Les zones au Nigeria ressortent fortement non seulement pour les Nantis, mais aussi dans la section de la moyenne des ménages, tandis que les Très Pauvres ne sont pas différents de leurs homologues des autres pays. Cela suggère qu'au Nigeria, au moins, le groupe socio-économique Moyen occupe une solide position dans le commerce ; ils font en effet de l'ombre aux Nantis. Une partie des revenus commerciaux relativement élevés au Nigeria est susceptible d'être simplement liée au coût global de la vie dans le pays et à la valeur monétaire du naira par rapport à presque tous les pays du Sahel, où la monnaie est le franc CFA. Il est également vrai que l'activité commerciale des ruraux les plus aisés dans les zones nigérianes est, par comparaison, élevée. L'un des éléments majeurs pour les Nantis est leur implication dans le marché de bétail en tant que négociants traitant à la fois des animaux locaux et des animaux venant du Niger et du Tchad. La plus forte demande provient de l'énorme population du sud du Nigeria, en particulier de Lagos et des autres grandes villes, et les commissions de courtage reflètent les prix élevés du bétail pris en charge par les commerçants. Le fait que l'activité de négociation soit placée dans la catégorie « commerce » ou « travail indépendant » est un point discutable.

CARTE 25 : REVENU TOTAL PROVENANT DE TOUTES LES SOURCES (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE) (Pourcentage des 2 100 kcal par personne et par jour)

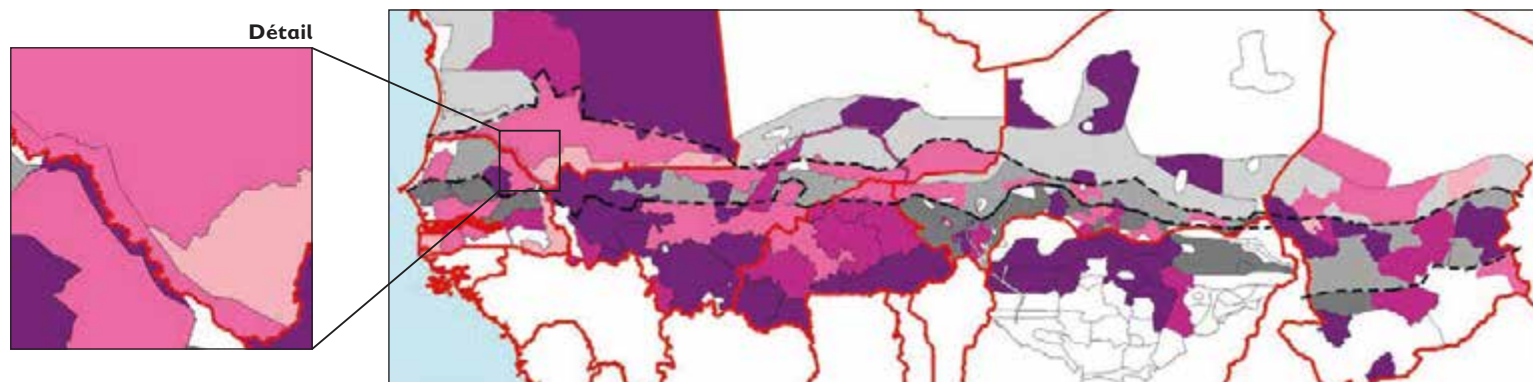
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% de kcal

<150

151-250

251-350

351-450

> 450

COMMENTAIRE : CARTE 25 : REVENU TOTAL PROVENANT DE TOUTES LES SOURCES (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)⁵

Ce qui frappe au premier regard, c'est la tendance des revenus totaux plus élevés dans le grand nord et l'extrême sud, d'une part dans les zones dominées par le bétail et d'autre part dans les zones agricoles plus productives. C'est vrai pour la carte de la moyenne des ménages et pour celle des Nantis, où la tendance est plus marquée. La valeur monétaire du bétail, des surplus et des cultures de rente joue évidemment un rôle important ici, et du côté de l'alimentation, l'autosuffisance accrue dans l'extrême sud joue également un rôle. Bien sûr, les zones centrales de la carte font le commerce du bétail, consomment et commercialisent les récoltes, mais la combinaison ne rivalise pas, pour ainsi dire, avec les spécialités du nord et du sud, en ce qui concerne les revenus totaux. Il ne s'agit cependant que d'un schéma général et, comme toujours, on peut observer des variations locales. Par exemple, dans la zone des Montagnes de l'Air (ACM) à l'extrême nord du Niger, ce n'est pas le bétail, mais la culture de rente de l'oignon qui domine l'économie, tout comme le riz irrigué domine l'économie de la zone de l'Office du Niger (ML07) dans le centre du Mali. Et dans les zones situées le long du fleuve Sénégal au Mali, au Sénégal et en Mauritanie, les transferts de fonds élevés ont des retombées.

Le schéma pour les ménages Très Pauvres est plus ou moins plat. Nous pourrions indiquer une certaine tendance des zones les « plus pauvres » en termes de revenus totaux à se trouver dans la bande agropastorale, mais il y a plusieurs exceptions, par exemple, deux grandes zones au Burkina Faso (*Ouest céréales et transferts de fonds (ZME04)* et *Nord et Est bétail et céréales (ZME07)*) et la zone *fluviale riz et pastoralisme (ML03)* au Mali, sur l'arc nord du fleuve Niger. En même temps, il existe quelques zones très contrastées où les Très Pauvres ont des revenus totaux légèrement plus élevés. Par exemple, les ménages de la zone périurbaine de *Ouagadougou au Burkina Faso (ZME6)* bénéficient de la proximité de la ville pour l'emploi et les prix élevés des produits qu'ils vendent directement en ville. Dans la zone du Lac Tchad (TD08) à l'ouest, les ménages plus pauvres ont l'avantage d'avoir des revenus équilibrés : ils produisent des récoltes importantes pour la consommation et la vente, ils trouvent des emplois substantiels dans les « polders » irrigués ou inondés et se livrent même au métayage.

⁵ Voir le commentaire de la carte 12, qui explique ce qu'est le « revenu total ».

5 Comment les ménages dépensent leur argent

Pour les ménages pastoraux un peu partout, même pour les plus aisés, le lait et la viande en tant que sources de calories sont largement dépassés par les céréales achetées. Nous avons également vu l'importance de la nourriture achetée pour la survie des ménages les plus pauvres des zones agricoles et agropastorales. Mais ces aliments ne comprennent pas uniquement des céréales de base. Pour une alimentation un tant soit peu équilibrée et acceptable, les légumes, l'huile, le poisson séché, le sucre, etc. sont également importants, mais si chers que les dépenses pour de tels articles peuvent parfois excéder les dépenses consacrées aux aliments de base. Leur coût sera, au minimum, un facteur limitant l'achat d'aliments de base au-delà du strict minimum pour assurer le fonctionnement d'une famille. En d'autres termes, comme l'ont montré plus précisément les études sur le « coût de l'alimentation » dans certaines zones, d'une manière ou d'une autre, les ménages pauvres n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire suffisant en calories et équilibré en micronutriments.

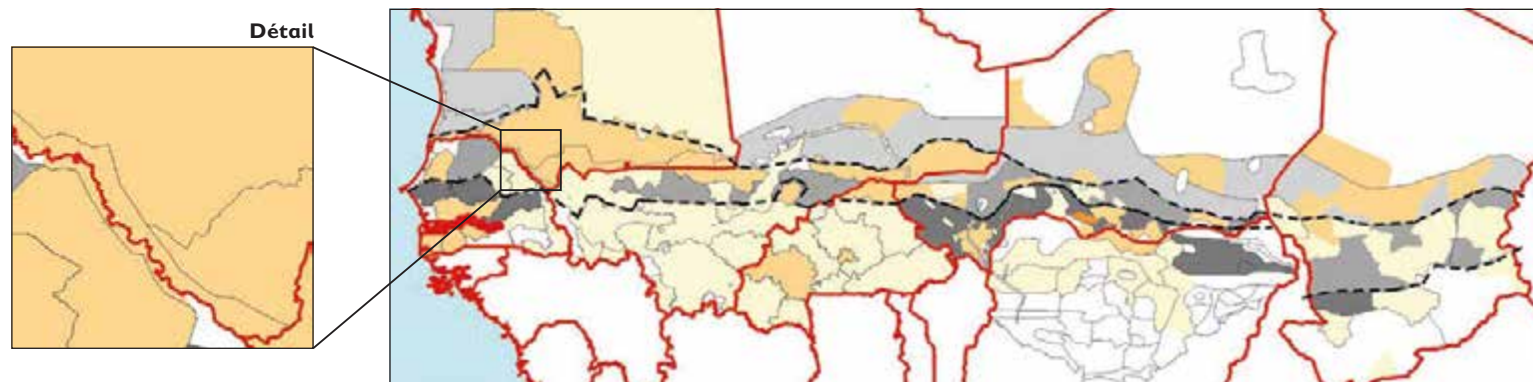
Au cours des années normales, dans ce cas, il ne s'agit pas de famine. On parle de faim – la faim de la grande pauvreté. Voici pourtant un fait surprenant : les dépenses consacrées aux aliments de base, même par les Très Pauvres, dépassent rarement 50 % de leurs dépenses totales et se situent plus souvent autour de 30 %. Mis à part les communautés des zones pastorales et de certaines zones agropastorales du nord, si l'on ajoute les denrées autres que les aliments de base, leurs dépenses tous aliments confondus excèdent rarement 60 % de leurs dépenses totales. Cela ne témoigne cependant pas d'un niveau de vie élevé : au contraire, cela signifie que toutes les dépenses non alimentaires, essentielles pour préserver la vie et les moyens d'existence, pèsent lourdement sur la capacité des ménages à se nourrir.

Nous n'essayons pas ici de tirer une conclusion sur la politique ; nous suggérons plutôt que les preuves présentées donnent un regard particulier sur le fonctionnement des moyens d'existence et sur les contraintes des budgets des ménages, qui sont si marginaux qu'ils n'ont tout simplement pas de marge de manœuvre. Les facteurs qui contribuent à la pauvreté sont si étroitement imbriqués qu'il est difficile de séparer les éléments qui pourraient être abordés de façon séparée pour enrichir les pauvres – ou du moins leur permettre de se nourrir mieux tout en conservant un moyen d'existence de base. Pour la grande majorité des populations rurales, tout niveau probable d'investissement dans le développement sera très faible par rapport à l'ensemble des transactions qui constituent une économie et aux grands changements éventuels vers la mécanisation, voire l'industrialisation, et l'urbanisation. Dans une perspective à plus court terme et plus modeste, cependant, il existe au moins une possibilité d'aider à protéger les moyens d'existence : aider les populations les plus pauvres à conserver ce qu'elles possèdent en termes de foncier et maintenir sa qualité, continuer à garder au moins quelques bêtes et commercialiser avantageusement ce qu'ils produisent. Cela signifie que les dépenses essentielles doivent au moins être soutenables, non seulement pendant les « mauvaises » années, mais aussi en tant que condition de base pour permettre aux populations de tirer parti des opportunités économiques susceptibles d'accroître leur prospérité. À cet égard, la tendance des Très Pauvres, qui vivent souvent de ce que l'on pourrait appeler des « budgets pour la faim », à sacrifier ne serait-ce que 3 % de leurs dépenses annuelles pour l'éducation de leurs enfants, constitue certainement un message aux décideurs politiques quant à leur propre jugement sur les principales priorités en matière d'investissement pour le développement.

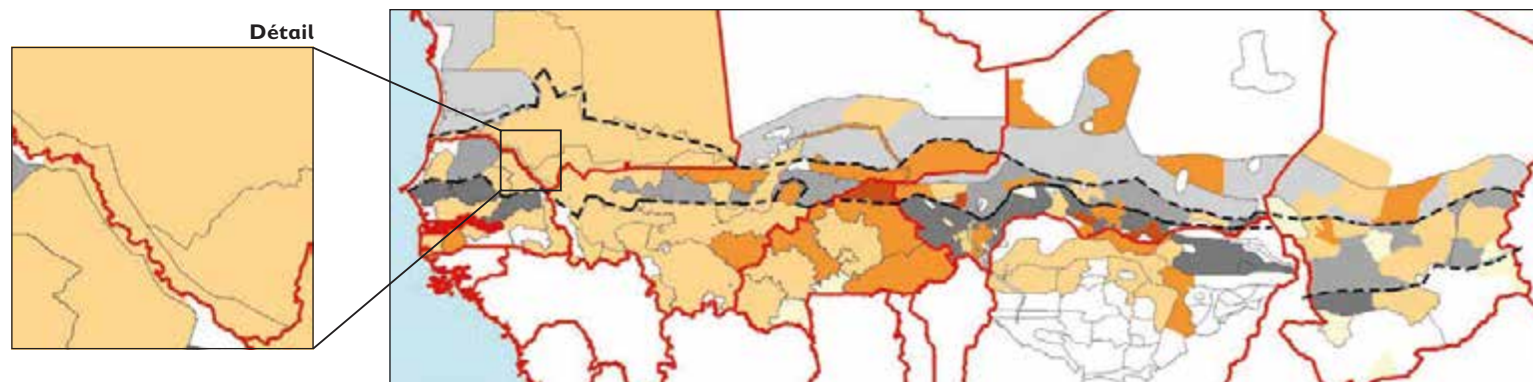
CARTE 26 : DÉPENSES RELATIVES AUX ALIMENTS DE BASE

(Pourcentage des dépenses totales en espèces)

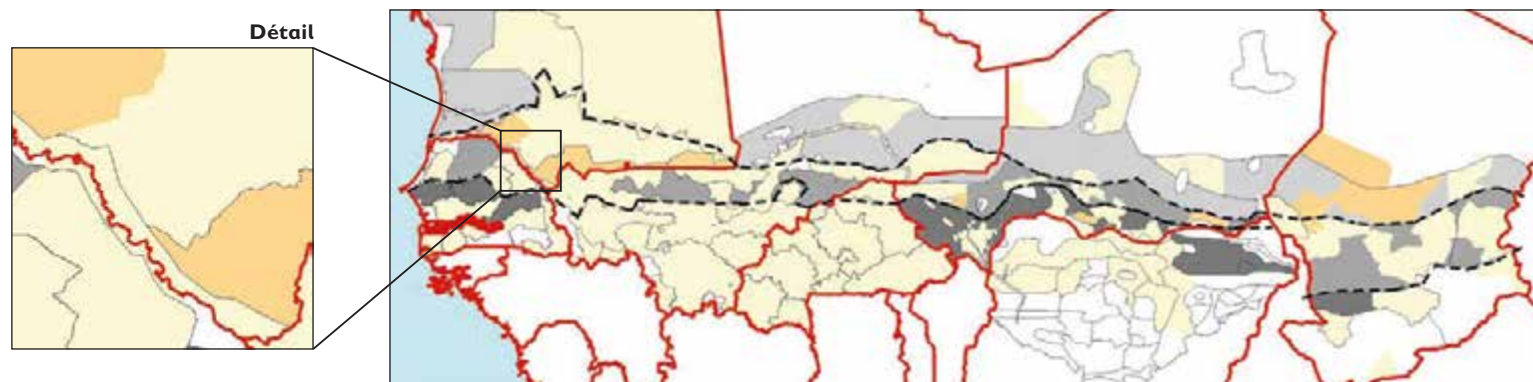
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% des dépenses totales en espèces

- 0-20
- 21-40
- 41-60
- > 60

COMMENTAIRE : CARTE 26 : DÉPENSES RELATIVES AUX ALIMENTS DE BASE

À première vue, ces cartes semblent démentir les tout premiers résultats cartographiques (carte 5) concernant la dépendance vis-à-vis du marché pour la nourriture. Pourquoi est-ce que les Très Pauvres, au moins, ne dépensent pas une plus grande partie de leur budget pour les aliments de base ? La réponse simple est que les prix des aliments de base (à l'exception du riz importé) leur permettent de combler le déficit alimentaire de base sans dépenser généralement plus de 50 % de leur budget annuel total, et très souvent près de 30 %. C'est tout aussi bien, parce que le reste de leur budget très minime est nécessaire pour les autres éléments essentiels de la vie, en commençant par les aliments qui ne sont pas de base pour une alimentation un tant soit peu acceptable (voir la carte 27).

Si l'on considère les zones où les Très Pauvres consacrent de 40 à 60 % de leur budget aux denrées de base, on comprend aisément pourquoi ils sont concentrés dans les zones pastorales où il n'y a pas de production agricole et dans les zones agropastorales où les ménages Pauvres produisent très peu de céréales. Il est peut-être plus surprenant de voir à quel point les dépenses des éleveurs les plus nantis sont modestes par rapport aux céréales qu'ils doivent acheter pour survivre. Pour prendre le cas des Nantis dans la zone *pastorale de Gouré au Niger (GPA)*, on constate qu'ils consacrent environ 20 % de leur budget aux céréales et 15 % à d'autres aliments. Il est vrai qu'ils tirent près de 30 % de leurs calories du lait de leurs bovins et de leurs chameaux. Mais il est également vrai qu'ils ont des revenus par habitant beaucoup plus élevés que les Très Pauvres, mais à peu près les mêmes besoins en nourriture de base par habitant, de sorte que les dépenses alimentaires seront naturellement proportionnellement inférieures à celles des plus Pauvres. Il est intéressant de voir dans quoi d'autre ils dépensent de l'argent. Les coûts associés à la garde des troupeaux sont les plus importants : les coûts d'embauche des bergers, d'achat de fourrage, d'arrosage, de médicaments vétérinaires et potentiellement d'achat d'un ou deux nouveaux animaux. Tout cumulé, cela représente un peu plus que ce qu'ils dépensent pour les aliments de base. Ils

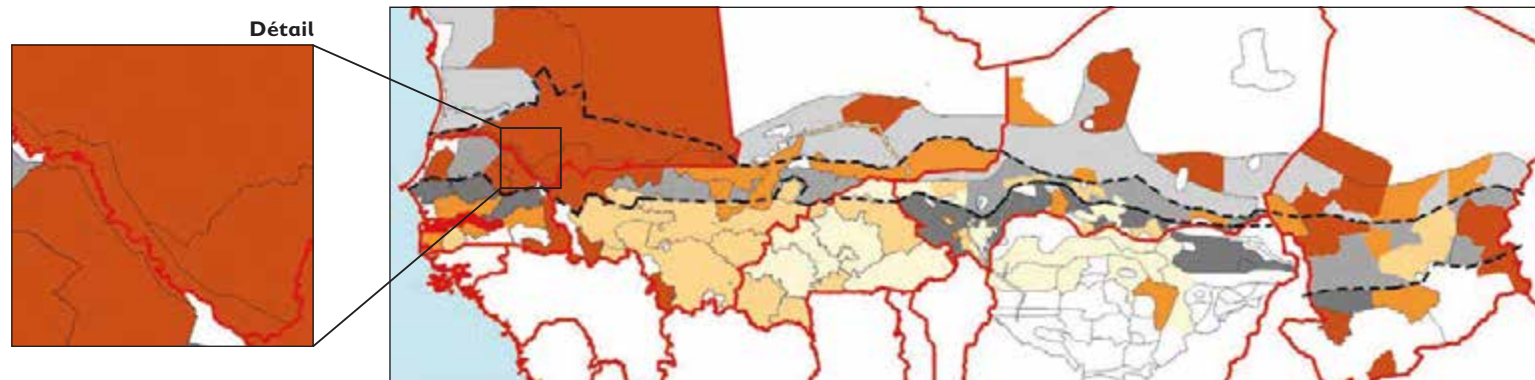
dépensent en outre presque autant pour le thé, le sel, les épices, les noix de cola stimulantes, le bois de chauffage, le savon, les piles de lampes torches et autres articles ménagers que pour les aliments non essentiels.

Nous ne trouvons pas d'explication évidente concernant les dépenses exceptionnelles que les Très Pauvres consacrent aux aliments de base dans la moitié des zones du Burkina Faso ; et bien que la zone agropastorale *Nord pastoralisme transhumant et mil (ZME8)* soit nettement plus *pastorale qu'agricole*, on ne voit pas pourquoi cette zone devrait être presque la seule sur la carte où les Très Pauvres dépensent plus de 60 % de leur budget en aliments de base. Il est vrai cependant qu'il s'agit d'une zone relativement pauvre, de sorte qu'une plus grande partie des budgets particulièrement limités seront consacrés aux aliments essentiels. En comparaison, les Très Pauvres de la zone du *ferlo (FER)* au Sénégal, riche en bétail, dépensent une part inférieure de leur argent pour les aliments de base : ici, les plus pauvres sont relativement bien payés pour l'élevage contractuel et gagnent aussi de l'argent en vendant des produits de la cueillette. Le rôle des paiements en nature (paiement direct sous forme d'aliments pour le travail occasionnel) en remplacement des achats sur le marché doit également expliquer au moins en partie la situation de ces quelques zones où les Très Pauvres ne dépensent que 20 % ou moins de leur budget total pour les aliments de base. Dans le sud du Mali, par exemple, dans la zone du *sorgho, mil et coton (ML10)*, les ménages les plus pauvres obtiennent jusqu'à 20 % des calories qu'ils consomment sous forme de paiements en nature, en plus de consommer près de 40 % de leurs calories issues de leurs récoltes, en soi une proportion inhabituellement élevée pour ce groupe socio-économique. Dans la *région agricole de Tessaoua (TSU)* au centre du Niger, les Très Pauvres reçoivent près de 30 % de leur nourriture de base en paiements en nature, contre seulement 25 % provenant de leurs propres récoltes. Mais ils doivent encore dépenser 55 % de leur budget pour acheter des céréales.

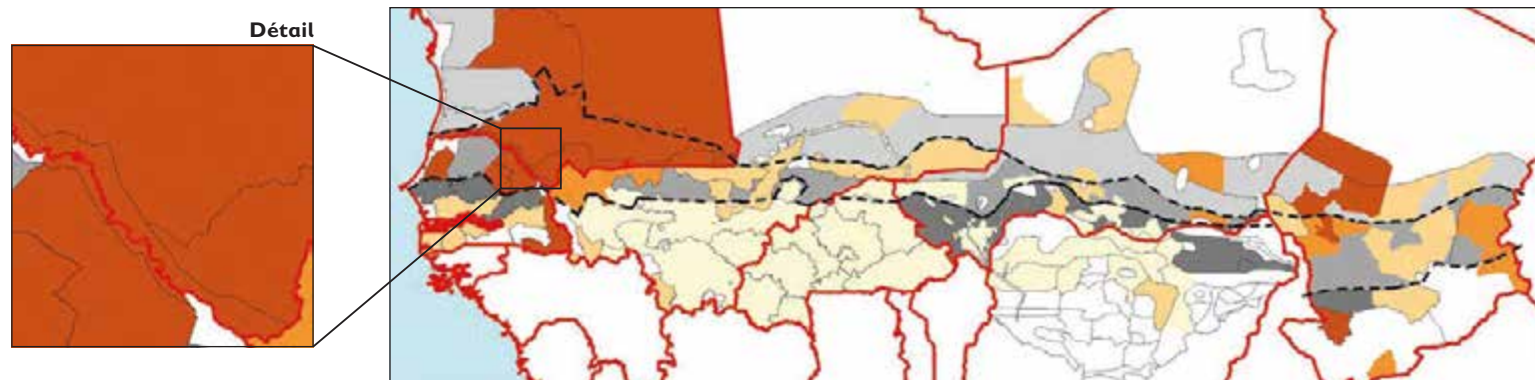
CARTE 27 : DÉPENSES RELATIVES AUX AUTRES ALIMENTS

(En dollars US par personne et par an)

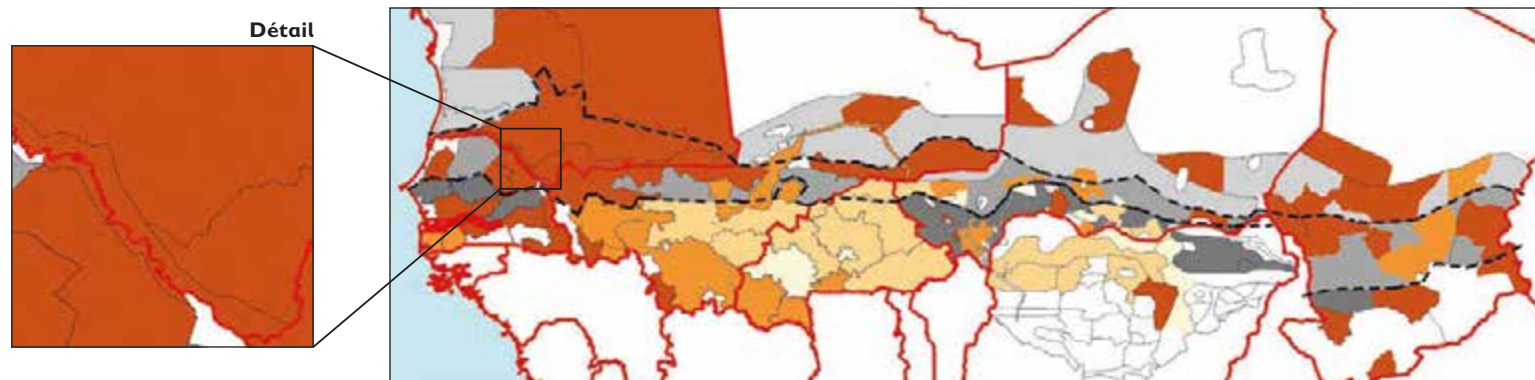
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an

- 0-15
- 16-30
- 31-45
- > 45

COMMENTAIRE : CARTE 27 : DÉPENSES RELATIVES AUX AUTRES ALIMENTS

Les populations ne peuvent pas vivre que d'aliments de base, sauf en cas d'urgence. Les autres aliments sont essentiels pour avoir une alimentation saine et pour vivre convenablement en tant qu'être humain. Les aliments comprennent généralement des légumineuses, des légumes et des fruits, des produits laitiers, de la viande, du poisson séché, de l'huile et du sucre. La faible dépense des populations les plus pauvres, bien que peu surprenante, est l'indice d'un équilibre diététique inacceptable⁴ et d'une plus mauvaise qualité de vie. En général, la proportion des budgets des ménages Pauvres consacrée aux aliments non essentiels est inférieure à celle des ménages plus aisés, mais c'est une dépense loin d'être négligeable pour eux.

D'un point de vue géographique, nous constatons une division nord-sud concernant le montant que les populations consacrent aux aliments autres que les denrées de base. Les prix sur les marchés des régions éloignées tendent à être plus élevés que sur les marchés plus proches des centres de commerce. La tendance n'est cependant pas uniforme entre les produits et les emplacements, et toutes les localités à forte dépense sur les cartes ne sont pas éloignées des grands marchés. Les principaux facteurs expliquant la différence de dépenses sont les quantités de sucre et d'huile consommées. La consommation de sucre est particulièrement élevée chez certains pasteurs : dans l'étude des pasteurs d'Aïoun en Mauritanie (MR01), il a été constaté que tous les groupes socio-économiques consommaient environ 15 % de leurs calories en sucre. Le record de 19 % est détenu par les Nantis dans la zone d'*Émigration et transferts de fonds à Walo (MTW)* dans la vallée du fleuve Sénégal.

En général, la consommation élevée d'huile suit la géographie de la consommation élevée de sucre et la même zone du Sénégal détient le même record de 19 % des calories du ménage provenant de l'huile pour les Nantis. Les dépenses en viande peuvent cependant être très élevées elles aussi, bien que cela ne soit pas régulier sur l'ensemble du secteur géographique ;

même les ménages les plus pauvres dépensent des sommes importantes (pour eux) en viande, bien que les montants réels soient très faibles, étant donné leurs budgets globaux limités. Les zones rurales de transferts de fonds élevés ont une empreinte presque urbaine dans la façon dont les personnes les plus aisées dépensent de l'argent pour acheter des articles non alimentaires. À *Yelimane (YEL)* au Mali, leurs dépenses en viande (2 % des calories du ménage) représentent 80 % du coût du sucre et de l'huile combinés (19 % des calories), tandis que les dépenses en pain (baguettes achetées chez les boulangers, encore 2 % des calories) correspondent presque à celle de l'huile (9 % des calories).

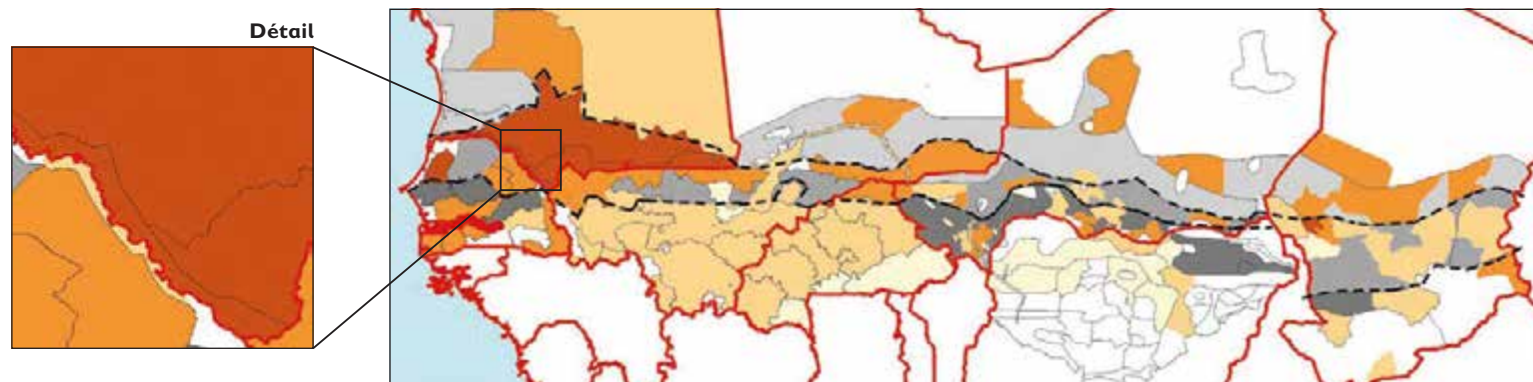
Ces chiffres se comparent à 1-3 % des calories provenant de la consommation de sucre ou d'huile chez les Nantis dans les régions agricoles ordinaires plus au sud. Il est vrai qu'ils peuvent avoir leurs propres graines oléagineuses (arachide, soja et sésame). Concernant les dépenses en aliments autres que les denrées de base, elles ont tendance à avoir un avantage sur les régions du nord en termes de légumes, au moins. Contrairement aux zones semi-arides, dans les zones agricoles plus humides, même les plus pauvres ont tendance à cultiver leurs propres légumes et condiments, souvent dans un petit potager entretenu par des femmes, qui peuvent aussi disposer d'une certaine superficie de terres pour assurer leur propre production et d'éventuels revenus. Dans de nombreuses localités, il existe également d'importantes zones de bas-fonds ou d'étangs naturels temporaires qui maintiennent l'humidité du sol pendant les mois plus frais de la saison sèche. Ceux-ci sont généralement consacrés au maraîchage, visant un marché urbain accessible grâce aux transports, mais offrant aussi localement des légumes à des prix moins élevés pour éviter les pertes de ces produits périssables. Les légumes séchés, notamment les tomates et le gombo, ainsi que les piments séchés et les poivrons, se retrouvent sur des marchés éloignés, vendus par les commerçants à des prix intégrant les coûts du transport et la demande populaire.

⁴ Cet équilibre est quantifié en termes de nutriments dans les études du Coût de l'alimentation disponibles auprès de Save the Children UK, et mesuré d'une manière différente dans les diverses enquêtes sur la sécurité alimentaire du Programme alimentaire mondial.

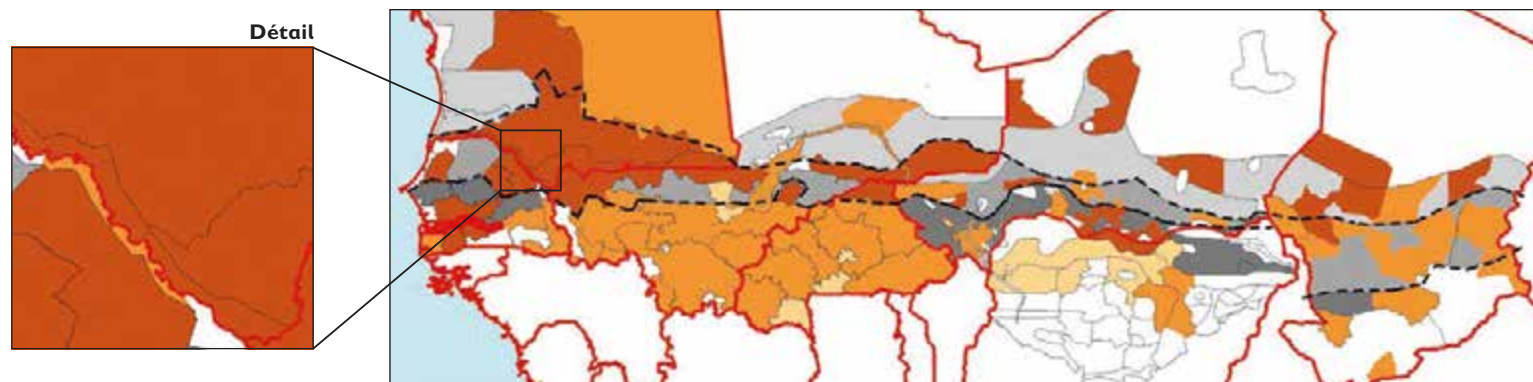
CARTE 28 : DÉPENSES TOTALES RELATIVES À LA NOURRITURE

(Pourcentage des dépenses totales en espèces)

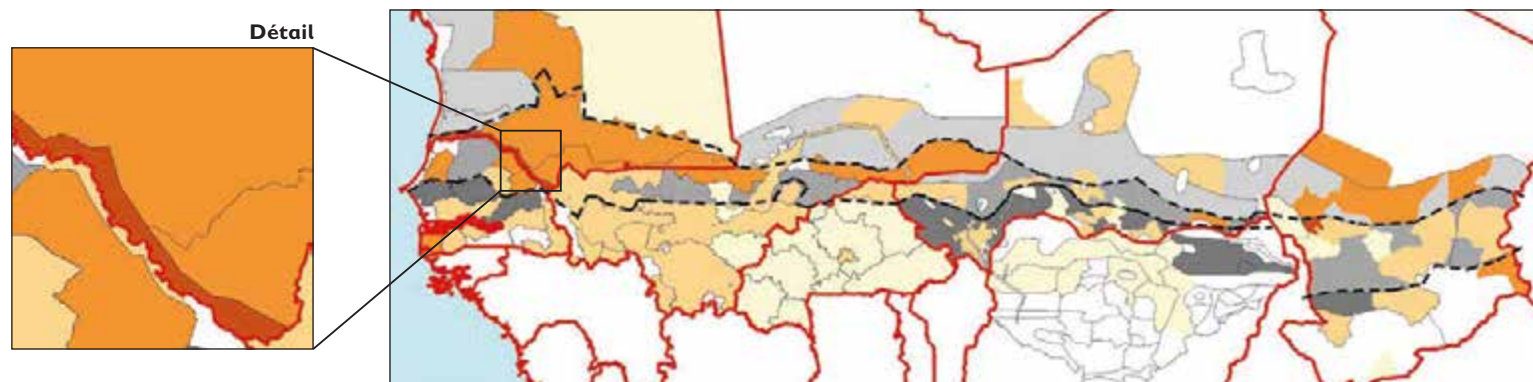
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% des dépenses totales en espèces

- 0-20
- 21-40
- 41-60
- > 60

COMMENTAIRE : CARTE 28 : DÉPENSES TOTALES RELATIVES À LA NOURRITURE

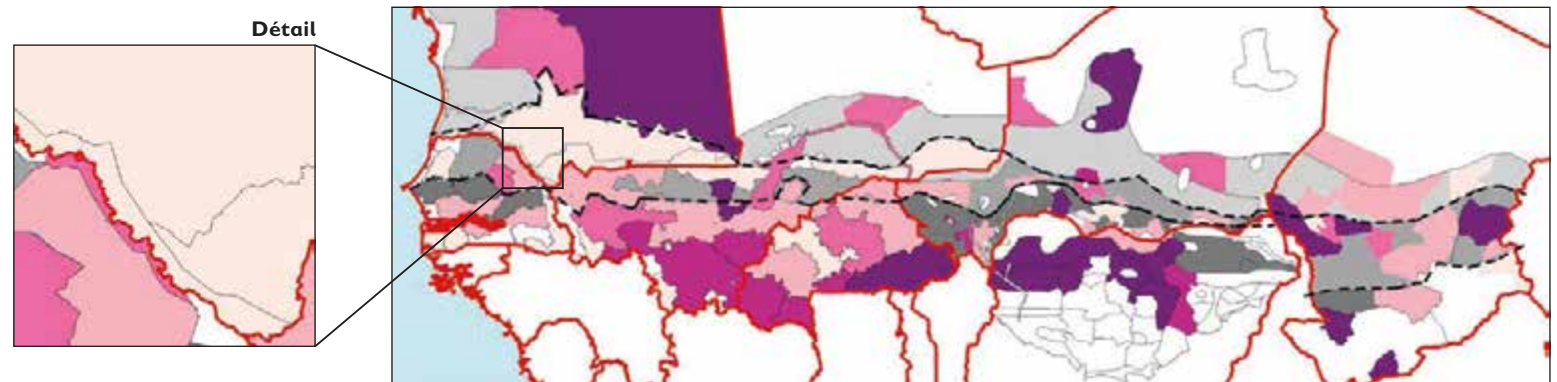
Si nous tenons compte des deux cartes précédentes sur les aliments de base et les aliments non essentiels, la photo combinée présentée ici semble être fortement influencée par les dépenses consacrées aux aliments non essentiels, notamment dans les parties septentrionales. Mais la carte de la moyenne des ménages montre clairement, comme on pouvait l'attendre, des dépenses totales en nourriture plus élevées au nord. Ceci est très marqué sur la carte des ménages Très Pauvres vivant dans les zones pastorales et agropastorales. On trouve dans le nord du Nigeria une zone de production agricole dans laquelle les Très Pauvres ont des dépenses alimentaires particulièrement élevées, la zone du *Mil et sésame (NG04)*. Il s'agit de la zone la plus au nord et la plus sahéenne des zones étudiées au Nigeria. Les zones situées au sud de NG04 se distinguent, en revanche, par des dépenses alimentaires relativement faibles. Ce contraste s'explique certainement en partie par le fait que les Très Pauvres dans ces zones peuvent être deux fois plus dépendants de leur propre production de céréales que les Très Pauvres de la zone NG04. On constate

ici un vaste mélange de cultures vivrières en comparaison de la plupart des zones de la ceinture sahéenne de la région : le sorgho, le mil, le maïs, le riz, l'arachide et le niébé. Mais à l'est dans l'État de Bauchi Nord-est, les zones *nord-centre maïs, sorgho et coton (NG29)* et *nord-est mil, niébé et sésame (NG19)* se situent une fois encore dans un environnement plus aride (plus sahéen), particulièrement NG19. Le fait que dans NG04, les ménages présentent des dépenses alimentaires plus élevées que dans n'importe quelle autre zone nigérienne étudiée ne peut pas relever d'une coïncidence. En fait, ici, les Très Pauvres cultivent très peu de terres selon les normes locales, et bien que leur production leur fournisse 40 % de leurs calories, ils ont un revenu minime provenant des ventes de récoltes et pratiquement aucun revenu de bétail, et travaillent presque uniquement pour les autres. Même selon les normes des pays sahéens proprement dits, il existe ici un énorme déséquilibre du revenu global entre les ménages les plus pauvres et les plus riches.

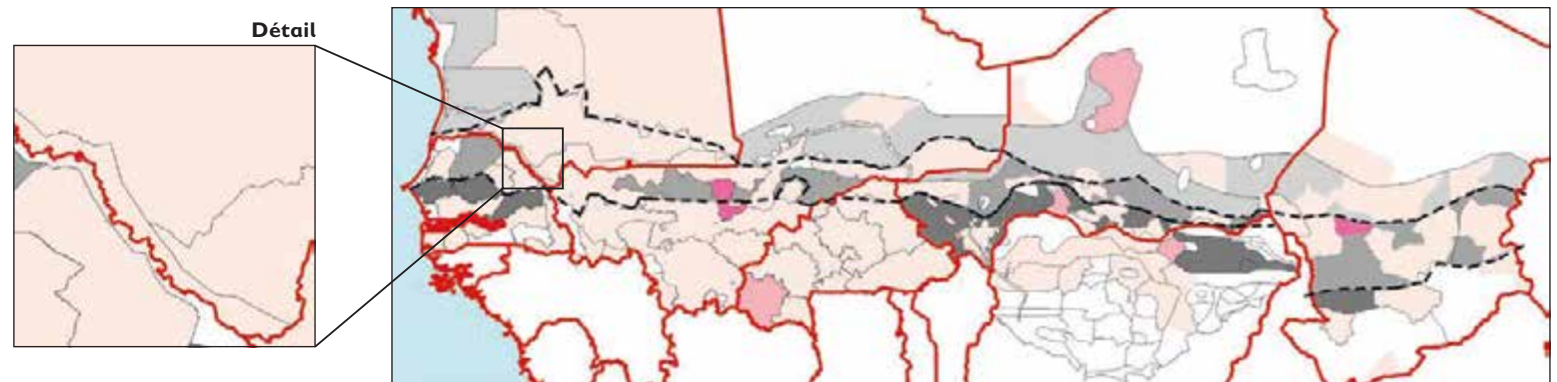
CARTE 29 : DÉPENSES RELATIVES AUX INTRANTS

(En dollars US par personne et par an)

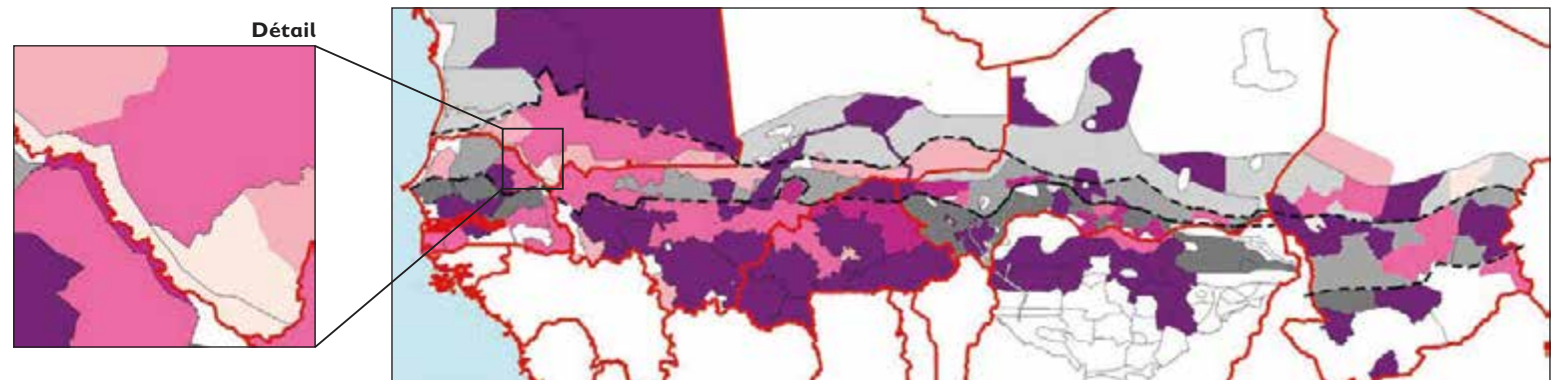
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

En dollars US par personne et par an



COMMENTAIRE : CARTE 29 : DÉPENSES RELATIVES AUX INTRANTS

De toutes les cartes de cet atlas, c'est ici que l'on voit peut-être la différence la plus marquée entre les populations les plus pauvres et les plus aisées sur l'ensemble du secteur géographique. C'est sans doute parce que les agriculteurs les plus pauvres ont moins de terres et bien moins d'argent à dépenser dans le bétail que les agriculteurs plus aisés, et les éleveurs les plus pauvres possèdent aussi beaucoup moins d'animaux que les plus aisés. Très généralement, la *proportion* ainsi que le montant absolu des dépenses des personnes les plus pauvres sont nettement plus faibles que chez les plus aisés ; ceci indique que leurs propres calculs coût/opportunité les rendent réticents à investir plus que le minimum nécessaire dans le foncier et le bétail qu'ils possèdent. Cela semble être le cas de l'extrême sud-est du Tchad, dans la région *Sud denrées de base et cultures de rente (MDL)* ainsi qu'à l'extrême nord-est de la Mauritanie, dans la zone *Mixte pastorale, oasis et oueds (MLO3)* (où les Nantis irriguent leurs précieux palmiers dattiers en utilisant des motopompes).

En allant un peu au-delà des cartes, nous pouvons rechercher plus de détails dans les profils de base AEM. Prenons le cas de *Dosso (ADC)* dans le sud-ouest du Niger, qui fait partie de la bande de l'agriculture pluviale générale où les conditions de production sont raisonnablement favorables par rapport aux normes sahéliennes et où les précipitations ont été satisfaisantes durant l'année de référence. Nous constatons, en comparant les Pauvres (sans aller jusqu'aux Très Pauvres) avec les Nantis, que des différences extrêmes apparaissent clairement en ce qui concerne les dépenses liées aux intrants. La taille moyenne du ménage des Nantis est de 20 personnes, celle des Pauvres est de 9. Les différences ci-dessous doivent donc être divisées par deux environ si on les prend « par habitant ». Mais peu importe, étant donné les disparités. Au cours de l'année de référence, les Nantis ont cultivé cinq fois plus de terres que les Pauvres. Ils ont dépensé 17 fois plus d'argent en intrants agricoles, dont une grande partie consacrée à l'embauche de travailleurs, qui ont certainement inclus des Pauvres et des Très Pauvres des villages voisins, lesquels à leur tour n'ont rien dépensé en termes d'embauche de travailleurs. Les Nantis ont dépensé plus de sept fois plus d'argent pour l'entretien du

bétail que les Pauvres, soit 18 % de leurs dépenses annuelles totales, contre 4 % pour les Pauvres. Un autre élément doit aussi être pris en compte : le ménage Pauvre type de l'année de référence n'a pas augmenté son cheptel, qui comprenait une poignée de chèvres. En revanche, les Nantis ont généralement amélioré leur bétail, par exemple en vendant deux têtes de bétail et en dépensant un peu plus d'argent pour en acheter des plus précieux. Avec les naissances, les décès et en tenant compte des abattages, ils ont terminé l'année avec 16 bovins au lieu de 14. En réalité, leurs revenus de vente du bétail étaient beaucoup plus élevés que ceux des récoltes.

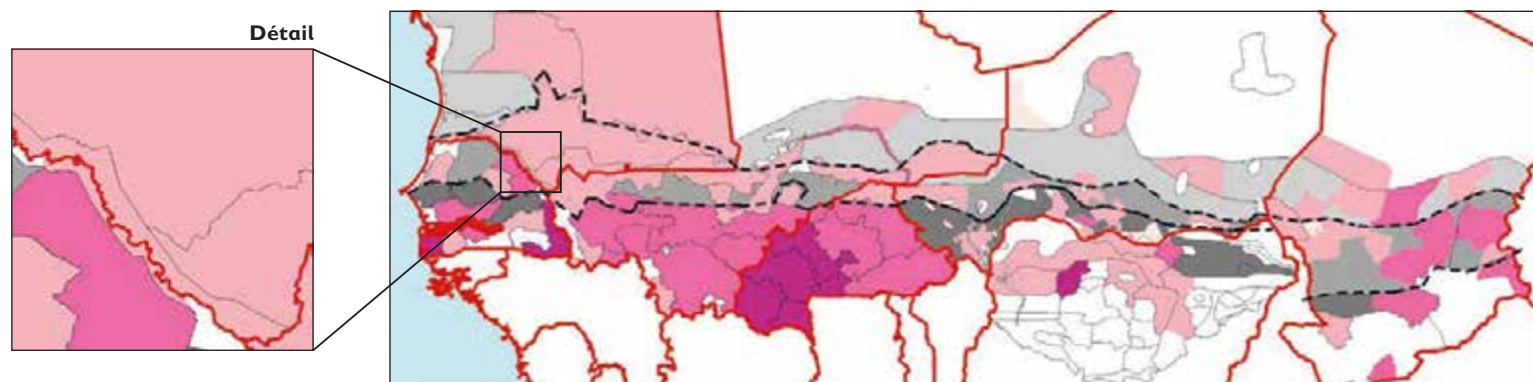
En résumé, les Nantis opèrent apparemment dans un cycle bénin où les investissements en intrants dans les cultures favorisent les profits tirés de la récolte (des épargnes grâce à une autosuffisance alimentaire élevée et des liquidités provenant des ventes excédentaires), et ces bénéfices sont investis entre autres dans le bétail comme un dépositaire de richesse. Bien sûr, le cycle peut être interrompu dans une année où les précipitations sont faibles et il y a toujours le risque de perdre du bétail à cause des maladies ou des vols. Les Pauvres ne tirent, semble-t-il, aucun bénéfice net des cultures ou du bétail. Ils ne sont pas nécessairement dans un cercle vicieux, mais plutôt coincés dans un cycle qui n'est que temporairement modifié par des années de production meilleures ou pires. Toute amélioration de leurs revenus est plus susceptible de provenir d'activités extra-agricoles qui apportent l'essentiel de leurs revenus annuels, c'est-à-dire le travail local, la migration et le travail indépendant.

Ailleurs, on ne comprend pas précisément pourquoi les dépenses en intrants d'élevage sont si faibles au Tchad parmi les grands éleveurs. La mention dans le rapport du Profil de Salale (SAL) indique que cela dénote le « caractère très traditionnel de l'élevage », mais cela n'explique peut-être pas totalement pourquoi les pasteurs d'Aioun (MR01) en Mauritanie dépensent environ dix fois plus en intrants alors qu'ils n'ont qu'environ deux fois plus de gros bétail. Il peut y avoir une différence entre les pasteurs qui ont des bovins et ceux qui n'ont que des chameaux, mais compte tenu des preuves à disposition, ceci n'est qu'une supposition.

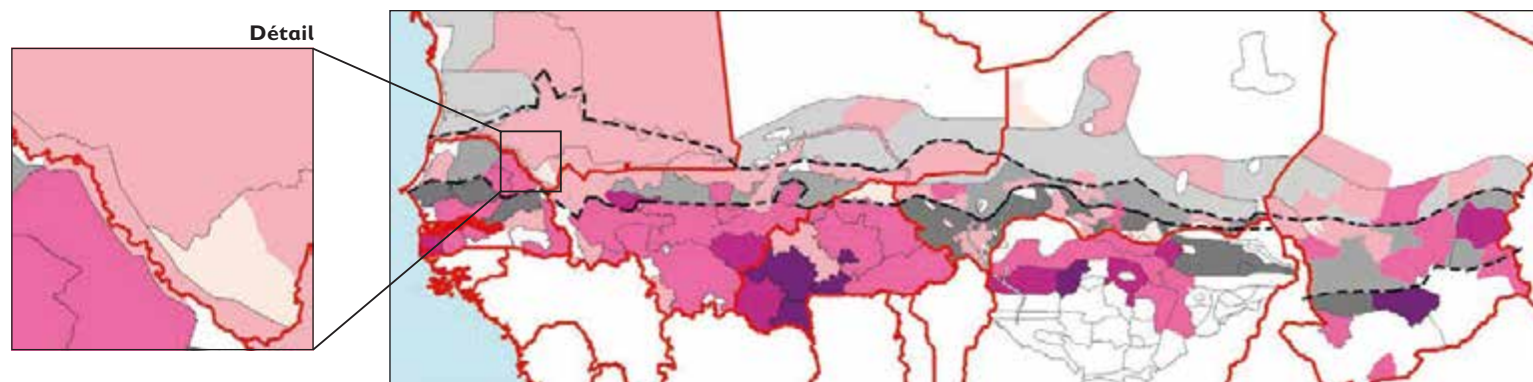
CARTE 30 : DÉPENSES RELATIVES À LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION

(Pourcentage des dépenses totales des ménages)

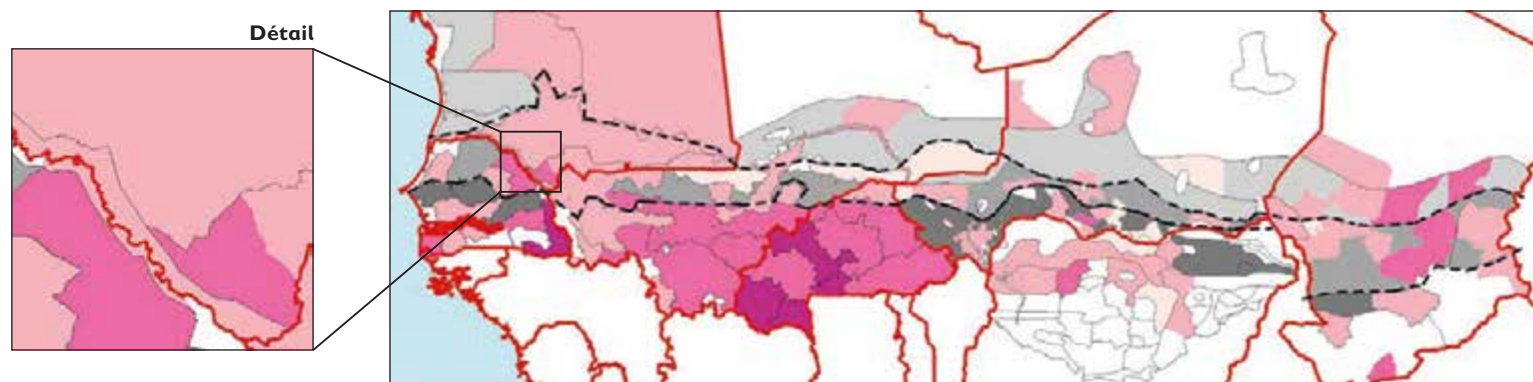
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

% des dépenses totales en espèces



COMMENTAIRE : CARTE 30 : DÉPENSES RELATIVES À LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION (POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES DES MÉNAGES)

Il n'est pas facile de discerner ici une tendance géographique marquée, bien que cette carte indique de manière générale que les pasteurs et les agropasteurs ont tendance à consacrer une moindre part de leur budget à la santé et à l'éducation que les agriculteurs ordinaires. Il est difficile de savoir pourquoi, à moins que ce soit une question d'accès du fait que les éleveurs et les agropasteurs soient peut-être plus éloignés des écoles ou des cliniques que les agriculteurs et y aient donc moins recours. Il n'y a certainement aucune raison de penser qu'ils ont moins besoin d'un traitement médical ou qu'ils sont moins intéressés par l'éducation de leurs enfants, ni de penser que les coûts des services sont moins élevés pour eux que pour les agriculteurs.

Dans les zones agricoles, on remarque, sans toutefois pouvoir réellement l'expliquer, que certaines zones du Burkina Faso se distinguent par des proportions plus élevées de dépenses aussi bien chez les ménages Nantis que Pauvres. Les Très Pauvres, dans les zones où ils consacrent une proportion élevée de leurs dépenses à ces services, ne sont pas simplement plus pauvres que leurs semblables dans d'autres zones (c'est-à-dire que les mêmes coûts auraient une influence plus importante dans leur budget). On note un écart considérable, une fois encore sans schéma géographique évident, concernant les dépenses relatives consacrées à l'éducation par rapport à la santé, bien que la tendance générale consiste à dépenser plus pour la santé que pour l'éducation.

Si l'on considère les dépenses totales consacrées aux services dans l'ensemble de la région, on peut dire qu'en termes de liquidités absolues, les ménages les plus pauvres dépensent généralement moins (souvent beaucoup moins) que les plus aisés en matière de services. Mais les plus pauvres ont tendance à dépenser une plus grande *proportion* de leurs budgets dans les services que les plus aisés, mais encore une fois avec plusieurs exceptions locales. Cela ne serait pas surprenant si l'on supposait que les coûts des services de base étaient les mêmes pour tous. Sauf que l'on s'attendrait à ce qu'il y ait une différence plus marquée en ce qui concerne les dépenses proportionnelles,

compte tenu de la grande différence entre les revenus des ménages, même par habitant. Prenons quelques exemples : dans la zone *Ouest-centre mil et sorgho (ML09)* du Mali, les Très Pauvres consacrent 6,4 % de leur budget total à la santé et à l'éducation (respectivement 3,8 % et 2,5 %) et les Nantis consacrent une part très similaire de leur budget à ces services : 6,9 % (respectivement 2,6 % et 4,3 %). Mais les Nantis dépensent deux fois plus par habitant que les Très Pauvres. Dans la zone *sorgho, niébé et arachide (NG06)* au nord-ouest du Nigeria, les Très Pauvres consacrent 11 % de leur budget total à la santé et à l'éducation, les Nantis 2,7 % ; mais le budget total par habitant chez les Nantis est près de quatre fois celui des Très Pauvres. On doit en conclure que la fourniture de services publics et caritatifs gratuits ou peu coûteux dans le nord du Nigeria est remarquablement infime sur le terrain, ce qui contraint les personnes Très Pauvres à faire des sacrifices.

Il faut reconnaître que si les personnes les plus pauvres, avec leurs budgets extrêmement limités, consacrent ne serait-ce que 5 % de leur budget total à ces services, cela représente un sacrifice considérable, parfois même en concurrence avec l'achat d'aliments de base en quantité suffisante pour leur permettre d'atteindre le seuil de leurs besoins caloriques minimums. Dans les circonstances extrêmement difficiles que connaissent les Très Pauvres, la décision de consacrer ne serait-ce que 3 % de leur budget total aux frais scolaires est une manière d'affirmer avec conviction leur foi en l'éducation comme moyen pour leurs enfants de sortir de la pauvreté. Malgré l'amélioration de l'offre en matière d'éducation dans la région, il arrive souvent que les ménages les plus pauvres n'aient pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école secondaire lorsque l'école la plus proche est trop éloignée du village pour s'y rendre à pied tous les jours. Un transport ou un hébergement, voire des frais d'internat, seraient nécessaires. Cependant, pour les enfants des ménages les plus pauvres comme pour les plus riches, il faut franchir le seuil de l'enseignement secondaire pour avoir de plus grandes chances de réussite dans la vie.

6 Une nouvelle façon de voir le « rendement » qu'apportent les cultures à l'économie des ménages

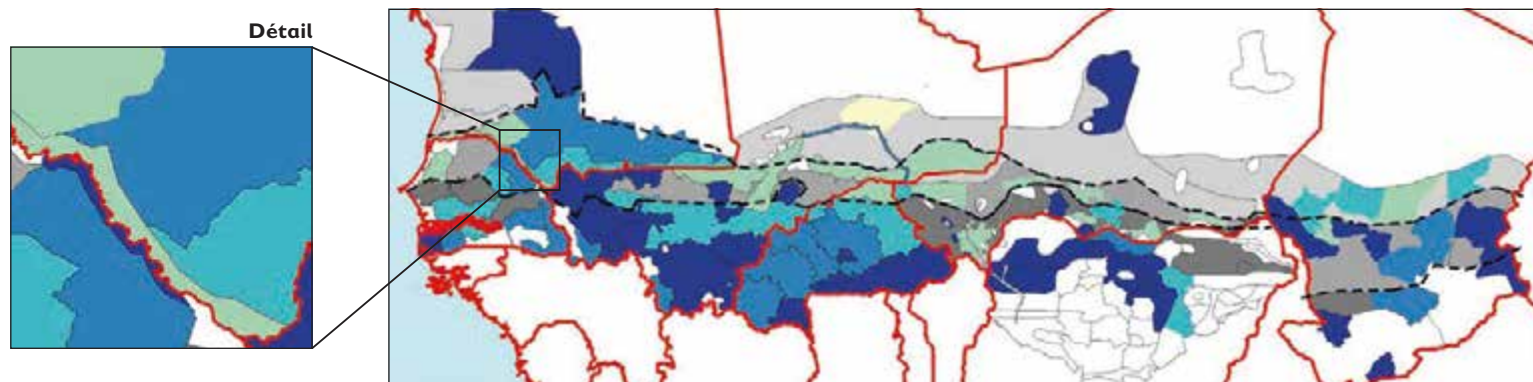
Dans ce chapitre, nous présentons, grâce aux informations AEM, un regard plus complet sur ce que les populations obtiennent de leurs terres, à savoir le « rendement » des cultures en termes de revenu total d'un ménage. Ce qui est en jeu, c'est la consommation des propres cultures et la vente à la fois des cultures vivrières et des cultures de rente, ainsi que les « rendements » différentiels par hectare entre les agriculteurs pauvres et les riches, compte tenu de leur niveau d'intrants.

Nous espérons que ce point de vue présentera un intérêt intrinsèque pour les lecteurs, mais nous n'essayons pas de tirer des conclusions définitives. Nous faisons néanmoins une déduction à la fin du chapitre qui semble rétablir la position des cultures vivrières par rapport aux cultures de rente.

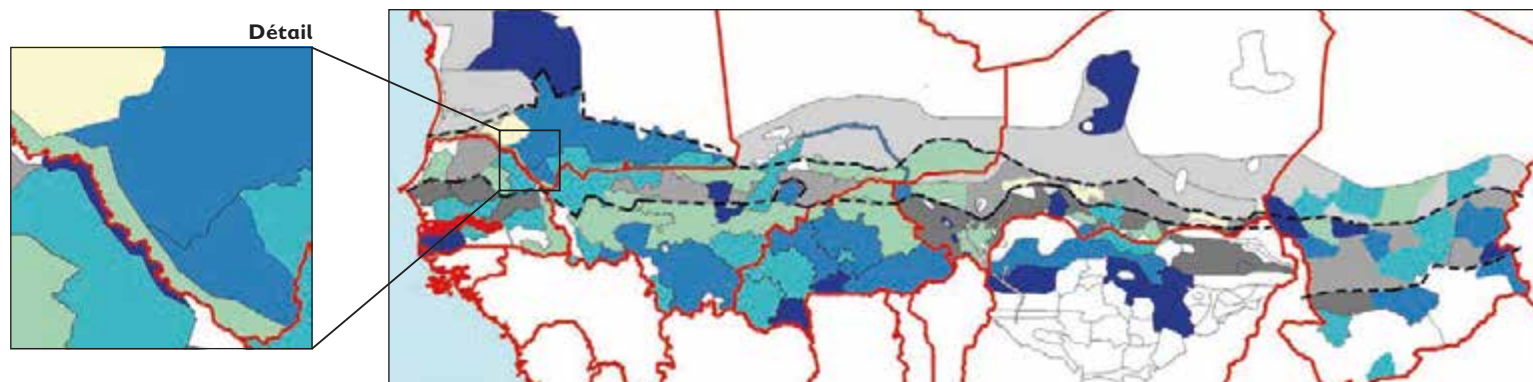


CARTE 31 : RENDEMENT DES CULTURES EN POURCENTAGE DES BESOINS ALIMENTAIRES MINIMUMS DES MÉNAGES GÉNÉRÉS PAR HECTARE CULTIVÉ (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)

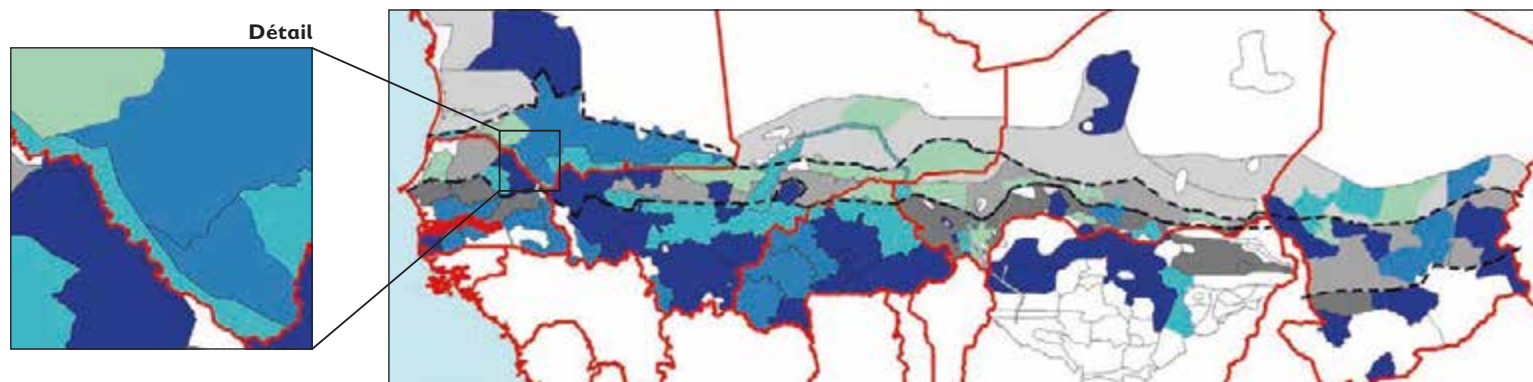
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres

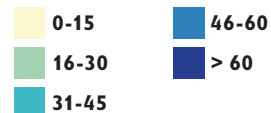


Ménages nantis



LÉGENDE

% des besoins alimentaires minimums (taille du ménage 6) générés par hectare cultivé

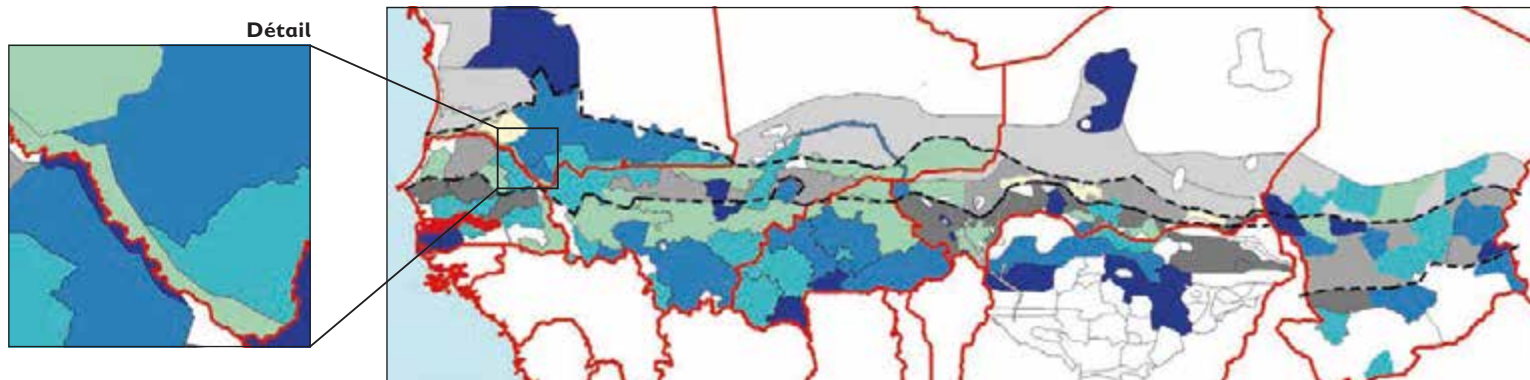
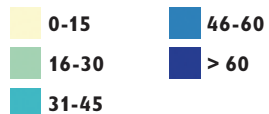


CARTE 32 : RENDEMENT DES CULTURES – DIFFÉRENCES ENTRE LES GROUPES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Rendement pour la moyenne des ménages

LÉGENDE

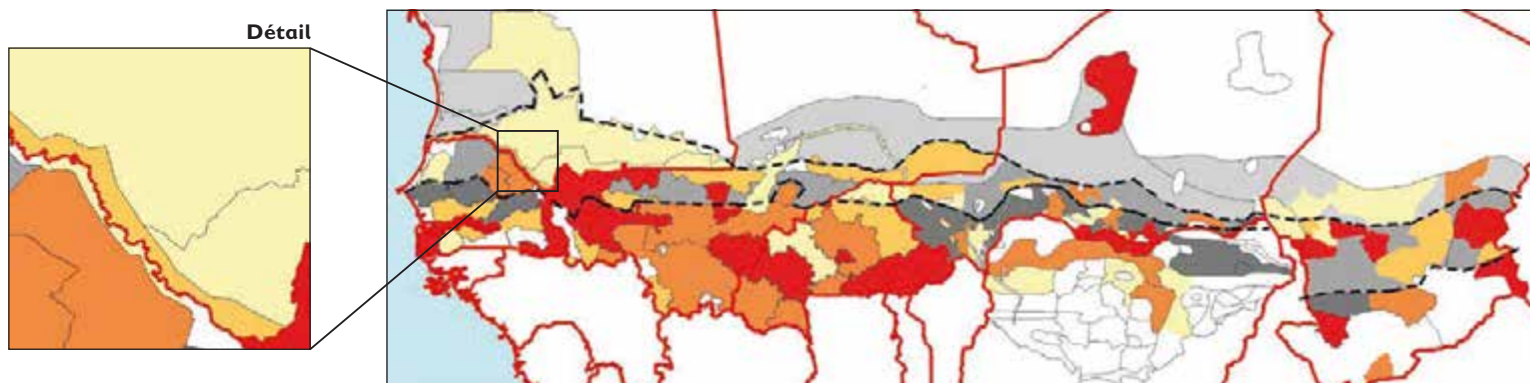
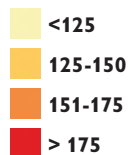
% des besoins alimentaires minimums (taille du ménage 6) générés par hectare cultivé



Rendement des ménages Nantis en pourcentage du rendement des ménages Très pauvres

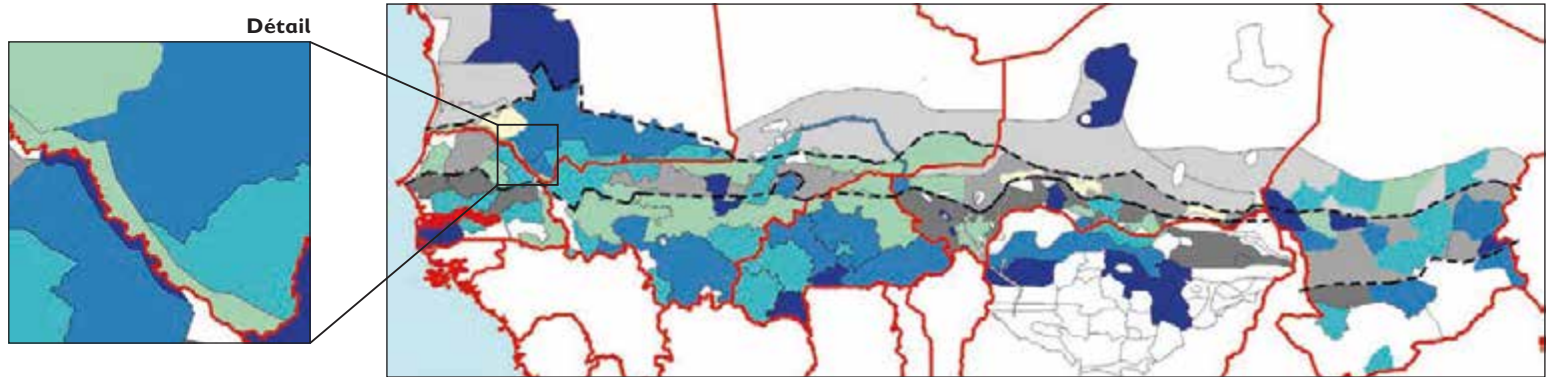
LÉGENDE

Rendement des Nantis en pourcentage du rendement des Très pauvres

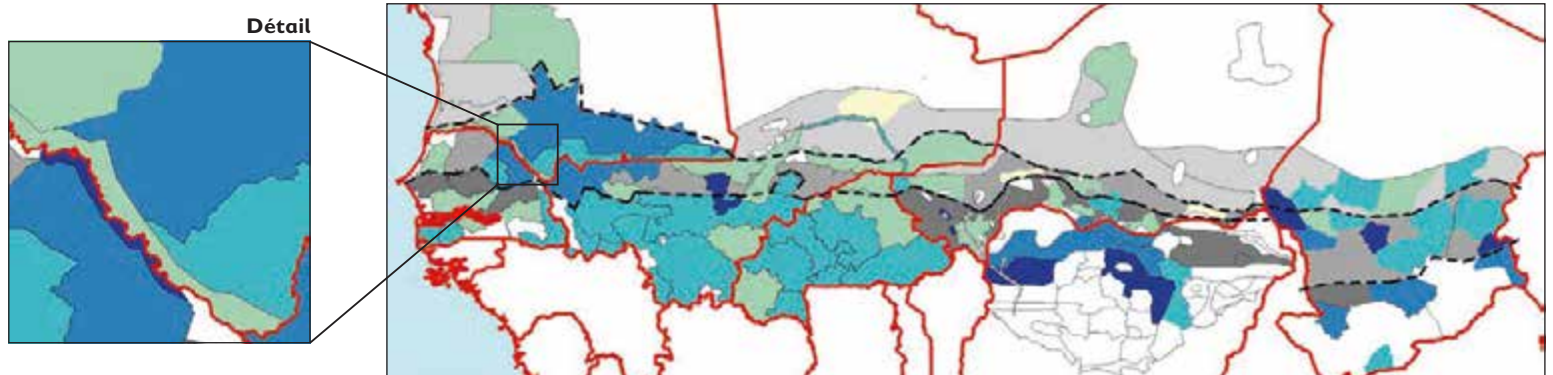


CARTE 33 : RENDEMENT DES CULTURES – CONTRIBUTION DES CULTURES VIVRIÈRES ET DE RENTE

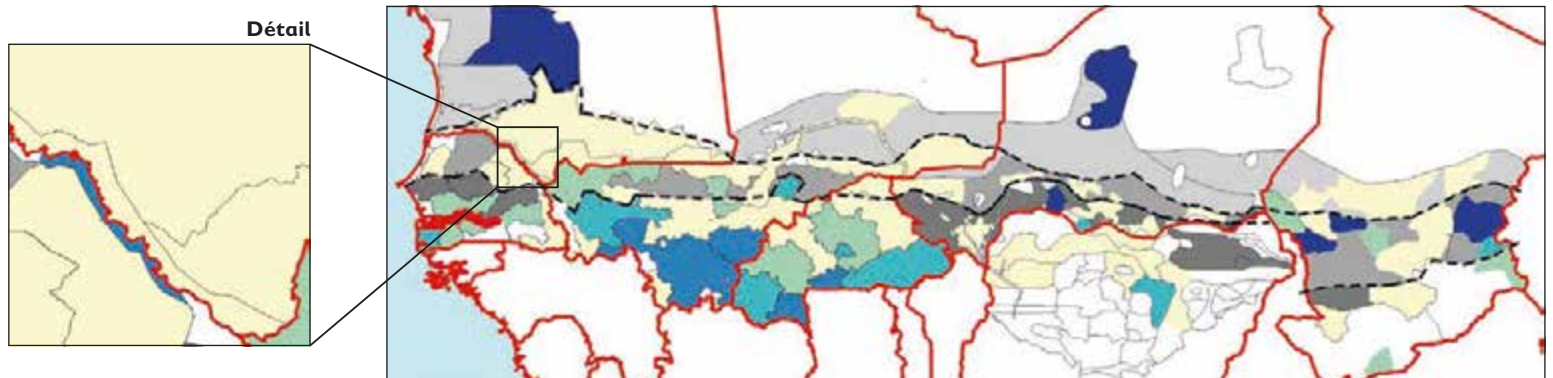
Rendement – toutes les cultures
(moyenne de ménages)



Rendement – cultures vivrières



Rendement – cultures de rente



LÉGENDE

% des besoins alimentaires minimums
(taille du ménage 6) générés par
hectare cultivé

0-15	46-60
16-30	> 60
31-45	

Remarque : le rendement des cultures vivrières et de rente est basé sur le revenu total (nourriture plus argent liquide) de ces cultures, divisé par la superficie totale cultivée (et non la superficie attribuée à chaque type de culture).

COMMENTAIRE : CARTE 31 : RENDEMENT DES CULTURES EN POURCENTAGE DES BESOINS ALIMENTAIRES MINIMUMS DES MÉNAGES GÉNÉRÉS PAR HECTARE CULTIVÉ (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE) ; CARTE 32 : RENDEMENT DES CULTURES – DIFFÉRENCES ENTRE LES GROUPES SOCIO-ÉCONOMIQUES ; CARTE 33 : RENDEMENT DES CULTURES – CONTRIBUTION DES CULTURES VIVRIÈRES ET DE RENTE

Les différences marquées entre les plus pauvres et les plus aisés en termes de dépenses en intrants ont été abordées au niveau de la carte 29. Cela conduit à se poser la question de l'effet des dépenses en intrants sur les rendements des cultures. Ce ne sont pas les données AEM qu'il faut étudier en premier si l'on cherche un compte-rendu agronomique détaillé de la production agricole au Sahel et plus particulièrement des preuves de niveaux de production accrus résultant de l'utilisation de différents intrants par les agriculteurs (y compris la main-d'œuvre salariée). Les bases de données AEM comprennent des informations sur les propriétés foncières, la production, la consommation et les ventes, ainsi que sur la taille des ménages. Il est donc intéressant de traiter la question du « rendement » selon la forme d'analyse AEM utilisée plusieurs fois pour d'autres thèmes, à savoir le « revenu total », c'est-à-dire la valeur de la production en termes de consommation alimentaire directe et de revenus monétaires combinés (voir l'explication donnée pour la carte 12). Cette approche permet de se demander si les dépenses en intrants semblent valables, au sens de la valeur de la production par hectare pour les ménages en termes de consommation directe et de revenus monétaires exprimés sous forme de consommation potentielle. Nous utilisons, dans ce qui suit, le terme « rendement » dans ce sens plus complexe, c'est-à-dire pas simplement dans le sens habituel du poids des cultures produites par hectare.

Dans cet ensemble de cartes, les calculs sont effectués sur la base d'un ménage de six membres, ce qui permet de comparer les Très Pauvres et les Nantis (tout en tenant compte des différences réelles de taille des ménages

entre les groupes socio-économiques). De la même façon, un calcul du rendement moyen peut être effectué.

Sur la carte 31, on observe clairement, comme on pouvait s'y attendre, une tendance générale de rendements plus élevés pour les Nantis que pour les Très Pauvres (et, d'une manière générale, de rendements plus élevés dans les zones plus productives, principalement au sud). Comme d'habitude, la zone *des Montagnes de l'Air (ACM)* au nord du Niger fait exception, avec ses rendements exceptionnellement élevés pour les Très Pauvres. Il n'y a cependant pas de mystère : dans cette situation particulière, avec des options de revenus autres que l'agriculture extrêmement restreintes, les agriculteurs les plus pauvres ne pourraient pas survivre sans obtenir de rendements élevés de leurs petites parcelles irriguées, incluant de façon modeste davantage de dépenses en intrants que leurs homologues dans d'autres localités. Des cas similaires concernent la production de palmiers dattiers et de produits maraîchers dans la zone des *oasis (MR03)* dans l'ouest de la Mauritanie et la zone du *riz irrigué de l'Office du Niger malien (ML07)*. La zone *fluviale de Matam Walo (MTW)* au Sénégal se distingue également par des rendements élevés pour les Très Pauvres. Ici, on peut regarder à la fois leur production du précieux riz et la forte demande locale pour tous les produits de la part des ménages Nantis grâce aux transferts de fonds (de manière assez surprenante, les Nantis ne vendent pas de riz, mais se spécialisent dans la patate douce en tant que grande culture de rente, peut-être parce que ceci demande moins d'organisation en termes de main-d'œuvre).

La partie inférieure de la carte 32 brise le schéma de toutes les cartes précédentes, bien que ce qui est présenté renforce notre point de vue sur la différence de rendement entre les Nantis et les Très Pauvres. Par exemple, malgré le rendement anormalement élevé noté pour les Très Pauvres sur la carte 31, il est intéressant de voir que dans les *Montagnes de l'Air* au Niger (ACM), les Nantis, avec leurs puits plus nombreux ou plus profonds et leur irrigation grâce aux animaux de trait, dépassent de loin les Très Pauvres en termes de rendement. On retrouve le même type de résultat, quoique moins marqué, pour les régions de *l'est du Tchad* (HDS, RDS). La zone mauritanienne des *oasis* (MR03) constitue, quant à elle, un cas à part. Mis à part les légumes et le niébé cultivés en utilisant l'humidité résiduelle des cours d'eau saisonniers (oueds) entre les dunes, les dattes cultivées dans les zones des oasis constituent la culture la plus importante. Bien que les dattes soient avant tout une culture de rente, elles constituent également une culture vivrière qui fournit aux Nantis environ 17 % de leur apport calorique total. Par hectare, les aliments consommés directement et les revenus générés donnent ensemble un « rendement » élevé, que ce soit pour les ménages plus aisés ou plus pauvres.

Nous avons mis en évidence les intrants comme le facteur le plus susceptible d'influencer la production par hectare. Toutefois, dans les conditions de « rendement » abordées ici, il est également question de la valeur des *types* de cultures produites. Nous ne sommes pas en mesure d'approfondir cette question, mais nous pouvons comparer la contribution des cultures vivrières et des cultures de rente (carte 33). Le rendement est calculé par rapport à la superficie totale cultivée plutôt qu'à la superficie plantée avec chaque type de culture. Les cultures de rente jouent leur rôle, notamment dans les zones cotonnières, fruitières et maraîchères dans le sud du Mali et il en est de même au Burkina Faso voisin ; et là où le rendement des cultures de rente est élevé, le rendement moyen de toutes cultures est également élevé. Mais

ailleurs au Burkina Faso, ce sont les cultures vivrières plutôt que les cultures de rente qui influencent le plus la moyenne de toutes les cultures. Dans les zones étudiées dans le nord du Nigeria, la combinaison particulière de la consommation directe et de la vente de cultures vivrières permet également d'obtenir, de manière générale, des « rendements » élevés au sein des groupes socio-économiques.

Dans l'ensemble, le facteur dominant semble être les cultures vivrières. Ceci est intéressant concernant la position relative des cultures vivrières et de rente dans le revenu *monétaire* total tel que présenté sur les cartes 9 et 10, où les cultures de rente ont tendance à prendre le dessus. En ce qui concerne les rendements, cependant, lorsque nous combinons la consommation directe et les ventes, il semble que les agriculteurs ont tendance à dépendre davantage des cultures vivrières. Cela reflète le commentaire de la carte 7 selon lequel les agriculteurs du Sahel prennent au sérieux la production de cultures vivrières, même dans la plupart des zones où les cultures de rente prédominent. L'économie des dattes en Mauritanie est un cas à part : aucun autre produit, y compris le bétail, ne rivalise avec les ventes de dattes comme moteur de l'économie, et la consommation de dattes comme aliment est plutôt un bonus qu'une raison de production.

7 Les risques pour la production et la façon dont les populations y font face

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent de ce qui est, en fait, un sondage d'opinion des représentants des ménages ayant participé aux entretiens dans le cadre du travail de terrain pour l'AEM. Comme on peut s'y attendre, les déficits de pluie sont l'ennemi le plus redouté par les agriculteurs et les éleveurs, que ce soit en cas de sécheresse ou plus souvent d'irrégularités pendant la saison des pluies qui endommagent gravement les cultures et détériorent les pâturages. Les gouvernements et les organismes ne peuvent pas faire grand-chose directement contre ces phénomènes liés aux précipitations au Sahel, que l'on considère ou non qu'ils augmentent en fréquence, en intensité ou les deux. Mais nous sommes également à l'écoute de l'inquiétude des villageois sur des sujets qui pourraient amener une plus grande réponse officielle. Pour les agriculteurs, le plus important de ces sujets semble être le niveau des pertes de récoltes, principalement des céréales, à cause des oiseaux et des insectes nuisibles. Multipliées à l'échelle nationale, ces pertes constituent une perte économique significative ; au niveau des villages, elles contribuent certainement à l'insécurité alimentaire. Les gouvernements et les bailleurs de fonds le savent, mais il est peut-être nécessaire de faire en

sorte que l'investissement dans la prévention soit placé sur la liste des priorités d'investissement.

Un problème tout à fait différent, mais qui semble grandissant, concerne les dommages causés par le bétail aux récoltes sur pied, et particulièrement par le bétail des éleveurs venus d'ailleurs qui emmènent leurs bêtes en pâturages saisonniers, et qui sont censés emprunter les « parcours » traditionnels à travers les zones cultivées.

Concernant les risques pour le bétail, nous constatons que la sécheresse est la première préoccupation non seulement des éleveurs, mais aussi des agriculteurs du nord, suivie par les maladies du bétail. Cependant, dans le sud, où les déficits de pluie sont moins fréquents ou moins sévères, ce sont les maladies du bétail qui sont considérées comme le principal danger. Encore une fois, cela appelle probablement un plus grand investissement officiel dans les services préventifs : nous avons mentionné l'importance du bétail non seulement pour les éleveurs professionnels, mais aussi pour les agriculteurs, qui constituent de loin la majorité de la population du Sahel.

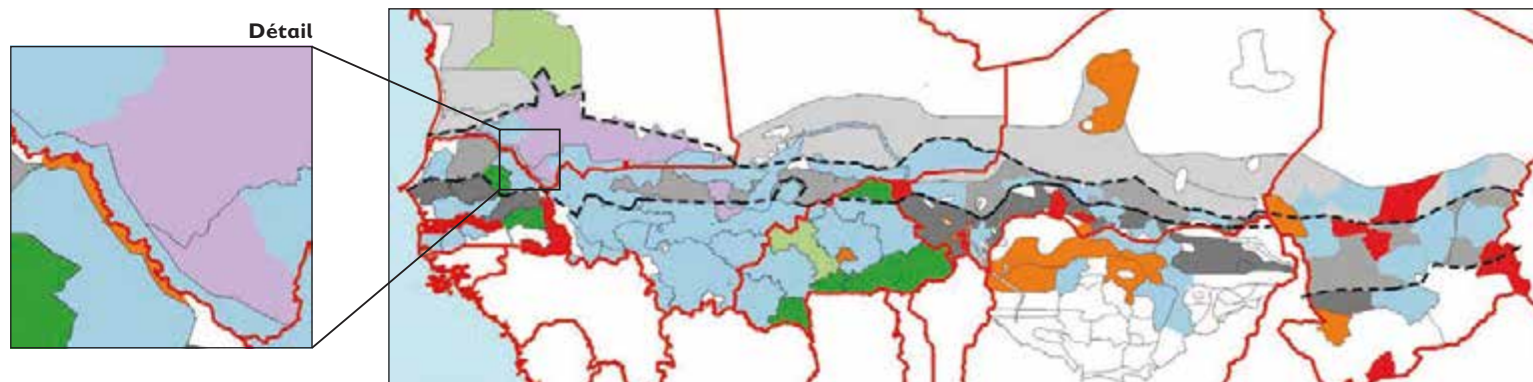
CARTE 34 : LES PRINCIPAUX RISQUES POUR L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE

Les risques pour l'agriculture

LÉGENDE

Principal risque (tel que perçu par les ménages ruraux)

- Sécheresses/précipitations irrégulières
- Inondations
- Invasions de nuisibles
- Épidémies
- Conflits avec les éleveurs
- Pas de données

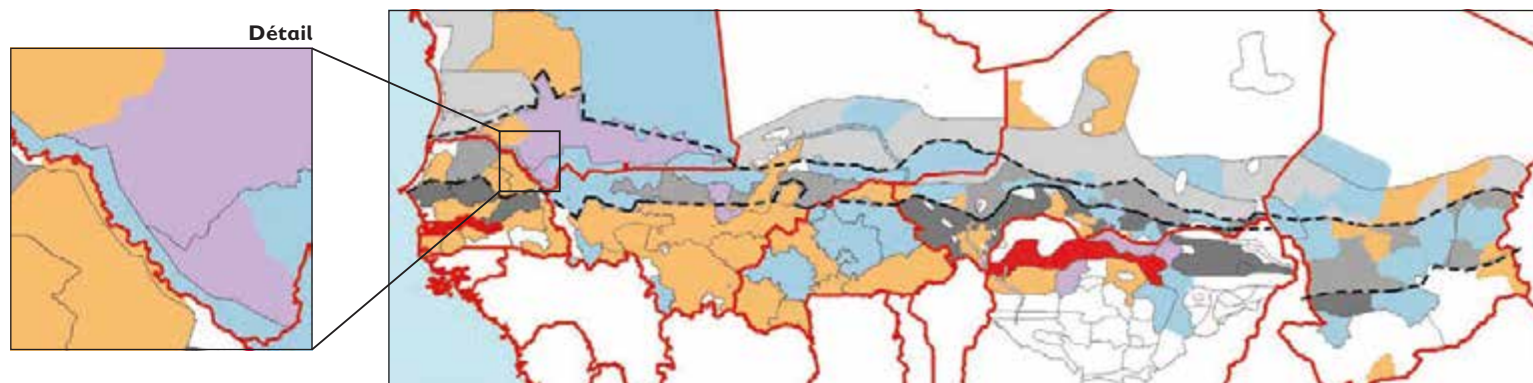


Risques pour l'élevage

LÉGENDE

Principal risque (tel que perçu par les ménages ruraux)

- Sécheresses/précipitations irrégulières
- Épidémies
- Vols
- Pas de données



COMMENTAIRE : CARTE 34 : LES PRINCIPAUX RISQUES POUR L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE

Ces informations, ainsi que celles relatives aux cartes suivantes portant sur les risques, représentent les opinions des villageois interrogés lors des études de référence AEM. Les villageois ont été invités à énumérer les principaux risques associés à la production de cultures et au bétail auxquels ils sont exposés et à les classer par ordre d'importance. Pour la production, deux niveaux de risques sont généralement distingués : les risques chroniques qui surviennent pratiquement tous les ans à une échelle globale, tels que les dégâts restreints des cultures causés par les insectes nuisibles ; et ceux qui ne se produisent que périodiquement, comme les invasions massives d'insectes nuisibles. Ces deux types de risques ont été mentionnés dans les réponses, mais pour ces cartes, nous avons choisi de mettre en avant, du mieux que nous pouvons, les risques périodiques, c'est-à-dire les événements qui entraînent une différence considérable d'une année sur l'autre.

Nous devons admettre que les données ne sont peut-être pas parfaites. Nous n'avons pas pu déterminer clairement dans chaque cas si une réponse faisait référence à un risque permanent ou périodique. En termes de classement, il est probable que les populations ont trouvé plus facile d'identifier le risque le plus important que de classer avec précision les autres. Sur les cartes suivantes, nous les présentons selon un classement « primordial » et « secondaire ». Ici, « secondaire » ne sous-entend pas que le risque en question n'est pas important. Il est possible qu'à l'occasion, les réponses relatives au risque le plus important aient été influencées par un événement récent plutôt que de représenter le risque périodique le plus important sur plusieurs années ; mais dans l'ensemble, nous pensons que la propagation des études AEM permet de dégager un vrai schéma.

Ces informations, associées à celles des stratégies d'adaptation présentées sur les cartes ultérieures, sont essentielles pour l'application pratique de la méthodologie AEM à des fins d'alerte précoce. Elles sont combinées avec les informations de terrain actuelles sur les chocs afin d'énumérer les scénarii des résultats probables (« analyse des résultats ») sur une période allant jusqu'à un an. En d'autres termes, cela aide à prévoir les effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence d'un ou plusieurs événements donnés. Ici, nous cartographions les données de référence telles qu'enregistrées et la plupart parlent d'elles-mêmes : nous nous limiterons donc à un bref commentaire.

Le déficit de pluies est un risque courant pour la production à travers le Sahel. Il n'est pas surprenant que la couleur bleu clair représentant ce risque soit presque la couleur par défaut sur la carte agricole et dans la partie nord de la carte du bétail, où l'insuffisance des précipitations touche particulièrement les ressources les plus vitales : pâturages et points d'eau. Il est donc peut-être d'autant plus intéressant de regarder les zones où quelque chose de différent est signalé comme le plus important. Sur la carte des risques agricoles, nous notons que les invasions de nuisibles / maladies des cultures sont fréquemment identifiées comme le plus grand risque, même dans des zones comme la zone *ferlo* (FER) au Sénégal, où le déficit de pluies est certainement un phénomène courant. Ceci semble contenir un message indiquant que le déficit de pluies n'est pas le seul risque majeur du Sahel. Il reflète les inquiétudes exprimées dans tout village concernant les pertes de cultures dues notamment aux invasions de nuisibles, généralement avec un plaidoyer pour une aide plus officielle dans la lutte contre ce fléau, qui est effectivement reconnu comme ayant un impact significatif sur la production alimentaire nationale.

Il est peut-être surprenant que les inondations puissent être le risque le plus sérieux de toute cette région, où le manque de pluie constitue la principale menace. Mais chaque cas local est particulier. L'agriculture rizicole le long du fleuve Sénégal, dans le nord-est du Sénégal, est particulièrement vulnérable aux crues du fleuve sur la rive. La tache au centre du Burkina Faso est en réalité la périphérie urbaine de Ouagadougou, où les pluies diluviennes du 1^{er} septembre 2009 qui ont provoqué de graves inondations à l'intérieur de la ville ont également frappé les agriculteurs des périphéries. Dans les *Montagnes de l'Air (ACM)* dans le nord du Niger, où les précipitations annuelles sont modestes et où la culture de rente de l'oignon, délicate mais si importante, dépend de l'irrigation provenant des puits, une seule averse excessive laissant des flaques d'eau stagnante sur les parcelles peut compromettre les cultures.

Les « conflits avec les éleveurs », la tache en rouge, concernent les dégâts occasionnés aux cultures par les bovins qui migrent souvent en traversant une zone agricole lors de la transhumance. En réalité, l'une des raisons importantes de la transhumance vers certaines régions consiste précisément à garder les animaux hors des champs locaux pendant la saison de croissance et les agriculteurs qui possèdent du bétail confient souvent ce dernier à des éleveurs professionnels à cette fin, mais aussi pour profiter de meilleurs pâturages ailleurs. Le long des principales routes migratoires, des parcours traditionnels sont maintenus formellement pour sécuriser le passage à travers les zones cultivées et des conflits particulièrement intenses surviennent généralement lorsque les animaux s'éloignent de ces parcours. Cela ne résulte pas toujours d'une négligence accidentelle ou intentionnelle des éleveurs : parfois, une partie du parcours a été labourée et des cultures y ont été plantées par les agriculteurs. Ailleurs, en marge de la culture du mil plus au nord et des pâturages pastoraux, l'empiètement de la culture sur les pâturages traditionnels est devenu une source grandissante de conflits ces dernières années, sans doute à cause de la pression croissante de la population sur les zones un tant soit peu cultivables. La valeur particulière

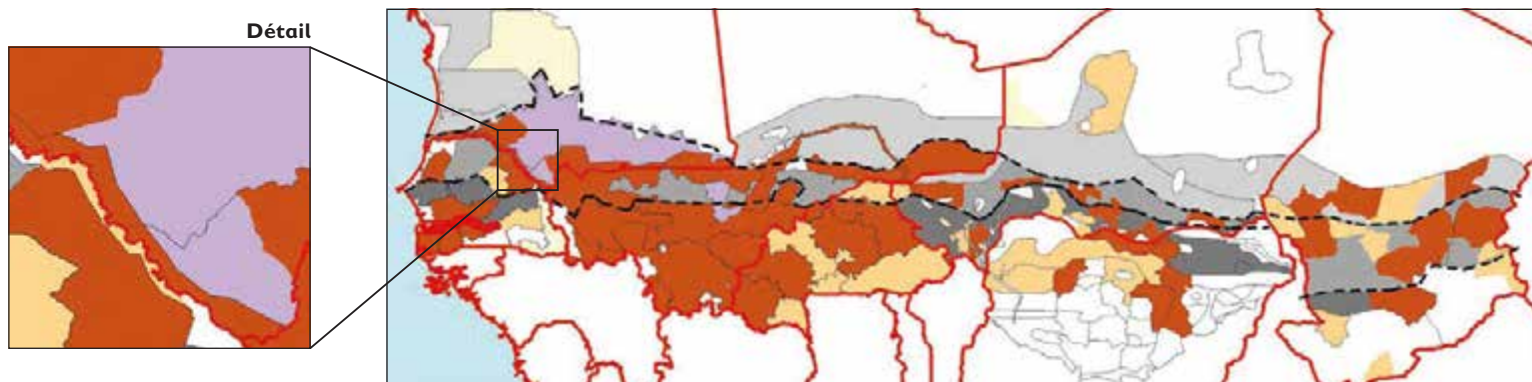
de la culture de l'oignon qui caractérise la zone des cultures de rente irriguées du sud (CMS) dans le centre-sud du Niger explique probablement pourquoi les agriculteurs se montrent particulièrement sensibles au piétinement des parcelles par les animaux. Au Tchad, les conflits dans le centre et dans l'est sont sans doute aussi causés par le passage des troupeaux, tandis que dans le sud, il est plus probable qu'ils portent sur le séjour prolongé des troupeaux, puisque la migration vise justement de telles régions aux végétations plus luxuriantes.

Comme nous l'avons observé, la menace du déficit de pluies qui réduit les pâturages saisonniers concerne davantage le nord et, bien sûr, c'est la principale préoccupation des pasteurs. Le déficit de pluies qui menace le bétail inclut cependant des zones où des agriculteurs se sont installés et dépendent en partie des pâturages sur les terres communes locales. Mais encore une fois, il est significatif que, dans de vastes régions principalement du sud, les épidémies touchant le bétail soient considérées comme le principal risque. En réalité, comme pour les invasions de nuisibles dans les cultures, le message des éleveurs, où qu'ils soient, est qu'ils ont désespérément besoin d'une aide officielle plus importante contre ce fléau, à travers une vaste intervention vétérinaire. Ce n'est pas un problème seulement pour les éleveurs les plus aisés : les ménages pauvres qui ne possèdent que quelques chèvres (ou même de la volaille) peuvent perdre la meilleure partie de ce capital, modeste mais très précieux, en l'espace d'une semaine.

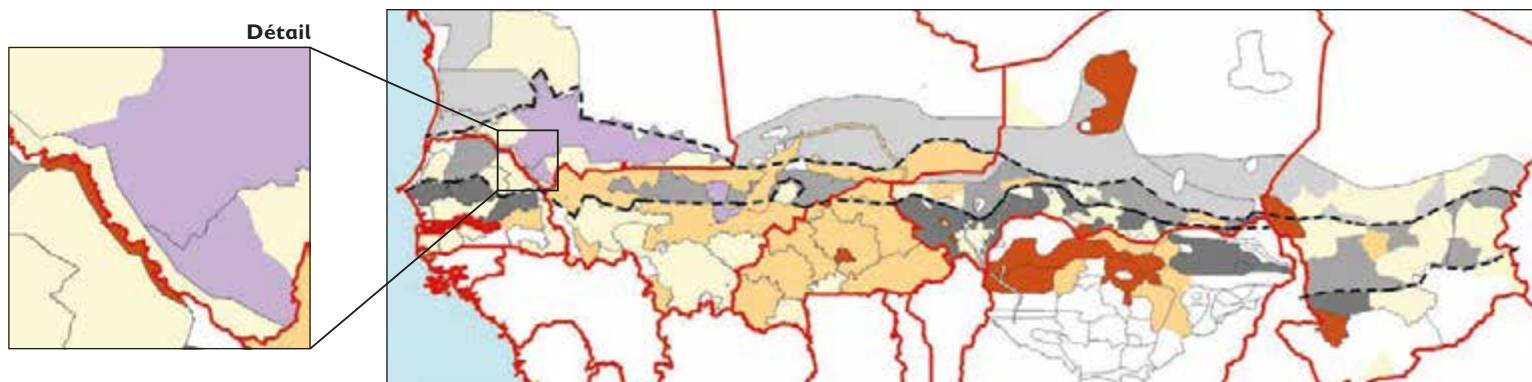
Le vol de bétail a souvent été signalé comme un problème, même s'il se classait troisième ou quatrième derrière les autres. Dans le nord du Nigeria, cependant, il apparaît comme le principal risque dans la zone étendue *Mil, niébé et arachide (NG03)* ; cela découle d'une période exceptionnellement rude de grand banditisme lors de l'année de référence de l'étude sur le terrain (2012), durant laquelle les propriétaires ont perdu de nombreux animaux et même des troupeaux entiers.

CARTE 35 : RISQUES POUR L'AGRICULTURE

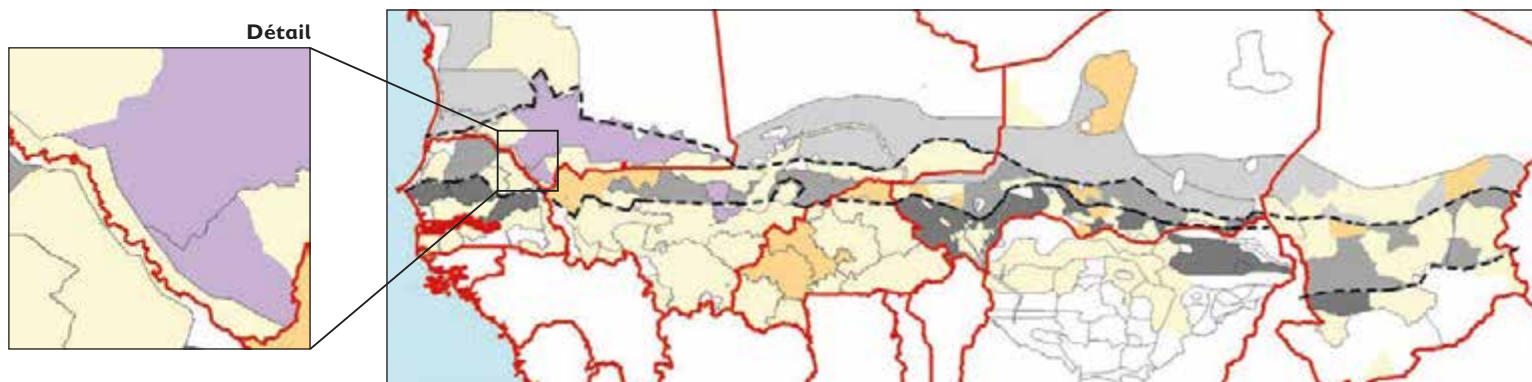
Sécheresses/précipitations irrégulières



Inondations



Vent/tempêtes de sable

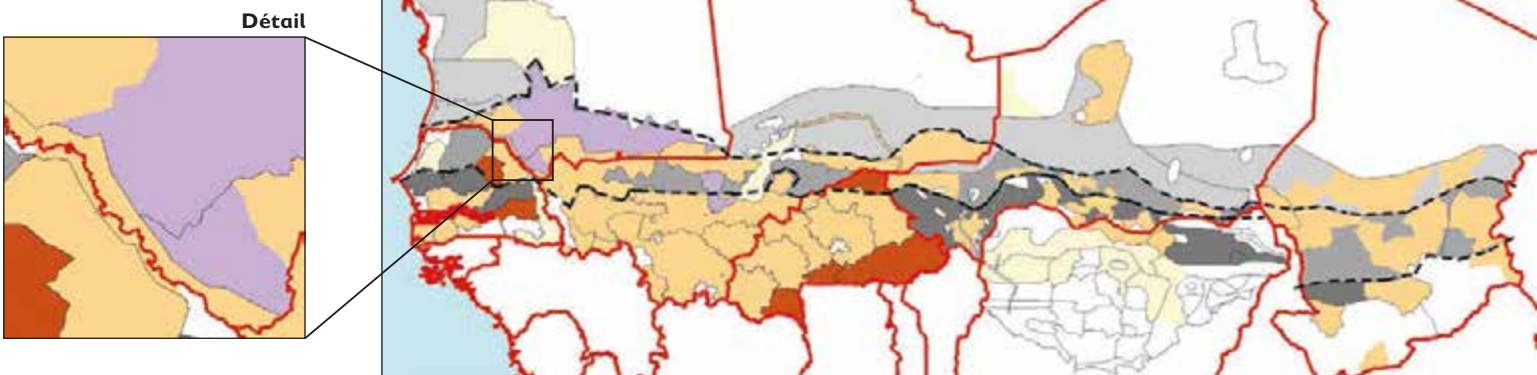


LÉGENDE

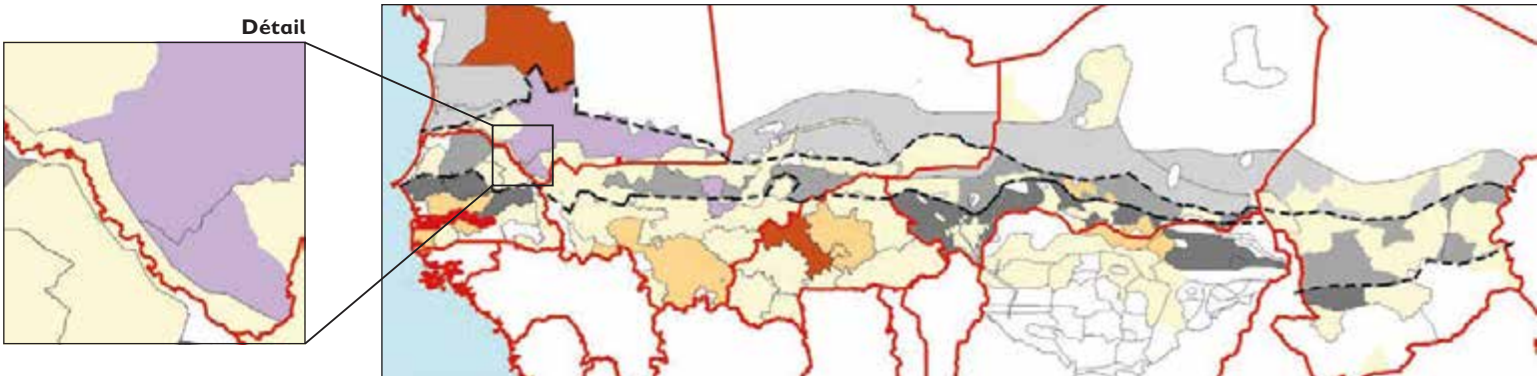
- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

CARTE 36 : RISQUES POUR L'AGRICULTURE

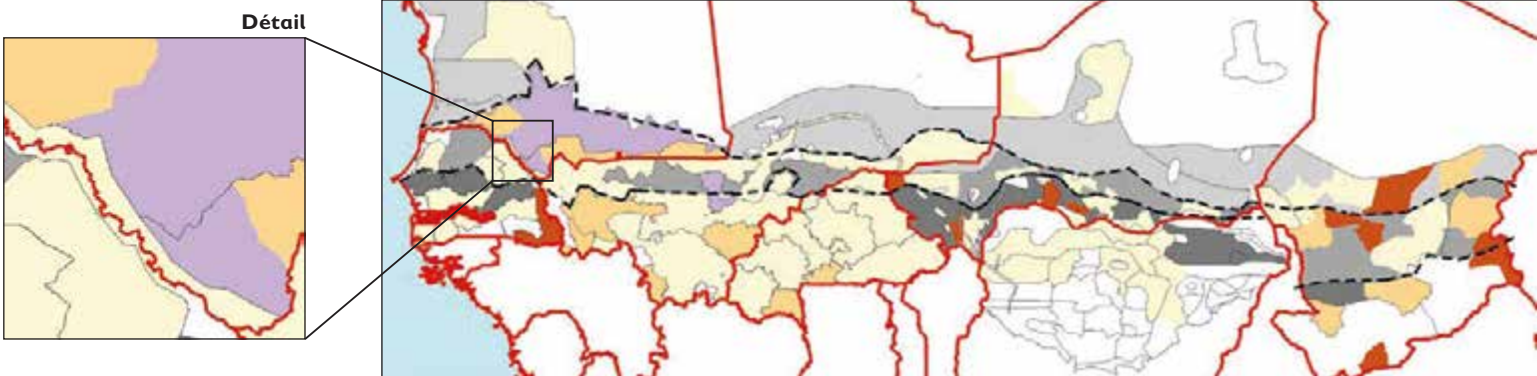
Invasions de nuisibles



Épidémies



Conflits avec les éleveurs



LÉGENDE

- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

COMMENTAIRE : CARTES 35 ET 36 : RISQUES POUR L'AGRICULTURE

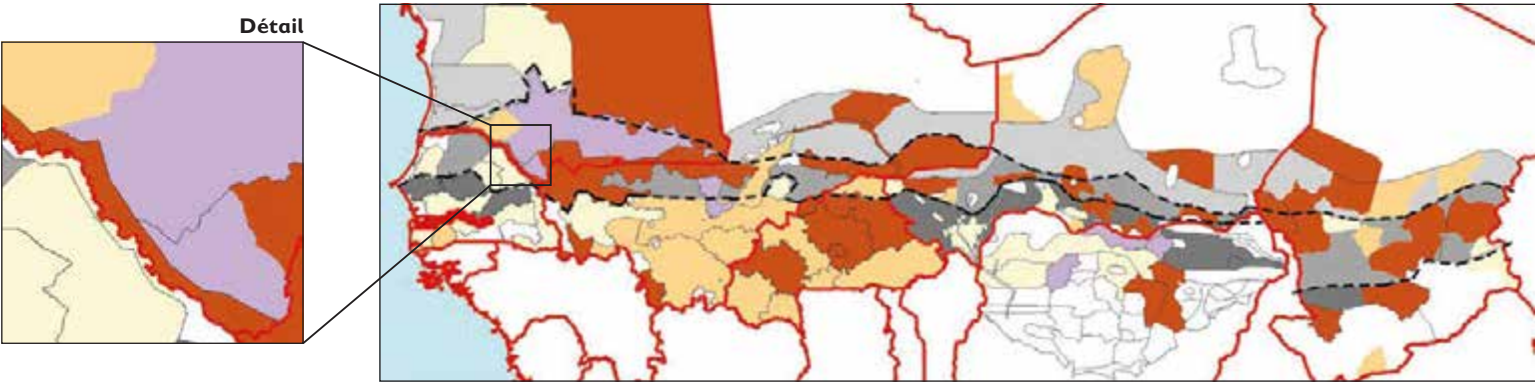
Ici, chaque risque est cartographié selon qu'il est déclaré comme un risque majeur ou secondaire, ou ne figure pas parmi les principaux risques. Le déficit de pluies est toujours répertorié et constitue généralement le risque le plus sérieux. Lorsqu'il ne figure pas en première place, il est devancé par les invasions de nuisibles, ce qui renforce les points soulevés sur la carte précédente (carte 36). Les inondations sont toutefois étonnamment répandues en tant que menace secondaire, même si, en tant que premier risque, elles sont localisées. Les tempêtes de vent de sable sont un phénomène général au Sahel (et peuvent transporter du sable dans l'air jusqu'à la côte) ; il semble qu'elles apparaissent principalement comme une menace pour les zones de culture de céréales, en particulier celles qui cultivent principalement du mil, c'est-à-dire la culture la plus au nord et la plus proche des vents venant du désert. Dans la zone des oasis (MR03) de la Mauritanie, toute maladie fongique ou parasitaire du palmier dattier frappe au cœur de l'économie des ménages. Pour le Burkina Faso, nous ne disposons pas d'informations pouvant nous dire pourquoi la maladie des cultures devrait être le principal risque uniquement dans la zone *Ouest céréales* (ZME4) ; il se peut qu'une grande épidémie récente ait influencé les réponses lors des entretiens sur le terrain.

COMMENTAIRE : CARTE 37 : RISQUES POUR LE BÉTAIL

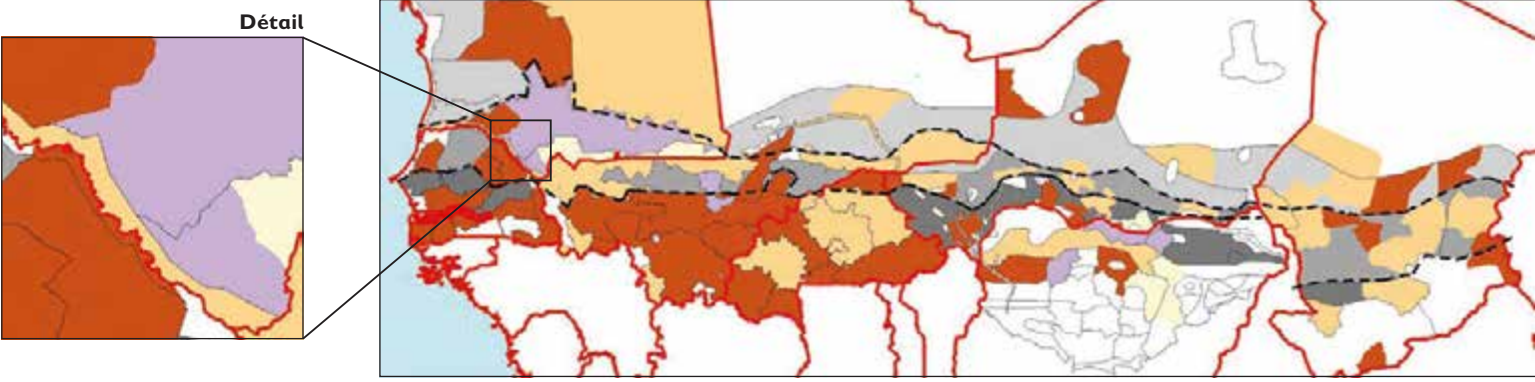
Nous avons discuté plus haut de la primauté des déficits de pluies et des épidémies. Les feux de brousse qui ont été mentionnés ne présentent pas de configuration géographique particulière. Mais à l'évidence, à certains endroits et pour certaines années, ce phénomène est suffisamment étendu pour causer des dommages importants aux pâturages (broussailles et graminées).

CARTE 37 : RISQUES POUR LE BÉTAIL

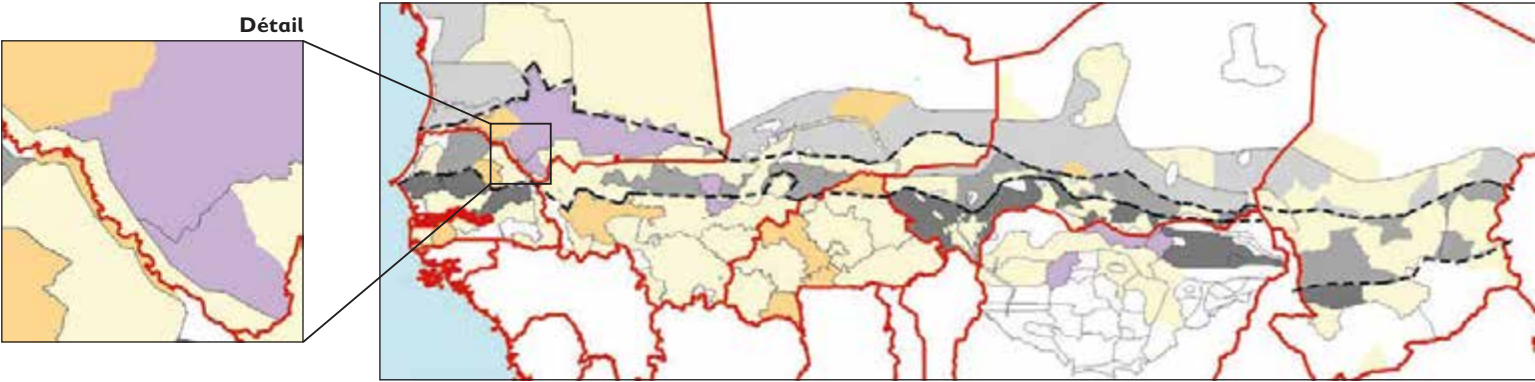
Sécheresses/précipitations irrégulières



Epidémies



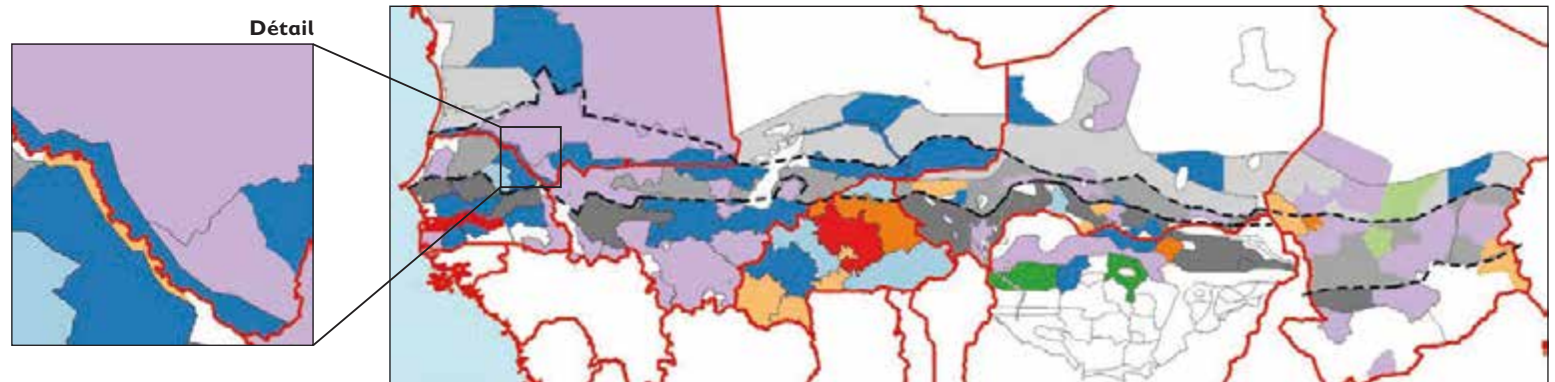
Feux de brousse



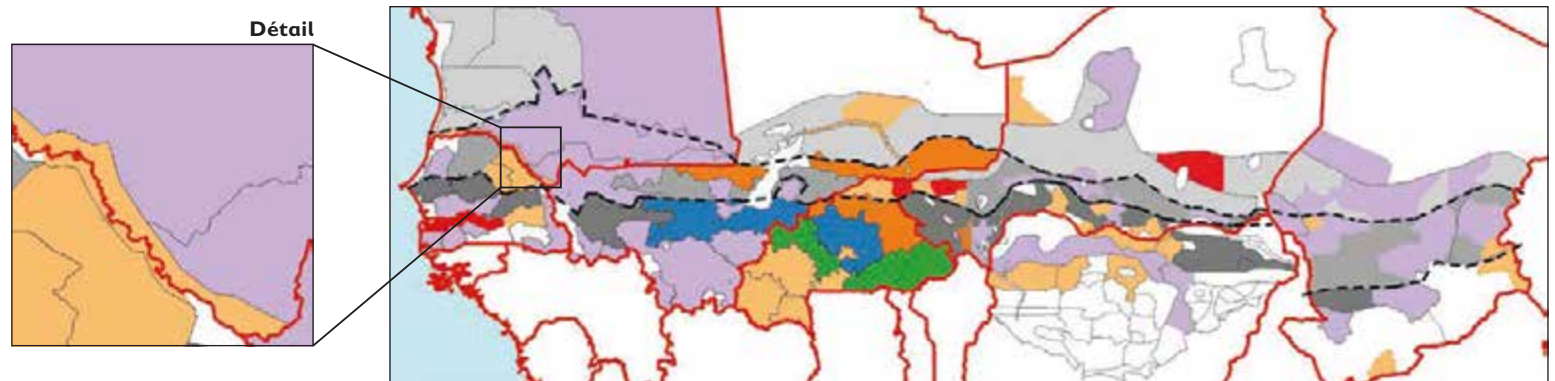
- LÉGENDE**
- Importance primordiale
 - Importance secondaire
 - Non signalé
 - Pas de données

CARTE 38 : PRINCIPALES STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE

Stratégies des Très pauvres



Stratégies des Nantis

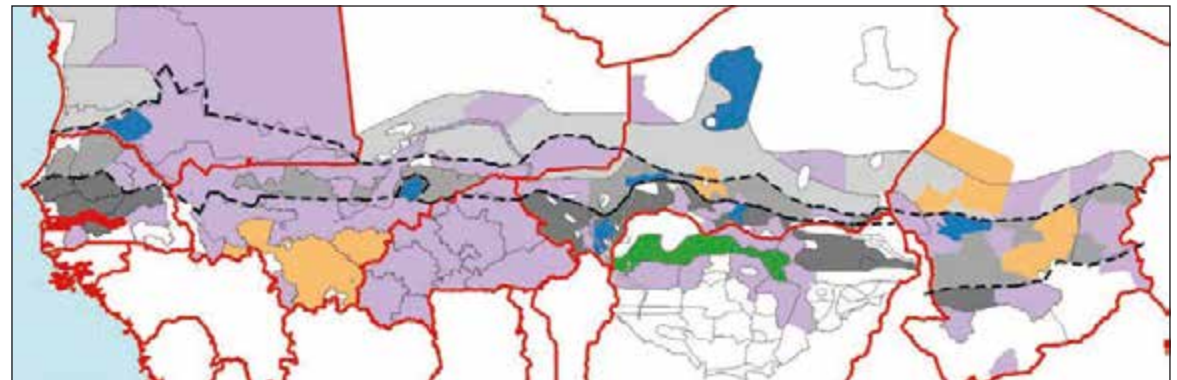


Stratégies générales

Remarque : dans la plupart des zones de moyens d'existence, les informateurs ont été interrogés sur les stratégies des Très pauvres et des Nantis (voir les cartes ci-dessus). Dans d'autres cas, les données sur les stratégies n'étaient pas différenciées par groupe socio-économique (carte de droite).

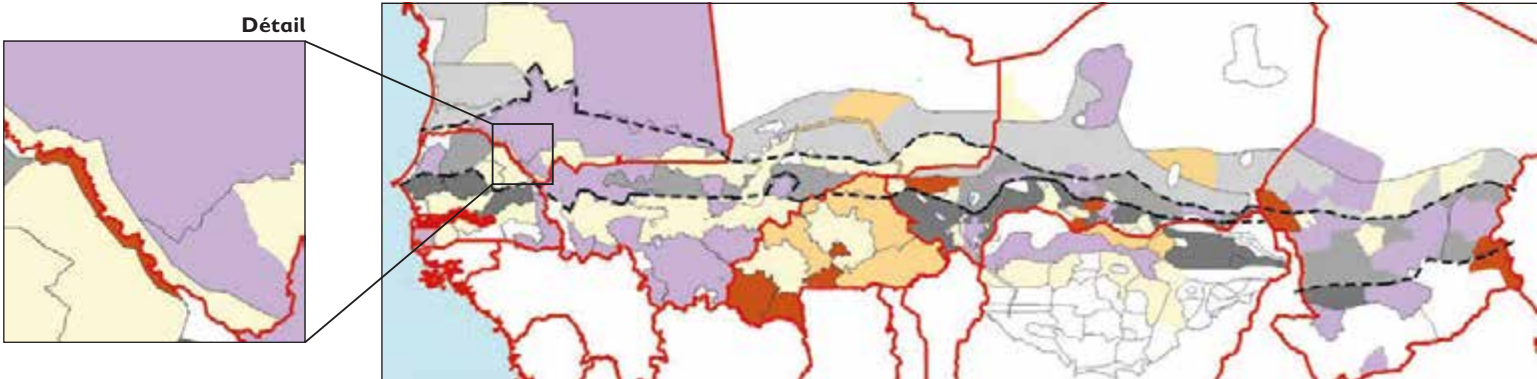
LÉGENDE

- Ventes de bétail
- Travail rémunéré (local)
- Travail rémunéré (migrant)
- Travail indépendant
- Commerce/petit commerce
- Diversification des cultures
- Crédit
- Pas de données

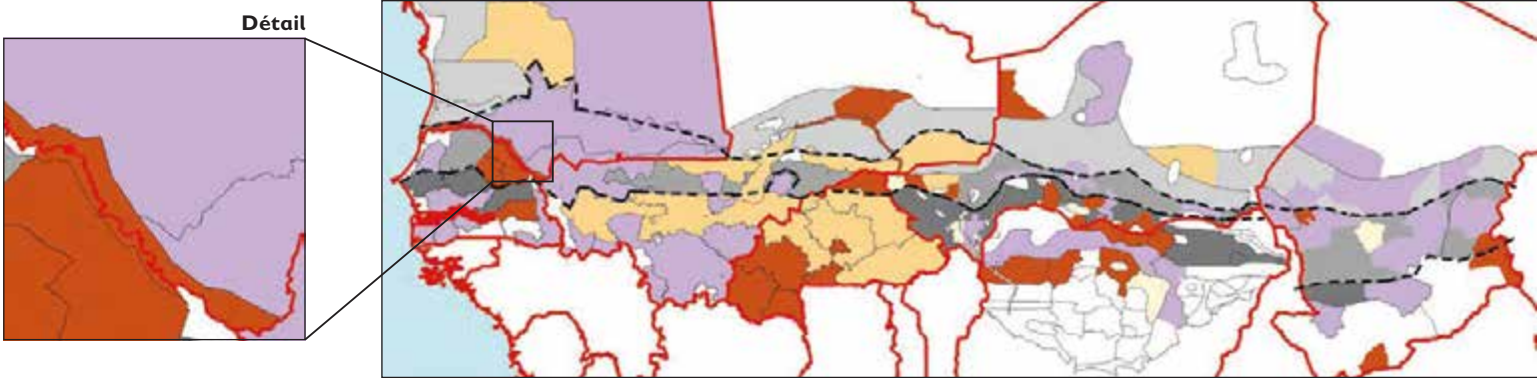


CARTE 39 : STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE – VENTES DE BÉTAIL

Ménages Très pauvres



Ménages Nantis

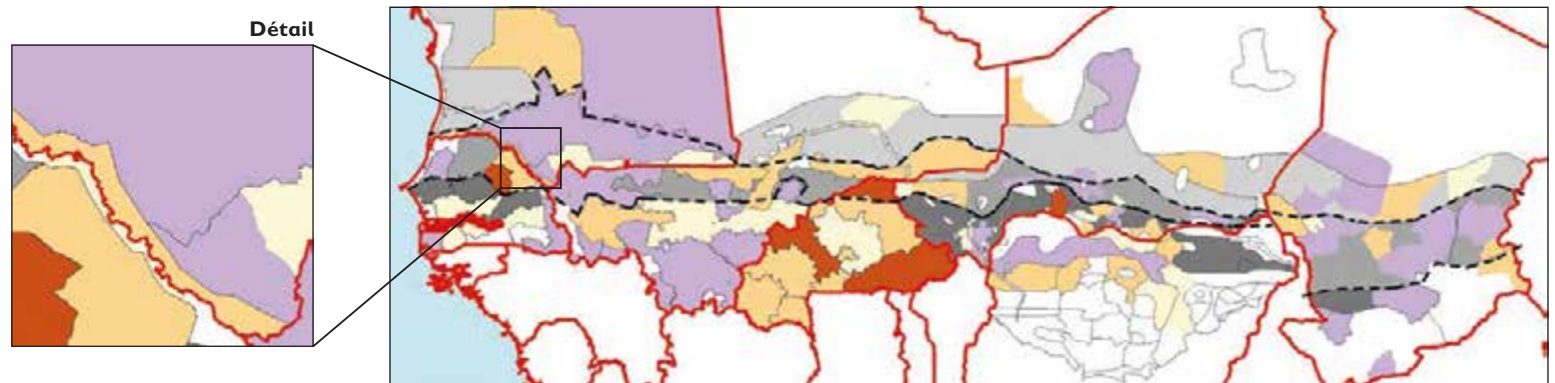


LÉGENDE

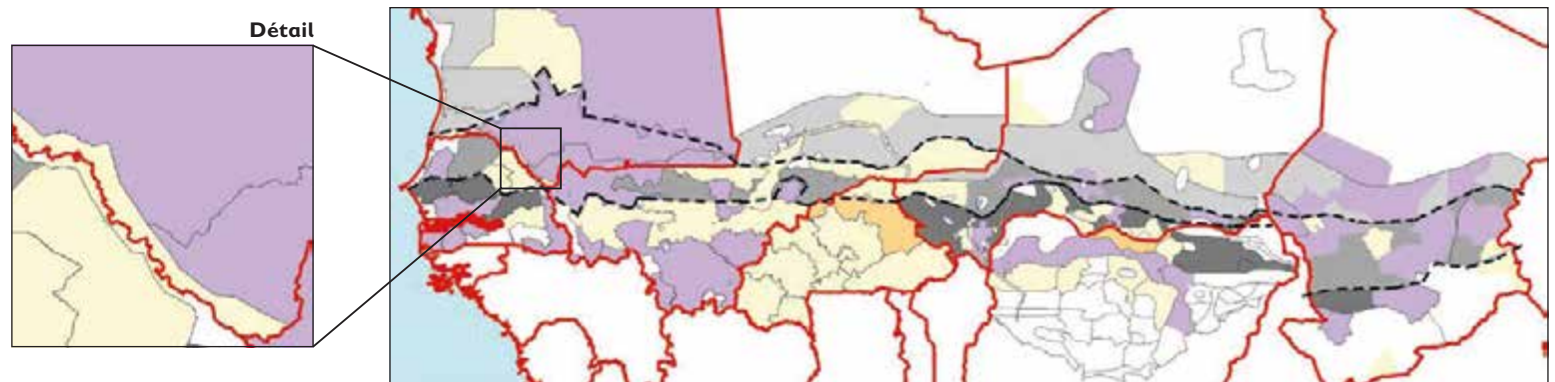
- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

CARTE 40 : STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE – TRAVAIL RÉMUNÉRÉ LOCAL

Ménages Très pauvres



Ménages Nantis

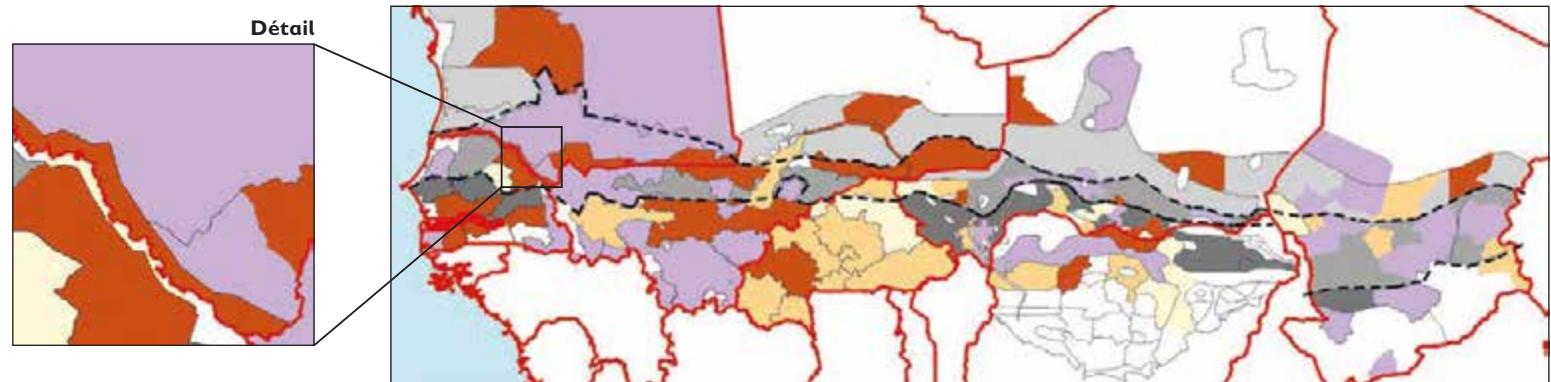


LÉGENDE

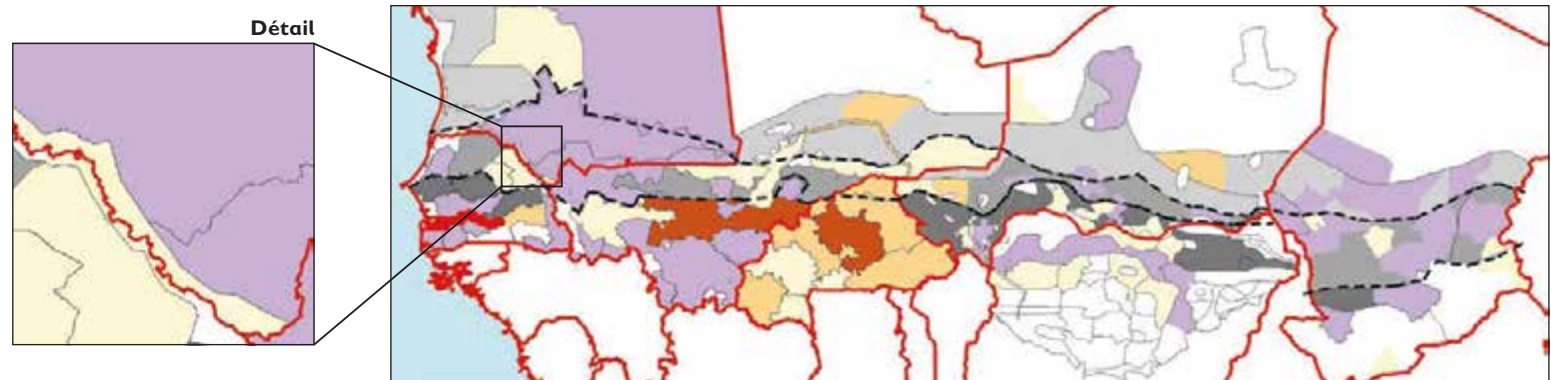
- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

CARTE 41 : STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE – TRAVAIL RÉMUNÉRÉ MIGRANT

Ménages très pauvres



Ménages nantis

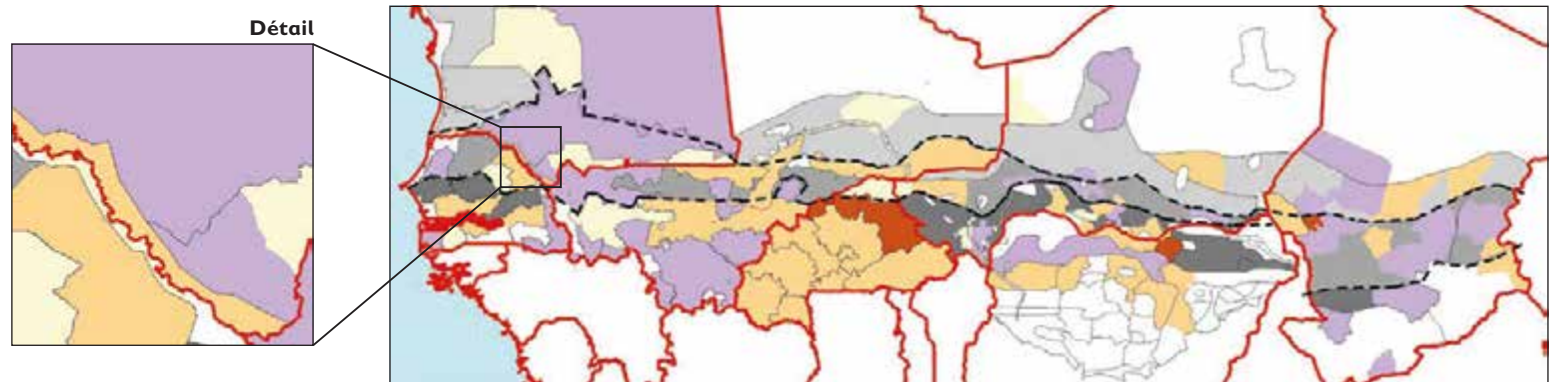


LÉGENDE

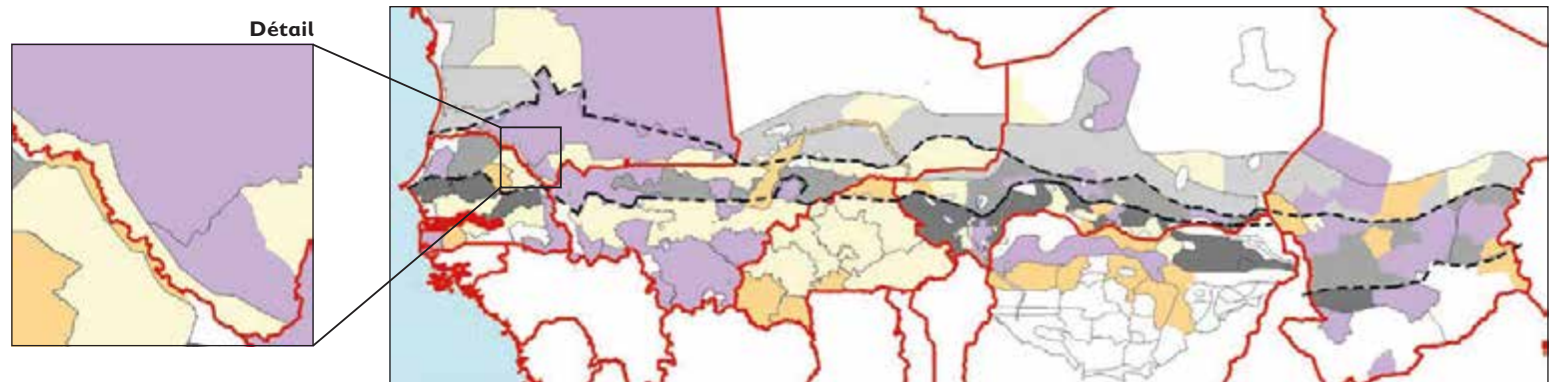
- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

CARTE 42 : AUTRES STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE – TRÈS PAUVRES

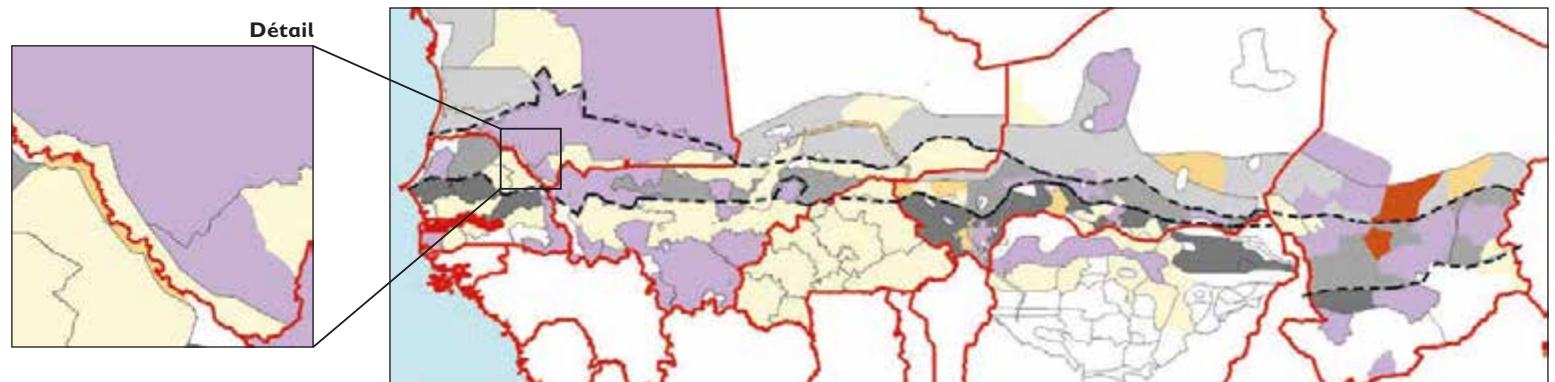
Travail indépendant



Cueillette



Crédit

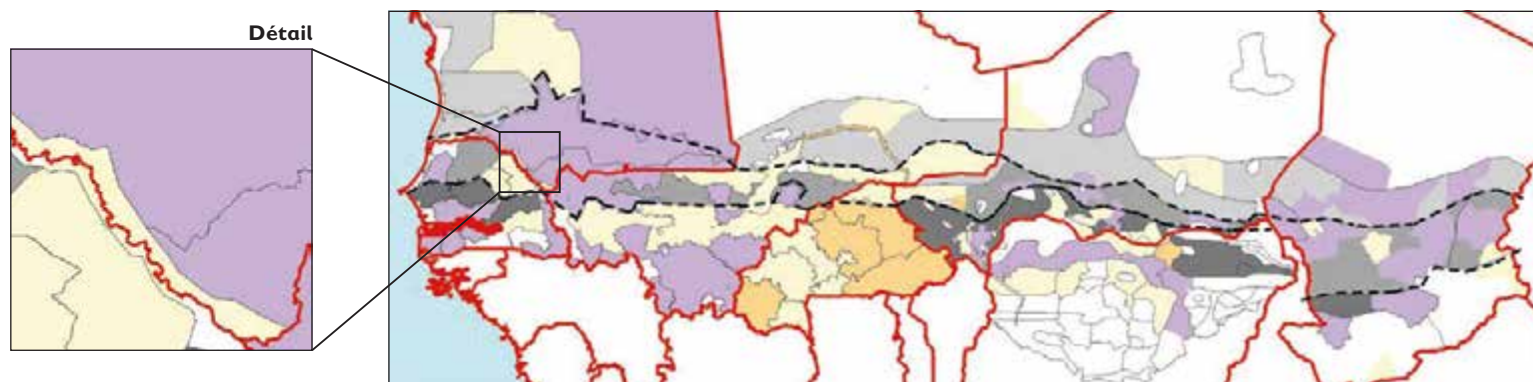


LÉGENDE

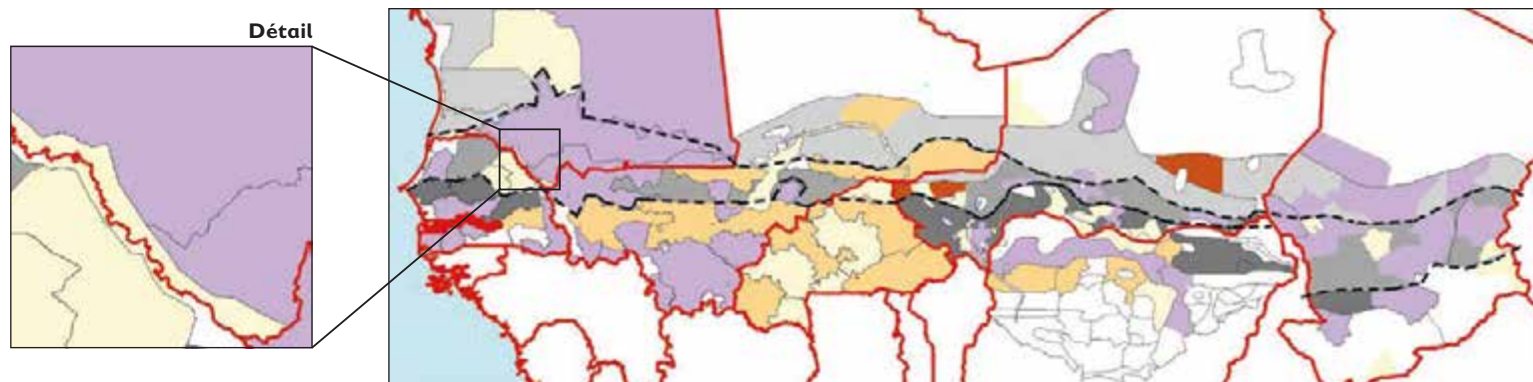
- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

CARTE 43 : AUTRES STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE – NANTIS

Vente de lait



Commerce/petit commerce



LÉGENDE

- Importance primordiale
- Importance secondaire
- Non signalé
- Pas de données

COMMENTAIRE : CARTES 38 À 43 : PRINCIPALES STRATÉGIES D'ADAPTATION PENDANT UNE MAUVAISE ANNÉE

Il existe certaines stratégies d'adaptation que nous n'avons pas essayé de cartographier parce qu'elles sont omniprésentes géographiquement et communes à tous les groupes socio-économiques, bien qu'à des intensités différentes. Ces stratégies comprennent la réduction des dépenses « superflues » (sucre, viande, noix de cola, condiments ; la réduction d'autres dépenses « non essentielles » du ménage (même les achats de savon) ; la réduction des dépenses sociales (p. ex. baptêmes, mariages, commémorations) ; la réduction des coûts de l'éducation ; la réduction de la consommation alimentaire de base, d'abord en termes de qualité des aliments, puis en réduisant le nombre de repas quotidiens.

Nous nous sommes concentrés sur les stratégies liées à la recherche de revenus supplémentaires, résumées sur la carte 38. Pour les ménages Très Pauvres, la recherche d'un emploi rémunéré supplémentaire est le premier recours le plus largement répandu ; et parce que les opportunités d'emploi local sont réduites au cours des mauvaises années, une bonne partie de ces recherches implique une migration saisonnière vers les zones qui offrent des emplois (carte 41). Nos informations sont limitées, et dominées par celles du Burkina Faso, où l'emploi local (carte 40) est également important. Dans la zone agropastorale de l'extrême nord (ZME8), l'emploi local pour les Très Pauvres est dû en grande partie à l'exploitation de l'or (pour laquelle les gens peuvent aussi venir de très loin). Si nous revenons à la carte 38, la tache rouge « activités indépendantes » sur la carte des Très Pauvres, couvrant le *Plateau central* (ZME5), est également fortement influencée par l'extraction aurifère, qui pourrait donc être considérée comme une partie spéciale de l'histoire de la migration professionnelle. À cet égard, la densité de la population dans cette partie du pays est élevée, ce qui semble pousser même les plus nantis à s'engager dans un « travail de migrant », qu'il s'agisse d'activités commerciales dans les pays côtiers voisins ou dans l'extraction aurifère, où ils embauchent de la main-d'œuvre plutôt que de travailler eux-mêmes. Dans la zone des *oasis* (MR03) en Mauritanie, la migration de la main-d'œuvre apparaît comme

la principale stratégie d'adaptation des Très Pauvres et se fait essentiellement vers la capitale, Nouakchott. Pendant les années normales, les ménages les plus pauvres n'ont généralement personne qui migre pour le travail.

La diversification des cultures signifie généralement que lorsque la culture principale montre des signes de déficit important, peut-être à cause de pluies insuffisantes au cours de la première partie de la saison, une culture à cycle plus court est semée tardivement. Cela peut être une céréale ou une légumineuse, ou des pastèques pour les graines et pour alimenter le bétail ; ou le ménage se concentrera sur le maraîchage si les conditions locales le permettent.

Les ventes de bétail (carte 39) sont le recours le plus fréquent pour les personnes plus aisées, en commençant peut-être par les petits animaux, puis en passant à contrecœur aux bovins ou aux chameaux lorsque le besoin de liquidités atteint un niveau plus élevé. Malheureusement, les pasteurs et les agropasteurs sont mal représentés dans cet ensemble de données, bien que nous supposons que l'augmentation des ventes de bétail soit un recours de premier ordre, du moins pour les plus aisés. Avec l'ensemble des informations dont nous disposons, il est intéressant de noter que les personnes les plus pauvres attachent généralement une certaine importance aux ventes de bétail, bien qu'elles aient habituellement très peu de bétail et pratiquement pas de bovins ou de chameaux. Si les conditions de l'échange entre animaux et céréales ne se sont pas complètement effondrées suite à un mouvement de vente « panique », la vente de quelques chèvres peut prémunir un ménage contre la faim la plus sévère pendant quelques semaines.

Les *éleveurs de Gouré* (GPA) dans le nord-est du Niger semblent présenter une anomalie parmi les Nantis de la carte 38 : comment les ventes supplémentaires de bétail peuvent-elles ne pas être leur principale stratégie d'adaptation durant une mauvaise année ? Dans ce cas particulier, c'est le commerce et non la vente de bétail qui arrive en tête (voir aussi la

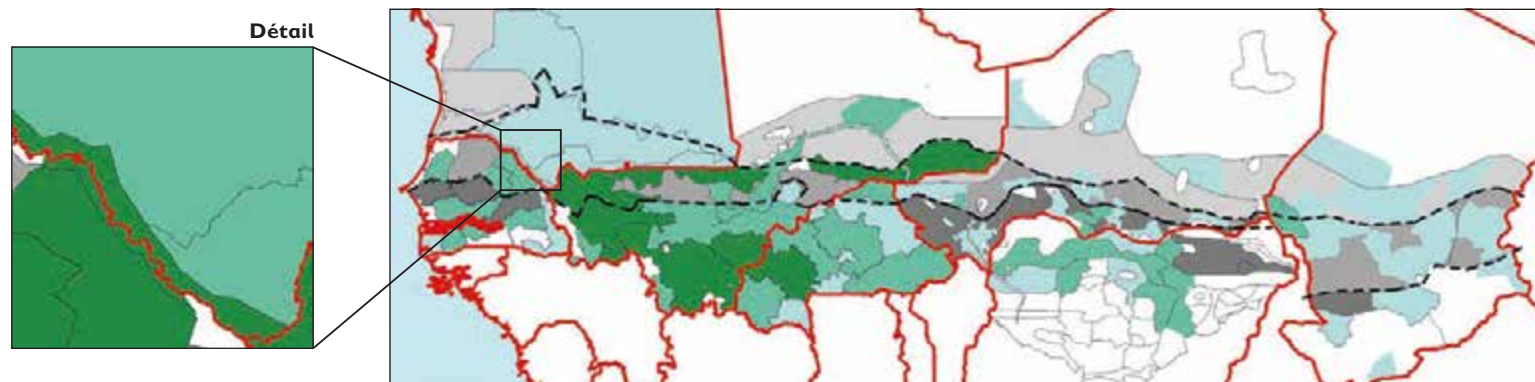
carte 43). Toutefois, le « commerce » concerne particulièrement les pasteurs qui interviennent en tant qu'intermédiaires dans la vente des bovins et des chameaux en échange d'une commission, une activité qui devient particulièrement rémunératrice lorsque les transactions se multiplient durant une mauvaise année alors que les populations essaient de déstocker avant que les animaux meurent ou deviennent trop maigres pour pouvoir les vendre. Mais il se peut aussi que, dans ce cas particulier, une certaine confusion se soit manifestée dans les entretiens entre les profits tirés de l'activité d'intermédiaire et les bénéfices tirés de la vente des propres animaux.

Sinon, les personnes les plus pauvres ont tendance à compter sur l'expansion de leurs activités indépendantes (carte 42), notamment la vente de bois de chauffage, de fourrage et de produits artisanaux comme les nattes et la vannerie. Les Nantis ont tendance à essayer d'augmenter leurs gains sans avoir recours au travail manuel, notamment en faisant du commerce (carte 43).

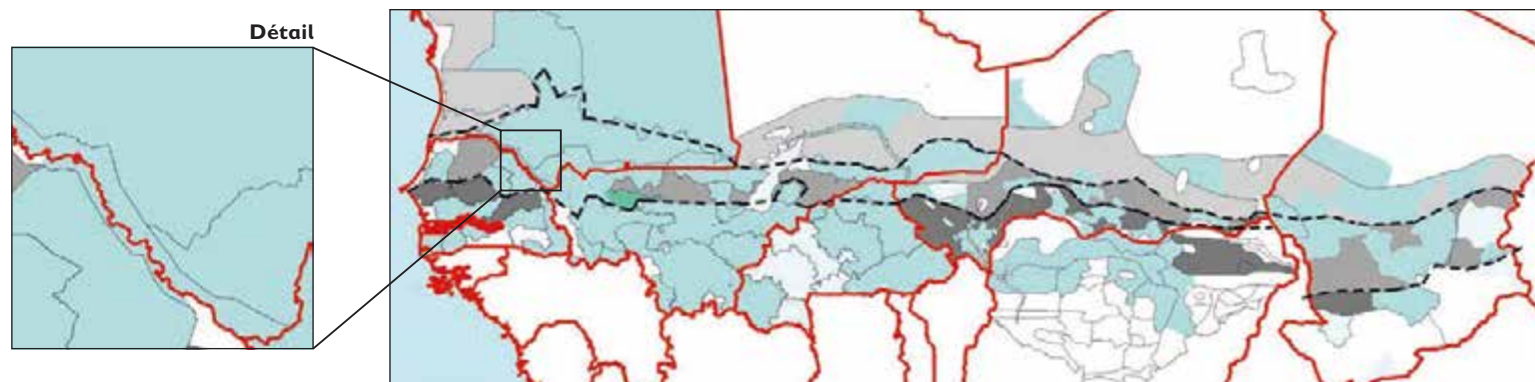
CARTE 44 : TAILLE MOYENNE DES MÉNAGES

(Nombre de personnes dans le ménage)

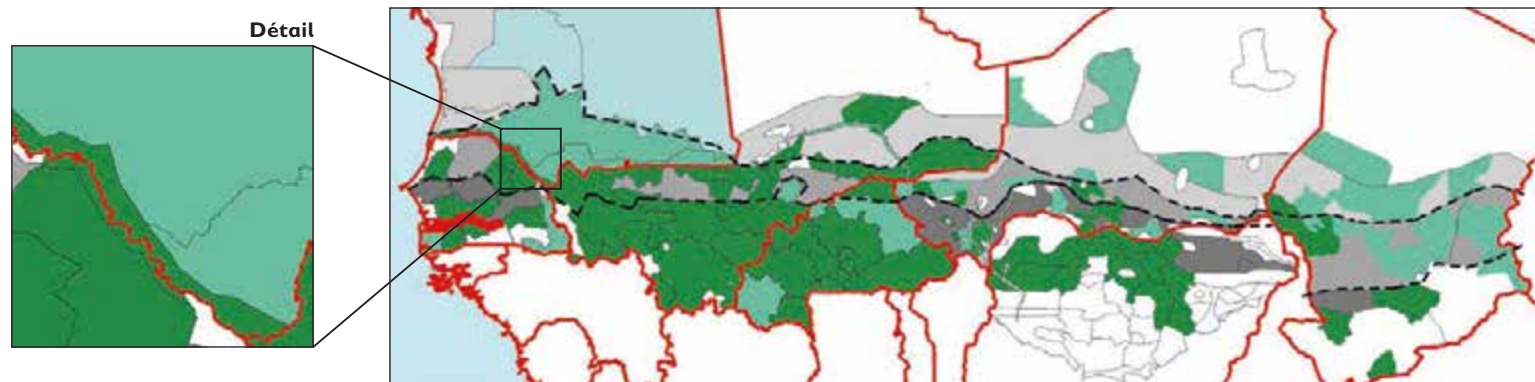
Moyenne des ménages



Ménages très pauvres



Ménages nantis



LÉGENDE

Nombre de personnes par ménage

- 1-5
- 6-10
- 11-15
- > 15

COMMENTAIRE : CARTE 44 : TAILLE MOYENNE DES MÉNAGES

La méthodologie AEM prend le ménage comme unité de référence, parce que dans les économies rurales des pays en développement, c'est l'unité universelle de la détention de biens, de la production, des revenus mis en commun, des dépenses et de la consommation. Les ménages, en ce sens, peuvent être constitués d'une personne (rare en Afrique rurale) ou de plus de vingt personnes. Au Sahel, où la polygamie est courante, s'il y a plus d'une épouse, ce qui est défini comme le ménage dépend de la question de savoir si la famille quasi-nucléaire de chaque femme et ses enfants opère séparément ou s'il y a partage de l'économie du ménage. Très souvent, c'est le dernier cas (ils « mangent dans la même marmite ») et ces ménages peuvent donc être très grands, avec parfois plus de 25 membres, vivant dans des logements séparés dans une enceinte, mais partageant les mêmes biens et greniers, et même les repas préparés à tour de rôle. Souvent, les parents célibataires ou âgés (en particulier les veufs) vivent avec l'une ou l'autre famille nucléaire. L'identification de la taille du ménage dans le cadre du travail de terrain dans une zone donnée n'est pas une moyenne calculée par sondage, mais fait référence au ménage « type » au sein d'un groupe socio-économique, tel qu'estimé par des groupes de discussion auxquels les informations économiques font référence.

La carte de la moyenne des ménages montre une nette tendance à trouver des ménages plus grands vers la moitié sud, où vit la majorité des agriculteurs, et la carte des Nantis accentue cette tendance, bien qu'il y ait des exceptions dans les bandes agropastorales et pastorales. Un point ressemble cependant plus à une règle qu'à une tendance : les ménages Très Pauvres sont plus petits, pour la plupart nettement plus petits, que les Nantis. Nous ne sommes pas en mesure d'analyser ce phénomène, sauf pour dire que bien sûr, les propriétés foncières plus grandes nourrissent plus de personnes et qu'il semble que la richesse attire plus de membres dans le ménage et se nourrit peut-être de la solidarité du nombre. L'élevage doit également jouer un rôle, et en réalité, les différences entre les groupes socio-économiques liées aux propriétés foncières par habitant ne sont pas aussi importantes que les différences de bétail par habitant. En ce qui concerne les Très Pauvres, on dit souvent dans les villages qu'ils « ont beaucoup d'enfants » : mais étant donné la petite taille absolue de leurs ménages, il semble que cela devrait se traduire par une *proportion* plus élevée d'enfants, c'est-à-dire un ratio de dépendance plus élevé, plutôt que des ménages plus grands.

Note sur les preuves tirées des enquêtes de référence AEM en milieu urbain

Bien que presque toutes les études de référence AEM concernant le Sahel traitent des populations rurales, quelques études en milieu urbain ou périurbain ont été réalisées au fil des ans : Bamako et Sikasso au Mali, Niamey au Niger, Ouagadougou au Burkina Faso et Nouakchott en Mauritanie. Le but était de comprendre la situation des ménages les plus pauvres dans les villes et de décrire ensuite l'économie des ménages ruraux à proximité immédiate des villes, où l'on peut s'attendre à ce que les ménages soient fortement influencés d'une manière ou d'une autre par l'économie urbaine. À Niamey, une étude distincte a été réalisée sur les zones sujettes aux inondations. L'étude de Nouakchott a été qualifiée de périurbaine dans la mesure où elle concernait des zones périphériques de bidonvilles ; mais elle doit être considérée comme une étude de ville, car rien dans cette étude n'indique un mode de vie rural. Dans le cadre semi-désertique de Nouakchott, entouré de la zone *rurale pastorale et commerce (MR05)*, soit les habitants exercent une profession en ville, soit ce sont des éleveurs qui se déplacent pour trouver des pâturages pour le bétail et qui peuvent aussi avoir une activité commerciale plus ou moins importante. La situation est assez différente autour de Ouagadougou et de Sikasso, les vraies zones périurbaines qui ont fait l'objet d'une étude. Dans ce qui suit, nous nous concentrons sur l'AEM en milieu urbain, bien que nous abordions brièvement l'environnement périurbain à la fin.

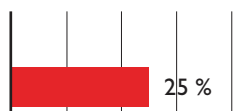
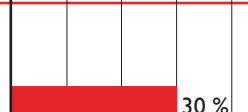
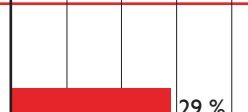
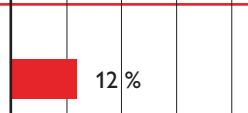
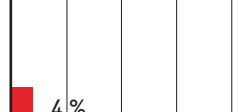
Le cadre d'analyse de base de l'AEM (sources de nourriture, sources de revenus, dépenses) s'adapte bien aux circonstances urbaines, mais il est clair qu'un élément majeur de la scène rurale est complètement absent, ou presque : la production végétale et animale. Quelques personnes peuvent percevoir des revenus en cultivant des produits maraîchers sur les quelques parcelles de terre libres (dont le nombre diminue rapidement, de manière générale) au sein de villes. Une petite minorité de ménages peut

posséder une vache ou deux, au prix de frais considérables en fourrage, pour la consommation domestique ou la vente de lait ; quelques autres peuvent posséder dans leur cour un petit nombre de chèvres destinées à l'engraissement et à l'abattage pour la consommation domestique ou, moins vraisemblablement, pour la vente à un boucher. Certaines personnes plus aisées (notamment à Nouakchott) peuvent posséder des troupeaux de bétail qu'elles demandent à des bergers d'élever, même loin de la ville. D'autres peuvent posséder des terres à proximité ou même loin de la ville, qu'elles cultivent en employant de la main-d'œuvre ou en trouvant un accord avec des parents ruraux. En dehors de cela, l'économie des ménages dans les villes repose entièrement sur les revenus monétaires provenant des salaires, du travail indépendant, des bénéfices ou pensions des entreprises, ou des transferts de fonds des parents travaillant dans d'autres pays ; tous les aliments qui ne sont pas des dons (éventuellement d'un parent rural) doivent être achetés.

Par conséquent, l'identification des « groupes socio-économiques » doit être principalement basée sur les niveaux des revenus monétaires. En termes de « zonage des moyens d'existence », les grandes villes tendent à être divisées à peu près en localités ou quartiers qui affichent un profil général de revenus plus riche, moyen ou plus pauvre. Les études AEM ont cherché à représenter les ménages plus pauvres des populations urbaines via les localités les plus pauvres. Il est rare, cependant, de trouver des localités peuplées uniquement de Pauvres : à moins d'être de purs bidonvilles, comme dans l'étude de Nouakchott, les quartiers pauvres comptent généralement un certain nombre de ménages ayant des revenus moyens et même quelques ménages aisés.

Dans les localités pauvres étudiées à Bamako, la répartition des groupes socio-économiques s'est faite comme indiqué dans le tableau page suivante (et de manière similaire à Niamey).

Caractéristiques des groupes socio-économiques dans les quartiers pauvres de Bamako, Mali en 2015

Groupe socio-économique	% des ménages	Taille du ménage	% de la population dans la zone étudiée	Nombre d'enfants scolarisés	Nombre de membres du ménage qui travaillent	Métiers types	Revenus du ménage en francs CFA**	Revenus par habitant en francs CFA**	Type de maison	Biens
Très pauvres	 25 %	8-10	15 %	2-3	2-3	Travailleurs non qualifiés (construction, transport, vidange des latrines, gardiens, coursiers, service domestique), colporteurs / petit commerce	3 500-4 000/ jour	415/jour	Construction traditionnelle en terre battue, principalement louée entre 7 500 et 10 000 F CFA/mois	Téléphone portable
Pauvres	 30 %	12-15	26 %	4-5	4-5		5 500-6 500/ jour	450/jour	Construction traditionnelle en terre battue, principalement louée entre 10 000 et 20 000 F CFA/ mois	Téléphone portable
Moyens-	 29 %	15-20	33 %	6-7	4-5	Petit commerce, fonctionnaires subalternes, travailleurs qualifiés et non qualifiés, professions spécialisées (électricien, soudeur de métaux, garagiste, etc.)	400 000-450 000/ mois	24 860/mois	Maisons traditionnelles construites en terre battue et en dur – généralement détenues par la famille	Vélo, moto, réfrigérateur
Moyens+	 12 %	20-30*	20 %	8-9	3-4	Fonctionnaires de haut niveau, commerçants de niveau intermédiaire, travailleurs hautement qualifiés	600 000-1 000 000/ mois	32 000/mois	Maison moderne – appartenant à la famille	Vélo, moto / voiture, réfrigérateur, autre terrain / maison loué en zone urbaine
Nantis	 4 %	20-30*	6 %	8-9	3-4	Commerçants à grande échelle (grossistes, exportateurs, grands magasins), fonctionnaires de haut niveau, entrepreneurs	> 1 000 000/ mois	> 40 000/ mois	Maison moderne – appartenant à la famille	Moto, voiture / camion(s), réfrigérateur, propriétaires d'autres terrains / maison(s) loué(e)s en zone urbaine, propriétaires de terres agricoles productives et de bétail

* Parfois plus, selon le groupe ethnique

** 500 francs CFA = 1 \$ US

Phénomène de notre époque, les villes du Sahel, comme celles des autres pays en voie de développement, attirent un nombre croissant de populations rurales, qui migrent pour essayer de gagner leur vie. Elles résident généralement au début, voire à long terme, chez un parent déjà établi. Par conséquent, la taille des ménages citadins parmi les plus pauvres peut être plus importante qu'à la campagne, avec plus d'adolescents ou de jeunes adultes et peut-être un rapport de « dépendance » un peu plus faible, c'est-à-dire une proportion plus faible de membres qui ne perçoivent aucun revenu. Dans les ménages Très Pauvres en particulier, les revenus proviennent de diverses professions : sur trois membres actifs, un homme peut faire un travail occasionnel, sa femme peut faire des lessives et un adolescent peut être vendeur ambulancier. Les femmes contribuent largement aux revenus monétaires et sont très souvent les principaux soutiens de famille, même lorsqu'un partenaire masculin est présent : elles ont tendance à être plus polyvalentes, tantôt vendeuses au détail, tantôt vendeuses de nourriture au bord de la route, prestataires de services domestiques, etc., tandis que les hommes n'ont généralement que des métiers non qualifiés à proposer. Chez les ménages plus Nantis, il est très fréquent d'accueillir des fils et des filles de parents ruraux pendant qu'ils poursuivent leurs études secondaires ou leurs études supérieures : ces ménages peuvent montrer un taux de dépendance plus élevé que chez leurs voisins plus pauvres ou leurs homologues de la campagne.

En dollars américains, le revenu par habitant dans un ménage Très Pauvre à Bamako vivant d'une main-d'œuvre occasionnelle intermittente et d'autres gains irréguliers, était en 2015 d'environ 17 \$ par mois (si l'on suppose 20 jours de revenus au taux indiqué). Pour les Pauvres ayant un revenu quotidien plus régulier avec, disons, 25 jours travaillés par mois, le revenu par habitant ne dépassait pas 25 dollars. Pour les Nantis, en revanche, il s'élevait à environ 80 \$ par mois. Dans le bidonville de Nouakchott, le profil des professions était beaucoup plus restreint que dans les exemples de Bamako et de Niamey : il n'y avait pas d'employés de niveau intermédiaire, encore moins de grands entrepreneurs, et les soi-disant « plus Nantis » du coin ne gagnaient que trois fois plus que les Très Pauvres.

Comme nous l'avons dit, pratiquement tous les aliments doivent être achetés. À Bamako, les Très Pauvres ont réussi en 2015 à satisfaire tout juste leurs

besoins caloriques minimums – 80 % provenant des céréales et 20 % de tous les autres types d'aliments : légumineuses, huile, sucre, légumes (mais très peu de viande ou de poisson). La préférence pour le riz (principalement importé) dans les villes était telle que même les Très Pauvres, satisfaisant à peine leur faim, achetaient la moitié de leurs céréales en riz, même si durant la plupart des mois, celui-ci était beaucoup plus cher que le sorgho ou le mil, plus accessibles. Nous pouvons noter que la vie économique urbaine n'est pas dominée par les saisons comme c'est le cas en milieu rural. Pourtant, il est indiqué dans les rapports de Niamey et de Nouakchott que la période de « soudure » du milieu rural se reflète quelque peu en ville. Avant la nouvelle récolte du pays, dont dépend principalement la ville, les ménages Très Pauvres souffrent du prix élevé des denrées alimentaires sur le marché (car ils n'ont jamais le capital nécessaire pour acheter des stocks importants de céréales moins cher durant les premiers mois suivant la récolte précédente). On ne peut cependant pas dire qu'ils souffrent d'insécurité alimentaire de la même manière que tant de leurs homologues en milieu rural, même pendant une mauvaise année de récolte, si ce n'est qu'au moins pour les Très Pauvres, l'insécurité de leurs *moyens d'existence* (la fluctuation de leurs revenus journaliers) peut les laisser souvent dans l'incertitude quant à savoir d'où viendra le prochain ou les deux prochains repas. De leur côté, les ménages Nantis et Moyens seraient touchés par l'augmentation des demandes d'envoi d'argent de leurs proches vivant en zones rurales.

En ce qui concerne les dépenses, si nous avons été surpris de constater au début de cet atlas que les populations rurales Très Pauvres consacrent rarement plus de 50 % de leurs revenus aux aliments de base, nous pouvons être d'autant plus surpris de noter que les Très Pauvres urbains à Bamako ne consacrent qu'un peu plus de 30 % de leurs revenus aux aliments de base et environ 25 % supplémentaires aux autres aliments. À Niamey, chacun de ces chiffres était supérieur de 10 %, mais peut-être pas aussi élevé qu'on pouvait s'y attendre. Les ménages Nantis et les ménages Moyens, avec leurs revenus beaucoup plus élevés, dépensaient moins par habitant en aliments de base en termes absolus et beaucoup moins en termes proportionnels ; mais ils dépensaient beaucoup plus pour d'autres aliments leur apportant plus de calories et une alimentation beaucoup plus variée et agréable au goût que les ménages Très Pauvres.

La raison expliquant la proportion apparemment faible des dépenses alimentaires chez les plus pauvres en ville par rapport à leurs homologues en milieu rural réside dans le coût de la nourriture par rapport aux autres coûts concurrents élémentaires de la vie. À la ville, ils sont plus variés que dans les campagnes et constituent toujours une plus grande partie du budget total : la liste comprend le loyer, l'électricité pour l'éclairage et éventuellement pour la cuisine ou la réfrigération, le combustible pour la cuisine, les frais d'eau domestique et les transports. Ces derniers peuvent être assez conséquents, car les personnes les plus pauvres vivant à la périphérie des villes, qu'ils soient travailleurs dans la construction, prestataires de services ou simplement colporteurs, doivent souvent parcourir chaque jour une distance qui ne peut être effectuée à pied. Ils n'ont ni le temps ni l'argent nécessaire pour rentrer chez eux pour déjeuner et emportent donc à manger avec eux ou achètent une assiette de riz et de sauce ou un sandwich baguette à un étal au bord de la route – une industrie florissante dans de nombreuses villes.

Ce que l'on peut dire des deux études périurbaines à proprement parler, sans entrer dans les détails, c'est qu'elles sont étonnamment similaires à la plupart des autres zones agricoles de référence en matière de propriété foncière, d'alimentation et d'élevage, et de structure des revenus et des dépenses et qu'il existe même peu de preuves d'emploi occasionnel relativement élevé en ville. L'influence de la ville peut se refléter dans des prix plus élevés pour les produits, y compris le bétail, parce que les agriculteurs vendent au marché de la ville, où les prix sont généralement plus élevés qu'ailleurs dans le pays, et même s'ils vendent à un commerçant, la réduction pour le transport sera relativement faible. Le maraîchage joue un rôle plus important en raison du grand marché voisin de produits périssables et les bénéfices par unité de surface sont élevés sur les terres qui disposent d'eau à proximité pour l'irrigation après la saison des pluies. Il ne fait aucun doute que les activités indépendantes sont également mieux rémunérées, sauf que pour les habitants des environs de Ouagadougou, il existe peu d'opportunités de gagner de l'argent en vendant du bois de chauffage, car les ressources naturelles en bois sont si épuisées que le bois de feu et le charbon proviennent d'une distance de 50 kilomètres ou plus.

Ce profil très rural est plus surprenant autour d'une ville de la taille de Ouagadougou qu'autour du centre provincial plus modeste de Sikasso, avec son arrière-pays luxuriant, bien que cette ville se développe rapidement. Peut-être faut-il une très grande ville pour créer le type d'économie périurbaine qui aurait pu être attendue. Il est certain qu'une telle étude autour de Dakar-Thiès au Sénégal ou de Kano dans le nord du Nigeria, par exemple, montrerait une plus grande proportion de revenus provenant du travail urbain occasionnel ou contractuel, avec beaucoup de jeunes qui restent en ville pendant la semaine et rentrent chez eux avec leurs gains le week-end.



Annexe 1 : Identification des zones de moyens d'existence

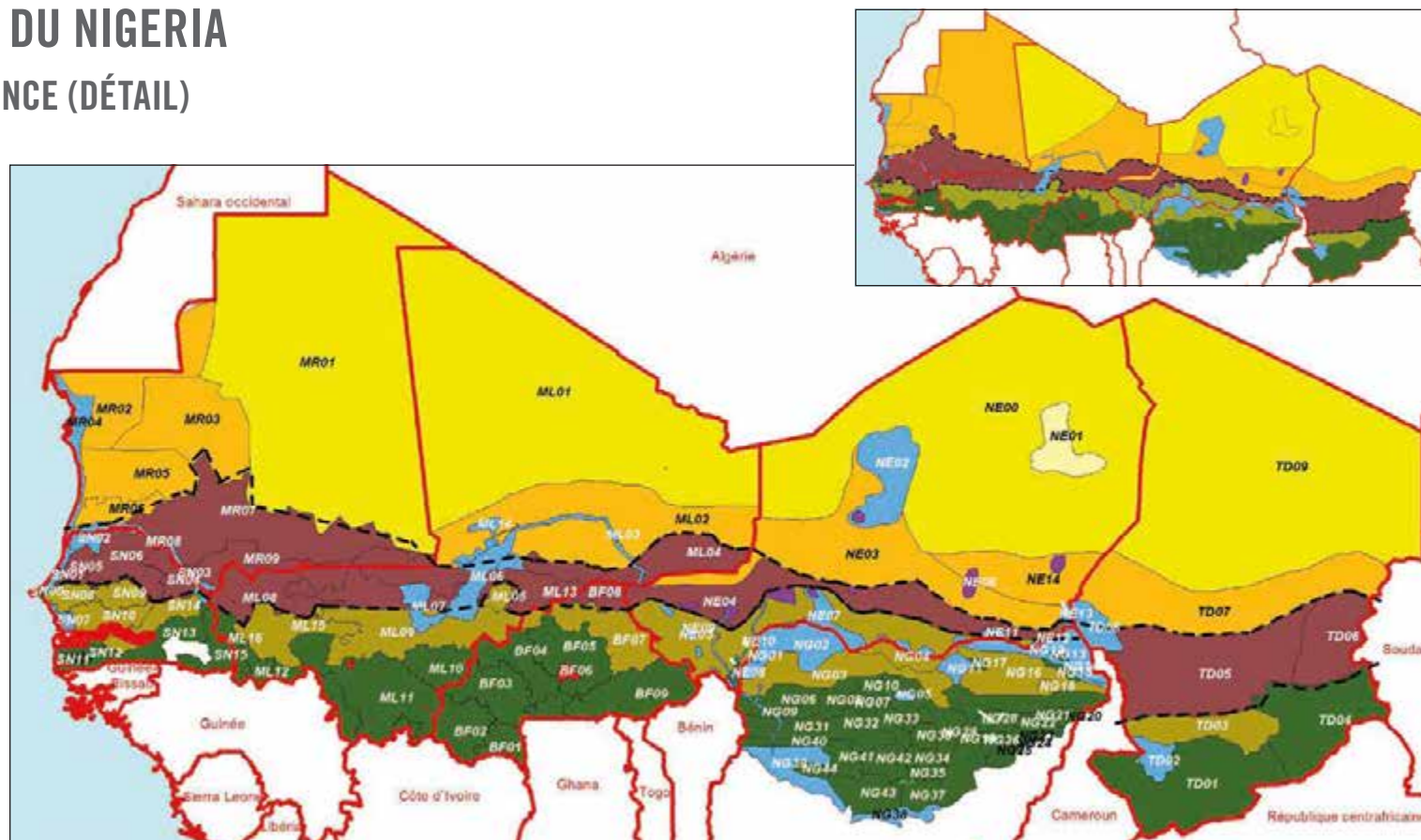
Comme expliqué dans le point 1.3 de l'Introduction, suite à l'évolution des cartes des zones de moyens d'existence et des études de base AEM, à l'exception du Burkina Faso et du nord du Nigeria, les zones couvertes par ces études n'ont pas toujours été considérées formellement comme représentatives des zones entières qui apparaissent sur les cartes nationales

des zones de moyens d'existence. Pour l'instant, ces études ont donc conservé leur codage distinct. Dans la juxtaposition des cartes nationales et des cartes d'études AEM qui suit, les lecteurs peuvent facilement voir quelle étude AEM s'intègre dans quelle zone nationale de moyens d'existence.

LE SAHEL ET LE NORD DU NIGERIA ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE (DÉTAIL)

LÉGENDE

- Désert
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Autre agriculture
- Irriguée / Fluviale / Littorale / Lac
- Émigration – Niger
- Urbaine / Périurbaine



LE SAHEL ET LE NORD DU NIGERIA

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

SÉNÉGAL

- SN00 Zone urbaine – Dakar
- SN01 Niages maraîchage et pêche
- SN02 Delta riz, horticulture et travail agricole
- SN03 Riz de la vallée et transferts de fonds
- SN04 Dieri mil et transferts de fonds
- SN05 Agriculture pluviale niébé et arachide
- SN06 Sylvopastorale bétail et cueillette
- SN07 Pêche artisanale côtière et tourisme
- SN08 Agriculture pluviale arachide et mil
- SN09 Agropastorale arachide
- SN10 Arachide et céréales pluviales
- SN11 Forêt et riz pluvial
- SN12 Forêt, riz et arachide pluviaux
- SN13 Maïs et coton pluviaux, bovins
- SN14 Maïs pluvial et bois de charpente
- SN15 Maïs pluvial et orpaillage

MAURITANIE

- MR01 Pasteurs nomades
- MR02 Mines et pastorale
- MR03 Mixte pastorale, oasis et oueds
- MR04 Littoral – pêche côtière
- MR05 Pastorale et commerce
- MR06 Pastoralisme transhumant
- MR07 Agropastoralisme
- MR08 Vallée du fleuve Sénégal agriculture
- MR09 Agriculture pluviale

MALI

- ML01 Nomadisme et commerce transsaharien
- ML02 Élevage au nord
- ML03 Boucle du Niger riz et pêche
- ML04 Centre élevage, mil et transferts de fonds
- ML05 Plateau Dogon mil et échalotes
- ML06 Delta du Niger riz, bétail et pêche
- ML07 Office du Niger riz et maraîchage
- ML08 Nord-ouest sorgho, transferts de fonds et bétail
- ML09 Centre sorgho et mil
- ML10 Sud-est sorgho, mil et coton
- ML11 Sud maïs, coton et fruits
- ML12 Sud-ouest maïs, bétail et orpaillage
- ML13 Centre-est mil et bétail
- ML14 Lacs mil et sorgho de décrue
- ML15 Ouest arachide, sorgho et maïs
- ML16 Sud-ouest orpaillage et maïs
- ML17 Milieu urbain

BURKINA FASO

- BF01 Sud tubercules et céréales
- BF02 Sud-ouest fruits, coton et céréales
- BF03 Ouest coton et céréales
- BF04 Ouest céréales et transferts de fonds
- BF05 Plateau central céréales et maraîchage
- BF06 Ouagadougou périurbain
- BF07 Nord et Est bétail et céréales
- BF08 Nord pastoralisme transhumant et mil
- BF09 Sud-est céréales, bétail, forêts et faune

NIGER

- NE00 Non zoné (Désert)
- NE01 Nord-est oasis : dattes, sel et commerce
- NE02 Montagnes de l'Air : maraîchage irrigué
- NE03 Pastoralisme transhumant et nomade
- NE04 Bande agropastorale
- NE05 Bande du mil et sorgho pluviale
- NE06 Culture/élevage avec forte émigration
- NE07 Sud cultures de rente irriguées
- NE08 Sud-ouest céréales avec des produits de palmier rônier
- NE09 Riz irrigué du fleuve Niger
- NE10 Cours d'eau dallols : cultures saisonnières irriguées
- NE11 Sud-est sel, natron et cuvettes – dattiers irrigués
- NE12 Komadougou poivrons irrigués
- NE13 Lac Tchad : culture de décrue et pêche
- NE14 Pastoralisme transhumant et nomade – chameaux

LE SAHEL ET LE NORD DU NIGERIA

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE *suite*

NIGERIA

- NG01 NO Pêche et riz
- NG02 Rima-Sokoto riz, mil et légumes irrigués
- NG03 NO Mil, niébé et arachide
- NG04 NO Mil et sésame
- NG05 NO Blé et légumes irrigués
- NG06 NO Sorgho, niébé et arachide
- NG07 NO Coton, maïs et riz
- NG08 NO Coton, arachide et céréales mixtes
- NG09 Fleuve Niger riz dominant
- NG10 NO Coton et maïs
- NG11 Vallée de Hadejia économie mixte
- NG12 NE Pêche dominante
- NG13 NE Riz et piments rouges
- NG14 NE Pêche, maïs et niébé
- NG15 NE Blé et piments rouges
- NG16 NE Mil et niébé
- NG17 NE Yobe riz de bas-fond
- NG18 NE Mil, niébé et arachide
- NG19 NE Sorgho, mil et niébé
- NG20 NE Maïs et sorgho
- NG21 NE Sorgho, arachide et niébé
- NG22 NE Maïs, coton et soja
- NG23 NE Légumes et maïs
- NG24 NE Riz, maïs et sorgho
- NG25 NE Sorgho, coton et niébé
- NG26 NE Maïs, niébé et coton
- NG27 NE Zone de pâturage spéciale
- NG28 NE Maïs et arachide
- NG29 NE Sorgho, maïs et niébé
- NG30 NE Riz et patates douces
- NG31 NC Maïs et sorgho
- NG32 NC Maïs, arachide et riz
- NG33 NC Maïs dominant, sorgho, tubercules
- NG34 NC Ignames, manioc et sorgho
- NG35 NE Riz, patates douces et coton
- NG36 NC Patates douces dominantes
- NG37 NC Sorgho, sésame et riz
- NG38 Fleuve Bénoué pêche dominante
- NG39 Fleuve Niger riz de plaine inondable, sorgho
- NG40 NC Maïs et ignames
- NG41 NC Ignames, maïs et sorgho
- NG42 NC Gingembre, sorgho, maïs, tubercules
- NG43 NC Manioc et sorgho
- NG44 NC Riz, sorgho, pastèque et manioc

TCHAD

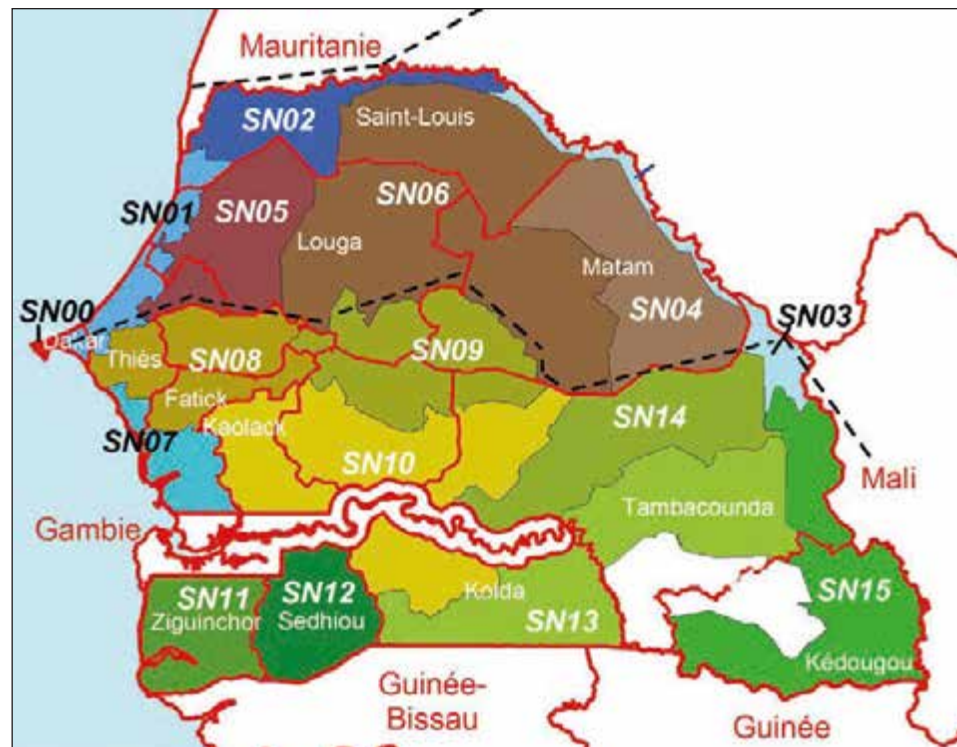
- TD01 Sud cultures vivrières et de rente
- TD02 Sud-ouest riz
- TD03 Centre-sud céréales
- TD04 Sud-est cultures de décrue et gomme arabique
- TD05 Centre agropastoral
- TD06 Est céréales pluviales et maraîchage
- TD07 Élevage transhumant
- TD08 Ouest agropastoral et pêche
- TD09 Nord cultures d'oasis, élevage de chameaux, exploitation de natron

SÉNÉGAL

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

LÉGENDE


- Délimitation de la région
- SN00 Zone urbaine – Dakar
- SN01 Niages maraîchage et pêche
- SN02 Delta riz, horticulture et travail agricole
- SN03 Riz de la vallée et transferts de fonds
- SN04 Dieri mil et transferts de fonds
- SN05 Agriculture pluviale niébé et arachide
- SN06 Sylvopastorale bétail et cueillette
- SN07 Pêche artisanale côtière et tourisme
- SN08 Agriculture pluviale arachide et mil
- SN09 Agropastorale arachide
- SN10 Arachide et céréales pluviales
- SN11 Forêt et riz pluvial
- SN12 Forêt, riz et arachide pluviaux
- SN13 Maïs et coton pluviaux, bovins
- SN14 Maïs pluvial et bois de charpente
- SN15 Maïs pluvial et orpaillage



SOURCE : USAID/FEWS NET

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM

LÉGENDE

 Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète

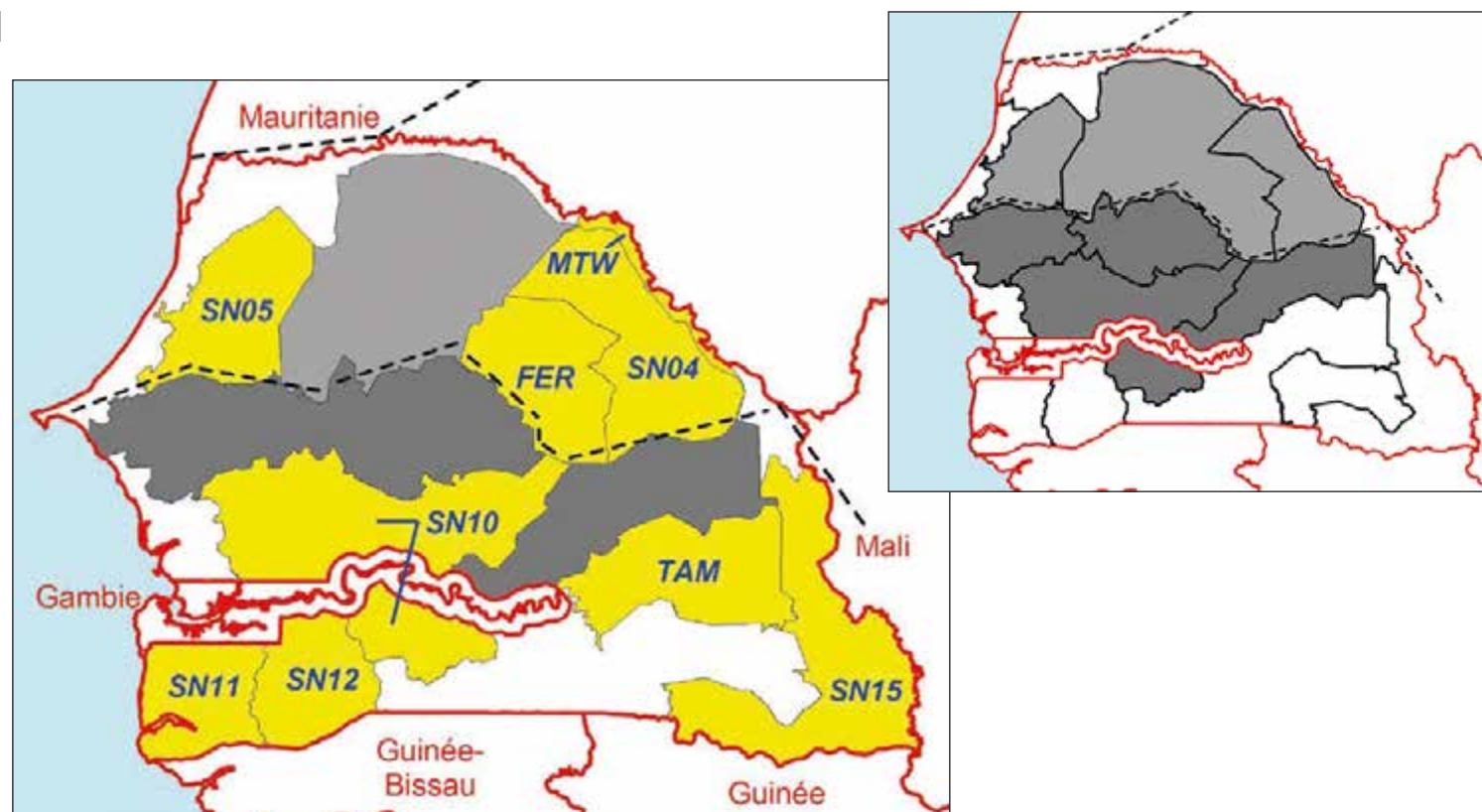
Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéniennes générales suivantes :

 Pastorale

 Agropastorale

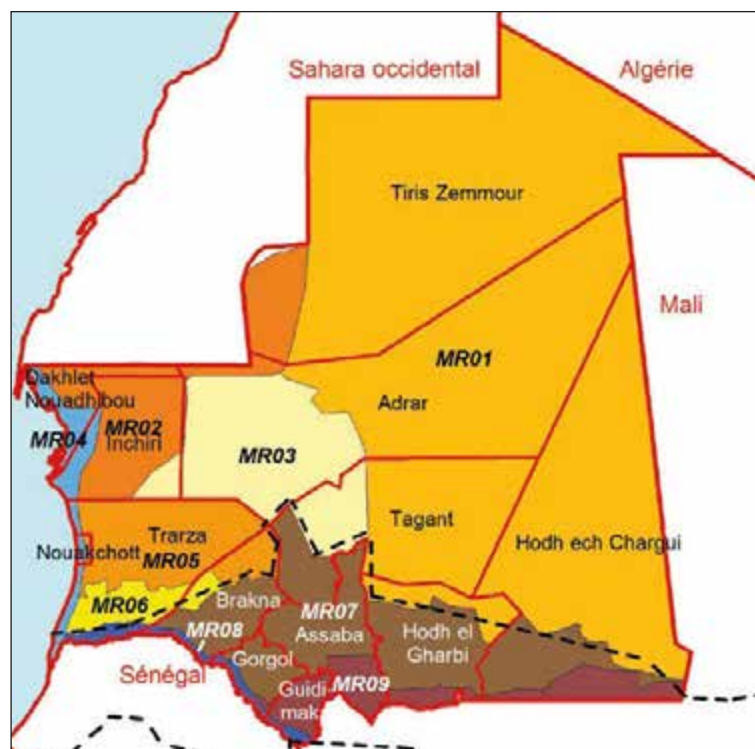
 Agriculture pluviale (sahélienne)

--- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



MAURITANIE

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

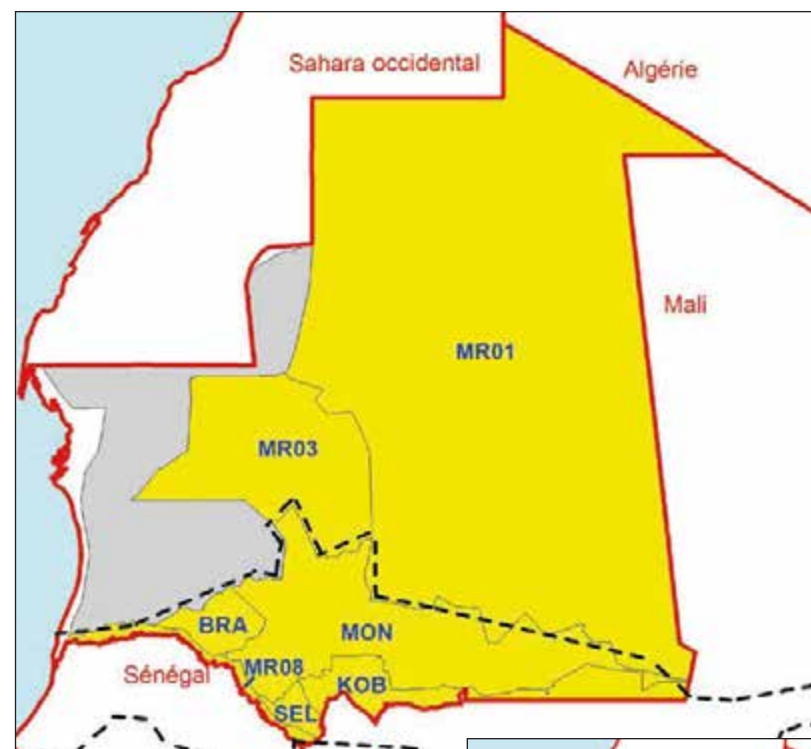


SOURCE : USAID/FEWS NET

LÉGENDE

- Délimitation de la région
- MR01 Pasteurs nomades
- MR02 Mines et pastorale
- MR03 Mixte pastorale, oasis et oueds
- MR04 Littoral – pêche côtière
- MR05 Pastorale et commerce
- MR06 Pastoralisme transhumant
- MR07 Agropastoralisme
- MR08 Vallée du fleuve Sénégal agriculture
- MR09 Agriculture pluviale

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM



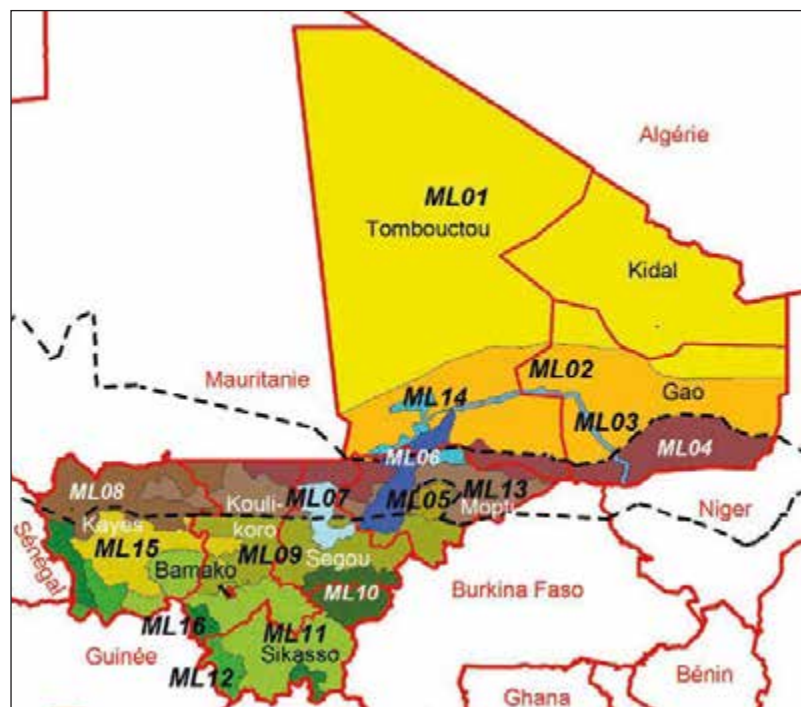
LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéliennes générales suivantes :
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



MALI

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

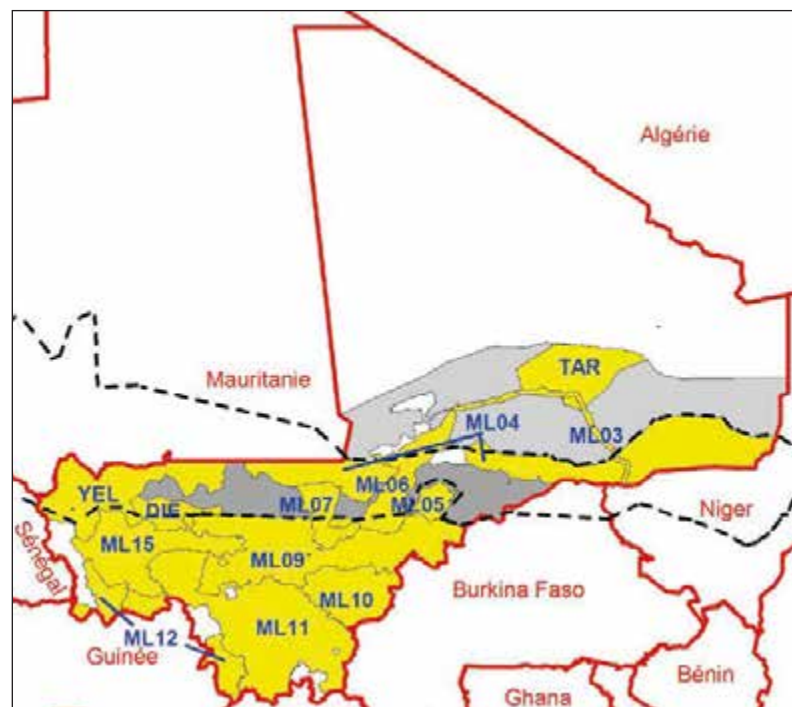


SOURCE : USAID/FEWS NET

LÉGENDE

- Délimitation de la région
- ML01 Nomadisme et commerce transsaharien
- ML02 Élevage au nord
- ML03 Boucle du Niger riz et pêche
- ML04 Centre élevage, mil et transferts de fonds
- ML05 Plateau Dogon mil et échalotes
- ML06 Delta du Niger riz, bétail et pêche
- ML07 Office du Niger riz et maraîchage
- ML08 Nord-ouest sorgho, transferts de fonds et bétail
- ML09 Centre sorgho et mil
- ML10 Sud-est sorgho, mil et coton
- ML11 Sud maïs, coton et fruits
- ML12 Sud-ouest maïs, bétail et orpaillage
- ML13 Centre-est mil et bétail
- ML14 Lacs mil et sorgho de décrue
- ML15 Ouest arachide, sorgho et maïs
- ML16 Sud-ouest orpaillage et maïs
- ML17 Milieu urbain

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM



LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéliennes générales suivantes :
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



BURKINA FASO

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

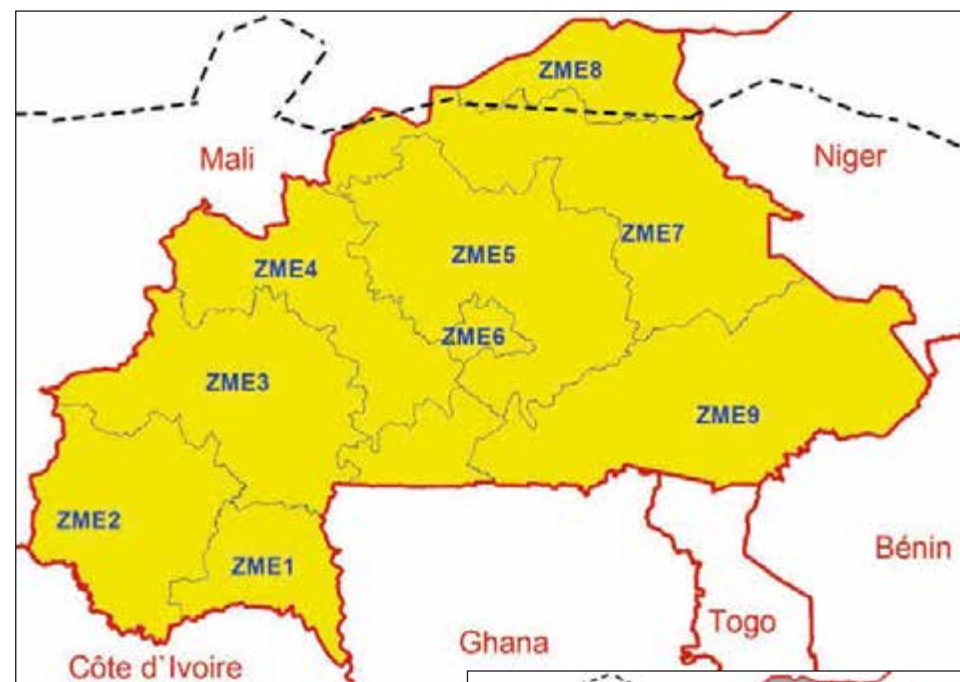


SOURCE : USAID/FEWS NET

LÉGENDE

- Délimitation de la région
- BF01 Sud tubercules et céréales
- BF02 Sud-ouest fruits, coton et céréales
- BF03 Ouest coton et céréales
- BF04 Ouest céréales et transferts de fonds
- BF05 Plateau central céréales et maraîchage
- BF06 Ouagadougou périurbain
- BF07 Nord et Est bétail et céréales
- BF08 Nord pastoralisme transhumant et mil
- BF09 Sud-est céréales, bétail, forêts et faune

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM



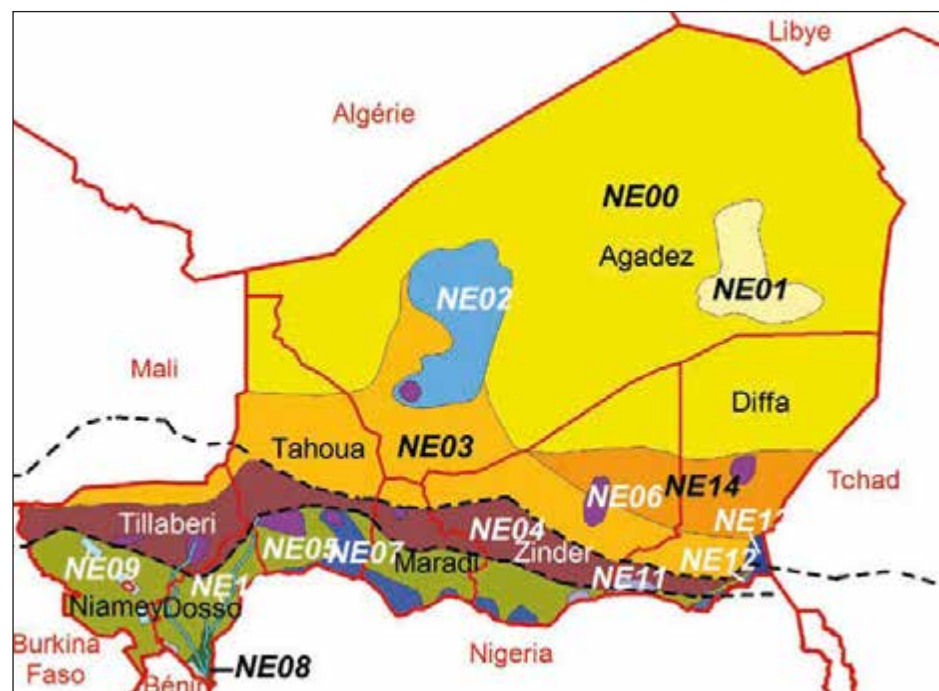
LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéliennes générales suivantes :
- Pastorale
- Agropastorale
- Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



NIGER

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

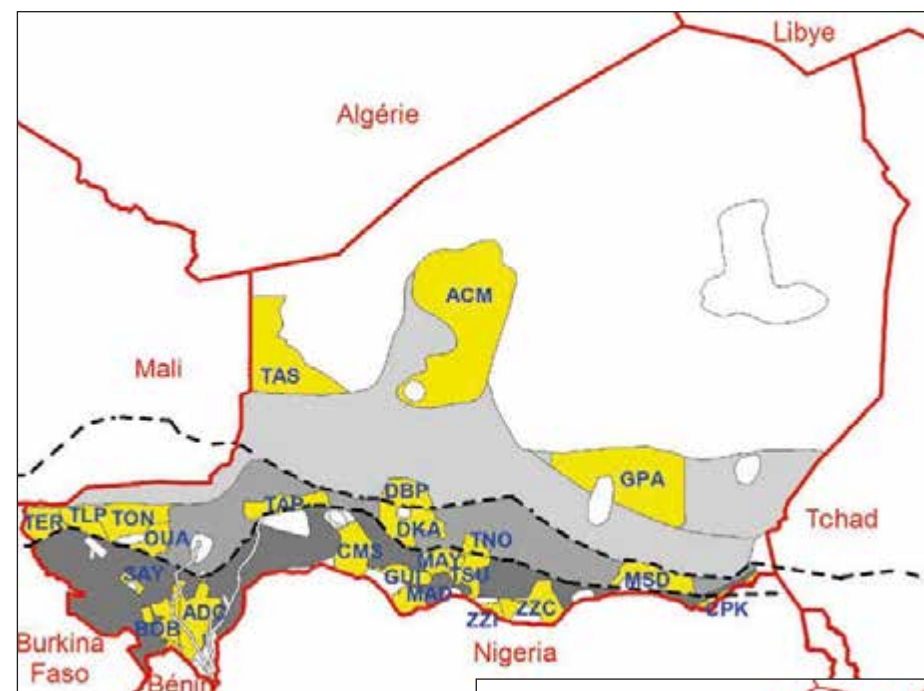


SOURCE : USAID/FEWS NET

LÉGENDE

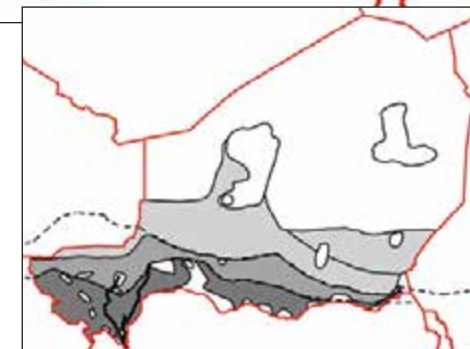
- Délimitation de la région
- NE00 Non zoné (Désert)
- NE01 Nord-est oasis : dattes, sel et commerce
- NE02 Montagnes de l'Air : maraîchage irrigué
- NE03 Pastoralisme transhumant et nomade
- NE04 Bande agropastorale
- NE05 Bande du mil et sorgho pluviale
- NE06 Culture/élevage avec forte émigration
- NE07 Sud cultures de rente irriguées
- NE08 Sud-ouest céréales avec des produits de palmier rônier
- NE09 Riz irrigué du fleuve Niger
- NE10 Cours d'eau dallols : cultures saisonnières irriguées
- NE11 Sud-est sel, natron et cuvettes - dattiers irrigués
- NE12 Komadoukou poivrons irrigués
- NE13 Lac Tchad : culture de décrue et pêche
- NE14 Pastoralisme transhumant et nomade - chameaux

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM



LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéliennes générales suivantes :
 - Pastorale
 - Agropastorale
 - Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.

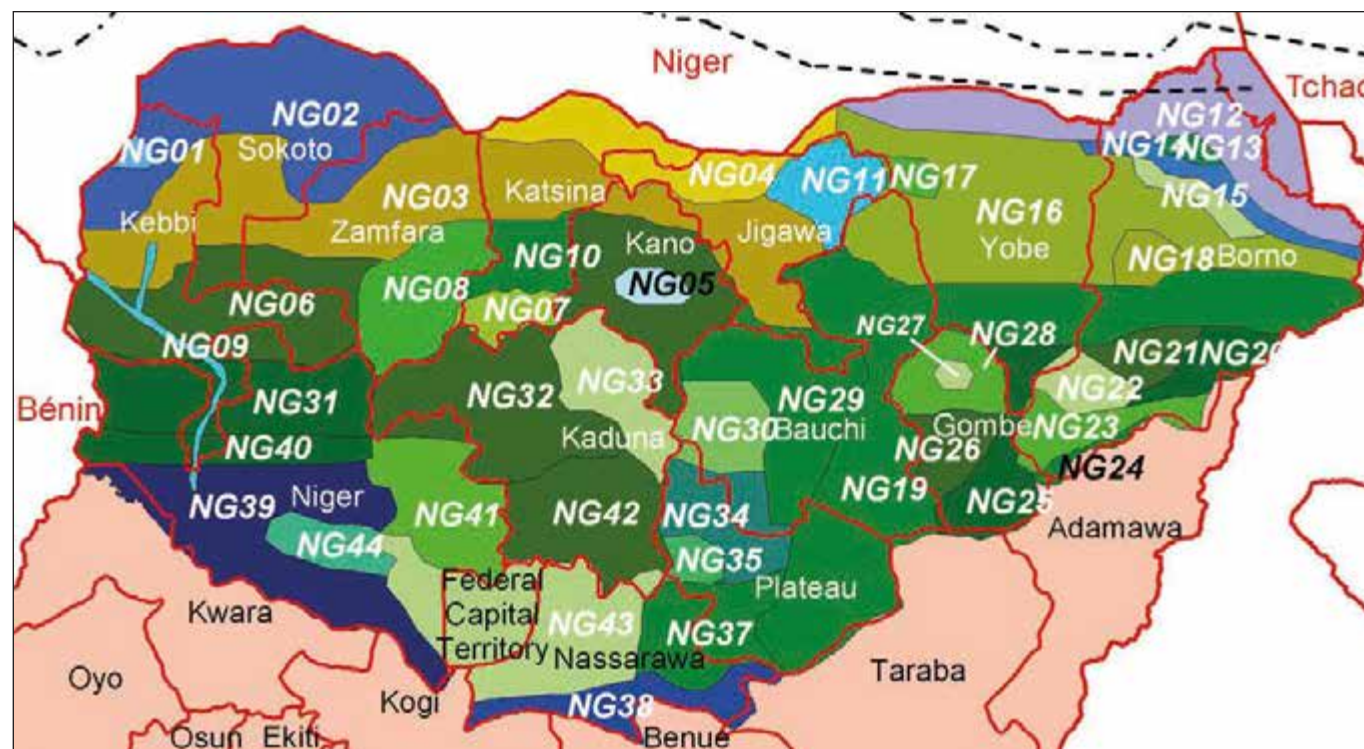


LE NORD DU NIGERIA

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE*

LÉGENDE

- Délimitation des États
- NG01 NO Pêche et riz
- NG02 Rima-Sokoto riz, mil et légumes irrigués
- NG03 NO Mil, niébé et arachide
- NG04 NO Mil et sésame
- NG05 NO Blé et légumes irrigués
- NG06 NO Sorgho, niébé et arachide
- NG07 NO Coton, maïs et riz
- NG08 NO Coton, arachide et céréales mixtes
- NG09 Fleuve Niger riz dominant
- NG10 NO Coton et maïs
- NG11 Vallée de Hadejia économie mixte
- NG12 NE Pêche dominante
- NG13 NE Riz et piments rouges
- NG14 NE Pêche, maïs et niébé
- NG15 NE Blé et piments rouges
- NG16 NE Mil et niébé
- NG17 NE Yobe riz de bas-fond
- NG18 NE Mil, niébé et arachide
- NG19 NE Sorgho, mil et niébé
- NG20 NE Maïs et sorgho
- NG21 NE Sorgho, arachide et niébé
- NG22 NE Maïs, coton et soja
- NG23 NE Légumes et maïs
- NG24 NE Riz, maïs et sorgho
- NG25 NE Sorgho, coton et niébé
- NG26 NE Maïs, niébé et coton
- NG27 NE Zone de pâturage spéciale




SOURCE : USAID/FEWS NET

- NG28 NE Maïs et arachide
- NG29 NE Sorgho, maïs et niébé
- NG30 NE Riz et patates douces
- NG31 NC Maïs et sorgho
- NG32 NC Maïs, arachide et riz
- NG33 NC Maïs dominant, sorgho, tubercules
- NG34 NC Igname, manioc et sorgho
- NG35 NE Riz, patates douces et coton
- NG36 NC Patates douces dominantes
- NG37 NC Sorgho, sésame et riz
- NG38 Fleuve Bénoué pêche dominante
- NG39 Fleuve Niger riz de plaine inondable, sorgho
- NG40 NC Maïs et ignames
- NG41 NC Igname, maïs et sorgho
- NG42 NC Gingembre, sorgho, maïs, tubercules
- NG43 NC Manioc et sorgho
- NG44 NC Riz, sorgho, pastèque et manioc

* Zones de moyen d'existence pour le nord du Nigeria telles que définies par FEWS NET en 2007

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM

LÉGENDE

 Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète

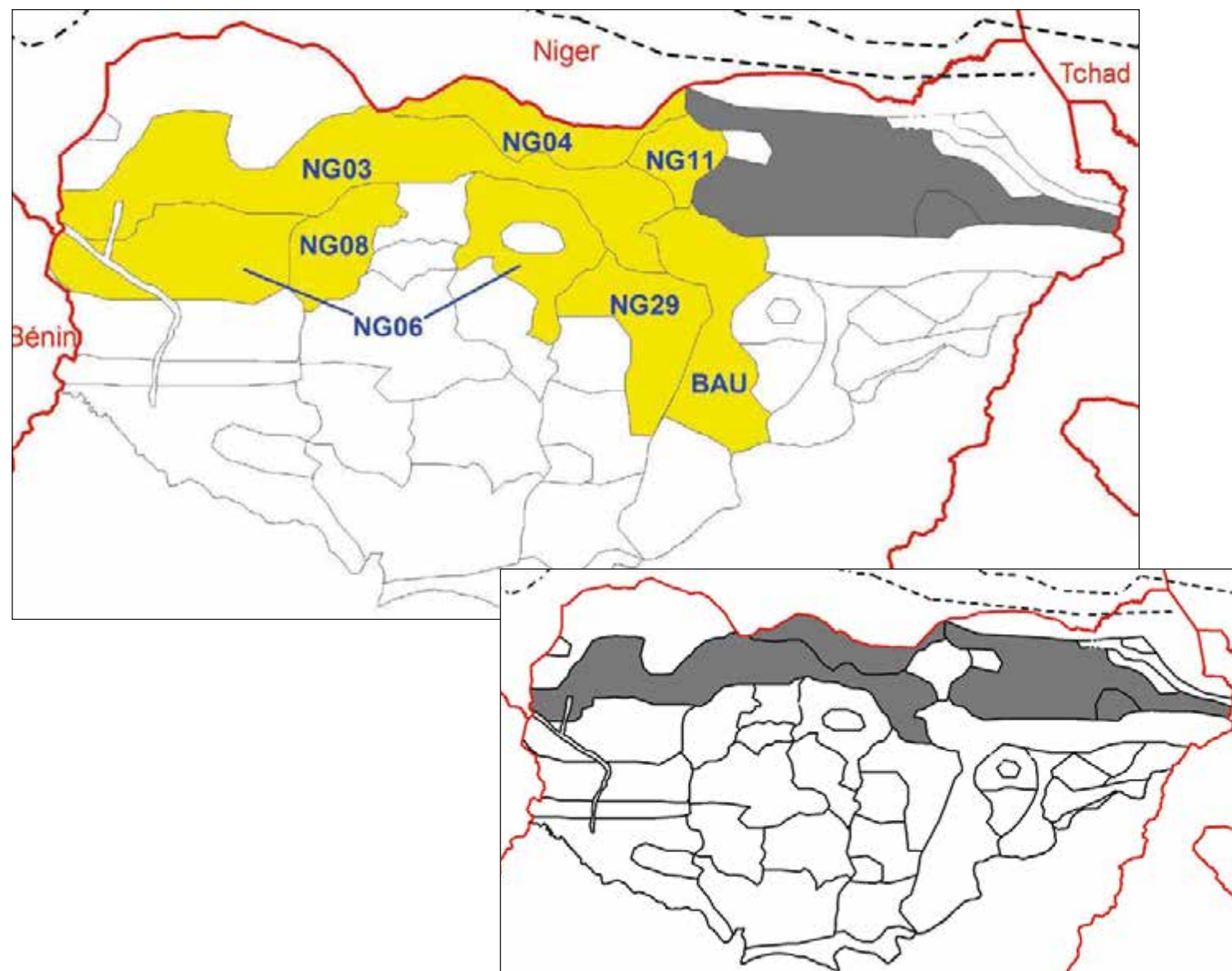
Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéniennes générales suivantes :

 Pastorale

 Agropastorale

 Agriculture pluviale (sahélienne)

--- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.



TCHAD

ZONES NATIONALES DE MOYENS D'EXISTENCE

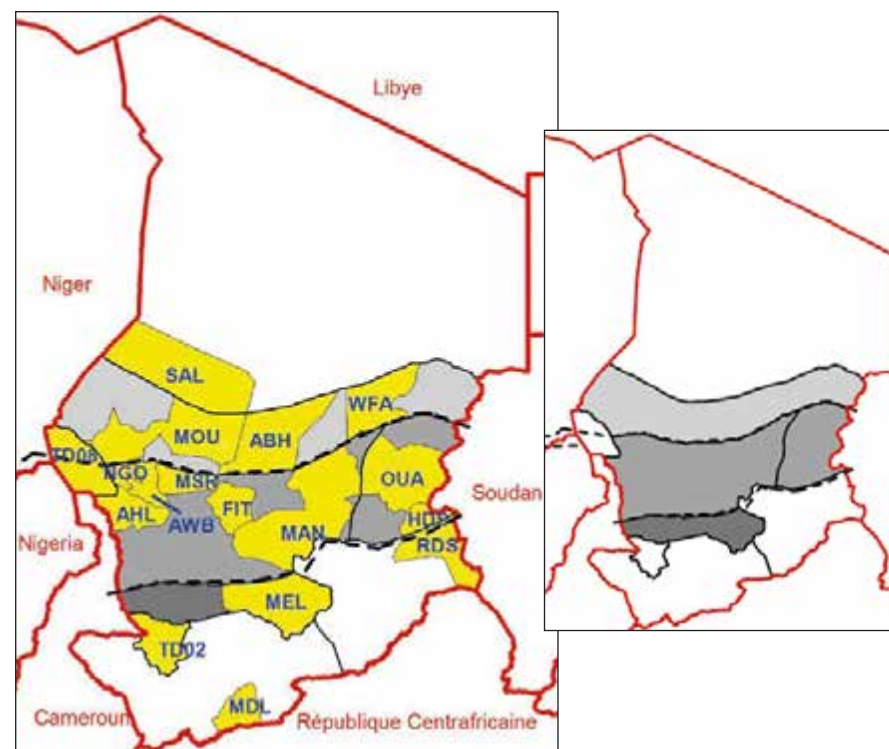


SOURCE : USAID/FEWS NET

LÉGENDE

- Délimitation de la région
- TD01 Sud cultures vivrières et de rente
- TD02 Sud-ouest riz
- TD03 Centre-sud céréales
- TD04 Sud-est cultures de décrue et gomme arabique
- TD05 Centre agropastoral
- TD06 Est céréales pluviales et maraîchage
- TD07 Élevage transhumant
- TD08 Ouest agropastoral et pêche
- TD09 Nord cultures d'oasis, élevage de chameaux, exploitation de natron

DONNÉES DE RÉFÉRENCE AEM



LÉGENDE

- Zones de moyens d'existence (et parties de zones) avec une base de référence complète
- Les nuances de gris indiquent les zones de moyens d'existence qui font partie des zones sahéniennes générales suivantes :
 - Pastorale
 - Agropastorale
 - Agriculture pluviale (sahélienne)
- Les lignes pointillées indiquent les limites entre ces trois grandes zones.

Annexe 2 : Répartition des groupes socio-économiques

PROPORTIONS DE POPULATION DES ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE PAR GROUPE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Zone de moyens d'existence	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Sénégal – MTW	16 %	31 %	28 %	24 %
Sénégal – MTD	21 %	30 %	32 %	18 %
Sénégal – FER	13 %	39 %	33 %	15 %
Sénégal – TAM	17 %	34 %	30 %	19 %
Sénégal – KDA	9 %	43 %	29 %	19 %
Sénégal – ZIG	34 %	27 %	22 %	18 %
Mauritanie – AOU	30 %	23 %	30 %	17 %
Mauritanie – AIP	39 %	24 %	19 %	18 %
Mauritanie – MON	43 %	24 %	19 %	14 %
Mauritanie – BRA	39 %	23 %	21 %	17 %
Mauritanie – VFS	15 %	25 %	31 %	28 %
Mauritanie – KOB	39 %	25 %	18 %	18 %

Zone de moyens d'existence	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Mali – TAR	18 %	22 %	25 %	36 %
Mali – TEM	19 %	27 %	28 %	26 %
Mali – NAR	11 %	27 %	35 %	27 %
Mali – YEL	13 %	30 %	33 %	24 %
Mali – DIE	17 %	32 %	30 %	21 %
Mali – BAN	27 %	26 %	29 %	17 %
Mali – NIO	11 %	32 %	32 %	25 %
Mali – STO	10 %	32 %	39 %	19 %
Mali – YOR	21 %	20 %	28 %	32 %
Mali – KOL	8 %	27 %	40 %	25 %
Mali – KEN	11 %	24 %	33 %	32 %

Zone de moyens d'existence	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Burkina Faso – ZME8	20 %	43 %	22 %	15 %
Burkina Faso – ZME7	12 %	32 %	32 %	25 %
Burkina Faso – ZME5	23 %	34 %	25 %	18 %
Burkina Faso – ZME6	13 %	35 %	28 %	25 %
Burkina Faso – ZME4	9 %	34 %	32 %	26 %
Burkina Faso – ZME9	10 %	29 %	37 %	24 %
Burkina Faso – ZME3	6 %	47 %	32 %	15 %
Burkina Faso – ZME2	48 %	23 %	17 %	12 %
Burkina Faso – ZME1	14 %	27 %	33 %	26 %
Niger – ACM	17 %	37 %	28 %	17 %
Niger – GPA	18 %	32 %	29 %	21 %
Niger – DBP	35 %	23 %	25 %	17 %
Niger – MSD	14 %	41 %	25 %	20 %
Niger – TNO	30 %	26 %	26 %	17 %
Niger – DKA	27 %	21 %	25 %	27 %
Niger – TAP	18 %	33 %	24 %	26 %
Niger – TON	12 %	31 %	34 %	23 %
Niger – TLP	20 %	29 %	27 %	24 %
Niger – OUA	18 %	29 %	29 %	24 %
Niger – ADC	16 %	27 %	33 %	24 %
Niger – CMS	28 %	26 %	27 %	19 %
Niger – MAY	16 %	29 %	32 %	24 %
Niger – TSU	33 %	25 %	24 %	18 %

Zone de moyens d'existence	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Niger – MAD	23 %	25 %	31 %	21 %
Niger – ZZC	21 %	27 %	27 %	25 %
Niger – ZZI	23 %	31 %	28 %	18 %
Niger – CPK	38 %	26 %	23 %	13 %
Nigeria – MAS	34 %	32 %	19 %	16 %
Nigeria – HVM	38 %	20 %	23 %	19 %
Nigeria – MCG	34 %	21 %	20 %	26 %
Nigeria – SCG	33 %	20 %	23 %	24 %
Nigeria – CGC	26 %	26 %	26 %	22 %
Tchad – SAL	21 %	25 %	24 %	30 %
Tchad – WFA	27 %	23 %	25 %	24 %
Tchad – ABH	22 %	23 %	23 %	31 %
Tchad – MOU	22 %	27 %	28 %	24 %
Tchad – LAC	21 %	20 %	33 %	26 %
Tchad – NGO	20 %	29 %	33 %	19 %
Tchad – MSR	16 %	28 %	31 %	25 %
Tchad – FIT	25 %	23 %	26 %	26 %
Tchad – MAN	18 %	27 %	28 %	27 %
Tchad – HDS	22 %	28 %	26 %	24 %
Tchad – RDS	21 %	25 %	26 %	28 %
Tchad – MEL	18 %	32 %	24 %	26 %
Tchad – MDL	10 %	26 %	36 %	28 %

PROPORTION DE LA POPULATION DES ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE PAR GROUPE SOCIO-ÉCONOMIQUE

		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Pastoral					
Mauritanie	MR01	39 %	24 %	19 %	18 %
	MR03	30 %	23 %	30 %	17 %
Mali	TAR	11 %	26 %	38 %	24 %
Niger	DBP	23 %	27 %	28 %	21 %
	GPA	18 %	32 %	29 %	21 %
	TAS	29 %	30 %	26 %	15 %
Tchad	ABH	22 %	23 %	23 %	31 %
	MOU	21 %	24 %	27 %	28 %
	SAL	22 %	25 %	29 %	23 %
	WFA	27 %	23 %	25 %	24 %

		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Agropastoral					
Sénégal	FER	13 %	39 %	33 %	15 %
	SN04	13 %	33 %	33 %	21 %
	SN05	12 %	31 %	39 %	18 %
Mauritanie	BRA	39 %	23 %	21 %	17 %
	KOB	39 %	25 %	18 %	18 %
	MON	30 %	23 %	21 %	25 %
	SEL	46 %	24 %	18 %	12 %
Mali	DIE	17 %	32 %	30 %	21 %
	ML04	11 %	27 %	35 %	27 %
	YEL	13 %	30 %	33 %	24 %
Burkina Faso	BF8	20 %	43 %	22 %	15 %

		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Niger	DKA	17 %	30 %	30 %	23 %
	MSD	14 %	41 %	25 %	20 %
	OUA	18 %	29 %	29 %	24 %
	TAP	18 %	33 %	24 %	26 %
	TER	26 %	30 %	25 %	19 %
	TLP	20 %	29 %	27 %	24 %
	TNO	30 %	26 %	26 %	17 %
	TON	12 %	31 %	34 %	23 %
Tchad	AHL	19 %	23 %	31 %	27 %
	AWB	22 %	25 %	30 %	23 %
	FIT	25 %	23 %	26 %	26 %
	HDS	22 %	28 %	26 %	24 %
	MAN	18 %	25 %	28 %	29 %
	MSR	16 %	24 %	30 %	30 %
	NGO	20 %	29 %	33 %	19 %
	OUA	21 %	24 %	31 %	25 %

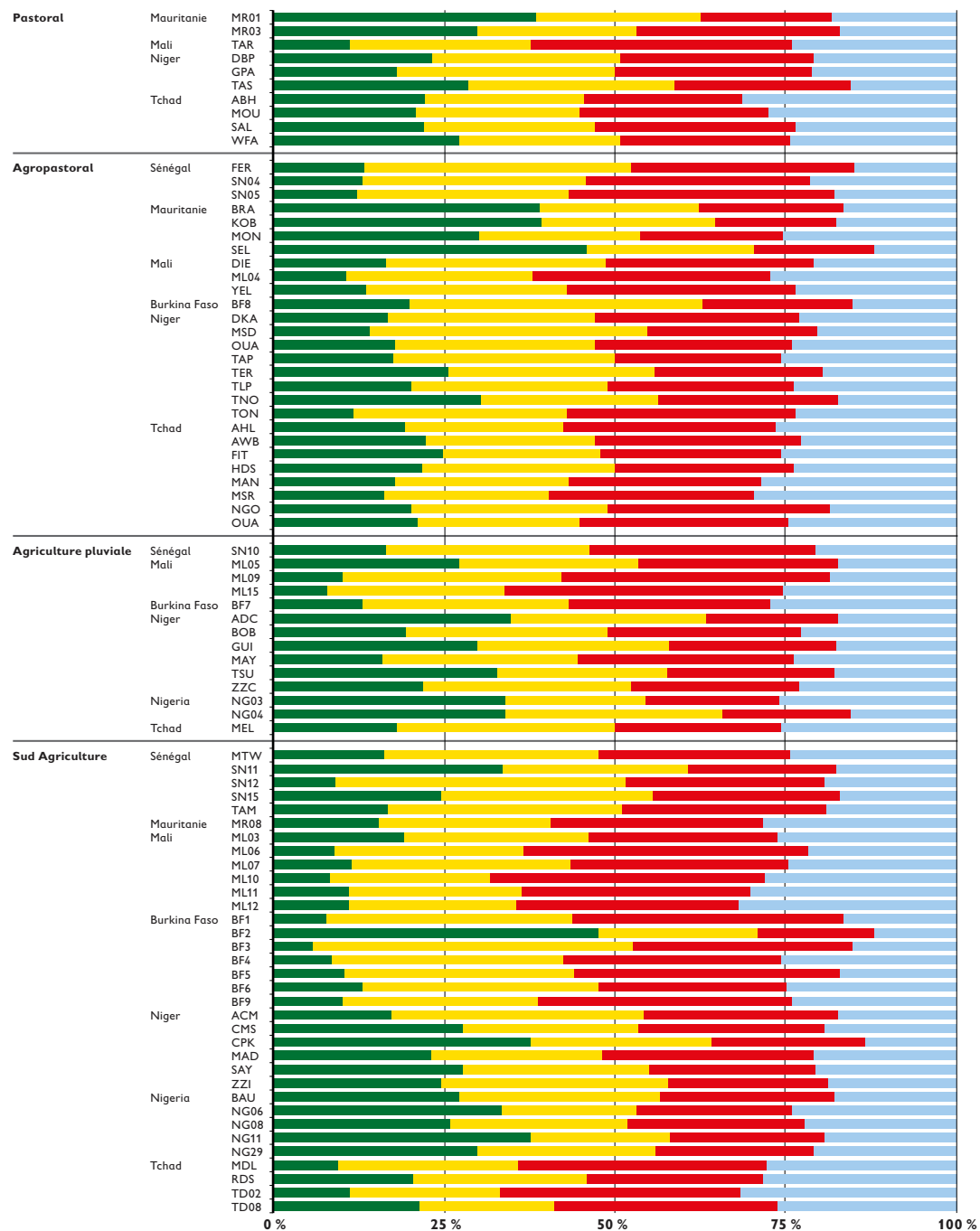
		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Agriculture pluviale					
Sénégal	SN10	17 %	30 %	33 %	21 %
Mali	ML05	27 %	26 %	29 %	17 %
	ML09	10 %	32 %	39 %	19 %
	ML15	8 %	26 %	41 %	25 %
Burkina Faso	BF7	13 %	30 %	29 %	27 %
Niger	ADC	35 %	29 %	19 %	17 %
	BOB	19 %	29 %	29 %	23 %
	GUI	30 %	28 %	24 %	18 %
	MAY	16 %	29 %	32 %	24 %
	TSU	33 %	25 %	24 %	18 %
Nigeria	ZZC	22 %	31 %	25 %	23 %
	NG03	34 %	21 %	20 %	26 %
Tchad	NG04	34 %	32 %	19 %	16 %
	MEL	18 %	32 %	24 %	26 %

		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Sud Agriculture					
Sénégal	MTW	16 %	31 %	28 %	24 %
	SN11	34 %	27 %	22 %	18 %
	SN12	9 %	43 %	29 %	19 %
	SN15	25 %	31 %	27 %	17 %
	TAM	17 %	34 %	30 %	19 %
	Mauritanie	MR08	15 %	25 %	31 %
Mali	ML03	19 %	27 %	28 %	26 %
	ML06	9 %	28 %	42 %	22 %
	ML07	11 %	32 %	32 %	25 %
	ML10	8 %	24 %	40 %	28 %
	ML11	11 %	25 %	34 %	30 %
	ML12	11 %	24 %	33 %	32 %
	Burkina Faso	BF1	8 %	36 %	39 %
BF2		48 %	23 %	17 %	12 %
BF3		6 %	47 %	32 %	15 %
BF4		9 %	34 %	32 %	26 %
BF5		10 %	34 %	39 %	17 %
BF6		13 %	35 %	28 %	25 %
BF9		10 %	29 %	37 %	24 %

		Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Niger	ACM	17 %	37 %	28 %	17 %
	CMS	28 %	26 %	27 %	19 %
	CPK	38 %	26 %	23 %	13 %
	MAD	23 %	25 %	31 %	21 %
	SAY	28 %	27 %	24 %	21 %
	ZZI	25 %	33 %	24 %	19 %
Nigeria	BAU	27 %	29 %	25 %	18 %
	NG06	33 %	20 %	23 %	24 %
	NG08	26 %	26 %	26 %	22 %
	NG11	38 %	20 %	23 %	19 %
	NG29	30 %	26 %	23 %	21 %
Tchad	MDL	10 %	26 %	36 %	28 %
	RDS	21 %	25 %	26 %	28 %
	TD02	11 %	22 %	35 %	32 %
	TD08	21 %	20 %	33 %	26 %

PROPORTION DE LA POPULATION DES ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE PAR GROUPE SOCIO-ÉCONOMIQUE

LÉGENDE



Annexe 3 : Données AEM représentées sous forme graphique

Le but de la cartographie des informations AEM est de les voir plus clairement en termes spatiaux, de sorte que des comparaisons géographiques puissent être faites bien plus facilement. Cependant, une carte lisible ne peut pas contenir une pléthore de variables ; les cartes montrent donc une seule variable, ou une variable mixte, en termes de seuils de pourcentage ou de divisions de montants absolus. (Seule la carte 34, résumant les risques liés à la production, montre cinq variables.) Il peut être intéressant pour les lecteurs de voir les données essentielles sous forme graphique. Nous présentons ci-dessous des graphiques mixtes pour l'ensemble des 85 études de base AEM en milieu rural de la région, selon les quatre piliers de l'analyse de référence AEM : Source de nourriture ; Sources de l'argent liquide ; Sources des dépenses ; et Revenu total (nourriture + argent liquide). Les graphiques sont donnés pour chaque groupe socio-économique et chaque graphique est composé de blocs de modes de production généraux : pastoral, agropastoral, agriculture pluviale (sahélienne) et agriculture du sud. Le terme « sud » inclut ici les zones irriguées (voir la carte 3 pour les différents modes de production, où « sud » est indiqué comme « autre agriculture » au sud de la bande sahélienne, tandis que les zones irriguées sont représentées en tant que telles).

Il est à noter que les variables présentées sur ces graphiques sont elles-mêmes composées d'une grande quantité d'informations. Par exemple, lorsque nous voyons la barre rouge « achat » sur les graphiques représentant les sources de nourriture, cela représente une conversion des nombreux types d'aliments achetés en une seule valeur de calories calculée en termes du pourcentage du besoin minimum des ménages : céréales, légumineuses, légumes, fruits, huile, sucre, produits laitiers et viande combinés. Si l'on souhaitait obtenir des informations quantifiées séparées pour tous ces composants, les informations devraient se retrouver parmi les plus de 600 lignes de variables sur chaque tableur de référence AEM pour une zone.

Les graphiques concernant la moyenne des ménages se réfèrent aux quatre groupes socio-économiques dans les bases de données (Très Pauvres, Pauvres, Moyens, Nantis) et les valeurs sont pondérées pour tenir compte de la proportion du total de ménages représentée par chaque groupe socio-économique.

SOURCE DE NOURRITURE

(Pourcentage des 2 100 kcal par personne et par jour)

LÉGENDE

- Propres cultures
- Propre production de lait/viande
- Achat
- Paiement en nature de travail local
- Paiement en nature de travail migrant
- Produits de cueillette
- Dons, autres
- Aide alimentaire



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

Moyens



COMMENTAIRE : SOURCE DE NOURRITURE

Le grand schéma qui se dégage de ces graphiques concerne l'importance relative de la consommation de ses propres cultures (la barre en vert foncé) et de la nourriture achetée (la barre en rouge). Mais il y a d'abord dix zones pastorales, c'est-à-dire où les moyens d'existence dépendent massivement de l'élevage, même si on peut trouver une production mineure de céréales dans certaines localités. La transition du pastoralisme à l'agropastoralisme à mesure que nous nous déplaçons vers le sud est géographiquement irrégulière et nuancée et il n'y a pas de ligne de démarcation ou de règle absolue qui sépare les pasteurs des autres, à moins d'insister sur le fait qu'ils doivent être de purs pasteurs qui ne produisent aucune culture. Ce n'est pas le cas. Les pasteurs ne sont généralement pas purs, dans leur vocation, au point de ne pas essayer de semer un peu de mil ou de sorgho, ou d'entretenir au moins un potager, si les conditions le permettent d'une année sur l'autre. Cela peut être opportuniste, en pariant sur ce qui semble être une bonne année en termes de pluie, ou plus régulier, là où un ou deux oueds ou bassins conservent l'humidité assez longtemps pour permettre une culture. Du fait qu'elles restent en grande partie pasteurs par vocation, ces personnes n'ont pas été comptabilisées dans le mode « agropastoral ».

Toutefois, il semble parfois qu'elles auraient dû l'être. Dans la *région de Wadi Fira (WFA)* à Biltine, au nord du Tchad, l'étude sur le terrain a été effectuée à la fin de deux années de précipitations particulièrement bonnes. Si elle avait été réalisée un an plus tard, alors qu'une grave sécheresse sévissait, il n'y aurait sans doute eu aucune barre de couleur verte. En revanche, les populations de la zone FER (le *ferlo* du Sénégal), première zone du bloc agropastoral, sont par vocation des pasteurs transhumants de bovins, mais produisent aussi régulièrement d'importantes cultures dans un environnement

situé bien plus au sud du Sahara que celui du groupe WFA au Tchad. Dans la zone MR03, la zone *Pastoralisme avec oasis et oueds* de Mauritanie, la culture se compose essentiellement de dattes, qui ont une importance fondamentale dans les revenus monétaires des populations. Pour finir, la zone TAR (*Vallée de Tarkhint Tilemsi*) dans le nord-est du Mali montre une anomalie : ici, la barre de couleur verte ne représente pas les propres cultures, mais les céréales reçues en salaire, donc en réalité une forme de paiement en nature. Les propriétaires de bétail plus aisés qui rémunèrent ces pasteurs et bergers doivent eux-mêmes acheter des céréales qui arrivent sur le marché depuis les zones agricoles.

De même que nous attendons peu ou pas d'agriculture chez les pasteurs, nous pourrions nous attendre à ce qu'ils consomment une grande quantité de lait, sinon de la viande (laquelle, en réalité, n'est consommée qu'occasionnellement). Si l'on regarde le graphique des ménages Moyens, sans parler du graphique des ménages Nantis, on voit qu'ils boivent en général plus de lait que d'autres en bas du tableau (les bovins de la zone FER que nous venons de citer sont tellement concentrés entre les mains des Nantis seulement qu'ils rivalisent avec les personnes que nous avons mises dans le bloc « pastoral »). Nous aurions pu nous attendre à ce que la moyenne des ménages des pasteurs montre une barre blanche plus importante, mais c'est uniquement chez les *pasteurs éleveurs de chameaux de Salale (SAL)* au Tchad, ainsi que chez leurs voisins *éleveurs de bovins et chameaux au sud à Moundjoura (MOU)*, que la consommation de lait atteint plus de 25 % des calories.

Le message principal est double. Premièrement, étant donné les limites habituelles des pâturages et de l'eau dans l'écologie pastorale, l'augmentation naturelle des populations pastorales a depuis longtemps et de loin dépassé la capacité de la terre à supporter le cheptel nécessaire pour permettre une

alimentation humaine principalement basée sur le lait. La valeur de leurs animaux réside principalement dans leur valeur de vente selon qu'ils sont acheminés par la marche ou par les commerçants ayant des camions, et plus précisément dans la valeur finale de la viande qu'ils fournissent finalement aux citoyens vivant à des centaines, voire des milliers, de kilomètres de distance. Avec ces revenus, même les pasteurs les plus aisés vivent essentiellement de céréales achetées, fait encore plus marqué chez leurs voisins plus pauvres, qui vivent bien plus de l'argent du gardiennage contractuel effectué pour les aisés que de leur propre nombre très limité d'animaux. De ce fait, pour le bloc pasteur dans son ensemble, les barres « d'achat » en rouge sont plus longues que pour la plupart des autres zones du tableau. Le deuxième message est donc que les pasteurs subsistent beaucoup plus sur les céréales qu'ils ne produisent pas que sur le lait qu'ils produisent.

Parmi les populations qui cultivent, y compris les agropasteurs, la majorité n'atteint pas en moyenne 50 % des calories provenant de la consommation de leurs propres cultures et très peu atteignent 75 %. En revanche, c'est le cas de 70-75 % des ménages Moyens et Nantis dans ces zones. De même, par conséquent, les lignes d'achat de nourriture en rouge sont longues parmi la moitié la plus pauvre des ménages à travers les zones.

Dans l'ensemble, le Sahel semble loin d'être autosuffisant en nourriture. Cette impression est cependant trompeuse. Le déficit céréalier dans les zones sahéliennes a tendance à être comblé par le biais du marché provenant des zones excédentaires, souvent situées dans l'extrême sud et enregistrant des précipitations plus importantes, pour la plupart au sein du même pays, mais aussi par un certain flux transfrontalier de céréales. Il est vrai cependant que tous les pays importent du riz – le Sénégal et la Mauritanie en particulier importent de grandes quantités de riz ainsi que de blé. Celui-ci est destiné principalement à la consommation urbaine, mais des villageois en achètent

aussi, surtout les plus aisés qui ont les moyens de varier leur alimentation à base de mil ou de sorgho, en consommant cet aliment qu'ils préfèrent. Cela veut donc dire que les ménages Nantis consomment rarement 100 % de leurs besoins minimums en calories à partir de leur propre production ; ce sont pourtant souvent eux qui produisent le surplus qui permet à la plupart des pays d'être quasiment autosuffisants la plupart du temps.

Pour les ménages Très Pauvres, une part importante de l'équilibre alimentaire provient souvent de différentes transactions en nature. Seule la barre en bleu clair représente les salaires en nature tels que nous les imaginons généralement, c'est-à-dire les salaires pour le travail dans les champs rémunérés directement en céréales. La barre en bleu foncé représente principalement la « réserve » faite sur la consommation domestique pendant la période où un ou plusieurs membres du ménage sont absents à cause du travail migrant ; mais elle peut inclure un sac ou deux sacs de céréales avec lesquels ils reviennent. Enfin, la barre en rose représente les produits de la cueillette. Il est clair que ces sources sont principalement associées aux ménages Très Pauvres, tout comme l'aide alimentaire. Cette dernière est constituée de vivres en échange de travail dans le cadre de programmes de développement/protection sociale, ou reflète simplement l'ajout à la consommation des ménages fourni par les programmes de cantine scolaire pour un ou deux membres, sans lequel de nombreux ménages Très Pauvres ne pourraient sans doute pas atteindre le seuil de 100 % de leurs besoins minimums en calories. Au Niger, dans les régions de *Maine-Soroa (MSD)* et *Tondiwiki (TON)*, les années de référence pour les données ont été des années de mauvaises récoltes et c'est l'aide alimentaire de secours contre la sécheresse qui prolonge les barres en jaune. Ailleurs, les années de référence ont très largement commencé avec des récoltes normales ou « acceptables ».

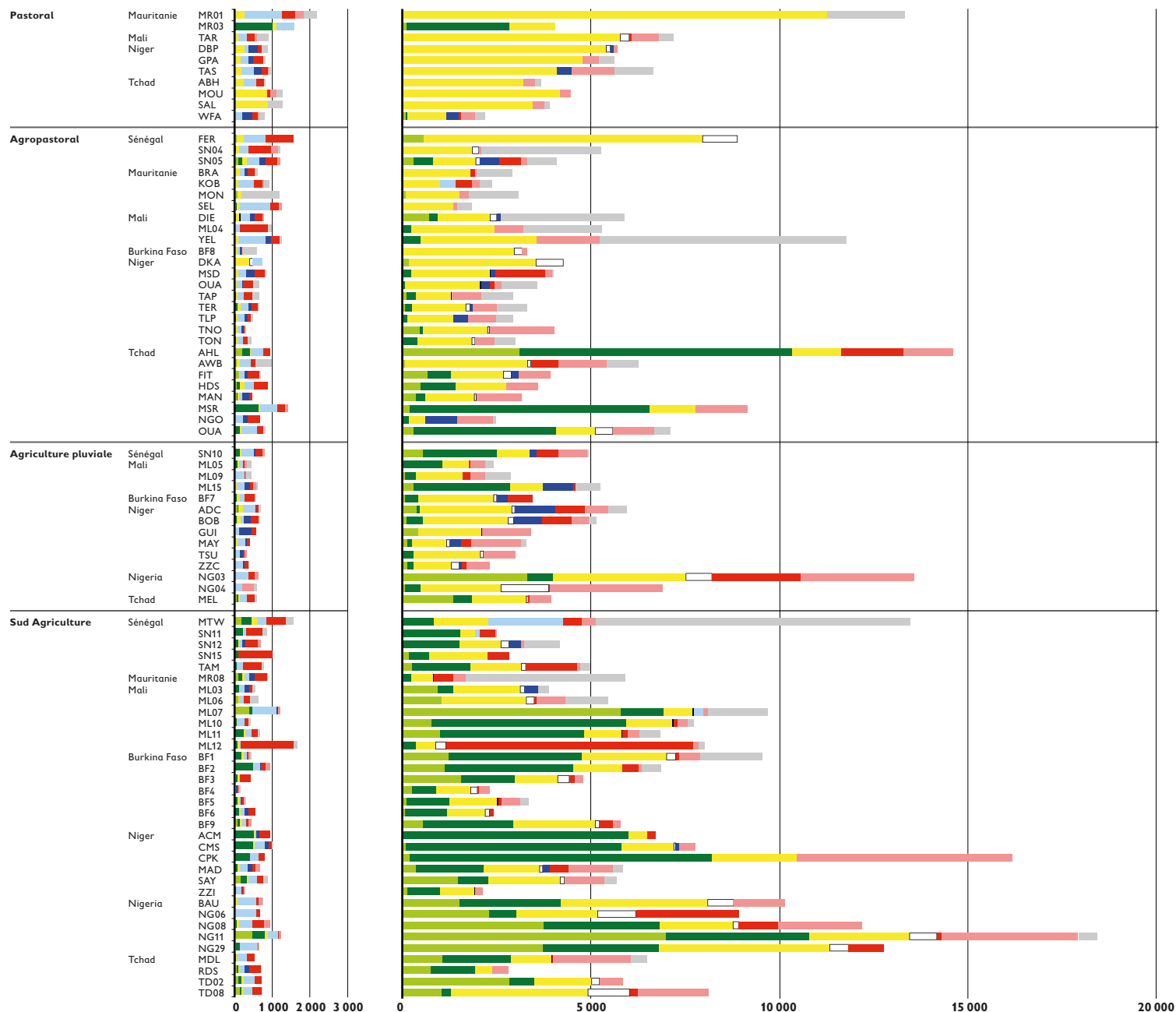
SOURCES DE L'ARGENT LIQUIDE

(En dollars US par personne et par an)

Très pauvres Nantis

LÉGENDE

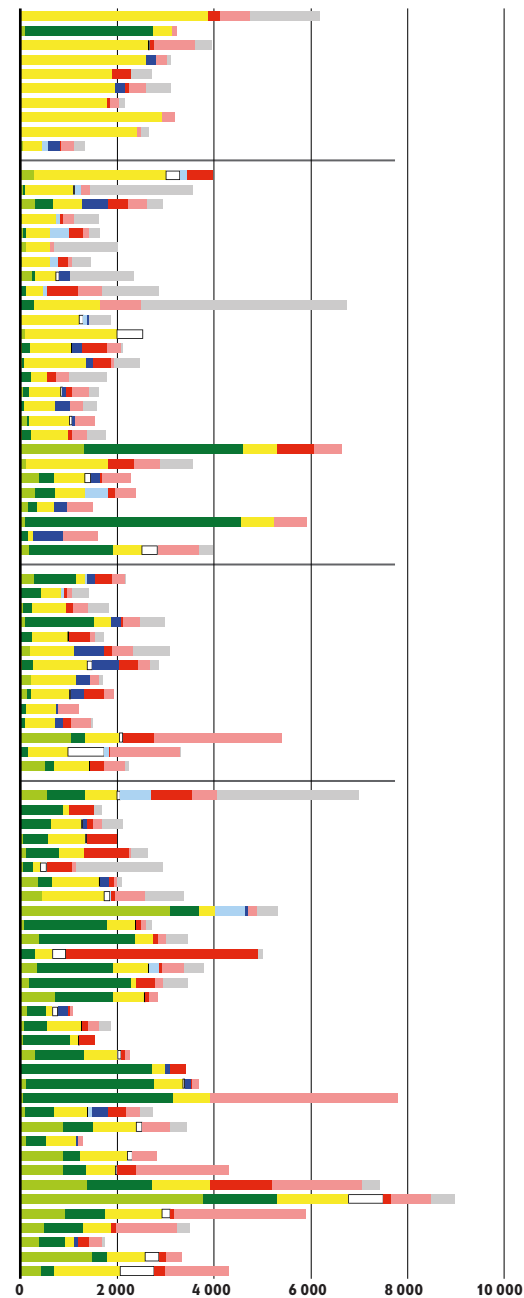
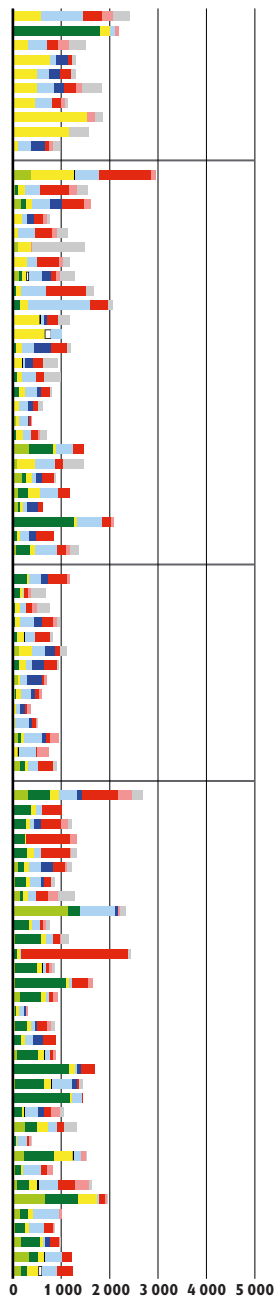
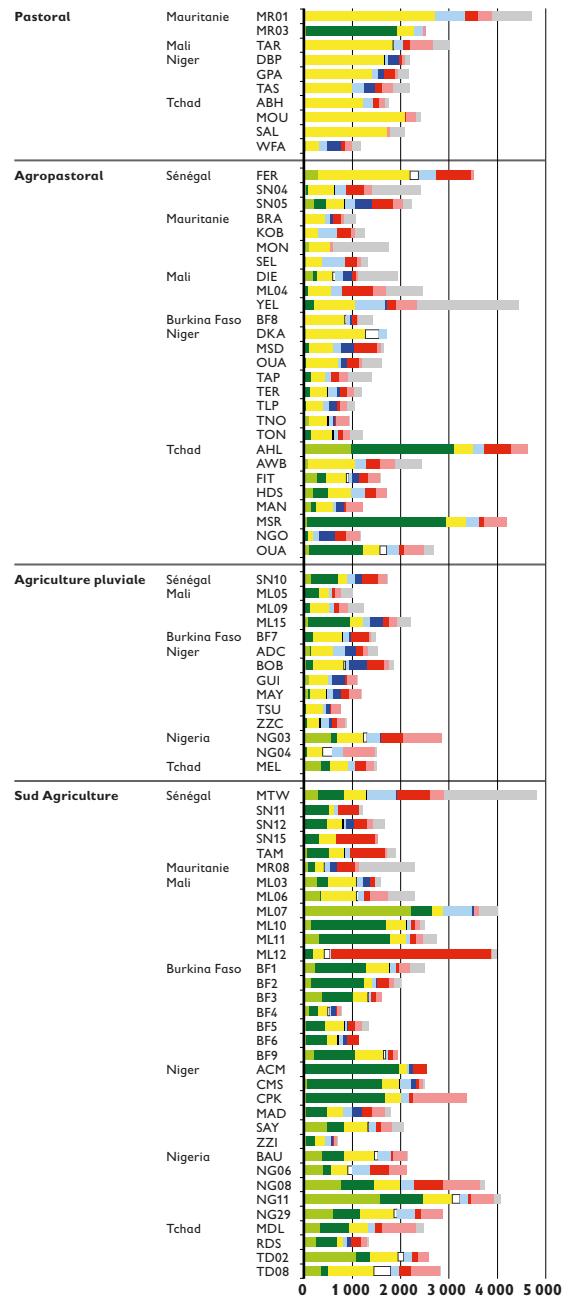
- Vente de cultures vivrières et autres cultures non de rente
- Vente de cultures de rente
- Vente de bétail
- Vente de produits de bétail
- Travail local rémunéré
- Travail migrant rémunéré
- Travail indépendant/ produits de cueillette
- Petit commerce
- Autre



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

Moyens



SOURCES DE L'ARGENT LIQUIDE

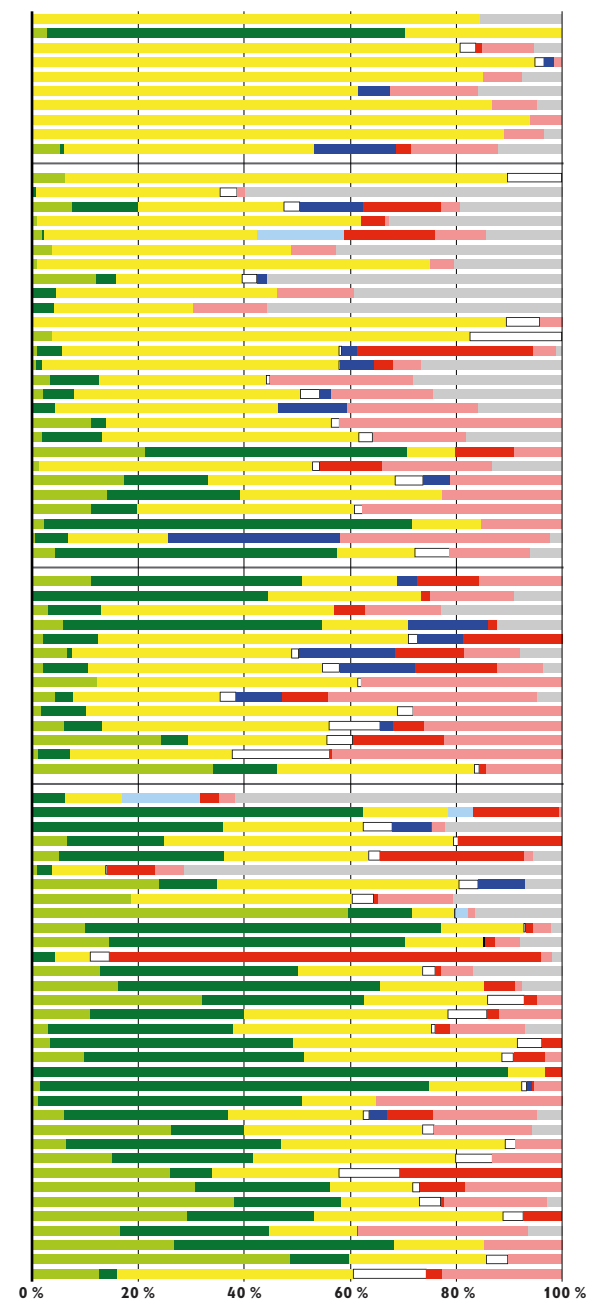
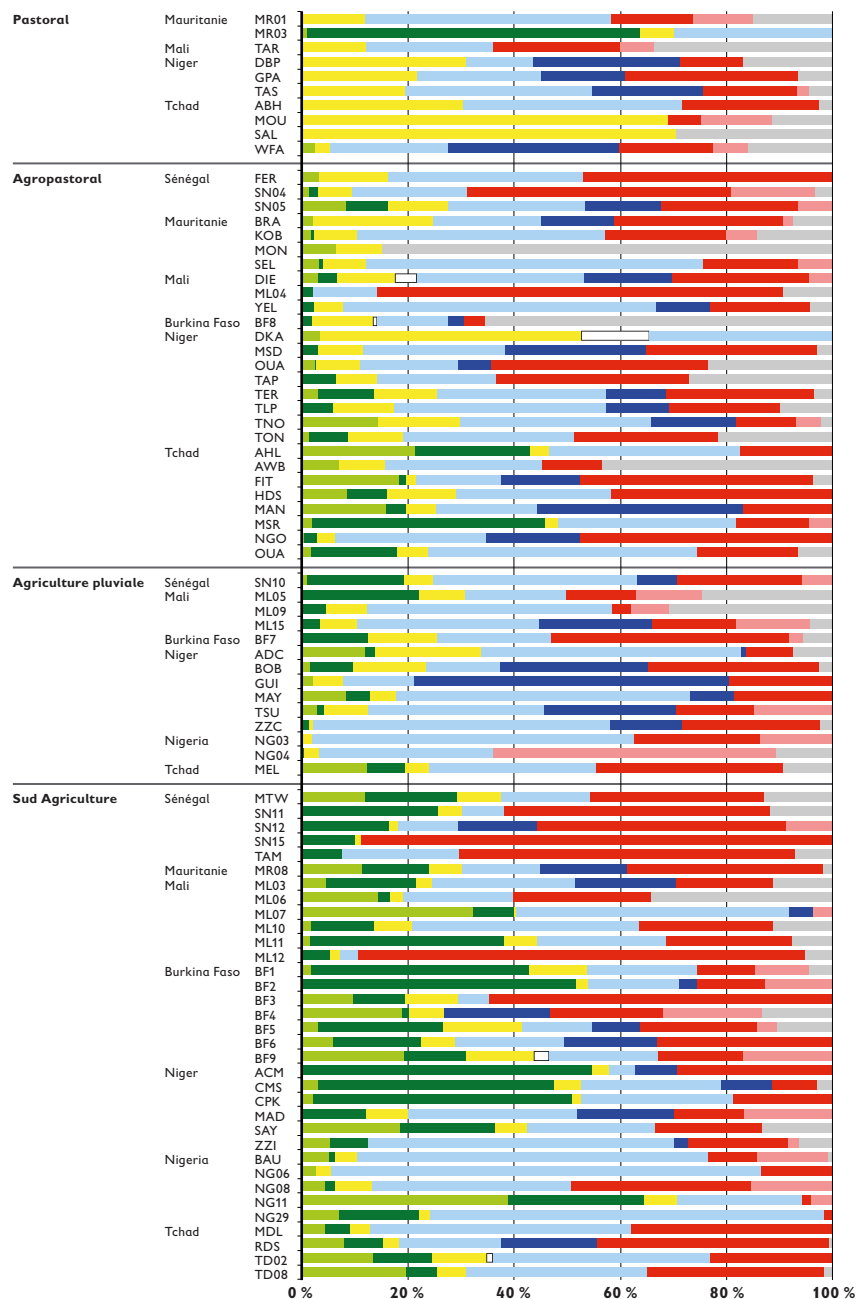
(Pourcentage du total)

Très pauvres

Nantis

LÉGENDE

- Vente de cultures vivrières et autres cultures non de rente
- Vente de cultures de rente
- Vente de bétail
- Vente de produits de bétail
- Travail local rémunéré
- Travail migrant rémunéré
- Travail indépendant/produits de cueillette
- Petit commerce
- Autre



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

Moyens



COMMENTAIRE : SOURCES DE L'ARGENT LIQUIDE

Après avoir noté l'importance critique de l'achat de nourriture, au moins pour les ménages Très Pauvres (les dépenses globales sont présentées dans l'ensemble de graphiques qui suit), l'étape suivante consiste à voir d'où provient leur argent. En ce qui concerne le premier ensemble représentant les revenus monétaires absolus, il est frappant de constater combien les revenus sont élevés dans certaines régions pour la moyenne des ménages. En réalité, la tendance est assez claire pour les Très Pauvres et les Nantis, ce qui suggère que certaines zones de moyens d'existence sont plus riches en ce sens que d'autres, et que si les Nantis ont des revenus relativement élevés, le reste des ménages y tend également. Cependant, toute analyse plus approfondie de cette question devrait tenir compte des éléments comparatifs du coût de la vie, que ce soit en termes de prix locaux ou, par exemple, du fait que tous les éleveurs, contrairement aux agriculteurs, doivent acheter la majeure partie de leurs aliments.

Parmi les zones exceptionnellement riches (dont les revenus sont supérieurs à 3 000 dollars US par habitant et par an en moyenne), la zone *MR01* en Mauritanie est pastorale, tout comme la région de *Tarkhint (TAR)* au Mali ; le *ferlo (FER)* au Sénégal est techniquement « agropastoral », mais ce sont les éleveurs avec les plus grands troupeaux de bovins de toutes les études effectuées dans la région. Le *Matam walo (MAT)* au Sénégal et la région de *Yelimane (YEL)* au Mali font partie du complexe à fort transfert de fonds le long du fleuve Sénégal (les transferts de fonds constituant la majeure partie de la barre « autres » en gris, visible aussi pour *MR01*) ; et *ML07 (riz irrigué de l'Office du Niger)* au Mali, et au Nigéria *NG11 (économie partiellement irriguée de la vallée de Hadejia)* et *NG08 (Zamfara coton, arachides et céréales)* sont des zones de vente de surplus de céréales ou de cultures de rente par excellence.

En ce qui concerne les pasteurs, il est peut-être surprenant que ceux du *SAL (Salale)* au Tchad, avec leur grande richesse en termes de chameaux, ne rejoignent pas l'échelon supérieur. Il semble que, comme les pasteurs plus généralement d'une époque révolue, ils boivent beaucoup de lait et vendent

les animaux dont ils ont besoin pour acheter des céréales et des éléments essentiels, mais ne font pas grand-chose d'autre pour gagner de l'argent supplémentaire, ce qui vaut même pour les Très Pauvres. Leurs voisins grands propriétaires de bétail du *MOU (Moundjoura)*, également au Tchad, montrent le même modèle. Peut-être que les grandes distances qui les séparent des centres d'échanges commerciaux et de la demande de main-d'œuvre sont également un facteur ici.

En ce qui concerne le deuxième ensemble (les graphiques proportionnels), le message principal en termes de sécurité alimentaire doit être vu dans la combinaison des barres en bleu clair, bleu foncé et rouge si proéminentes pour les Très Pauvres et les Pauvres. Ce sont les barres représentant l'emploi occasionnel proche et lointain et le travail indépendant, comme la coupe et la vente de bois de feu, mais aussi la vente des produits de la cueillette. Le message est qu'en tant qu'agriculteurs, ils ne peuvent presque pas vivre financièrement en vendant leurs propres cultures et bétail (barres vertes et jaunes), tout comme nous avons vu sur les graphiques des sources alimentaires que leurs champs ne leur fournissent pas assez de quoi manger. En d'autres termes, à travers le Sahel, une bonne moitié des ménages agricoles doivent obtenir plus de la moitié de leurs revenus monétaires en dehors de leurs propres champs.

Ensuite, notre regard est peut-être particulièrement attiré par la grande touche de jaune sur le graphique des Nantis, qui se reflète également sur le graphique de la moyenne des ménages – les barres représentant le revenu des ventes de bétail (auxquelles nous pouvons ajouter les barres blanches pour les ventes de lait). Ici, nous ne nous contentons pas d'observer les zones essentiellement pastorales (qui ont les barres jaunes les plus longues), mais tout un éventail de zones agricoles. Dans les zones du Burkina Faso, pays avec une couverture AEM complète, en plus des nordistes plus orientés vers l'élevage (*BF07* et *BF08*), nous constatons des revenus importants provenant de l'élevage pour les producteurs de céréales de l'Ouest (*BF04*), pour les agriculteurs

mixtes du Plateau central (B05) et même pour les agriculteurs de la zone forestière plus humide de l'extrême sud-est (BF09). L'élevage est crucial pour les budgets des ménages dans la région, sauf là où il y a trop peu de place pour conserver les bêtes, comme dans les économies d'irrigation du MLO7 au Mali et des Montagnes de l'Air (ACM) au Niger. Les barres jaunes chez les Très Pauvres sont généralement courtes, comme on peut s'y attendre, mais il faut noter que ces personnes vivent presque toujours dans les marges budgétaires les plus minces et que par conséquent, leurs revenus tirés du bétail, aussi modestes soient-ils, sont souvent cruciaux pour qu'ils puissent résister toute l'année en termes d'achat de nourriture.

Nous avons saisi les revenus tirés du bétail pour montrer leur degré d'importance peut-être surprenant pour les agriculteurs. Nous ne devons cependant pas sous-estimer l'importance des cultures, en particulier les cultures vivrières, même si ici, les revenus tirés des cultures ne dépassent généralement pas les revenus du bétail. Bien sûr, les cultures sont fondamentales pour la nourriture, mais il est intéressant de noter que, comme on peut le voir en comparant le vert clair (cultures vivrières essentiellement) avec le vert foncé (cultures de rente), les cultures vivrières représentent globalement une plus grande source d'argent que les cultures de rente (voir la définition des deux au niveau de la carte 8, page 18). Et ce après la consommation domestique.

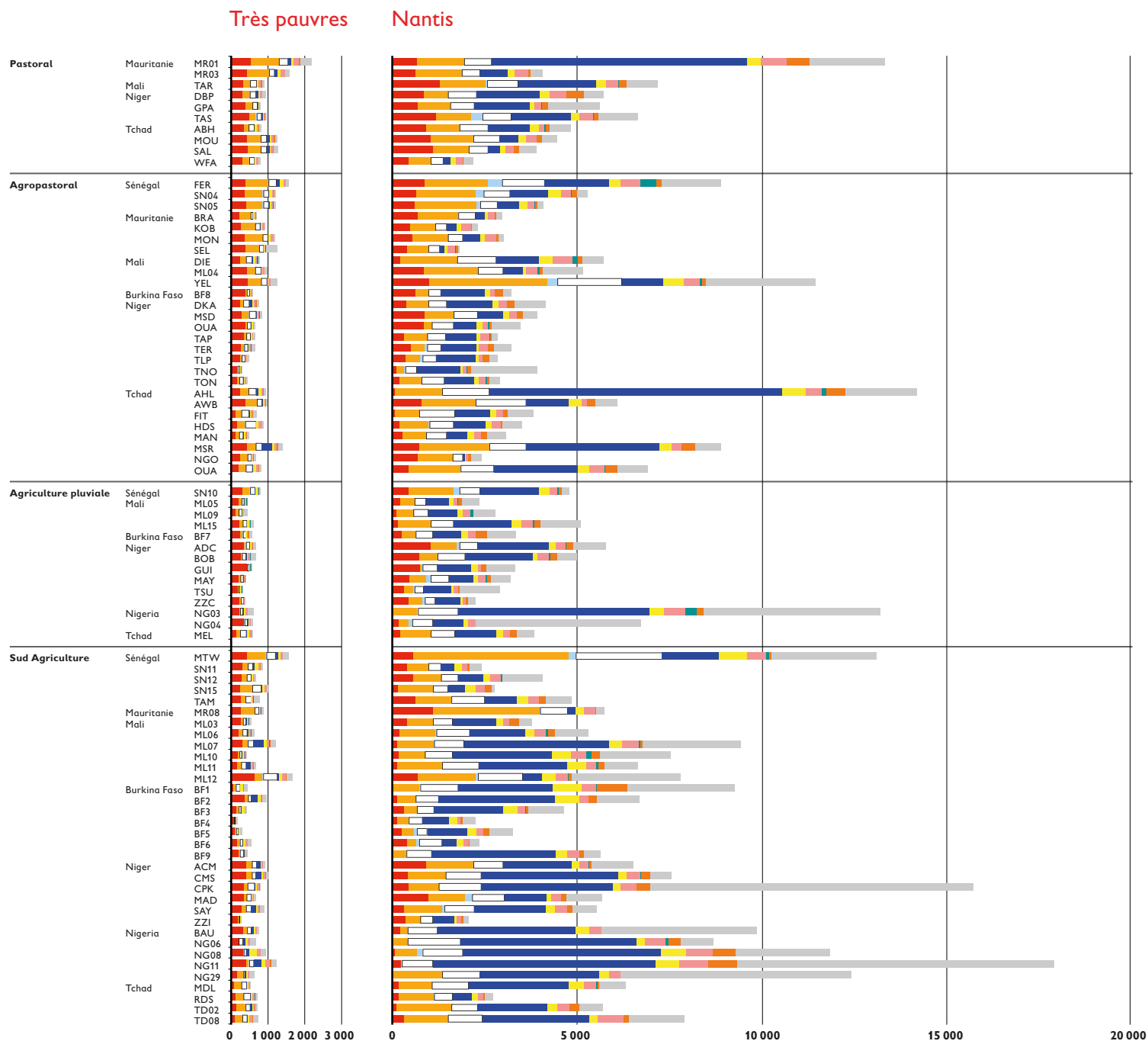


SOURCES DES DÉPENSES

(En dollars US par personne et par an)

LÉGENDE

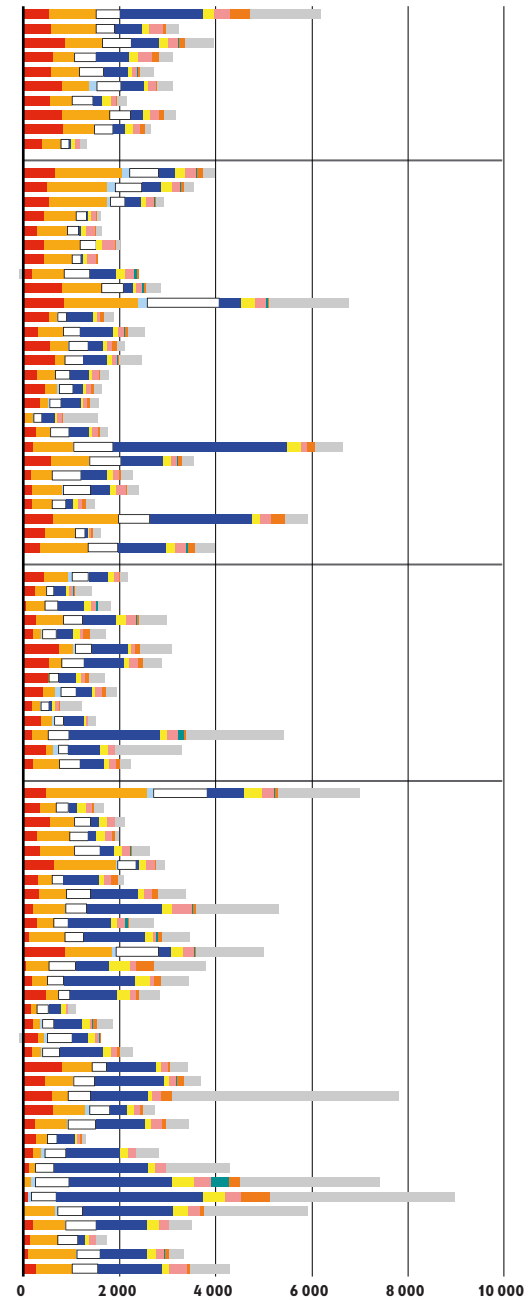
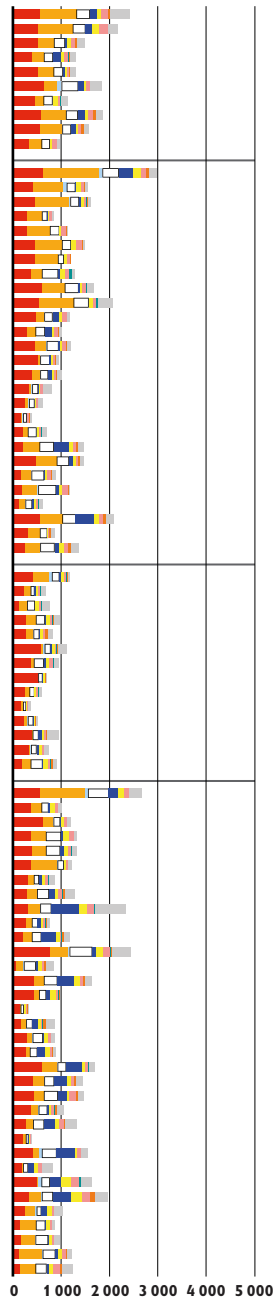
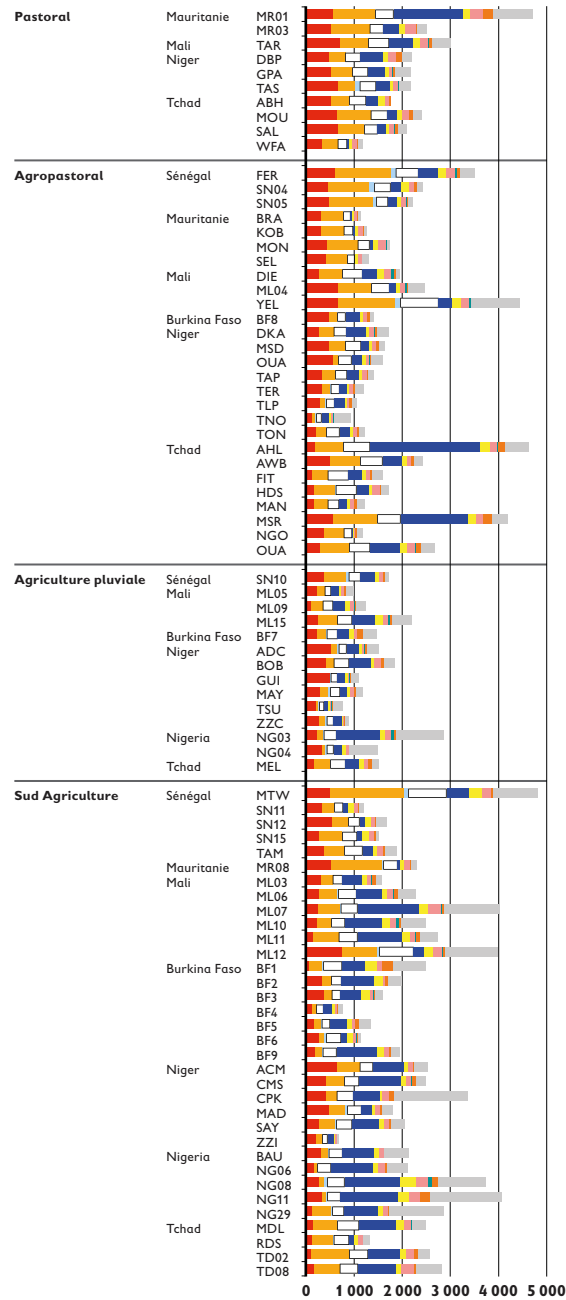
- Aliments de base
- Autres aliments
- Eau
- Articles ménagers
- Intrants pour la production végétale et animale
- Éducation et frais médicaux
- Vêtements
- Impôt
- Dons
- Autre



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

Moyens



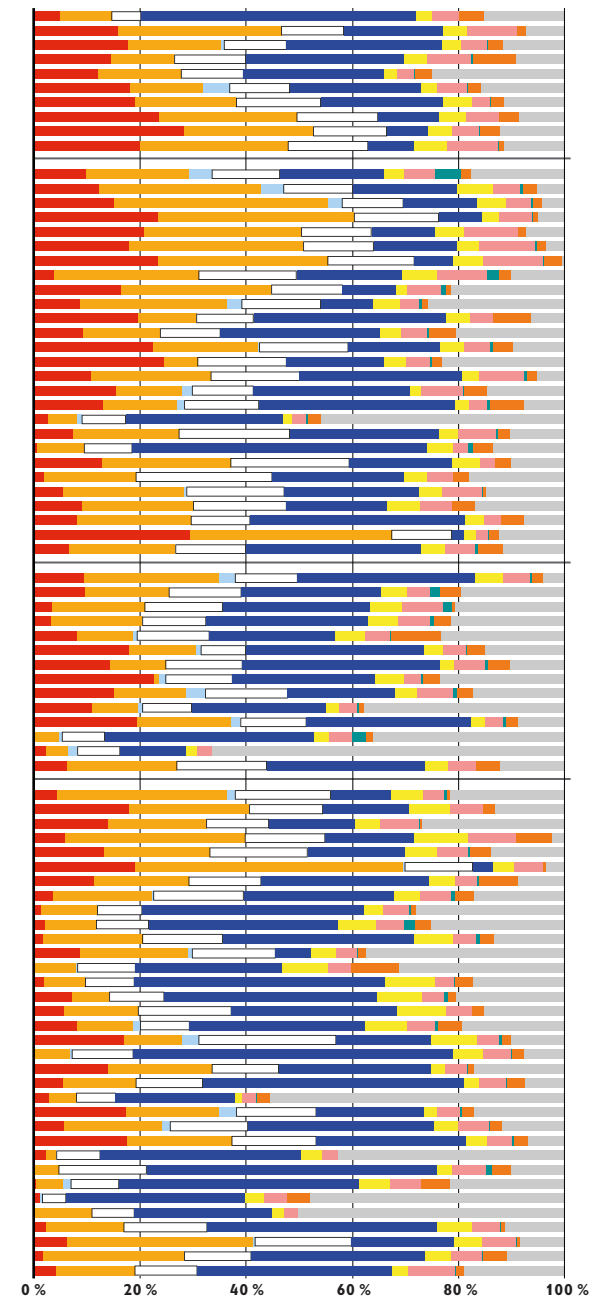
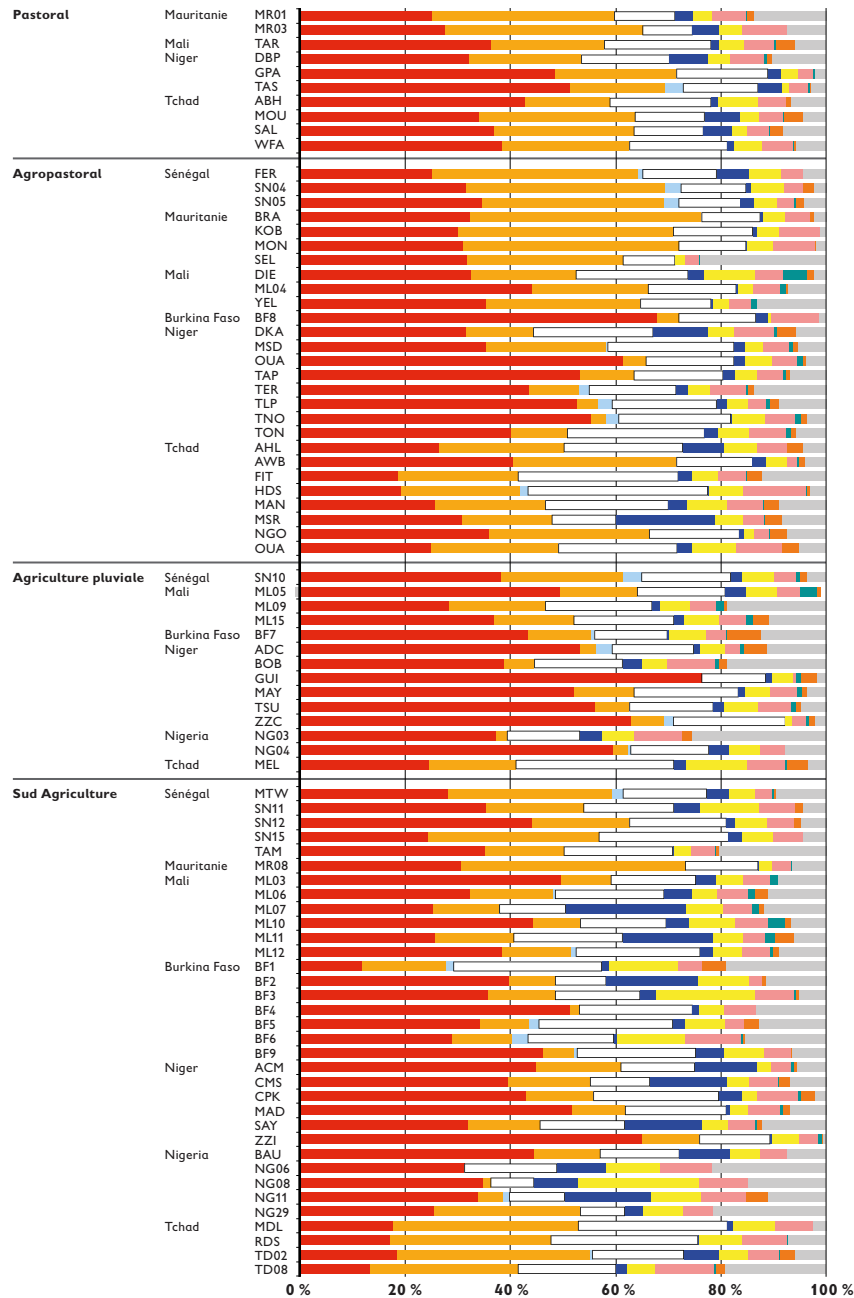
SOURCES DES DÉPENSES (Pourcentage du total)

Très pauvres

Nantis

LÉGENDE

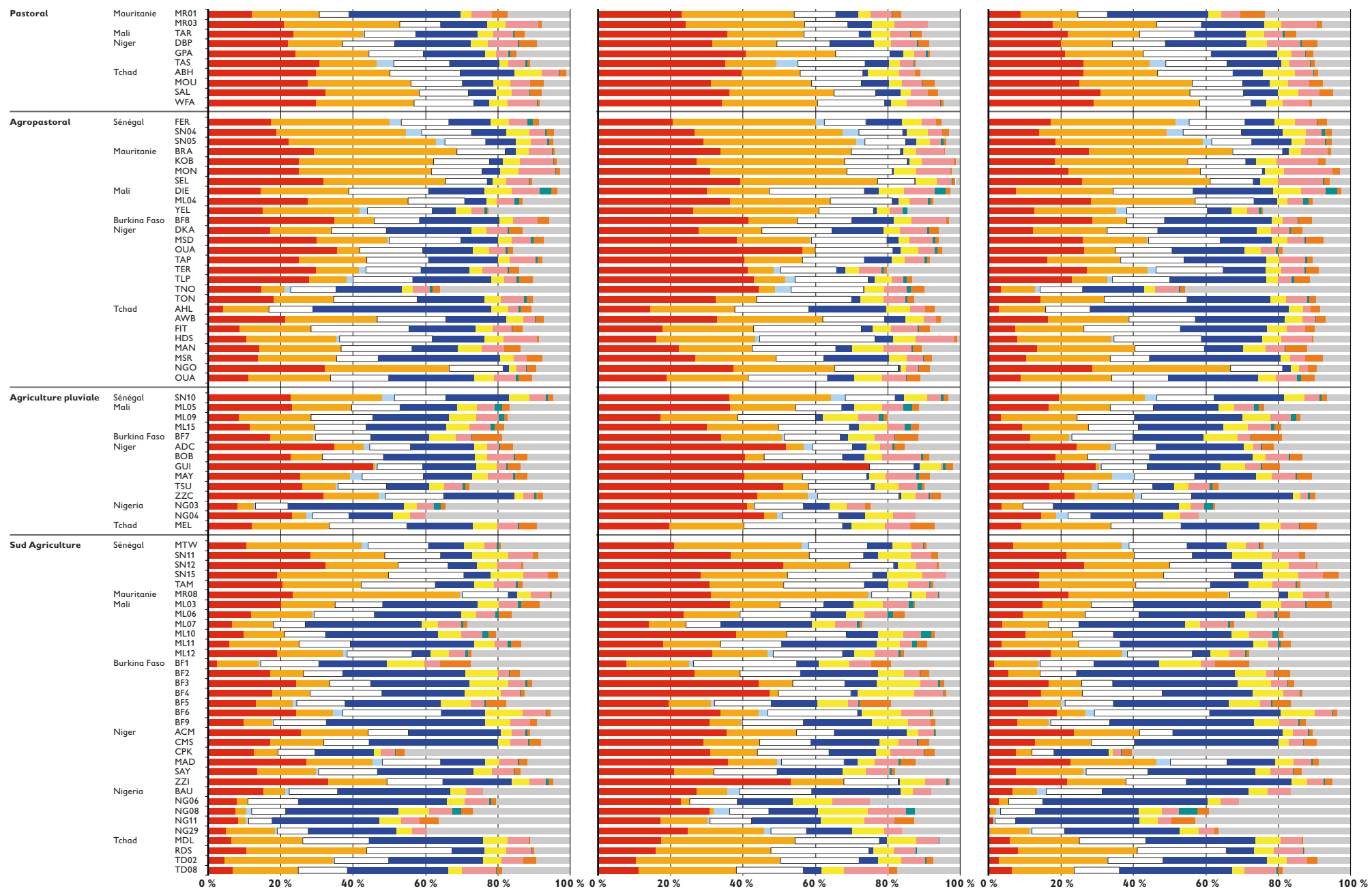
- Aliments de base
- Autres aliments
- Eau
- Articles ménagers
- Intrants pour la production végétale et animale
- Éducation et frais médicaux
- Vêtements
- Impôt
- Dons
- Autre



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

Moyens



COMMENTAIRE : DÉPENSES

Les niveaux de dépenses annuelles correspondent essentiellement aux niveaux de revenus annuels. Il est encore rare que les villageois, même Nantis, conservent des économies sur des comptes bancaires. Les bénéfices d'une année sur l'autre sont essentiellement conservés sous la forme de bétail acheté ou de céréales stockées, bien que le stockage de céréales d'une année sur l'autre semble beaucoup moins courant aujourd'hui que par le passé, peut-être à cause d'un réseau de marchés plus grand et plus fiable.

Les « aliments de base » (barre rouge) désignent les céréales de base, et les autres aliments (barre orange) se rapportent à tout autre aliment que l'on consomme. Pour la plupart des gens et la plupart du temps, les aliments non essentiels proviennent d'un répertoire très limité, notamment le niébé omniprésent, l'huile végétale et le sucre. Pour les ménages Très pauvres, ils

vont rarement au-delà : la viande, par exemple, est consommée lors des fêtes (parfois offerte par des parents plus aisés ou des voisins), mais rarement consommée autrement (même la volaille), sauf si elle est transformée en kebab et achetée comme petit plaisir le jour du marché. En effet, pour Très Pauvres, même les légumes (y compris les oignons) ne sont pas achetés sans réflexion, car ils doivent rivaliser avec d'autres besoins, par exemple les achats quotidiens/hebdomadaires (barre blanche) qui incluent une pléthore d'articles allant des condiments aux allumettes, en passant par le savon, lesquels, comme on le voit pour la moyenne des ménages, représentent collectivement une proportion non négligeable des dépenses totales des ménages. Pour les Très Pauvres, cela laisse peu de place aux autres dépenses de base, que ce soit pour les vêtements (barre rose) ou l'éducation et les soins

médicaux (barre jaune), sans parler des dépenses électives, par exemple, des obligations sociales comme les transports pour rendre visite à un proche, les contributions aux baptêmes, etc. (sous la barre grise « autres »). En particulier, il ne reste que peu de dépenses pour les intrants de production (barre bleu foncé), par exemple, engrais, main-d'œuvre salariée, soins vétérinaires, achat d'animaux pour augmenter/reconstituer le cheptel.

En revanche, les dépenses en intrants représentent généralement une part importante des dépenses des agriculteurs Nantis. Il en résulte ici une tendance forte assez visible, presque symbolique : plus la barre bleue foncé est longue, plus la barre rouge pour l'achat d'aliments de base est courte ; en d'autres termes, une dépense élevée en intrants augmente l'autosuffisance. D'un autre côté, les ménages Nantis consacrent généralement aux aliments non essentiels une part de leur budget à peu près équivalente à celle des Très Pauvres. Nous devons cependant nous rappeler ici que compte tenu de leur

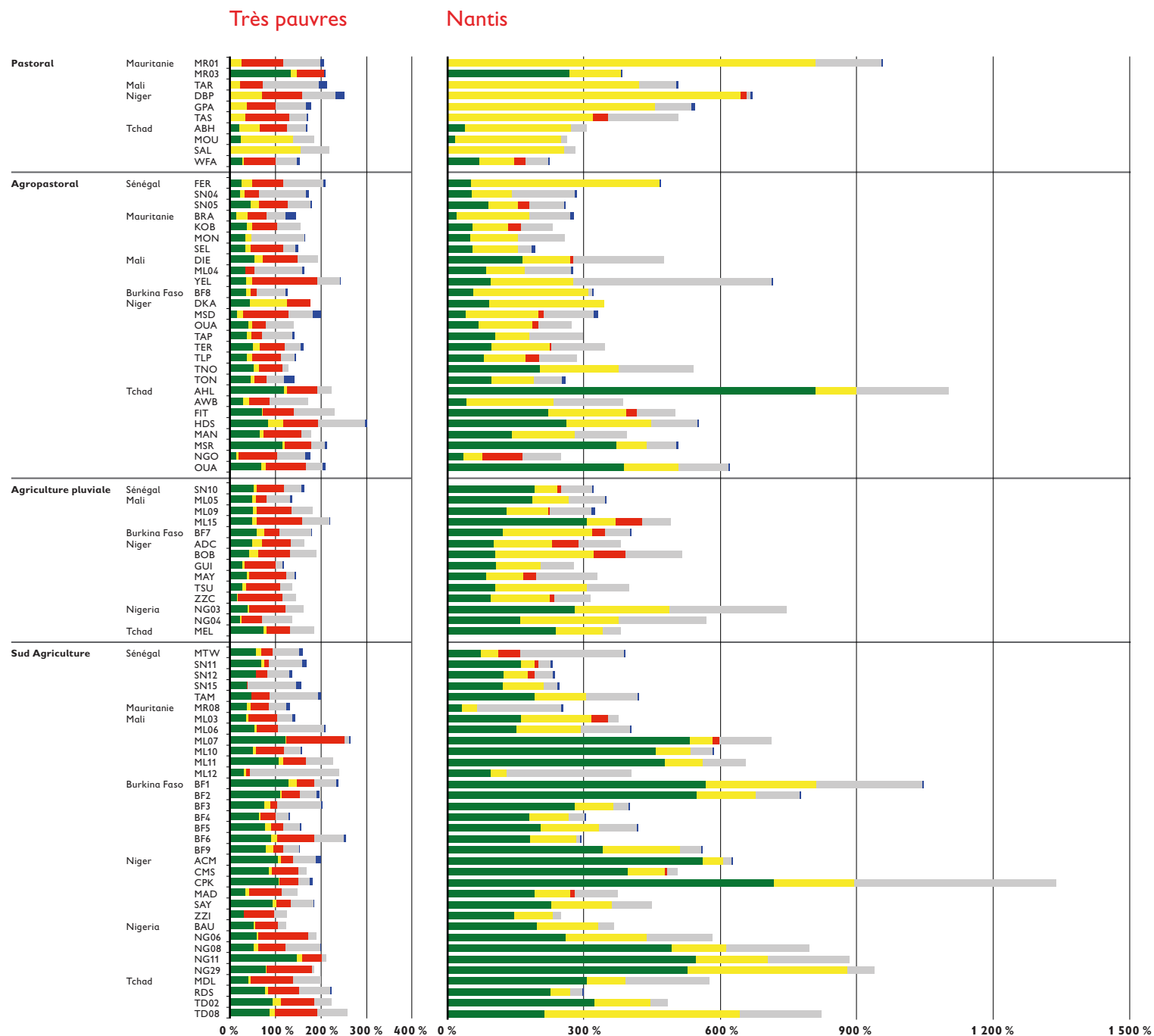
niveau de revenu, les montants absolus par habitant seront multipliés. Cela signifie que les villageois Nantis peuvent effectivement s'offrir ce qui, en termes ruraux, constitue un niveau de vie beaucoup plus élevé, même si pour l'étranger, cela peut ne pas lui ressembler matériellement. Ils peuvent acheter plus de légumes, de légumineuses, de lait et de viande pour une alimentation plus équilibrée et simplement plus agréable. Ils peuvent acheter plus de vêtements, plus de kérosène pour les lampes, plus de torches, de radios portatives et de piles pour les deux ; élément particulier d'un cycle bénin, ils peuvent aussi « investir » davantage dans l'éducation de leurs enfants, au moins jusqu'aux études secondaires, voire au-delà. Il est vrai qu'on s'attend aussi à ce qu'ils dépensent beaucoup plus dans les obligations sociales, mais cela sous-tend leur statut et leur assure une certaine assurance dans la bonne volonté des autres s'ils se retrouvent dans une situation de besoin.

REVENU TOTAL (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE)

(Pourcentage des 2 100 kcal
par personne et par jour)

LÉGENDE

- Consommation et vente de propres cultures
- Consommation et vente du propre bétail et de produits de bétail
- Travail rémunéré : argent liquide et paiement directe en nourriture
- Autre
- Aide en nourriture et argent liquide



Moyenne des ménages (pondérée)

Pauvres

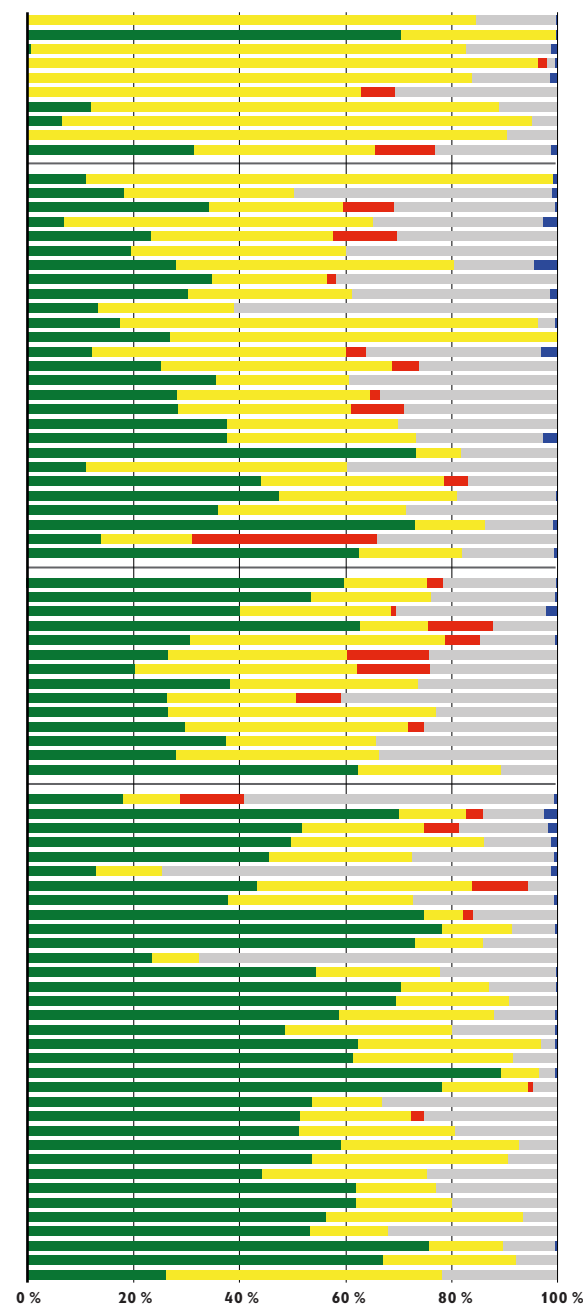
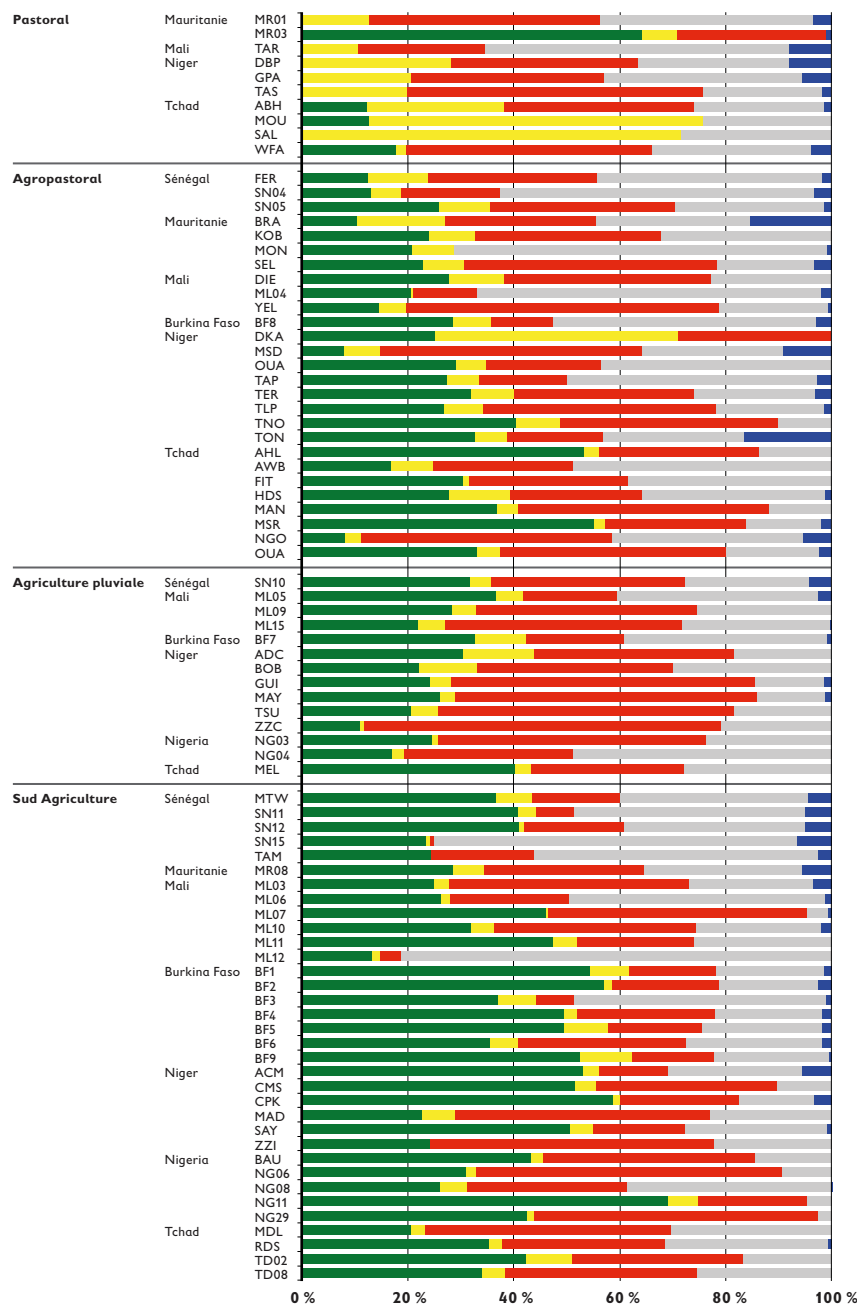
Moyens



REVENU TOTAL (NOURRITURE + ARGENT LIQUIDE) (Pourcentage du total)

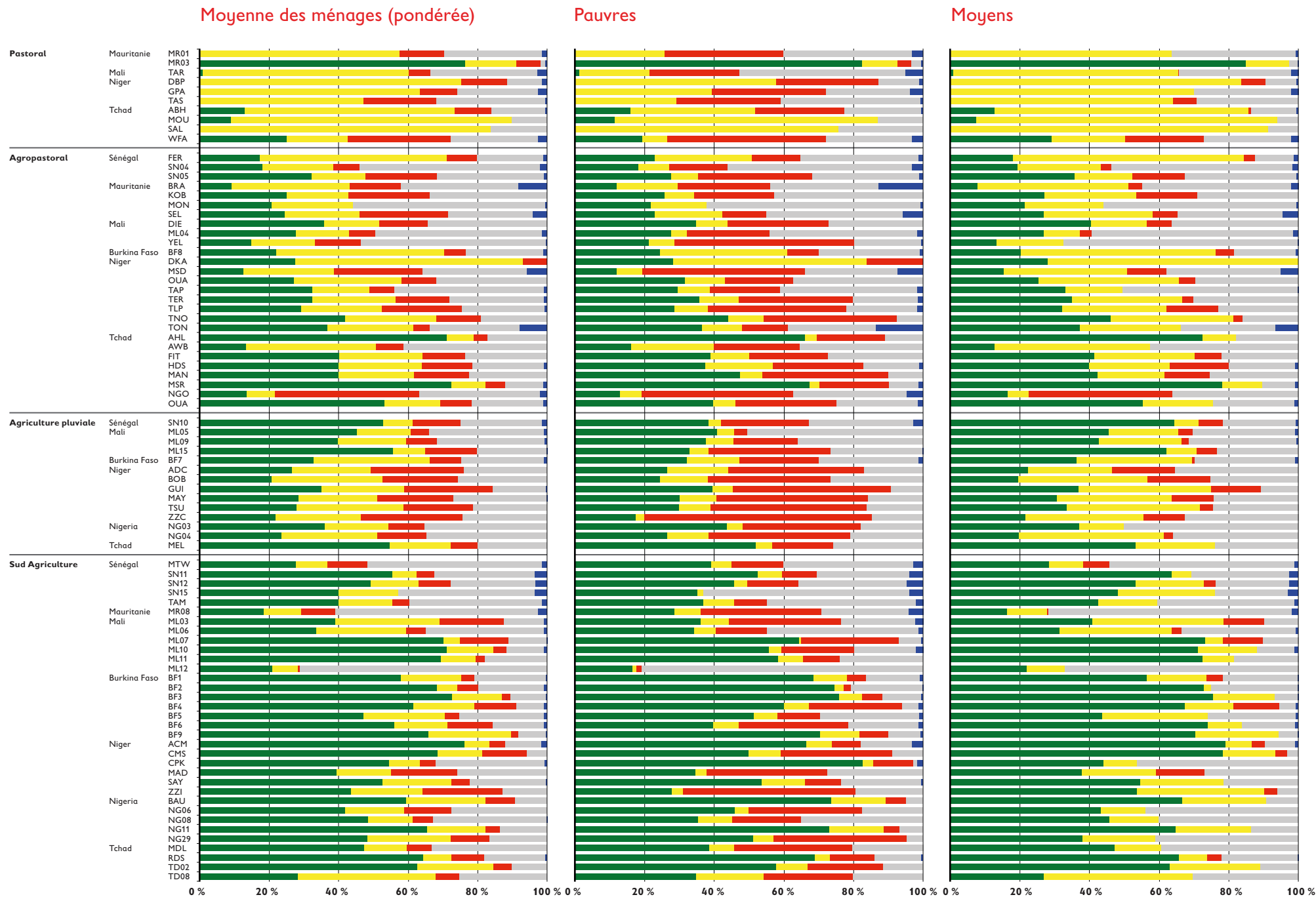
Très pauvres

Nantis



LÉGENDE

- Consommation et vente de propres cultures
- Consommation et vente du propre bétail et de produits de bétail
- Travail rémunéré : argent liquide et paiement directe en nourriture
- Autre
- Aide en nourriture et argent liquide



COMMENTAIRE : REVENU TOTAL

Les ménages ont des revenus monétaires, mais aussi des revenus alimentaires, au sens des aliments qu'ils consomment directement à partir de leurs propres cultures et bétail. Comment comparer la valeur de ces différents éléments pour les ménages ? Pour ce faire, nous devons trouver un moyen de combiner les revenus tirés des ventes de cultures et de bétail, et de l'emploi, etc., avec la consommation domestique des cultures vivrières et de produits laitiers. La méthode consiste à convertir toutes ces valeurs en une seule valeur de référence unitaire, en l'occurrence les calories. Ce qui est calculé, ce sont les calories réellement consommées directement à partir de la production propre, plus les calories qui pourraient être achetées si tous les revenus monétaires de toutes les sources étaient convertis en céréale de base la plus courante aux prix de référence locaux. Le total de toutes ces calories est ensuite exprimé en pourcentage de satisfaction des 2 100 kcal nécessaires par personne et par jour. Cela offre un moyen de montrer et de comparer la valeur globale de la production économique d'un ménage – le « revenu total ».

Sous les graphiques des revenus monétaires, nous mettons en évidence l'importance des revenus du bétail, mais aussi l'importance des cultures. Cette importance est soulignée parce qu'elle inclut la valeur de la consommation des propres cultures. Cela n'écarte nullement la contribution du bétail, mais permet de redresser sensiblement l'équilibre pour la moyenne des ménages comme pour les Nantis. Pour les Très pauvres, cela réduit au moins de façon impressionnante le déséquilibre, mais dans ce cas, par rapport à leurs revenus provenant de leurs propres champs (main-d'œuvre en rouge, activités indépendantes en tant que composante majeure de la barre grise « autres »). Ces revenus restent primordiaux, mais la consommation des propres cultures est un élément étonnamment significatif dans l'ensemble (ils vendent très peu de cultures vivrières), étant donné leur très faible superficie, leur absence

de dépenses en intrants et leur tendance à réduire l'attention portée à leurs propres cultures en faveur du travail rémunéré dans les champs des autres. Ils migrent aussi parfois pour le travail avant même la récolte de la famille – décisions qui leur sont imposées par le besoin pressant d'argent pour joindre les deux bouts avant cette récolte. Comparés aux graphiques relatifs aux sources d'argent liquide, les Très Pauvres ressemblent étonnamment moins à un « salariat » rural et davantage à des agriculteurs.

La barre « autres » en gris est importante dans tous les graphiques, mais cela signifie des choses très différentes pour les Très Pauvres et les Nantis. Pour les plus pauvres en général, cela signifie ajouter toute la valeur possible à leur capacité de travail physique et de compétences manuelles, notamment en exploitant les dons gratuits de la nature : ils coupent du bois de feu à vendre ou à transformer en charbon, ils coupent et vendent aux propriétaires de bétail du fourrage pendant la saison sèche, ils coupent d'autres herbes et roseaux à utiliser pour la vannerie, ils cueillent des aliments sauvages et des produits comme la gomme arabique à vendre et exploitent des sols argileux avec de l'eau à proximité pour fabriquer et vendre des briques. Pour les plus riches, il s'agit d'un ensemble d'activités plus commerciales, notamment le petit commerce et même le commerce en gros des céréales, la location de charrues et de bœufs de labour, la location de charrettes pour le transport de personnes et de marchandises, et la négociation des ventes de bétail sur les marchés – une source d'argent importante parmi les éleveurs. La barre en gris inclut également les transferts de fonds, qui sont beaucoup plus reçus par les ménages plus aisés que par les ménages plus pauvres.